

Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798

publiés par
André DONNET

II

Documents relatifs à l'activité de Mangourit,
résident de la République française en Valais
(16 novembre 1797 - 25 juin 1798)

Première livraison

Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798

publiés par
André DONNET

Plan de la publication

Sigles Déjà paru :

- Doc. I* I. Procès-verbaux et actes du comité général de Saint-Maurice (3 février - 16 mars 1798).
Publ. dans *Vallesia*, t. XIX, 1964, pp. 1-188.

Dans le présent volume :

- Doc. II/1* II. Documents relatifs à l'activité de Mangourit, résident de la République française en Valais (16 novembre 1797 - 25 juin 1798). *Première livraison* :
1^{re} section : Documents relatifs à la nomination et à l'entrée en fonction de Mangourit (16 novembre 1797 - 12 février 1798).
2^e section : Dépêches de Mangourit, adressées à Talleyrand, ministre des Relations extérieures (26 décembre 1797 - 14 juin 1798).

A paraître :

- Doc. II/2* II. Documents relatifs à l'activité de Mangourit, résident de la République française en Valais (16 novembre 1797 - 25 juin 1798). *Seconde livraison* :
3^e section : Correspondance de Mangourit avec le Directoire exécutif de la République française et les commissaires, généraux et agents français (fin décembre 1797 - 22 juin 1798).
4^e section : Correspondance de Mangourit avec les autorités valaisannes (comité général de Saint-Maurice, comités particuliers, magistrats du Haut-Valais, Assemblée représentative et Directoire exécutif provisoires) (22 janvier - 13 juin 1798).
5^e section : Mangourit et les autorités du Pays puis canton de Vaud (affaires politiques et militaires) (24 décembre 1797 - 25 juin 1798).
6^e section : Documents relatifs à la fin de l'activité de Mangourit en Valais (quitté le 25 juin 1798).
- Doc. III* III. Documents divers relatifs aux affaires politiques du Bas-Valais, depuis la proclamation de son indépendance jusqu'à sa réunion avec le Valais oriental (janvier - 16 mars 1798).
- Doc. IV* IV. De la république des Dix-Dizains au canton de la République helvétique (16 mars - 6 mai 1798).

*Publié avec l'aide du Fonds national suisse
de la recherche scientifique.*

AVANT-PROPOS

Quand, il y a trente ans environ, j'ai commencé de préparer l'édition des *Procès-verbaux et actes du comité général de Saint-Maurice*, j'étais bien loin de me douter que j'allais découvrir de nombreux autres documents inédits relatifs à la révolution valaisanne de 1798. Mon propos initial n'avait cependant pas d'autre ambition que de combler une lacune en mettant au jour un dossier qui me paraissait important pour l'histoire du Valais et qui jusqu'alors avait échappé à l'attention des chercheurs, bien qu'il eût été accessible, depuis 1906 en tout cas, dans le fonds de Rivaz déposé aux Archives cantonales, à Sion.

Bientôt, cependant, je me rendis compte que, si le dossier du comité général de Saint-Maurice formait un ensemble bien déterminé, il ne faisait apparaître qu'un seul aspect d'un problème bien plus vaste et plus complexe ; il me fallait donc élargir le champ de mon enquête pour situer ce dossier dans son contexte qui est celui de la révolution valaisanne de 1798.

C'est ainsi que, lorsque je publiai, en 1964, dans *Vallesia*, les *Procès-verbaux et actes ...*, j'envisageais déjà de réunir, sous le titre général de *Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798*, une deuxième, puis une troisième série de textes, comme je l'explique dans mon *Introduction* (pp. 3-4). Mais, accaparé alors par de nombreuses besognes administratives et par d'autres travaux, je dus attendre plusieurs années pour reprendre des recherches systématiques et suivies à cet effet.

C'est à ce stade de mon entreprise qu'il m'a paru nécessaire de consacrer une partie entière de la publication exclusivement à l'activité qu'a déployée Michel-Ange-Bernard Mangourit (1752-1829), résident de la République française en Valais, durant son séjour de six mois dans notre pays (de janvier à juin 1798).

Mon nouveau plan général se présente dès lors comme suit :

Première partie : *Procès-verbaux et actes du comité général de Saint-Maurice*, parus dans *Vallesia*, en 1964.

II^e partie : *Documents relatifs à l'activité de Mangourit, résident de la République française en Valais* (16 novembre 1797 - 25 juin 1798).

III^e partie : *Autres documents relatifs aux affaires politiques du Bas-Valais indépendant* (jusqu'au 16 mars 1798).

IV^e partie : *De la république des Dix-Dizains au canton de la République helvétique* (16 mars - 6 mai 1798).

Quant à la deuxième partie, dans laquelle sont regroupés les documents concernant l'activité de Mangourit, elle est ordonnée en fonction de sa correspondance politique, conservée à Paris, aux Archives du ministère des Affaires étrangères, dans la série « Correspondance politique, Valais, vol. 5 » (coté = E), qui compte 280 pièces.

* * *

Au préalable, pour gagner du temps, j'ai commencé par transcrire les copies que possèdent les Archives fédérales, à Berne, des documents tirés des archives françaises et relatifs à mon sujet.

Toutefois dans les dossiers de Berne, il manque manifestement des pièces, notamment quelques dépêches de Mangourit et surtout des documents que le résident y avait joints à l'intention de Talleyrand, alors ministre des Relations extérieures. De plus, ces copies sont lacunaires et révèlent beaucoup d'erreurs de lecture : de toute évidence, elles n'ont été ni relues ni collationnées ; il importait de recourir aux originaux.

Grâce au Fonds national suisse de la recherche scientifique, j'ai pu séjourner à deux reprises à Paris et poursuivre mes recherches aux Archives du ministère des Affaires étrangères, aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale.

C'est ainsi que j'ai été en mesure de collationner mes transcriptions avec les originaux, de retrouver un bon nombre de pièces laissées de côté par le copiste au service des Archives fédérales, et enfin de découvrir d'autres documents qui lui ont échappé. En outre, le fait de travailler sur des originaux m'a facilité l'identification des scribes.

Dans le volume cité E, on compte 86 dépêches de Mangourit à Talleyrand avec 14 réponses succinctes de ce dernier, qui pour la plupart sont des accusés de réception accompagnés de brèves instructions.

Les dépêches de Mangourit portent deux numérotations successives, souvent fautives : répétitions ou omissions de numéros. Dans mon édition, la numérotation originale est signalée, à la suite de la référence, avec les dates de réception et de réponse consignées par les secrétaires du ministère. Mais j'y ai adopté une numérotation continue pour l'ensemble des dépêches, ce qui fait apparaître, comme pour les réponses de Talleyrand, que toutes les pièces ne sont pas arrivées à destination ou n'ont pas été conservées.

Ces dépêches sont accompagnées souvent de pièces justificatives : les unes sont insérées, intégralement ou partiellement, dans la dépêche elle-même où je les ai reproduites en italique ; les autres sont jointes en annexe, soit dans leur texte original, soit sous forme de copie. Toutefois, les pièces ainsi annoncées ne se retrouvent pas toutes dans le dossier ; certaines ont été dispersées, mais celles que j'ai découvertes dans d'autres fonds et même dans des journaux parisiens contemporains, je les ai remises à leur place.

Les documents relatifs aux faits et gestes de Mangourit pendant sa résidence en Valais ne figurent pas tous dans sa « correspondance politique » aux Affaires étrangères, loin de là. J'en ai repéré encore un grand nombre

d'autres, qu'il importait d'intégrer à l'ensemble de la publication : par exemple, aux Archives nationales, dans la série AF III dont l'inventaire, dressé par M. Louis Junod pour les documents concernant la Suisse (dans *Mélanges Largiadès* intitulés *Archivalia et Historica*, Zurich, 1958, pp. 303-335), a été pour moi un guide très utile.

Tout en prenant soin de ne pas démembrer ce fonds autour duquel est organisée la deuxième partie des *Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798*, j'ai dû constituer plusieurs sections pour y ranger les documents provenant d'autres sources :

Première section : *Documents relatifs à la nomination et à l'entrée en fonction de Mangourit*. Il s'agit, outre sa nomination, de la correspondance échangée à propos de la remise de ses lettres de créance.

2^e section : *Dépêches de Mangourit*, dont il a été amplement question ci-dessus.

3^e section : *Correspondance de Mangourit avec le Directoire exécutif de la République française et les commissaires, généraux et agents français*. — Le contenu de cette section ne correspond pas exactement au titre ; en effet, j'y ai joint par exemple des lettres qu'ont échangées commissaires et généraux français au sujet de Mangourit, ainsi que les proclamations qu'ils ont publiées en Valais.

4^e section : *Correspondance de Mangourit avec les autorités valaisannes*. Là, il s'agit réellement de la correspondance que Mangourit a entretenue avec le comité général de Saint-Maurice et ses membres, avec les comités régionaux et locaux du Bas-Valais, avec les autorités du Haut-Valais (évêque et magistrats), puis, à partir du 16 mars 1798 où Valais occidental et Valais oriental de nouveau réunis ont formé une seule république (dite des Dix-Dizains), avec son Assemblée représentative et son Directoire exécutif provisoire, et avec quelques magistrats.

5^e section : *Mangourit et les autorités du Pays puis canton de Vaud*.

Aux Archives cantonales vaudoises, à Lausanne, j'ai dépouillé l'énorme fonds de l'Helvétique où j'ai recueilli un nombre considérable de documents.

En effet, déjà sur la route qui le conduit en Valais, au début de janvier 1798, Mangourit prend contact, à Lausanne, avec des patriotes vaudois et, par la suite, il ne cesse de s'informer du cours de la révolution au Pays de Vaud ; non sans y intervenir parfois. Mais c'est lorsque le Haut-Valais s'oppose par les armes à la mise en application de la constitution helvétique, que les relations s'intensifient : le résident commence par appeler au secours les troupes vaudoises ; d'où résulte une abondante correspondance.

En outre, Mangourit ne craint pas d'outrepasser les limites de sa juridiction et de s'intituler « résident de la République française dans les cantons du Valais et du Léman », à un moment où le Valais, en pleine guerre civile, n'a pas encore rejoint, en fait, la République helvétique et où le Pays de Vaud, lui, en fait déjà partie intégrante.

Il va même, au début de juin, jusqu'à donner directement des ordres au sous-préfet de Romainmôtier, en passant par-dessus la tête d'Henri Polier, préfet national du canton de Vaud.

Pour se faire une idée des relations de Mangourit avec les Vaudois, il ne suffit pas de réunir les lettres qu'il a échangées avec les autorités civiles et militaires ou les rapports que les commissaires vaudois ont envoyés à leurs commettants, il faut encore extraire des procès-verbaux du Directoire exécutif et de l'Assemblée nationale les notices qui le concernent et qui montrent jusqu'à quel degré se sont répercutées ses interventions. Toutefois, en ce domaine, il est malaisé de fixer un terme aux recherches.

6^e et dernière section : *Documents relatifs à la fin de l'activité de Mangourit en Valais*, qu'il a quitté définitivement le 25 juin 1798.

* * *

Parmi les pièces justificatives dont Mangourit accompagne ses dépêches dans la 2^e section un grand nombre, ou sont publiées dans la première partie, ou concernent les sections suivantes : on trouvera mention de ces pièces, à leur place, avec un renvoi au texte donné in-extenso. D'une manière générale, ces renvois n'interviennent que lorsqu'il s'agit de textes édités par Strickler et par Stürler. Pourtant, quand Strickler a utilisé une mauvaise copie dont le sens est inintelligible, j'ai reproduit une nouvelle fois le texte, soit d'après l'original, quand je l'ai eu entre les mains, soit d'après de meilleures copies. En fin de compte, j'ai renoncé à renvoyer le lecteur à d'autres éditions éparpillées pour quelques documents déjà publiés, cités partiellement ou mentionnés au passage dans une étude.

A moins d'indication contraire (par exemple : Extrait de ...), les documents sont transcrits intégralement, à l'exception des formules de politesse. Les termes et les passages soulignés par l'auteur sont signalés par l'italique. L'orthographe et la ponctuation sont modernisées ; les graphies des noms propres sont corrigées quand elles sont manifestement estropiées.

Enfin, cette deuxième partie ne sera pas munie d'index, comme la première. Je me propose de dresser, à la fin de la publication, des index généraux qui engloberont toutes les parties de ces *Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798*.

A. D.

Sigles et abréviations

ABS	= fonds de la Bourgeoisie de Sion, aux AV.
AE	= Paris, Archives du ministère des Affaires étrangères.
AN	= Paris, Archives nationales.
<i>Ann. val.</i>	= <i>Annales valaisannes</i> .
Arch. comm.	= Archives communales.
AV	= Sion, Archives cantonales du Valais.
AVD	= Lausanne, Archives cantonales vaudoises.
c.	= citoyen
ca	= circa, environ
D. E.	= Directoire exécutif
Extr.	= Extrait
H	= fonds de l'Helvétique, aux AV et aux AVD.
orig.	= original (cette mention indique qu'il s'agit d'une lettre ou dépêche originale, signée, et qui est soit entièrement autographe, soit de la main d'un secrétaire et seulement signée de son auteur).
publ.	= publié
prov.	= provisoire
R. E.	= Relations extérieures
R. F.	= République française
R. H.	= République helvétique
<i>RHV</i>	= <i>Revue historique vaudoise</i>
Rz	= fonds de Rivaz, aux AV

Sources manuscrites

AVD, H	= Lausanne, AVD, fonds de l'Helvétique.
D 1	= H, cart. 22, fasc. 1, n° 1, cahier de 24 p. in fol.
D 2	= H, cart. 22, fasc. 6, n° 1, cahier de 36 p. in fol.
D 3	= H, cart. 22, fasc. 6, n° 2, cahier de 90 p. in fol.
E	= Paris, Archives du ministère des Affaires étrangères : Correspondance politique, Valais, vol. 5 (janvier 1797 - novembre 1798), 280 pièces, 401 fol.
F	= Paris, Archives du ministère des Affaires étrangères : Correspondance politique (à l'exclusion du volume cité sous E).

Sources imprimées

- Doc. I* = *Procès-verbaux et actes du comité général de Saint-Maurice* (3 février - 16 mars 1798), dans *Vallesia*, t. XIX, 1964, pp. 1-188 (= *Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798*, publ. par A. Donnet, I^{re} partie).
- Bull. off.* = *Journal du Corps législatif et Bulletin officiel*, Lausanne, année 1798, t. I et t. II.
- Ribordy* = Louis Ribordy, *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du canton du Valais*, Sion, 1885, 410 p.
- Stockalper* = K. Stockalper von Thurm, *Aktenmässige Darstellung der Ereignisse im Kanton Wallis seit den fünfzig letzten Jahren*, Sion, 1847, 278 p.
- Strickler* = *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik*, hrg. von Johann Strickler, t. I (octobre 1797 - fin mai 1798), Berne, 1886, 1244 p.
- Stürler, Actenstücke I et II*
 = *Actenstücke zur Geschichte der französischen Invasion in die Schweiz im Jahre 1798*, hrg. von M. von Stürler, dans *Archiv für Schweiz. Geschichte*, t. 14, 1864, pp. 175-413 (= I), et t. 16, 1868, pp. 179-420 (= II).
- Stürler, Correspondenz*
 = *Correspondenz des General Brune, Oberbefehlshabers der französischen Armee in der Schweiz, von 5. Februar bis zum 28. März 1798*, mitgetheilt von M. von Stürler, dans *Archiv für Schweizer. Geschichte*, t. 12, 1858, pp. 227-496.

PREMIÈRE SECTION

Documents relatifs à la nomination et à l'entrée en fonction de Mangourit, résident de la R. F. en Valais

(16 novembre 1797 - 12 février 1798)

1. Paris, 26 brumaire an VI (16 novembre 1797). Nomination de Mangourit.

Le D. E., sur la proposition du ministre des R. E., arrête ce qui suit :

Le c. Mangourit est nommé chargé d'affaires en Valais. Son traitement sera de dix-huit mille francs par an.

Le ministre des R. E. est chargé de l'exécution du présent arrêté qui ne sera point imprimé.

(E, fol. 120, orig. — Extrait des arrêtés du D. E.)

2. Saint-Maurice, 28 frimaire an VI (18 décembre 1797). Lettre de Helfflinger à Talleyrand, ministre des R. E.

Il y a un mois que nos papiers publics ont annoncé mon changement et la nomination du c. Mangourit à la légation du Valais.

Mon successeur m'a prévenu le 2 de ce mois [22 novembre] qu'il ne tarderait pas à se rendre à sa destination, et j'attendais avec empressement des ordres et des instructions en conséquence. Je n'en ai point reçu jusqu'à présent, et votre silence, c. ministre, me laisse dans la plus grande incertitude.

D'un autre côté, la situation actuelle de la Suisse, les inquiétudes extrêmes qu'elle manifeste et les dispositions militaires qui s'y préparent rendent ma position plus incertaine encore. Une partie de mes effets est emballée, une autre est destinée à mon successeur, et je me trouve arrêté dans l'arrangement de mes affaires qui exigent une disposition particulière après un séjour de près de dix ans en Valais. Veuillez donc bien, c. ministre, me prescrire la conduite que je dois tenir dans cette circonstance.

(E, fol. 133, orig.)

3. Paris, 29 frimaire an VI (19 décembre 1797). Lettre de Talleyrand, ministre des R. E., à Sigristen, grand bailli de la république du Valais.

Le D. E. ayant jugé convenable de charger le c. Helfflinger d'une mission différente de celle qu'il remplissait auprès de la république du Valais,

je m'acquitte d'un devoir qui m'est cher en rendant justice au zèle avec lequel il a constamment exercé les fonctions qui lui avaient été confiées, et je suis persuadé que sa conduite aura également mérité votre estime particulière non moins que celle de votre nation.

En quittant le Valais, en prenant congé de vous, Monsieur, il est chargé de renouveler par votre organe à votre république le désir qu'a le D. E. d'entretenir la bonne intelligence si anciennement établie entre les deux Etats. C'est pour ne laisser aucune interruption dans la correspondance à cet égard que le Directoire s'est empressé de nommer pour chargé d'affaires auprès de la république du Valais le c. Mangourit dont la mission, comme celle de son prédécesseur, aura pour principal objet de saisir constamment toutes les occasions où il pourra exprimer les vœux sincères du D. E. pour la prospérité de la république du Valais.

(D 3, p. 1.)

4. Paris, 29 frimaire an VI (19 décembre 1797). 2^e lettre de Talleyrand, ministre des R. E., à Sigristen, grand bailli de la république du Valais.

Le c. Helfflinger se trouvant appelé par un nouveau témoignage de la satisfaction du gouvernement à une mission différente de celle qu'il remplissait auprès de la république du Valais, le D. E. n'a pas voulu que les relations qui existent entre la République française et celle du Valais éprouvassent aucune interruption ; il a fait choix du c. Mangourit pour résider comme chargé d'affaires auprès de la république du Valais.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien ajouter foi entière à tout ce qu'il aura ordre de faire parvenir à votre connaissance et, par votre organe, à celle de la république du Valais. Vous devez être bien persuadé que tout ce qui lui sera prescrit aura pour but de resserrer les liens qui unissent les deux républiques. La connaissance parfaite que j'ai de ses talents et de son caractère me met dans le cas de ne point douter que vous n'ayez bientôt la preuve du zèle avec lequel il saura remplir les intentions de son gouvernement.

(D 3, pp. 1-2.)

5. Saint-Maurice, 5 nivôse an VI (25 décembre 1797). Lettre de Helfflinger à Talleyrand.

Le grand bailli [Sigristen] et le secrétaire d'Etat [Roten] de la république du Valais viennent de passer ici sans s'arrêter pour se rendre à la diète d'Aarau qui doit s'assembler demain.

Le gouvernement valaisan a nommé une commission pour recevoir mon successeur ; elle est composée du vice-bailli [P.-A. Preux] et d'un magistrat du dizain de Sion [Barberini] ; et elle a ordre d'y mettre tous les égards et toute la démonstration convenables. Le vice-bailli s'est rendu chez moi pour cet effet et pour s'entretenir avec moi sur le cérémonial à observer. Je me suis

borné à lui répondre que j'attendais le c. Mangourit pour me concerter avec lui sur cet objet.

(E, fol. 138, orig.)

6. Saint-Maurice, 16 nivôse an VI (5 janvier 1798). Lettre de Helfflinger à Talleyrand.

Le c. Mangourit est arrivé ici, il y a trois jours. Il aura l'honneur de vous rendre compte lui-même de sa réception à Saint-Maurice.

Nous attendons ici le grand bailli [Sigristen] à son retour de la Diète d'Aarau, pour lui remettre ma lettre de récréance et lui présenter mon successeur.

Cette formalité remplie, ma mission en Valais cessera, et j'attendrai vos ordres, c. ministre, pour me rendre à ma nouvelle destination. Veuillez bien me les faire parvenir le plus tôt possible, mes effets étant emballés et devant laisser à mon successeur le logement que j'occupe. Je resterai ici autant que ma présence pourra y être nécessaire pour le bien du service.

Je présume que le gouvernement valaisan a notifié au c. Bacher la résolution qu'il a prise relativement à l'expulsion des émigrés et des prêtres réfractaires réfugiés sur son territoire ; elle ne m'a pas été notifiée officiellement, non plus que les autres décisions de la dernière diète du Valais, à cause de l'absence du grand bailli.

(E, fol. 153, orig.)

7. Sierre, 22 janvier 1798. Lettre de Pierre-Joseph de Chastonay, vice-chancelier, à Mangourit.

Conformément à la lettre que j'ai eu l'honneur de vous adresser hier de la part de M. le vice-bailli [P.-A. Preux], les deux députés destinés à se rendre à Saint-Maurice pour recevoir vos lettres de créance étaient déjà nommés et disposés à se mettre en route pour remplir le sujet de leur mission auprès de vous ; ne pouvant cependant effectuer leur départ incontinent les premiers jours de cette semaine, et M. le vice-bailli ayant reçu ce matin une dépêche de MM. le grand bailli [Sigristen] et le chancelier [Roten], nos députés à Aarau, sous le 17 courant, par laquelle ils assurent positivement leur départ d'Aarau au 25 et leur arrivée à Saint-Maurice le 29 courant, M. le vice-bailli, en rapprochant les dates du retour de MM. les députés d'Aarau et de l'arrivée desdits délégués désignés à Saint-Maurice, a conclu que la différence ferait un intervalle de très peu de jours ; considérant de plus que vos lettres de créance, c. chargé d'affaires, étaient adressées à M. le grand bailli, il a cru être plus convenable que le chef de la république les reçût lui-même en personne, ainsi que vous paraissiez le désirer dans les premiers temps.

M. le vice-bailli vous prie encore, c. chargé d'affaires, de vouloir entrer dans les circonstances dont ce retard résulte, et de ne [pas] lui en attribuer

l'inconvénient, mais de vous persuader au contraire que dans le cas présent comme dans tous les autres, il est obligé de se conformer à la pluralité des suffrages des représentants des communes, desquelles il dépend.

M. le vice-bailli étant encore détenu de sa goutte et privé de la faculté d'écrire, en se déchargeant sur moi pour être l'organe de ses sentiments de respect auprès de vous par la présente, me procure l'honneur de vous prier en mon particulier d'agréer les expressions respectueuses et la haute considération avec laquelle j'ai celui de me répéter...

(H, cart. 22, fasc. 22, orig. tout entier de la main de J.-H. de Lovina, signature du vice-chancelier comprise.)

8. Saint-Maurice, 4 pluviôse an VI (23 janvier 1798). Lettre de Mangourit à Pierre-Joseph de Chastonay, vice-chancelier de la république du Valais.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre dont vous m'avez honoré le 3 de ce mois [22 janvier], par laquelle vous m'annoncez, etc.

Je vous prie donc, Monsieur, de prévenir M. le vice-bailli que si, le 10 de ce mois [29 janvier], MM. le grand bailli et le chancelier ne sont pas rendus à Saint-Maurice, mon prédécesseur et moi nous partirons le lendemain pour s'acquitter, lui de la remise de ses lettres de récréance, et moi de la remise des miennes de créance, ainsi que de ce dont je suis chargé. Ce sera à M. le vice-bailli comme représentant de M. le grand bailli que nous nous adresserons, le c. Helfflinger et moi, afin de terminer. Sa présence est nécessaire à Dresde, la reconnaissance de mon caractère l'est également. Mon gouvernement ne m'a adressé à M. le grand bailli du Valais que comme représentant éminemment l'exécutif de cette république. Ainsi, que ce soit ce magistrat qui me reconnaisse ou tout autre, pourvu que la reconnaissance de mon caractère soit légale, peu importe au D. E., mais ce qui le touche certainement, c'est la prompte activité de ses rapports entre lui et la république du Valais.

Dans le cas de notre départ pour Sierre, voulez-vous, Monsieur, me rendre le service de prévenir M. le vice-bailli qu'aussitôt qu'il aura reconnu mon caractère, je repartirai sur-le-champ pour Saint-Maurice, afin de donner à ma santé les soins qu'elle exige.

P.-S. Je fais des vœux pour le rétablissement de M. le vice-bailli.

(H, cart. 22, fasc. 22, minute à la suite de la lettre de Chastonay, du 22 janvier.)

9. Saint-Maurice, 7 pluviôse an VI (26 janvier 1798). Lettre de Helfflinger à Talleyrand.

Je reçois la lettre dont vous m'avez honoré le 30 nivôse [19 janvier].

Je me serais déjà rendu à ma nouvelle destination si ma présence n'avait pas été jugée nécessaire ici pour la réception officielle de mon successeur. Nous espérons qu'elle aura lieu très incessamment et que je pourrai me mettre en route dans quatre ou cinq jours au plus tard.

J'exécuterai avec zèle les instructions que vous voulez bien me donner sur la conduite que je dois observer.

Le c. Mangourit me charge de vous dire, c. ministre, qu'il est occupé en ce moment à expédier une ordonnance que le général Pouget vient de lui envoyer. Un député de Lausanne est également arrivé ce soir.

La ville de Bex, à une lieue de distance de Saint-Maurice, vient d'envoyer trois députés à mon collègue ; l'arbre de la liberté y a été planté aujourd'hui, les esprits y sont bien prononcés, et nous ne doutons pas que les quatre mandements d'Aigle ne suivent incessamment la même marche.

(E, fol. 184, orig.)

10. Saint-Maurice, 10 pluviôse an VI (29 janvier 1798). Lettre de Mangourit au grand bailli de la république du Valais ou, en son absence, au vice-bailli et autres ayants droit.

Le chargé d'affaires de la R. F. près la république du Valais, Michel-Ange-Bernard Mangourit, a l'honneur de remettre les lettres de récréance du c. Helfflinger, que le D. E. a appelé à de nouveaux services près l'électeur de Saxe. Ma tâche est pénible, mais elle sera glorieuse si je puis obtenir l'estime dont vous l'avez gratifié pendant son séjour parmi vous.

Je joins à cette lettre de rappel celle de créance que mon gouvernement a bien voulu me donner. Puissent les sentiments qu'elle contient me faciliter l'honneur de votre confiance, en vous persuadant que j'en suis digne et que je chercherai toujours à la mériter ! Je préfère la résidence dans une république à toute autre. C'est ce goût, eu rapport à mes principes, qui m'a fait regarder ma mission auprès de vous comme un bienfait.

J'ai reçu ce matin la lettre de M. Barberini, député avec M. le vice-chancelier Chastonay pour recevoir de moi les lettres de créance et de récréance, ainsi que les instructions du gouvernement français. J'ai été bien touché de la cause qui les a fait rétrograder ; je ne m'immisce point dans cette affaire ; mais j'ai bien la liberté de croire que, s'ils étaient descendus à Saint-Maurice, ils y eussent été environnés du respect qui leur est dû, et que, plus près de leurs frères, l'arrangement de famille eût été plus prompt. Le peuple du Bas-Valais m'a témoigné une confiance que j'ai acceptée pour l'avantage de tous, avec d'autant moins de répugnance que j'ai vu que par elle la paix et l'ordre ne seraient pas troublés, et que j'étais au gré de tous celui qui pouvait éviter les malheurs attachés aux révolutions. Si vous jugez que je puisse être utile, je continuerai avec plaisir la médiation entre le Haut et le Bas-Valais, fondée sur les principes républicains et les droits de l'homme, ainsi que me le fait entendre M. Barberini dans sa lettre d'aujourd'hui.

Je n'ai pu, ainsi que M. Barberini le désirait, remettre à M. de Sépibus les lettres de créance et de récréance, attendu qu'il est parti de grand matin, mais je les remets au c. François Mathys, ainsi qu'un office [*Annexe* I] et deux notes [*Annexes* II et III] joints à cette lettre. Je vous prie d'ajouter foi à ce qu'il vous dira de ma part comme s'il était moi-même, à l'égard de l'explica-

tion de ces notes, et d'offrir à la république du Valais mes respectueux hommages.

P.-S. Le c. Helfflinger m'a laissé tous les papiers de sa légation ; je vais y chercher le contrat de cent mille livres que M. Barberini m'écrit avoir été déposé par le souverain aux mains de mon prédécesseur.

(D 3, pp. 3-5.)

Annexe I. Saint-Maurice, 10 pluviôse an VI (29 janvier 1798). Office de Mangourit au grand bailli ou, à son défaut, au vice-bailli.

J'ai l'honneur de vous faire part que le 27 frimaire dernier [17 décembre 1797] le D. E., sur la connaissance qu'il a prise du n° 85 du journal intitulé *Le Narrateur universel*, contenant ce qui suit : « On parle de la cession du pays de Vaud à la France, et l'on y ajoute même la principauté de Neuchâtel pour laquelle la France procurerait ailleurs des indemnités au roi de Prusse », a pris un arrêté par lequel, « considérant que le rédacteur du journal cité n'a pu semer des bruits aussi évidemment faux que dans l'intention de calomnier le gouvernement français en lui prêtant des vues d'envahissement contraires à la loyauté et par là effrayer le peuple helvétique sur les suites des démarches qu'il pourrait faire pour se rétablir dans la plénitude de ses droits, en vertu de l'article 35 de la loi du 19 fructidor an V, a arrêté que le journal ci-dessus est prohibé et que les scellés seront apposés sur les presses qui servent à l'imprimer ».

J'espère, M. le grand bailli, que cet empressement de mon gouvernement à faire justice à ce qui pourrait alarmer ses amis sur sa loyauté et à les détromper des bruits qui n'ont de consistance que dans les mauvais esprits, contribuera à convaincre le vôtre du désir sincère qu'il a de s'opposer à tout ce qui pourrait tendre à affaiblir la confiance réciproque.

Je vous prie, Monsieur, de m'accuser réception de cet office.

(D 3, pp. 5-6.)

Annexe II. Saint-Maurice, 10 pluviôse an VI (29 janvier 1798). Note de Mangourit au grand bailli.

Le soussigné a l'honneur de représenter à M. le grand bailli ou, en son absence, à M. le vice-bailli, qu'il pense qu'il serait à propos qu'on voulût bien lui communiquer les actes de la diète de la République valaisanne au moins les jours mêmes qu'ils sont publiés et affichés, lorsqu'ils ont du rapport à la R. F.

Le décret de la diète d'Aarau concernant les émigrés et les mauvais prêtres français réfugiés en Suisse et en Valais, par exemple, a été publié et affiché dans tout le Valais sans que le gouvernement en ait donné connaissance au soussigné. Il est persuadé que c'est un oubli très involontaire, et il

prie le gouvernement vers lequel il est envoyé de le mettre à même de connaître officiellement l'arrêté de la diète d'Aarau.

On est invité d'accuser réception de cette note.

(D 3, p. 6.)

Annexe III. Saint-Maurice, 10 pluviôse an VI (29 janvier 1798). Note confidentielle de Mangourit au grand bailli.

Le soussigné a l'honneur de prévenir confidentiellement M. le grand bailli et, en son absence, M. le vice-bailli, que le D. E. de la R. F. verra avec plaisir la république du Valais défendre à ses concitoyens, tant en dedans qu'au dehors de son territoire, de porter des décorations appartenant à la ci-devant monarchie française.

Cette communication confidentielle sera, je l'espère, envisagée comme une marque de déférence et de civilité de la part du D. E. qui s'empressera toujours d'agir ainsi avec ses amis.

On est invité d'accuser réception de cette note et de prendre un parti en conséquence.

(D 3, pp. 6-7.)

11. Sion, 1^{er} février 1798. Lettre du grand bailli Sigristen à Mangourit.

J'ai reçu des mains du c. Mathys la lettre du ministre des R. E., sous le 29 frimaire [19 décembre 1797], qui m'annonce les dispositions du D. E. à l'égard du c. Helfflinger, ci-devant chargé d'affaires de la R. F. auprès celle du Valais ; à ce sujet, j'ai l'honneur de vous notifier, c. résident chargé d'affaires, que M. le vice-bailli [P.-A. Preux] a déjà fait parvenir il y a quelque temps à votre prédécesseur ses lettres de récréance de la part de mon souverain, contenant le juste témoignage de satisfaction qu'il a mérité à tous égards dans tout le cours de son administration.

Je saisis avec empressement l'occasion de la présente pour vous présenter les expressions de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur de me dire...

(D 3, pp. 7-8 ; E, fol. 205, copie.)

12. Sion, 1^{er} février 1798. 2^e lettre du grand bailli Sigristen à Mangourit.

La lettre du ministre des R. E. du 29 frimaire [19 décembre 1797], contenant votre destination de la part du D. E. auprès de cette République, m'a été remise par l'organe du c. Mathys. Je ne différerai [pas] de la mettre sous les yeux de mon souverain ici assemblé en diétine, en vous assurant

d'avance de la satisfaction que lui procure le choix que le D. E. a fait de vous, c. résident chargé d'affaires, en vous confiant les intérêts de la R. F. auprès celle du Valais pour ne pas laisser aucune interruption dans les relations des gouvernements respectifs.

Je ne doute pas que vous ne dédommageriez ma patrie des regrets qu'emporte le c. votre prédécesseur, et j'aime à espérer avec confiance que vous voudrez bien vous employer à consolider par votre entremise les liens de la bonne intelligence que la république du Valais désire d'entretenir et de resserrer de plus en plus avec la R. F.

Veillez, c. résident chargé d'affaires, interposer vos bons offices et être l'interprète des dispositions sincères et constantes de mon gouvernement avec le vôtre.

(D 3, pp. 8-9 ; E, fol. 206, copie.)

13. Sion, 1^{er} février 1798. 3^e lettre du grand bailli Sigristen à Mangourit.

J'ai l'honneur de vous accuser la réception de votre lettre datée du 10 pluviôse [29 janvier], avec l'office et les deux notes qu'elle renfermait, par la voie du c. Mathys, qui s'est acquitté de sa mission auprès de moi d'une manière digne à mériter toute ma satisfaction.

Je suis charmé d'apprendre que vous avez voulu préférer votre destination dans le Valais à toute autre, d'autant plus que je suis persuadé d'avance que vous pourrez rendre des services signalés à ma patrie, par votre intervention auprès du Directoire de la R. F.

J'espère que vous trouverez dans notre estime et notre affection un dédommagement à ce qui vous manquera aux autres agréments de la vie dans un pays sauvage et chez un peuple simple.

Ayant mis votre lettre sous les yeux de mon souverain, et Messieurs ayant observé que vous verrez encore avec plaisir une députation auprès de vous et que ce sera un moyen d'effectuer par vos bons offices la bonne harmonie et une fraternité solide entre le Haut et le Bas-Valais, par cette considération, la haute session a résolu de suite d'ordonner une députation honorable dans les personnes de MM. [Pierre-Joseph] de Riedmatten, bourgmestre actuel de la ville de Sion, [Hyacinthe] de Riedmatten, capitaine du dizain de Conches, Barberini, banneret du dizain de Sion, de Chastonay, grand châtelain du dizain de Sierre, avec MM. Bridy, châtelain de Savièse, Quinodoz, châtelain d'Evolène, Tabin, châtelain d'Anniviers, et Briguet, capitaine de Lens, qui auront l'honneur de vous exposer, c. résident chargé d'affaires, les intentions amicales, pacifiques et fraternelles dont notre gouvernement est animé. Je vous prie en conséquence de vouloir bien accueillir favorablement cette députation, l'écouter avec indulgence et ajouter foi à tout ce qu'ils pourront vous exposer au nom du souverain.

La session souveraine se persuade, d'après les expressions obligeantes et positives de votre dépêche, que nos députés jouiront de toute sécurité dans leur mission auprès de vous, ainsi que des égards convenables du public.

En réponse de la note confidentielle que vous avez transmise, le souverain croit avoir déjà rempli le désir du D. E. par la suppression des décorations relatives à la ci-devant monarchie française, qui a été effectuée dans tout le territoire de notre République. Quant au dehors, il a été donné des ordres aujourd'hui de faire notifier à nos officiers du régiment au service d'Espagne pour conduite conforme pour autant qu'il dépend de nous, vu que ce régiment n'est pas encore avoué par notre Etat.

Quant aux émigrés et déportés, le décret de la conférence helvétique tenue à Aarau, portant leur sortie du sol de la Suisse, a été mis en exécution dans cette République. S'il ne vous a pas été communiqué plus tôt, veuillez ne l'attribuer qu'à la réception postérieure de vos lettres de créance. Le souverain sera prêt à l'avenir de vous communiquer les arrêtés de notre gouvernement de la manière que vous le désirez.

La haute session a vu avec un vrai plaisir, par votre office du 10 pluviôse, le désir de la R. F. de s'opposer à tout ce qui pourrait affaiblir la confiance réciproque par la prohibition du journal intitulé *Le Narrateur universel*. Elle envisage cette mesure de votre gouvernement comme un témoignage particulier de son amitié pour le nôtre qui cherchera toujours à la mériter de plus en plus.

Je vous prie de croire que le Valais ne cessera de donner des preuves de son attachement à la R. F. et que je m'empresserai toujours de seconder ses intentions à cet égard.

(D 3, pp. 9-10 ; E, fol. 207, copie.)

14. Sion, 12 février 1798. Lettre de Preux, vice-bailli de la république du Valais, à Talleyrand, ministre des R. E.

Vos deux lettres sous le 29 frimaire renfermant, l'une les récréditives du c. Helfflinger, et l'autre celles de créance du c. Mangourit établi par le D. E. chargé d'affaires près notre République, ne sont parvenues à M. le grand bailli, notre premier magistrat, que le dernier de janvier proche passé, jour auquel il est seulement arrivé dans notre capitale de sa mission au congrès helvétique, et c'est cette circonstance qui a retardé nos relations politiques avec le c. Mangourit, ainsi que la présente réponse jusqu'à cette époque.

Le c. Helfflinger se trouvant appelé par un nouveau témoignage de la satisfaction de votre gouvernement à une autre mission, différente de celle qu'il remplissait auprès notre République, celle-ci a l'honneur de vous assurer, c. ministre, qu'en conciliant les intérêts respectifs des deux républiques, il a mérité pendant l'exercice de son ministère son estime et son entière satisfaction.

Le D. E. en témoignage de son amitié envers nous voulant bien ne laisser éprouver aucune interruption dans les relations directes qui existent heureusement entre la R. F. et la nôtre, ayant fait choix du c. Mangourit pour résider comme chargé d'affaires parmi nous, notre Etat, désirant de resserrer toujours de plus en plus les liens de l'ancienne amitié et correspondance amicale, s'empressera de donner des preuves non équivoques à ce nouveau

chargé d'affaires de sa haute considération et parfait attachement pour la R. F., dans la ferme confiance que le c. Mangourit n'omettra rien pour cimenter de plus en plus la bonne intelligence qu'il désire d'entretenir constamment avec votre gouvernement.

Veillez, c. ministre, être l'interprète favorable de ces nos sentiments intègres, purs et invariables auprès du D. E. de la grande République, notre précieuse amie.

(D 3, pp. 2-3.)

DEUXIÈME SECTION

Dépêches de Mangourit, résident en Valais, adressées à Talleyrand, ministre des Relations extérieures

(26 décembre 1797 - 14 juin 1798)

1. S.l., 6 nivôse an VI (26 décembre 1797). Bulletin secret d'Helfflinger et de Mangourit à Talleyrand.

Nous joignons ici deux pièces qui viennent de nous être adressées [*Annexes I et II*]. Comme nous ignorons les intentions du D. E. sur ce qui en fait l'objet, nous nous bornons à les lui faire parvenir et à demander des instructions en conséquence.

(E, fol. 140, de la main d'Helfflinger.)

Annexe I. S.l., 4 nivôse an VI, au soir (24 décembre 1797). Lettre anonyme écrite à Helfflinger [par Gilbert, émigré à Turin, espion].

Il ne m'a pas encore réussi de pouvoir déterrer la brochure en question.

Voici le projet de requête que les patriotes des différentes villes et communes du pays se proposent (à quelques modifications près) de présenter dans peu aux commissaires bernois qui sont depuis quelques jours à Lausanne [de Gingins, de Graffenried et de Sinner], ou à Leurs Excellences en droiture [*Annexe II*].

L'on ignore encore quelle est la mission précise de ces commissaires ; leurs paroles, dit-on, sont emmiellées ; la semaine prochaine, ils doivent venir ici.

On travaille à s'assurer de la majorité des divers conseils. L'arrêté du Directoire du 27 frimaire [17 décembre 1797] produit un très bon effet : il est décisif pour les gens sensés ; quelques bataillons dans le voisinage rassuraient les plus timorés.

On craint des coups de désespoir ; il serait possible que quelque mille Allemands vinssent les appuyer et nous comprimer.

Vous ferez l'usage que vous croirez le plus convenable de ce projet ; dès que le gant sera jeté, nous aurons un extrême besoin d'un commissaire français pour nous diriger. Le secret des postes est violé à Lausanne. Je pense

que vos expéditions sont sacrées. Pourrais-je faire parvenir par votre canal des lettres à mon plus près parent qui est toujours à Paris et qui me met au fait de ce qui s'y passe.

Nous avons appris avec plaisir pour vous, mais avec beaucoup de peine pour nous, que vous étiez instruit officiellement de votre changement de place.

(E, fol. 141, orig.)

Annexe II. S.l.n.d [avant 27 décembre 1797]. Représentations des Vaudois aux délégués du Corps helvétique.

Les soussignés, très humbles et très fidèles sujets de Leurs Excellences, ayant appris que Vos Grandeurs étaient députées par le souverain au Pays de Vaud pour connaître le vœu de ses habitants dans les circonstances extraordinaires où il se trouve, prennent la liberté de représenter très respectueusement à Vos Grandeurs qu'ils sont disposés à faire tous leurs efforts et à employer tous les moyens qui sont en leur pouvoir contre ceux qui voudraient attaquer la précieuse indépendance du Pays, leur chère patrie ; que d'ailleurs ils ne doutent pas que LL.EE. ne soient disposées (ainsi qu'elles l'ont fait espérer en diverses rencontres) à redresser les abus qui peuvent s'être glissés dans la gestion du gouvernement à l'égard des droits et privilèges du Pays de Vaud depuis qu'il est sous leur domination ; que les griefs qui résulteront de l'examen de ces abus ne peuvent être légalement exprimés que par le peuple ou ses délégués ; ils demandent en conséquence :

1° qu'il soit libre au peuple du Pays de Vaud de manifester son vœu sans crainte d'être recherché pour ses opinions à cet égard ;

2° que chaque ville, commune ou individu puisse s'expliquer librement, soit de vive voix, soit par écrit, par un ou plusieurs délégués sans qu'ils puissent être taxés d'insubordination, pourvu que les bienséances et le respect dus au souverain soient observés ;

3° que tous les bourgeois des villes et communautés puissent se réunir pour nommer eux-mêmes leurs délégués qui composeront une assemblée chargée d'examiner et de présenter les griefs susmentionnés ;

4° que toutes les communautés puissent se concerter entre elles pour régler le mode de leur délégation ;

5° que, pour éviter les mouvements fâcheux que trop de lenteur dans ces mesures pourraient occasionner, il soit fixé un terme de quinze jours dans l'espace duquel les habitants puissent se concerter ;

6° qu'il soit donné au peuple la certitude d'une réponse catégorique, simple et brève de la part du souverain, et que le vœu du peuple se prononce ensuite sans crainte et d'abord ;

7° qu'il soit libre aux mandataires du peuple de faire imprimer le résumé de leurs conférences et de les transmettre ainsi au jugement et à l'approbation de chaque communauté, en évitation de voyages, mais que ces mémoires ne soient sujets à aucune censure ni révision ;

8° et que le gouvernement français soit requis d'accorder sa garantie pour la solidité présente et future de ce rétablissement des droits du Pays de Vaud, à teneur des traités de 1530, 1564 et 1565.

(E, fol. 142-143, orig. ?)

2. Genève, 10 nivôse an VI (30 décembre 1797). Première dépêche de Mangourit.

Route et séjour à Genève

Chemins. — Gendarmerie ; activité de ce service.

Les chemins, c. ministre, ne sont ni sûrs ni bons. La ligne que j'ai parcourue de Paris aux Rousses est la moins dangereuse quant à la sûreté. Je n'ai pas vu l'ombre d'un gendarme. Il serait essentiel que les brigades fissent sur les routes de fréquentes patrouilles. Elles restent casernées parce qu'on n'excite plus leur zèle en mettant comme autrefois un prix à leurs captures. Que l'on diminue la solde et que l'on taxe les arrestations de brigands, d'émigrés et de prêtres perturbateurs ! Vous sentez la nécessité de purger les routes, soit pour la sûreté des voyageurs, soit pour la paix intérieure.

Etat des chemins.

Je classerai les chemins en voies de pays plat et en voies de côte ; le rayon des deux côtés est garni d'encaissements généralement plus que suffisants pour remplir les profondes ornières et les mares qui rendent les chemins impraticables depuis Auxerre jusqu'à Dijon. Quant aux voies de côte, en général peu larges et mal tournées, mal coupées dans les montagnes, les terres supérieures ont éboulé sur la chaussée, et souvent les murs en pierres sèches qui la soutiennent sont dégradés par les eaux des torrents et des neiges.

Nécessité de promptes réparations.

Il est instant de réparer les chemins publics :

1° Plus on retardera, plus leur restauration sera longue et dispendieuse.

2° On ne saurait trop tôt faciliter aux produits bruts de l'étranger leur arrivée facile et peu frayeuse dans nos manufactures et leur retour dans leur pays ou ailleurs, après avoir pris une forme de fabrication qui en doublera le prix.

3° Il est politique de rétablir les communications de l'intérieur.

4° Il est de la majesté de la République d'avoir sur son territoire les plus belles et les meilleures routes de l'Europe.

Moyens à employer.

Faciles moyens pour y parvenir d'après l'invitation déjà faite aux communes par le D. E. :

1° est de charger itérativement les commissaires près les directoires de département et les municipalités d'exciter le zèle des gouvernés et de le piquer par leur propre intérêt. Lors de la fédération de 1790, on vit toutes les classes de citoyens manier la pioche et rouler les brouettes au Champ-de-Mars. Il dépend de ces agents de diriger l'inquiétude intérieure vers ce but d'utilité.

2° d'instituer promptement les chaînes de passe et de proportionner les droits à la dépense présumée de réparation et de perfectionnement.

3° de remplir les ornières et les trous avec le cailloutage et les pierres concassées dont les côtés des chemins plats sont couverts, et proscrire les roues tranchantes des rouliers portant plus de trois mille pesant.

4° de nettoyer des éboulements les chaussées des chemins de côte et de fortifier avec ces éboulements le côté de la chaussée qui périlcite.

5° d'agrandir la surface des coudes, en sorte qu'il y ait à la pointe arrondie des deux côtés de l'angle un arcé au moins quadruple de la largeur de la voie ordinaire ; ces coudes se trouvent toujours à la fin d'une descente plus ou moins rapide et doivent être garnis du côté du précipice d'un parapet en pierres sèches derrière lesquelles on serre par après des plantations de peupliers.

6° Les côtés dangereux des descentes doivent être également garnis de parapets, afin que l'œil puisse n'être affecté que de curiosité ou d'admiration sur les bords du danger.

Chemins d'Espagne.

Je ne proposerai pas au gouvernement républicain pour ce moment d'imiter le tyran d'Espagne qui a ouvert et qui continue de perfectionner des routes où l'humanité est comptée en faveur de ses sujets. De la frontière à Madrid est un trottoir en pierres de quatre pieds carrés chacune ; d'espace en espace, dans des demi-lunes, on a établi des fontaines, des abreuvoirs et des bancs sous des bosquets impénétrables aux ardeurs du soleil. Il faudra bien que nous adoptions ce qui est utile, humain et grand partout où nos voisins nous en offrent le modèle.

Usages espagnols conservés en Franche-Comté.

A propos de l'Espagne, j'ai retrouvé à Dole, ci-devant Franche-Comté, les fontaines et la manière de pavage des rues usitées sur les domaines de son ancien maître, Charles-Quint.

Aperçu à vol d'oiseau de l'opinion sur le rayon parcouru.

Je ne cacherai pas que la petite ville de Semur est remplie de royalistes ; que par conséquent on s'y marquise et l'on s'y comtifie comme du temps des ducs de Bourgogne ; que d'Auxerre à la frontière, on y sonne les cloches et qu'on y dit les grand-messes ; que la masse populaire est loin d'être mauvaise et que des commissaires du D. E. plus habiles ou mieux intentionnés pourraient la mettre à profit sans la mettre en action, et faire trembler l'ex-noble irréconciliable et le bourgeois insolent ; que j'ai causé sur les routes de côte avec des paysans qui ont un sens exquis et qui n'attendent qu'un complément

d'instruction ; que le journaliste de la Côte-d'Or m'a assuré de Dijon, sauf un vieux président du tribunal criminel qui aime les prêtres et les protège, sauf un tribunal civil assez mauvais malgré quelques remplacements aussi mauvais faits depuis fructidor ; mais que le mot de citoyen est banni de toutes les villes et de tous les hameaux par la faiblesse et la perversité des autorités constituées ; que Bonaparte est le sujet de toutes les questions ; que l'on ne cesse de demander si Paris est sûr, si on ne s'y égorge pas, ce qui prouve que la malveillance s'agite sans cesse et qu'on n'a pas renoncé à ses masques omniformes.

Des douanes et de deux tribunaux de 1^{er} et de 2^e ressort.

J'arrive à la douane des *Rousses*, et les préposés se plaignent avec aigreur de la contrebande qui se fait à main armée, plus encore du tribunal de police correctionnelle de Saint-Claude où les contestations sont portées en première instance, et du tribunal d'appel de Lons-le-Saunier, lesquels infirment et cassent presque tous leurs procès-verbaux de saisie. Ces justices, prétendent-ils, composées généralement d'hommes opposés à la République, s'entendent et se laissent gagner par les fraudeurs auxquels ils rendent les saisies. Ils sont absolument découragés et il est à craindre qu'ils transigent, soit pour *laisser passer*, soit en *capturant* ; je leur ai promis d'éveiller à ce sujet l'attention du gouvernement, et vous trouverez sans doute à propos de communiquer ce paragraphe à votre collègue des Finances.

Mon arrivée à Genève.

Je voudrais reposer votre attention sur les beaux lieux que j'ai parcourus, sur cette Sibérie que j'ai traversée, sur ce lac de Genève que me dérobaient les nues de toutes couleurs qui flottaient sur ses eaux, sur les verdure printanières du Pays de Vaud qui défatiguaient mes yeux de l'âpre blancheur des neiges glacées sur des forêts de pins, sur l'aiguille imposante du mont Blanc servant d'obélisque aux montagnes, aux châteaux et aux chaumières donnant un air divin à la conque du Léman. Mais Genève est trop attrayante pour que je ne m'empresse pas de vous y faire entrer avec moi avec la permission de *Messieurs ses citoyens syndics*. Ils sont venus aussitôt mon arrivée rendre hommage à la Grande Nation.

Objet le plus important de la dépêche.

J'ai vu le lendemain le c. Desportes dont l'amabilité et les formes agréables m'étaient déjà connues ; il est venu de sa campagne à sa résidence que j'avais acceptée, et nous avons été vers Carouge. Mais le pont d'*Arve* était fermé à raison d'une fusillade du poste genevois sur nos troupes. Les procès-verbaux du général Pouget et les dépêches du résident me défendent d'entrer dans d'inutiles détails. Tout ce que je me permettrai sur cet événement se réduit à vous dire que le gouvernement genevois est faible et chatouilleux sur son indépendance qu'on l'assure que le D. E. veut lui enlever ; que la faction de l'étranger et l'oligarchie helvétique augmentent ses frayeurs ; que j'ai aperçu que, sans nuire au bien du service mais aussi sans force d'unité, les mesures n'étaient pas aussi correspondantes qu'elles devraient l'être ; que

ces divisions entre l'agent civil et l'agent militaire avaient été semées à dessein ; que le premier accuserait le second de trop de précipitation, tandis que Pouget reprocherait à Desportes trop de lenteur ; qu'il n'en est pas moins vrai que Genève a tiré sur la France et que la fermeture du pont d'Arve qui continue prive trois à quatre cents ouvriers de Carouge de tous métiers et arts de pourvoir à la subsistance qu'ils reçoivent de Genève ; qu'à Carouge beaucoup de gens sont intéressés à la contrebande, mais comme instruments, tandis que la main motrice et payante est dans la petite république ; que le général Pouget en correspondance avec le représentant du peuple Gauthier (de l'Ain) veut forcer les Genevois à demander la réunion, en garnissant tous les points d'où débouche à Genève la contrebande, en surveillant ses mandements et son lac et en empêchant l'arrivée du pain sur un Etat qui ne recueille pas un grain de blé ; que le résident Desportes auquel *j'ai communiqué de la part du représentant Gautier les intentions du gouvernement sur Genève*, et qui déjà les avait connues par une lettre de ce député dont on lui avait donné lecture, est dans l'indécision la plus marquée sur ce qu'il doit faire, n'ayant aucun ordre formel du Directoire.

Mon départ pour Lausanne.

Tel est l'état de choses dans lequel je laisse Genève pour me rendre à Lausanne. La correspondance du résident, celle du général doivent être très actives sur ce point, et le c. Desportes m'a dit hier qu'il allait envoyer son frère à l'effet de s'expliquer avec le gouvernement sur *sa détermination*, bien décidé qu'il est, m'a-t-il dit, d'exécuter, quel que soit le vœu du Directoire.

Bruit alarmant.

On a avisé le c. Desportes que sa résidence était supprimée. S'il était moins républicain, cet avis pourrait attédir son zèle, à moins qu'une nouvelle confiance du gouvernement ne lui rendît son ressort.

Pays de Vaud.

Le Pays de Vaud dans le petit coin que j'en ai parcouru m'a paru tranquille. On y disait à Nyon que le Directoire était divisé dans son sein et séparé des Conseils. On a rapporté au général Doppet que l'on répandait au Pays de Vaud que sous un mois il y aurait un mouvement à Paris. Trois sénateurs de Berne parcourent ce pays, et sans que leur mission soit connue, il est facile d'en deviner l'objet. Au reste, l'explosion dont on avait tant grandi l'effet à Paris avant mon départ se borne à quelques communes. Le colonel La Harpe ne s'est point assez découvert dans ses écrits sur le sort des campagnes : on persuade aux paysans que, dans le nouveau plan, les villes réservent la servitude aux campagnes. Il serait à propos que le colonel La Harpe rassurât les concitoyens. A Lausanne, j'espère tirer quelques lumières d'un aristocrate bernois de ma connaissance. Dans trois jours, je serai à mon poste.

P.-S. Il est indispensable de rétablir aux Rousses et jusqu'à Genève les postes françaises. On prend arbitrairement douze et neuf livres par couple de cheval et l'on estime de même les distances.

J'ai négocié avec le général Doppet concernant son journal de *L'Echo des Alpes*. J'ai vu ses registres, ils sont fort en règle, mais il n'a que trente-sept abonnés. Je vous fais passer sa demande pour le soutenir [*Annexe*]. Il ne veut faire aucun bénéfice sur cet objet, la pension de retraite suffisant au général et sur la demande de dix-sept cents quelques livres qu'il fait, il ne la considère que comme avance ; il comptera de clerc à maître avec le résident de Genève au fur et à mesure des abonnés qu'il recevra. Je l'ai assuré que Mengaud, Desportes et moi alimenterions l'intérêt de son journal, et je l'ai prié de soigner son ouvrage et de le mettre à la portée des campagnes du Pays de Vaud et du Bas-Valais.

(E, fol. 145-146, orig. — Première dépêche sans numéro « qui sera mise à la poste à Carouge par une main sûre ». — Reçu 25 nivôse (14 janvier 1798).

Annexe. S.l.n.d. [Genève, fin décembre 1797]. Lettre du général Doppet à Mangourit.

Etat de la dépense à faire pour le journal de *L'Echo des Alpes* pendant les mois de nivôse, pluviôse et ventôse [21 décembre 1797 - 20 mars 1798].

1° Il faut huit rames de papier timbré par mois, ce qui pour le trimestre fera	livres 450
2° Pour les frais d'impression, à 18 livres par numéro, par mois en les tirant à 400 exemplaires chaque, il faut pour le trimestre . . .	livres 774
3° A la poste pour l'affranchissement de chaque numéro, il faut 7 livres 10 sols par courrier, ce qui répété 45 [fois] dans le trimestre fait	livres 360
4° La solde du commis employé à plier, emballer et mettre les adresses, se porte d'accord avec lui pour les trois mois à	livres 180
	total livres 1784

Il y a eu le trimestre passé 188 abonnés. Mais il n'y en a encore que 37 qui aient renouvelé leur abonnement. Le défaut de fonds a empêché de pouvoir jusqu'à ce jour publier un prospectus pour le trimestre actuel. Il faudrait aussi, pour procurer des abonnements, pouvoir envoyer des numéros gratuits pendant quelque temps.

(E, fol. 144, orig.)

3. Paris, 12 nivôse an VI (1^{er} janvier 1798). Talleyrand à Mangourit : *texte inconnu*. Dépêche mentionnée (accusé de réception) dans celle de Mangourit, du 18 nivôse an VI (7 janvier 1798), ci-après n° 10.

4. Paris, 14 nivôse an VI (3 janvier 1798). Talleyrand à Mangourit : *texte inconnu*. Dépêche mentionnée dans celle de Mangourit, du 26 nivôse an VI (15 janvier 1798), ci-après n° 15.

5. Saint-Maurice, 15 nivôse an VI (4 janvier 1798). Lettre de Mangourit, chargé d'affaires en Valais, et de Helfflinger, chargé d'affaires en Saxe, réunis à Saint-Maurice, à Talleyrand.

Vengeance du plus astucieux gouvernement de la terre, délivrance du peuple anglais, tel est le vœu magnanime qu'a conçu le D. E. et dont il a embrasé toutes les âmes. A peine nous sommes-nous vus, le c. Helfflinger et moi, que nous nous sommes connus pour toujours, par notre ardent amour pour la patrie, par notre haine profonde pour le cabinet désolateur des terres et des eaux, des républiques et des rois, de l'agriculture paisible et de tout commerce libéral. Souscrivons la perte d'un atelier de crimes, faisons un sacrifice à la paix du globe, et puisque les ailes des victoires nationales doivent, traversant les eaux, porter le génie de Bonaparte dans Londres et nous faire bénir par lui, contribuons à cet acte magnanime de tout notre pouvoir.

Mais pauvres, mais Helfflinger et moi défavorisés plus ou moins par la fortune, mais voulant, dans les Etats où le Directoire nous délègue, vivre avec la décence que nous impose cette honorable représentation, nous sommes vivement touchés de ne pouvoir atteindre le but que nous désignait notre zèle. Pussions-nous du moins jouir des effets de notre empressement ! Il n'a point été excité par la crainte des regards ; notre patriotisme a toujours été incontestable ; seuls, sous les neiges, les glaces de ces monts, nos cœurs ne s'en sont pas moins embrasés ! Puissent ces dons purs comme eux, ces prémices dignes du premier frère du genre humain, cet humble denier être couvert de trésors, être oublié quant à nous et prospérer dans son emploi.

Faites donc, c. ministre, agréer au D. E. l'offre que chacun de nous fait de la somme de *quinze cents francs* par an tant que durera la guerre sacrée de la Grande Nation contre les ennemis du genre humain.

P.-S. Nous vous autorisons, c. ministre, à faire déduire pour chacun de nous la somme de trois cent septante-cinq francs de trimestre en trimestre à compter de celui de germinal prochain.

(E, fol. 150, orig., de la main de Mangourit. — Sans numéro.)

6. [Saint-Maurice], 15 nivôse an VI (4 janvier 1798). 2^e dépêche de Mangourit.

Ecrit ce jour au c. Mengaud à Bâle pour que la plus active correspondance s'établisse entre nous. Je lui donne avis que d'André doit être en Suisse, de la résidence du négociant Charles Assart à Lausanne, pour quelque mauvais dessein et celui surtout d'embraser notre Midi. Je lui parle de l'arrêté du D. E. du 8 de ce mois [28 décembre 1797] ;

— écrit à notre ambassadeur près le roi sarde pour l'inviter à établir une surveillance réciproque ;

— à notre ministre plénipotentiaire près la République cisalpine, et à celui près celle de Gênes pour le même objet.

Je suis convenu des mêmes faits avec le c. Desportes à mon passage à Genève.

— Ecrit ce jour au commissaire du D. E. près les départements des Bouches-du-Rhône et Vaucluse pour donner *avis au premier* : 1° de ce qui concerne Charles Assart, négociant ; 2° du feu qu'excitent à Marseille les ci-devant évêques de Grasse et de Vaison. — *Avis au second* de veiller à ce que les c. Bruny, président du département, Olivier Girente et autres échappent à un assassinat que l'on prétend médité contre eux. — *Avis aux deux*, que j'ai l'honneur de vous instruire que je leur ai écrit : que vous préviendrez sûrement le ministre de la Police générale ; qu'ils aient à faire part de ma lettre aux commissaires pour les municipalités.

— Ecrit ce jour au général Pouget, commandant la division des Alpes :

1° sur les plaintes que l'on m'a faites des persécutions que les patriotes vaudois éprouvent de la part du commissaire du D. E. et des préposés de la douane à Versoix en allant et venant par cette commune : on leur prend leurs passeports, on saisit des lettres importantes, on prétend que leurs passeports ne sont pas suffisamment formalisés, enfin on les accuse d'être dans la main de l'intrigue bernoise ; faire destituer ce commissaire et changer les chefs des douanes.

2° Sur la nécessité de faire permuter un préposé des douanes du Mont-Blanc (qui effraye par ses menaces la commune valaisanne de Troistorrents, parce qu'il est banni du Valais faute à lui de s'être présenté pour répondre à une accusation d'assassinat) avec un employé de même grade stationné sur une autre frontière. Ce mouvement me semble nécessaire pour que le gouvernement valaisan n'oppose pas un grief à celui que je serais chargé de lui offrir.

3° Afin qu'il veuille bien m'instruire, ainsi que nous en sommes convenus à Genève, de ce qui parviendrait à sa connaissance du Pays de Vaud.

4° Pour le prévenir que j'ai jugé indispensable l'accroissement de ses forces pour six cents hommes de plus, la disposition qu'il a pu faire de celles qui lui sont confiées étant très bonne, mais insuffisante pour étouffer la contrebande, saisir les prêtres déportés, les émigrés, les voleurs, les assassins, et pour faire respecter les lois de la République ; que, d'après le développement qu'il m'a fait de sa petite armée, je vous engage à la renforcer de six cents hommes.

5° Que je vous fais part également de la nécessité présumée pour les causes dont vous sentirez l'urgence de placer entre lui et moi sur notre territoire depuis Genève au plus près de Saint-Maurice, des piquets avec des sous-officiers intelligents.

6° Invitation de se faire informer de ce qu'est et de ce que fait un nommé Assart, négociant dans Lausanne, prévenu d'agiter de cette ville notre Midi.

7° Insertion dans *L'Echo des Alpes* de l'arrêté du Directoire exécutif du 8 de ce mois [28 décembre 1797], concernant Berne, Fribourg et les Vaudois, avec quelques réflexions, etc. Cet arrêté ne m'est pas parvenu officiellement ; des imprimés en ont été adressés du Pays de Vaud à mon collègue.

[P.-S.] La position critique dans laquelle se trouvent les patriotes du Pays de Vaud engage un bon citoyen à prier le c. résident Mangourit de vouloir bien lui accorder un moment d'audience, pour avoir l'honneur de l'informer de l'état des choses : les vues bienfaisantes du Directoire exécutif peuvent

être annulées et le sort futur de ce pays dépendra de cette entrevue. Voyez la dépêche chiffrée.

(E, fol. 151-152, orig. — N° 1 ; quant à la dépêche chiffrée, elle figure en clair plus loin, n° 10, annexe.)

7. Saint-Maurice, 16 nivôse an VI (5 janvier 1798). 3^e dépêche de Mangourit.

Je vous dois maintenant ma route de Genève à Saint-Maurice ; elle eût été agréable sans les brouillards, mais j'ai parcouru les bords du lac [Léman] comme si j'avais eu les yeux bandés. Les pluies abondantes grossissant ses eaux lui donnaient sur ses bords une certaine dignité maritime, et des vagues écumeuses couvrant et découvrant son rivage donnaient au Léman les honneurs de Neptune. Près de Genève existe encore un rocher toujours baigné par les flots, sur lequel on prétend que jadis se faisaient des sacrifices au maître des ondes ; dans peu d'endroits, l'horizon présente l'union des nuages et des eaux, parce que presque partout les monts du Mont-Blanc et du Valais soumettent les regards : jusqu'à la sortie de Lausanne, on aperçoit dans le sud-est une barre qui ressemble à une digue ; c'est une vallée plate qui d'après mon système est un atterrissement du Rhône ; ce fleuve a été forcé de s'encaisser à la droite sur les racines des rochers. Là il coule solitairement dans un lit qui lui échappe et, vis-à-vis de Villeneuve, il semble disparaître dans le lac. Le Rhône est comme nos grands : son nom, il l'échangea contre celui de Léman ; mais reprenant son cours, il fut forcé de reprendre celui de son origine, puis de le perdre tout à fait avec sa gloire dans la masse de l'Océan.

La petite ville de Nyon est jolie et assez propre ; la population m'y semble bien proportionnée ; le français que l'on y parle comme dans toutes les villes du Vaudois, offre un mélange d'accent provençal et suisse. Partout l'on nous craint et partout l'on nous aime : nous avons le plus grand nombre, mais peu de puissants. La lassitude et l'habitude, voilà le peuple, voilà les baillis. Ce fut un magistrat de Lausanne qui me dit que les patriotes étaient comprimés par les trois sénateurs de Berne, que cette compression s'étendait jusqu'à Vevey. Il me montra une lettre du colonel La Harpe lui recommandant de ne se confier qu'à Mengaud et à Mangourit. « Pouvons-nous y compter ? — Oui, ayez énergie et sagesse ; allez en avant ; pressez-vous sans compromettre. Mon gouvernement ne veut point de Pays de Vaud, mais qu'il se démocratise et qu'il soit libre et indépendant. Correspondez avec moi ; je vous servirai de toutes mes forces. » Il me le promit.

C'est lui qui se plaignit du commissaire exécutif ainsi que des employés à la douane de Versoix comme vendus à l'aristocratie bernoise et vexant leurs émissaires pour passeport ou port de lettres. Vevey est le foyer du patriotisme du Pays de Vaud. Une lettre de la [— — —] et l'arrêté du 8 de ce mois [28 décembre] ont remonté les esprits, surtout le mot « personnellement ». Ce qui est d'autant plus étonnant que la garnison de Genève n'est pas 420.

Le chemin de Nyon à Lausanne n'est pas beau, encore moins celui de Lausanne à Vevey ; il y a beaucoup de montées et de descentes. La route est

si étroite que dans la longueur d'une lieue il n'y a que la voie d'une diligence, mais les voitures du pays ont été calculées sur l'étroit du chemin. Personne cependant ne m'a fait craindre le sort d'Hippolyte et le flot me rapportant sur le rivage. Lausanne suit les formes de la montagne sur laquelle elle est assise ; Vevey est sur le plateau de la vallée que baigne le Léman. Cette petite ville est très jolie, pas mal grande pour une ville de Suisse. A une lieue, nous avons traversé non sans danger deux torrents, mais il a fallu échapper au troisième en grimpant, le torrent roulant de grosses pierres sous ses eaux impétueuses. A une lieue et demie de Vevey, j'ai trouvé mon collègue Helfflinger et de ce moment nous avons donné la conversation au bien de la République.

Le lendemain a été le jour des harangues et des présentations. Le gouverneur [L. de Sépibus], puis le grand châtelain [Jacques de Quartéry], puis les douze conseillers de ville, puis le vin d'honneur que j'ai trouvé fort bon, les dames de la ville, les ci-devant officiers de Courten, baillis, châtelains, vidames, abbé régulier de Saint-Maurice [Exquis], capucins et goîtres, voilà la lanterne vaudoise qui m'a passé sous les yeux. Je ne vous parlerai pas des improvisations, cela ne serait ni utile ni amusant. Je vais rendre toutes ces visites.

Le c. Helfflinger m'a informé que Sion désirait m'avoir et que Saint-Maurice en avait la peur. Le dernier gagnera. Ma translation à Sion accorderait trop de bonnes âmes.

Je ne pourrai remettre mes lettres de créance au grand bailli [Sigristen] qu'à son passage ici qui doit s'effectuer sous trois jours. Il revient de la Diète helvétique d'Aarau.

P.-S. Je reçois de Vevey en date du 15 nivôse (hier) ce qui suit :

Nos amis ... nous ont fait part de l'entretien qu'ils ont eu avec vous à ..., etc.

Nous vous envoyons copie de la pétition présentée ce matin à notre Conseil des Cent-Vingt avec prière de l'appuyer et de l'envoyer à Leurs Excellences, etc. Les discours prononcés à ce sujet ont été applaudis, mais le Conseil, trouvant la chose trop importante pour être délibérée séance tenante, a décidé qu'elle serait présentée à une assemblée de députés de toutes les communes de ce bailliage, laquelle aura lieu demain ici où ils sont convoqués. Notre corps des Cent-Vingt se rassemblera derechef mercredi prochain [10 janvier] pour en délibérer définitivement. Le petit nombre de voix qui se sont élevées en sens contraire ont été rembourrées, et les bonnes dispositions que les villageois témoignent nous font augurer le succès et une réforme sans secousse.

Les patriotes de Vevey.

Copie de la pétition.

Les soussignés, très humbles serviteurs de Vos Excellences et fidèles sujets de l'Etat, ne doutant nullement qu'ainsi qu'elles l'ont fait espérer en diverses rencontres, Leurs Excellences ne soient disposées à redresser les abus qui, de notoriété publique, se sont glissés dans la gestion du gouvernement à l'égard des droits privilèges du Pays de Vaud depuis qu'il est sous leur domination ; convaincus que personne ne peut légalement présenter les griefs

du peuple vaudois que des députés que ce même peuple aurait nommés à cet effet, ils requièrent très respectueusement que toutes les villes et communes puissent sans délai nommer des députés qui se rassembleront pour travailler à l'énumération desdits griefs dont ensuite l'exposition sera faite à Leurs Excellences.

Ils se répandent en vœux pour la conservation de Vos Excellences et le salut de l'Etat.

Suivent signatures en très grand nombre et elles se continuent.

Je vous prie, c. ministre, de m'envoyer par le premier courrier et par la voie de Genève un timbre avec ses coussins, etc., la légation du Valais n'en ayant pas.

(E, fol. 148-149, orig. — « 2^e dépêche sans numéro, n'en prenant que celui que le c. Helfflinger me laissera à son départ ». — Reçu 28 nivôse. Répondu le 8 pluviôse.)

8. Saint-Maurice, 16 nivôse an VI (5 janvier 1798). 4^e dépêche de Mangourit.

Depuis ma lettre écrite ce matin, un patriote de Vevey est venu me trouver et m'a garanti les dispositions de ce bailliage. La pétition dont je vous ai envoyé copie ce matin sera admise à l'universalité des communes du Pays de Vaud ; elle n'aura pas la suscription servile de « les soussignés très humbles serviteurs de Vos Excellences » ; il m'a promis d'y faire substituer ceux-ci : « Les citoyens habitant le Pays de Vaud, bailliage de ..., commune ... » Le discours de M. Alexandre Perdonnet à la séance du conseil des Cent-Vingt de la ville de Vevey a causé la chair de poule aux geôliers et a donné aux ilotes une forte énergie. Ce discours est à l'impression et sans doute que vous en recevrez un exemplaire.

J'ai combiné avec ce patriote quelques mesures de prudence et de sagesse. Vevey n'en manquera pas ; une garde bourgeoise veille à sa tranquillité.

J'ai su ce matin qu'à Lausanne on avait élevé le bonnet de la liberté devant les trois commissaires de Berne, et que les esprits étaient fort échauffés en faveur des bienfaits dont ce signe est l'emblème.

Je ne sais si ces mouvements produiront un accord entre Vaudois et Bernois, accord que je croirais extrêmement préjudiciable aux intérêts de la liberté, ou s'ils développeront le germe d'une république indépendante, ce qui, selon mes opinions privées, nous serait très favorable. Sans instructions, je m'opposerai au premier événement et je favoriserai le second.

La Diète d'Aarau a demandé au Valais son contingent ; elle a fait réparer les signaux des montagnes au moyen desquels la Suisse peut être en armes dans vingt-quatre heures. Mais point d'argent en Valais, mais peu de bonne volonté pour s'armer contre nous. Ces ordres sont postérieurs à ceux donnés précédemment à l'occasion du Porrentruy et retirés ensuite ; ils ajoutent à nos griefs un mécontentement de plus.

Carnot a été quinze jours à Genève ; quinze jours de suite il a dîné à table d'hôte à Lausanne ; il y portait une perruque pour cacher son front chauve. On le dit en Valais. J'ai donné ce matin au chef de la police du Valais

(le grand châtelain) son signalement et j'ai promis six cents francs à ses arrestateurs. Le signalement va être envoyé à tous les dizains ; il a dit, le général Doppet me l'a rapporté, que l'on devait être tranquille en France pendant un mois et demi, mais qu'alors le Directoire serait renversé. Un Neuchâtelois avec lequel je dînai à Vevey a vu l'ex-député Lemerer à Lausanne ou à Neuchâtel (je ne me rappelle pas la ville exactement) avec plusieurs autres de ses codéportés ; ils lisaient à qui voulait l'entendre leur protestation.

J'ai lieu de croire que vous ne dédirez pas la promesse que j'ai faite de donner vingt-cinq pièces de 24 livres à qui pourra arrêter le traître Carnot. Le grand châtelain m'a promis de ne laisser passer aucun déporté du Directoire ou des Conseils sans l'arrêter à l'instant même et le mettre en mes mains.

(E, fol. 154, orig. — N° 3 ; répondu le 8 pluviôse an VI.)

9. Paris, 17 nivôse an VI (6 janvier 1798). Talleyrand à Mangourit (avec arrêté du D. E. du 12 nivôse) : *texte inconnu*. Dépêche mentionnée dans celle de Mangourit, du 26 nivôse an VI (15 janvier 1798), ci-après n° 15.

10. Saint-Maurice, 18 nivôse an VI (7 janvier 1798). 5^e dépêche de Mangourit.

Le c. Helfflinger est toujours à Saint-Maurice ; le pourquoi.

Mon prédécesseur est sans instructions et sans moyens pécuniaires pour se rendre à Dresde. Vos occupations ne vous permirent pas de m'en charger ainsi que vous le lui aviez écrit. L'envoi de ses malles avant son départ, l'intérêt du service public dans le nord, la convenance qu'il observe les cours de son passage exigent que vous le mettiez à même de se porter vers sa destination ; et plus il tardera de sortir du Valais, moins vite il sera dans le cas de renouer à Munich et à Dresde les connaissances qu'il y forma lors de ses précédentes missions, liaisons importantes pour le succès de nos affaires. Il a deux cent cinquante lieues à faire, et les postes en Allemagne sont si mal servies que l'on ne fait souvent que dix lieues par jour. Il serait à désirer que, pendant le congrès de Rastatt, le c. Helfflinger, qui n'est pas novice à l'égard des hommes et des affaires germaniques, fût à même de les observer et de vous en rendre compte.

Circulaire du ministre non reçue.

On parle ici d'une circulaire de votre ministère sur les devoirs des agents politiques ; je vous prie de me l'expédier.

Chevalier de Malte nommé Damas argue de sa qualité d'étranger pour n'être pas considéré comme émigré et en conséquence obligé de sortir du Valais. Je n'ai pas voulu viser son passeport.

Un chevalier de Malte nommé Damas et né au département de la Côte-d'Or me demande mon visa sur le passeport à lui donné par le c. Jacob à Turin. La diète du Valais a arrêté de renvoyer les émigrés. Damas se

prétend comme membre de l'ordre de Malte étranger français ; il prétend que l'arrêté de la Diète ne le frappe pas et qu'il lui doit être permis de rester pour prendre les eaux de Loèche dont il a besoin...

J'ai refusé mon visa. J'ai renvoyé Damas *provisoirement comme Maltais* devant les autorités valaisannes. Je lui ai dit de se pourvoir vers l'agent de Malte près le D. E. ; je l'ai instruit que je vous demanderais cette exception. J'ai l'honneur de vous demander une décision.

Emigré à Turin de qui la radiation a été promise [dit Gilbert]. *Ci une pièce cotée A.*

Mon prédécesseur et le général Kellermann se sont servis avec succès d'un émigré résidant à Turin. Ces derniers courriers, copie de sa dernière lettre du 23 décembre vieux style vous a été envoyée [ci-dessus, n° 1, *annexe I*].

Vous savez de quelle utilité ont été les rapports de cet individu. Vous savez aussi *que sa radiation lui a été promise* ; les gouvernements ont leur probité et le nôtre a par-dessus les autres sa délicatesse en fait d'engagements. Je vous engage à mettre sous ses yeux cette affaire et je proposerais de m'envoyer sa radiation que je serais autorisé à lui montrer sans m'en dessaisir jusqu'à la paix générale ; par ce moyen, nous le tiendrons en haleine.

Je joins ici la lettre que je viens de lui écrire sous la cote A [*ne figure pas au dossier*].

Intérêt qu'un autre émigré résidant à Saint-Maurice [Grenaud] *soit excepté de l'arrêté d'expulsion prononcé par la Diète du Valais.*

Il est un autre émigré demeurant dans mon voisinage et qui, voyant les émigrés passants et ceux stationnés en Valais, a été très utile à mon prédécesseur sous la même promesse. Si cet homme part en vertu de l'arrêté de la Diète, il y aura de la perfidie de notre part et absence de renseignements ; s'il ne part pas, son séjour inquiéterait peut-être le Valais. Je demande à être autorisé à dire qu'il est rayé et à le faire excepter en conséquence, et puis qu'il a des promesses du gouvernement à ce qu'on me donne les mêmes pouvoirs à son égard que pour celui de Turin.

Diète helvétique de Frauenfeld.

On soupçonne que la Diète helvétique a l'intention de mesurer son existence sur celle du congrès de Rastatt.

Intrigues propres à inquiéter les gouvernants du Valais.

Les assurances que j'ai données au gouverneur de Saint-Maurice [L. de Sépibus] dans ma réponse à son discours, que la R. F. était bien décidée à maintenir la bonne intelligence avec le Valais a déconcerté les intrigues bernoises et fribourgeoises. On oppose à celles-ci ces assurances.

Accusé de réception de la dépêche du 12 de ce mois [1^{er} janvier].

J'ai reçu votre dépêche en date du 12 de ce mois, le 17. — La lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire de Genève vous a prouvé que j'avais rempli une

partie de vos intentions sur *L'Echo des Alpes* avec le général Doppet, et depuis j'ai fourni deux fois au rédacteur de cette feuille quelques articles avec la forme désirée. J'ai dit au résident de Genève, écrit à celui de Bâle qu'ils partageaient à cet égard avec moi vos intentions.

Copie d'une lettre [chiffrée] qui m'est écrite de Lausanne, 5 janvier 1798.

Je suis chargé... [*Annexe*].

(E, fol. 155-156, orig.)

Annexe. Lausanne, 5 janvier 1798. Lettre d'Antoine Oboussier au résident Mangourit.

Je suis chargé, c. résident, par le c. Bergier-Lemaire auquel vous avez accordé une entrevue lors de votre passage, de vous instruire de la tournure que les affaires de ce pays ont prise depuis lors. L'arrêté du D. E. du 8 nivôse [28 décembre 1797] a tiré les esprits de la stupéfaction où les mesures de terreur employées par le gouvernement les avaient jetés. Quelques membres bien pensants et influents de notre magistrature ont profité de l'impulsion pour se montrer et restaurer pour le peuple la faculté d'émettre son vœu librement. C'est ce qui a eu lieu hier par une requête dont je vous envoie ci-joint un exemplaire. La rédaction n'en est pas républicaine, mais nous avons cru prudent d'observer dans ce premier acte des ménagements qui ne seront plus nécessaires dans la suite, lorsque le voile qui n'est que déchiré sera arraché. Vous verrez, c. résident, par l'extrait des registres du Conseil de cette ville, qu'aujourd'hui il a pris ladite requête en considération, il n'y a pas à douter qu'ensuite du rapport de la commission nommée à cet effet et dont M. Bergier-Lemaire est membre, notre magistrat ne fasse auprès du gouvernement de Berne une démarche ferme et pressante. Je ne vous parlerai pas du résultat probable ; c. résident, vous le pressentez sans doute.

Au reste, tout s'est opéré avec beaucoup d'ordre et de calme de la part des pétitionnaires qui paraissent animés de la volonté bien décidée de maintenir la tranquillité. Il est infiniment probable que les autres villes et communes de ce pays ne tarderont pas à suivre l'exemple de Lausanne. Vevey a fait la même démarche et au même moment que nous. Sans doute que les citoyens de cette ville se seront empressés de vous en faire part et de vous témoigner la vive reconnaissance qui pénètre tous les patriotes du Pays de Vaud pour la puissante et amicale protection que le D. E. daigne leur accorder.

Malgré toutes les peines que nous nous sommes données jusqu'à présent pour nous procurer la liste des émigrés, nous n'avons pu y réussir ; il nous reste encore un moyen que nous emploierons aussitôt qu'une personne absente dans ce moment sera de retour. C'est le livre rouge de nos aristocrates que cette liste d'émigrés.

Il nous reste à fixer notre attention, c. résident, sur quelques agents de votre république qui nous ont prouvé par des faits être vendus au gouverne-

ment de Berne, qui de toutes les manières ont entravé nos premiers pas vers la régénération qui se prépare dans notre pays ; vous trouverez leurs noms sur la carte ci-close.

Nous écrivons à Paris ce qui s'est passé, et y enverrons dans un couple de jours notre pétition pour la garantie que nous espérons obtenir de la Grande Nation.

Agréez, c. résident, l'assurance de notre respect ; nous espérons beaucoup que la République lémanique aura à vous exprimer un jour sa gratitude des soins bienveillants que vous aurez accordés à son enfance. Nous les sollicitons vivement.

(F, vol. 465, fol. 31, copie en clair.)

11. Saint-Maurice, 21 nivôse an VI [10 janvier 1798]. 6^e dépêche de Mangourit.

Militaires, déserteurs, soldats français en congé, Français sans passeport ou sans passeport valide, vagabonds passant par le Valais. Décision demandée.

Deux Français se prétendant échappés des prisons militaires de l'Autriche sont arrivés ici par *le Simplon*. J'ai payé de ma poche leur route à Thonon, frontière du Mont-Blanc, en les adressant au commissaire du D. E. de cette ville, afin qu'il les envoie au quartier général à Carouge.

Les déserteurs de l'armée d'Italie en descendant *par le Simplon* ; ils arrachent de l'humanité du résident à Saint-Maurice une conduite pour le Mont-Blanc ; ils remontent ou le Pays de Vaud ou la Suisse, pénètrent en France et *chouannent*.

Prévenu le général Pouget à Carouge.

Je l'ai instruit que je n'avais pas de fonds disponibles pour cet objet ainsi que pour les semestriers militaires malades, etc. Je lui demande s'il me remboursera mes avances (lettre de ce jour).

La convention entre les Etats-Unis et la France rend les déserteurs de deux parts ; l'Espagne et la République sont convenues négociativement l'an dernier de la même réciprocité à cet égard. *Je demande à être autorisé à demander cette tradition ainsi que celle des Français sans passeport ou sans passeport valide.*

Eveil donné aux commissaires du D. E. dans les départements du Jura et du Mont-Blanc, et au chef de la gendarmerie.

Le fonctionnaire du Jura est prévenu que le 15 du prochain, vieux style, est le délai fatal de la sortie du Valais des émigrés et prêtres déportés, et que ces hommes pourraient alors aller rejoindre des noyaux de *chouannerie* dans le Jura.

J'extrait ma lettre à celui du Mont-Blanc, parce qu'elle donnera une idée du déplorable état du Mont-Blanc :

Il serait à craindre que le but salutaire du D. E. fût manqué si ces hommes dangereux entraient dans la partie montueuse de votre département. D'autant plus à redouter, citoyen, que vos montagnes supportent encore une foule de ces êtres dangereux, qu'ils y fanatisent l'ignorance et la crédulité, que des hommes investis de fonctions publiques laissent encore le paysan dans l'état d'humiliation et de servitude où il languissait sous un maître, que le front du peuple s'incline toujours vers la poussière sans que le magistrat lui dise : « Relève-toi ! », que sa bourse se renverse sans cesse sans qu'on lui dise : « Referme-toi ! », que des commissaires limitrophes peu portés à seconder les vues du gouvernement républicain, pour ne pas dire qu'ils y sont opposés, n'exercent pas avec vigilance, sollicitude et paternité, l'auguste ministère qui leur est confié, et que l'œil d'humanité qui fixa douloureusement la Savoie se mouille bien davantage en voyant que ce pays opprimé par une foule de petits tyrans n'a éprouvé de changement que dans son nom.

Je suis persuadé que vous en gémissiez. Mais, dans cet état misérable, le sommeil n'est permis à aucun fonctionnaire public. Étendez plus que jamais vos soins à ce que le Mont-Blanc prenne une physionomie digne de ses bons habitants : unissons-nous pour opérer cet heureux changement.

J'ai éveillé également la vigilance du chef de la gendarmerie du département pour l'expurgation des émigrés et des prêtres ; je réponds du républicanisme et de l'activité de cet officier, mon compatriote ; il se nomme *Bouvard*, et j'en ai appelé sur le tout à la grande main du général de brigade Pouget, commandant dans le Mont-Blanc et dans l'Ain.

Je désirerais que les commissaires de Thonon, Evian et de la frontière fussent remplacés très incessamment par des patriotes bien connus et envoyés d'un autre département, des hommes enfin qui, portant leurs regards sur la rapacité des gens de loi, la tyrannie des bourgeois, les manœuvres des émigrés, les menées des prêtres fraticides, persuadassent aux Savoyens que ce n'est point en vain qu'ils sont affranchis.

Le courrier de France d'hier n'a rien apporté.

Voici ce que j'ai pu savoir du Pays de Vaud, qui s'est passé le 19 de ce mois [8 janvier 1798] à Lausanne.

Le rapport de la commission a été adopté à l'unanimité. Le magistrat va faire imprimer lui-même l'extrait de la délibération ; on se roidit contre la mesure de l'inspection et du serment qu'on se propose d'exiger de tous les hommes, militaires ou non, les premiers armés mais sans munitions.

Sans doute que les commissaires bernois se sont réservés les munitions en cas de réussite : ils ont demandé l'armement des militaires pour en faire sur-le-champ une force d'opposition ou d'oppression.

Ce matin-là, les membres du seul cercle existant à Morges envoyèrent à Lausanne un exprès pour annoncer aux patriotes que dans la journée ils signeraient tous de concert une pétition tendant au même but que les leurs. La ville d'Aubonne leur envoya aussi un exprès pour prendre connaissance

des démarches et copie de la pétition lausannaise dont son conseil avait décrété l'urgence en principe.

Nyon faisait aussi sa journée. Il semble que le moment de la réunion de tous les Vaudois a sonné.

Le même jour, à sept heures du soir, on prépara à Vevey un discours pour le 21 [10 janvier] que vous aurez reçu, ainsi qu'une proclamation du 16 [5 janvier] relative au serment que MM. de Berne se proposent d'exiger.

Je sais que les patriotes de Lausanne, voulant prévenir des projets de désunion, eurent une conférence avec un des députés hauts et puissants, archimagnifiques, pour le bailliage (l'autre étant parti pour Lausanne à quatre heures après midi) et qu'ils lui firent de pressantes sollicitations et représentations sur les suites (pour le bien de la concorde) de la tenue de ces assemblées partielles du 21 nivôse [10 janvier]. Il parut ébranlé, il déclara n'avoir pas de pouvoirs suffisants pour renvoyer l'assemblée ; il s'excusa sur son départ de Lausanne fixé au soir, huit heures.

Les habitants de Vevey reçurent de Lausanne dans la nuit même un exprès et l'on présume qu'ils y envoyèrent sur-le-champ une personne sûre pour exhorter les Lausannais de la manière la plus pressante à tâcher d'obtenir par leurs instances le renvoi.

Yverdon est au même point que Lausanne et Vevey.

Quoi qu'il en doive être de cette assemblée, le concours considérable de signatures (qui était à cette époque de plus de six cents pour la ville de Vevey), joint aux dispositions qui se manifestent dans toutes les communes de ses environs, mettent à même les patriotes de pouvoir m'assurer avec quelque certitude que la réponse qu'ils ont préparée à la demande de serment sera un silence général qui ne sera interrompu que par la lecture *du discours* dont j'ai parlé plus haut. Les députés bernois en sont prévenus et on leur en a remis un exemplaire.

Cette manière expressive de répondre à leur demande fera peut-être plus que la suppression de l'assemblée. L'opinion fait chaque jour de si grands progrès que les patriotes se croient assez forts pour préférer la suppression par la seule crainte de trop d'effervescence provenant de la nuance différentielle de tel bailliage à tel autre moins avancé.

A Lausanne, le conclusum de la Diète d'Aarau est connu et ne contient que les clauses ordinaires de se prêter un mutuel secours.

Mon intention était de chiffrer ces nouvelles, mais la poste du Pays de Vaud étant entre les mains de préposés par Berne, les cachets n'étant pas inviolables peut-être pour ses trois députés, m'ont déterminé à envoyer un exprès à Thonon porter le tout en clair. Je vous dirai donc, puisque les précautions sont inutiles, que ce sont les patriotes de Lausanne et de Vevey qui m'ont transmis ce bulletin par exprès.

Voici la réponse que je leur ai fait écrire.

[*Saint-Maurice*], 20 nivôse an VI [9 janvier 1798].

J'ai reçu avec un nouveau plaisir la lettre des patriotes de Vevey que je prie auprès de ceux de Lausanne d'être l'organe de mes remerciements. Les uns et les autres apprendront avec plaisir que j'ai reçu cette nuit [par un exprès

du général Pouget ; cela ne fait pas partie de la réponse] *par le Mont-Blanc l'avis que mille cinq cents hommes de la division invincible de Masséna vont passer à Versoix et y prendre des quartiers. J'espère que les vainqueurs de l'Italie en imposeront assez pour faire respecter le vœu des nations revendiquant les droits de l'homme, et qu'ils rendront nuls les efforts que ferait l'oligarchie pour dégoûter par le sang et le pillage un peuple vertueux et brave, du sublime projet de rompre ses chaînes. Citoyens, votre tâche actuelle est de connaître vos ennemis intérieurs pour leur en imposer et les caractères faibles pour les tremper de force. Mais prenez garde d'employer au succès de cette salutaire mesure l'aigreur, la menace et les voies de fait. N'offrez au D. E. et aux Français, à vos voisins et aux oligarques que l'aspect d'un peuple réuni par les liens de la liberté, de la fraternité et de la reconnaissance.*

Cet ensemble de déterminations depuis Nyon jusqu'à Vevey est du plus heureux présage : c'est cet ensemble sur lequel vos regards et vos soins sans cesse doivent être appliqués. Vous l'avez prévu !... Ce serment que l'on vous invite à prononcer est un horrible piège ; la proclamation qui a précédé sa demande est une amorce ; les affidés de vos oppresseurs se répandent partout, à Aigle, à Bex, et jusque dans le Valais, avec ces imprimés à la main pour représenter le D. E. comme un démon de discorde, semant parmi des hommes contents de leur sort les brandons de tous les crimes et les patriotes vaudois comme des fratricides.

Laissez la tyrannie s'agiter et soyez calmes ! Son masque quitte son visage ; la sagesse le déchirera. Tenez fortement pour vos droits. Quel est le droit préliminaire dont vous devez vous saisir ? C'est de celui de vous assembler par députés.

Mais il est bien des choses qui formeraient un volume d'écritures et qu'une conversation réduirait à deux heures de combinaisons et de système. Tout ce que vous avez fait, tout ce que le Pays de Vaud a fait jusqu'à présent sera compté sur le grand livre des révolutions qui ne coûtent pas à l'humanité ; la réponse imprimée de vos régiments à la demande cauteleuse du serment vaudra quelque chose dans ce livre à celui qui l'a rédigée. Il est nécessaire pour achever cet ouvrage que vous m'envoyiez deux de vos coopérateurs sur l'énergie et la prudence desquels vous êtes le mieux fixés, à l'effet de diriger ensemble votre restauration. Je ne monterai [dans le Haut-Valais, pour le ministre] qu'après la conférence.

Vous feriez également bien d'envoyer à Aigle et à Bex des personnes influentes pour remuer l'apathie locale et déconcerter l'activité des partisans et des stipendiaires de l'oligarchie : c'est demain que dans ces villes le piège sera tendu.

Je vous demande par la première occasion un double de vos actes. J'espère que cette lettre franche et amicale sera close par le secret et que mon abandon me méritera de vous l'opinion que je suis un ami de la liberté et par conséquent le vôtre.

Signé : Le Lion d'Or.

(A cause de ma première entrevue à Lausanne avec un patriote de cette ville.)

P.-S. Hâtez par tous les moyens la formation de votre assemblée générale et son ouverture, afin que nos troupes voisines de votre pays puissent

être disposées, soit pour le lieu où la vengeance de l'Europe les appelle, soit pour ceux où il resterait quelque espérance au royalisme abattu.

L'exprès que l'on m'a dépêché m'a été recommandé comme un homme très sûr. Il m'a demandé si cela tendait à se réunir avec la France. Je lui ai donné l'assurance du contraire et je ne lui ai pas caché que le D. E. désirait la R[épublique] l[émanique]; il était transporté. Il m'a ajouté que l'on était indécis à l'égard des couleurs de la cocarde, attendu que celles du Pays de Vaud sont les nôtres. Nous sommes convenus que le bleu serait le fond de la cocarde ; le blanc, le premier cercle, et le rouge, le second. Il est parti hier d'ici pour Vevey à midi.

La bastille du royaume de Berne, Chillon, est à moitié chemin de Vevey et d'Aigle. Les patriotes de Vevey se proposaient de s'en emparer hier.

Je viens d'apprendre que tout Vevey est armé. On y est occupé à fondre des balles.

Je les engagerai à s'emparer de la poste aux lettres.

On vient me dire qu'à Vevey le bailli bernois est destitué et que la ville se régit par un comité.

Les commissaires bernois sont à Bex pour le serment. Le passage du bourg est intercepté.

A Aigle et Bex, les esprits ne sont pas aussi bien préparés que dans le reste du pays. On craint que le serment ne soit enlevé par le commissaire d'Erlach, homme trop connu.

Il se pourrait, au cas que le serment de fidélité fût prêté par le pays d'Aigle et de Bex, que Berne eût l'audace d'y faire descendre des troupes ; il serait en ce cas à propos qu'aux environs de Saint-[Gingolph] (département du Mont-Blanc) il y eût des troupes françaises demandant le passage par le Valais, et je me servais de l'exemple de Genève pour le demander et l'obtenir. Je prendrai sur moi cette démarche quand j'irai me faire recevoir dans le Haut-Valais si le grand bailli tarde à venir ; je la prendrai, dis-je, à tout événement. Je dirai que certain nombre de l'armée d'Italie ont à passer dans le Jura ; que Genève a ouvert ses portes à ses amis victorieux ; que le Valais imitera sans doute cette confiance. Au moyen de ce passage on prendra les Bernois par-derrière, tandis que nos troupes de Versoix les presseront par-devant.

Si Aigle et Bex ont la faiblesse de prêter serment, les Vaudois doivent entraîner dans leur arrondissement le plus qu'ils pourront de communes du canton de Berne, surtout celles occupant *des points militaires* ; ils doivent les exciter à demander réparation des abus du canton en ce qui les concerne. L'agrégation à la R[épublique] l[émanique] suivra de près.

Le Bas-Valais est très inquiet de tous ces mouvements voisins. Ce pays est composé de hobereaux dont le maximum de la richesse est de trois mille livres de rentes, et le minimum, six cents. Je ne saurais apprécier le poids de la tyrannie que par les distinctions qui séparent une classe de l'autre. Un gouverneur, des officiers de gouverneur, un grand châtelain, une foule de petits, des bannerets, des vidames, voilà ce qui, outre une Abbaye riche pour le Valais, et des capucins, pèse sur l'ignorance du peuple chargé de dîmes, de cens, etc. Tous ces aristocrates ne voient donc pas la révolution lémanique d'un œil satisfait. Deux hommes pourraient nous y servir, et il m'en vient

d'autres en tête. Mais il faut que le Vaudois ait pris couleur. Mon imperturbable silence les étonne ; mon séjour à Saint-Maurice plutôt qu'à Sion leur déplaît. Au reste, le peuple est français : 1° parce qu'en général la race des montagnes est croisée avec les déserteurs de cette nation de tous les temps ; 2° parce qu'ils ont entendu parler de la révolution d'Italie faite par les Français en conservant les prêtres auxquels ils tiennent beaucoup.

(E, fol. 157-159, orig.)

12. [Saint-Maurice], 21 nivôse an VI (10 janvier 1798). 7^e dépêche de Mangourit.

Vous ne m'avez point envoyé à Saint-Maurice pour y être gêné dans mes opérations. Nous sommes au 21 nivôse et mon prédécesseur est toujours ici, sans ordre de départ, sans instructions et sans argent. Cela me gêne de toutes manières. Je n'ose m'ouvrir à lui concernant nos desseins sur ce pays, m'ayant paru très attaché aux habitants ; et pendant ce temps, je perds des conversations qui pourraient mener à quelque chose. Il m'arrive des exprès : la décence exige que je communique avec lui pour ce qui concerne le Pays de Vaud, et son caractère *faible et bon* n'est pas ce qu'il faut pour élever notre nouvel édifice.

Si vous n'avez pas d'argent de quoi satisfaire pleinement à ce qui lui est dû, envoyez-lui du moins quelque chose ; imaginez qu'il est nécessaire qu'il aille conférer avec Mengaud sur la position de l'Allemagne *dont il connaît à fond la texture politique*. Je vous assure que vous activerez par là mes moyens, que vous doublerez mes forces et que ce parti est indispensable.

Je me reprocherais de vous avoir donné une idée du caractère de Helfflinger, si je ne savais qu'à Dresde il vaudra mieux peut-être être faible que fort. Que la confiance de sa faiblesse ne soit faite qu'à l'honnête homme et non au ministre ; il est excellent républicain, mais son extrême minutie, ses tâtonnements, ses inquiétudes se ressentent d'avoir passé onze ans dans cette anse foraine, à l'abri du grand ouragan.

Cela va à merveille. Donnez-moi du courage, car courage et courage font succès.

[P.-S.] Mille amitiés à Desrenaudes et à Paganel.

(E, fol. 160, orig. — N° 6, « particulière ».)

13. Saint-Maurice, 23 nivôse an VI (12 janvier 1798). 8^e dépêche de Mangourit.

Mon numéro 5 est parti par le Mont-Blanc adressé au général Pouget, commandant à Carouge. Tant que j'aurai à mander des affaires délicates, j'userai de cette voie à peine plus chère que la poste bernoise qui sert le Pays de Vaud et qui, facilitée de brigade en brigade, est beaucoup plus sûre et aussi vite.

Embarras des déportés en vertu de la loi du 19 fructidor et du statut de la Diète du Valais qui expulse émigrés et prêtres déportés. Décision demandée à cet égard.

Les déportés en vertu de la loi du 19 fructidor [5 septembre 1797] dernier ayant fait constater leur présence en Valais par mon prédécesseur sont très inquiets du statut de la Diète valaisanne qui ordonne généralement aux émigrés et prêtres déportés de vider le territoire d'ici au 15 février prochain (27 pluviôse) ; plusieurs de ceux-là sont venus m'observer combien ils trouvaient injuste, étant en instance de radiations définitives, d'être menacés comme les autres de l'exécution du statut valaisan. Comment feraient-ils parvenir leurs réclamations ? Où la nouvelle de leur radiation leur parviendrait-elle ? Dans quel lieu iraient-ils demander un asile sûr ? Le Piémont et la Cisalpine ferment l'entrée de leurs Etats aux déportés français de toutes sortes, de manière qu'il n'existe pour eux aucune espèce de sortie, soit de la Suisse, soit du Valais d'où ils sont expulsés... Je viens d'écrire *particulièrement* sur cet objet au ministre de la Police générale ; il aura par ce moyen l'avantage d'être prévenu, et le ministre des Relations sera plus tôt à même de m'envoyer une décision que j'ai intérêt d'avoir pour régler ma conduite.

Pays de Vaud.

Les patriotes de Vevey m'envoyèrent par un exprès la suite de leur bulletin. Ils me font part de l'assentiment général donné à Vevey et à Lausanne aux choses contenues dans ma réponse que je vous ai envoyée dans mon numéro 5 [= *ci-dessus*, n° 8], et de l'accord unanime qui existe entre tous les insurgés. Le bailliage de Vevey rassemblé dans cette ville le matin du 21 sous les armes écouta avec une silencieuse tranquillité discours et proclamation ci-devant envoyés, une nouvelle proclamation bernoise et le discours du député de Berne dont le premier point cherchait à mettre les Veveysans en garde contre *ceux qui chercheraient à les séparer* du meilleur des gouvernements possibles, et dont le second consacré au serment en répétait les mots sacramentaux de fidélité à Dieu, au souverain et à la patrie, mots qui se traduisent par les oligarques et les monarques d'une manière, et par les peuples libres, ou qui tendent à le devenir, d'une autre.

Sur l'observation que ce serment serait généralement refusé, il n'y eut point de scène en place publique.

Payerne, Cully, Lavaux et suivant beaucoup d'avis les Veveysans sont sûrs que toutes les villes de Vevey à Genève ont refusé le serment. « Quant au moyen dont vous nous parlez, m'écrivent-ils, nous tâcherons de le mettre en pratique demain et peut-être avant midi » (d'envoyer à Aigle et à Bex des personnes influentes pour détourner du serment ; voyez mon n° 5 [= *ci-dessus*, n° 11]).

Ces patriotes me prévenaient qu'on disait le sénateur *d'Erlach* envoyé pour traiter avec le général français sur *le passage de troupes à la frontière* ; il est toutefois à Lausanne.

Je recevais en même temps l'avis d'un patriote de Bex que la veille plusieurs s'étaient absentés à Aigle pour ne pas prêter le serment ; que la plupart de ceux qui le prêtaient élevaient leurs chapeaux sur leurs baïonnettes en

disant : « *Ce n'est pas pour ça que nous le prêtons* ». Beaucoup de paysans étourdis par le spectacle nouveau dont ils avaient fait les frais et par les vapeurs des cabarets, annonçaient une grande *chancelance* pour soutenir le parti *excellentique*.

Ma réponse du 22 nivôse [11 janvier 1798] aux patriotes de Vevey pour être communiquée à Lausanne en comité secret.

La copie de ma réponse sert de suite à ce bulletin quant aux faits et donnera au ministre des R. E. le tracé de ma conduite.

Aigle et Bex ont prêté le serment ; les esprits n'y étaient pas aussi préparés qu'ailleurs. On exclut femmes et enfants, on ferma les issues de Bex avant, pendant et après la cérémonie. L'Excellence voyant qu'on balançait manda la magistrature : l'aspect des manteaux noirs y décida.

Cinq magistrats de Saint-Maurice (Valais) avaient été à Bex pour sonder le terrain : les hobereaux d'ici craignent que la contagion passe la frontière...

Il faudrait donner de l'âme à Aigle et à Bex.

Je crois que le projet de Berne serait de faire filer des forces par les quatre mandements d'Aigle ; j'ai écrit, au cas d'un tel plan exécuté, pour qu'une force française s'arrêtât près de Saint-Gingolph (Mont-Blanc).

Hier soir, la garde bernoise du pont de Saint-Maurice exigeait les signatures de Valaisans très connus rentrant sur leur territoire.

On m'a assuré que le poste de Chillon avait été mis sous la garde des citoyens de Vevey : ce poste vous serait très dangereux si vous ne l'occupez comme lieu propre à maintenir la tranquillité et non comme conquête ; il en est un autre aussi important, c'est la descente des Rousses à Nyon (la hauteur domine les campagnes de Nyon) et Berne peut faire filer des troupes et du canon par ce lieu en un quart d'heure du haut de la montagne dans le plat pays.

Plaiguez-vous de la défiance que l'on vous montre ; déclarez-vous assez forts et assez unis pour conserver seuls la paix publique troublée par l'arrivée de corps armés.

Si l'on insiste, réclamez en vertu de l'arrêté du D. E. du 8 de ce mois [28 décembre 1797] par forme de réquisition du général Pouget, commandant les troupes françaises à Carouge, l'entrée de ces troupes. Faites une proclamation énergique adressée aux amis de la liberté basée sur cet arrêté et le mépris que le gouvernement de Berne en a fait.

Si les troupes bernoises approchent de vos foyers, essayez de fraterniser avec elles ; c'est un moyen puissant de les éclairer, d'ouvrir leurs bras et de tourner contre l'oppresseur les armes qu'il aurait destinées à vous frapper et à vous asservir.

Nulle confiance à avoir dans la masse des préposés de vos postes aux lettres ; ils tiennent leurs emplois de vos ennemis ; ils sont révocables par eux. Au premier prétexte, que vos autorités leur adjoignent des citoyens bien connus, ou les remplacent ; choisissez des courriers fidèles.

Je leur envoie ce qui s'est passé à Bâle à la réception du c. Mengaud, extrait du *Rédacteur*.

J'y ajoute un extrait de la lettre de l'émigré de Turin [Gilbert] dont copie est ci-jointe en ce qui concerne la Suisse.

Si les oligarques veulent vous entraver par Aigle et par Bex, vous pouvez vous dédommager en travaillant les communes et pays de l'Etat de Berne parlant votre langue, participant à votre commerce, ayant avec vous le plus de contact, circonscrites dans le territoire que vous montre votre souveraineté et celles surtout placées sur des points militaires ou qui les avoisinent. Lancez les germes de la liberté avec la main et la fronde, ils lèveront comme des géants, fils de vos montagnes. Ces idées doivent se mûrir avec Lausanne, Yverdon, Avenches, Payerne, etc., et cette maturité se fait dans le court espace de trois jours au même soleil.

Je ne saurais trop vous répéter de ne pas négliger Aigle et Bex. (Cela est essentiel, c. ministre, pour communiquer au Bas-Valais.)

Allumez-y plus que jamais le feu sacré. Ne les rebutez pas à cause de la prestation du serment ; traitez-les en frères égarés ; si vous n'obtenez d'eux une protestation générale, faites en faire une partielle qui vous donne une minorité chaleureuse qui subjugué ici comme ailleurs une majorité craintive et indolente.

(Même jour, onze heures du matin)

Je suis instruit que les militaires des quatre mandements de Bex doivent se rendre demain au château de Chillon pour le reprendre. Fraternelisez à votre avantage avec elles. Si elles s'y refusent, vous tiendrez ferme... Engagez-les à fournir un quart de la garnison que vous êtes sûrs de gagner ainsi que ceux qui lui succéderont.

Au cas qu'on craignût interception entre Vevey et Saint-Maurice, on pourrait passer le lac et m'arriver par le Bouveret.

Le Lion d'Or

Hier, à six heures du soir, le grand châtelain de Saint-Maurice [Jacques de Quartéry] vint me voir et, sous prétexte d'arranger le jour d'un dîner que me veut donner la ville, il me parla des troubles de Vevey. Vous voulez savoir ce qu'est ce M. de Quartéry, parent de toute la ville, qui a épousé une jeune émigrée savoisiennne, qui porte une croix de Sardaigne suspendue à une verdure ? Personne plus que lui n'a protégé les émigrés et les prêtres français, ni nous a été plus préjudiciable, n'a plus empoisonné son influence contre nous, alors que l'Europe opprimante doutait de nos succès et croyait s'en emparer. Mais depuis la paix il se physionomise en patriote, en ami de la République ; par des rapports utiles, il semble vouloir regagner de notre côté et peut-être en même temps qu'il semble nous servir chercherait-il à profiter, s'il le pouvait, de quelques mots pour en régaler nos ennemis ; honnêtetés courbées à l'italienne, envoi de gibier, protestations sur protestations, voilà ce dont il se sert vers moi qui révérencie et riposte comme un autre. Le fin mot du grand châtelain Quartéry est la crainte du passage du *vent de Vaud dans les gorges du Bas-Valais*. Comme il y est assez fort propriétaire et qu'il est abhorré du peuple de la ville et de la campagne, ses assiduités et sa conversation sont faciles à expliquer.

Il me parla des troubles du Pays de Vaud et me dit souvent : « *Pourvu que cela ne nous arrive pas !* » Il me remit l'imprimé qui sera joint et dont j'ai souligné un passage de la dernière insolence auquel je vous prie de donner toute votre attention ; c'est celui de la fin, avant-dernier alinéa.

Deux patriotes de Vevey lui succédèrent : ils m'étaient députés par leurs frères en conséquence de ma demande (suivant ma réponse, voyez n° 5 [= *ci-dessus*, n° 8] ; ils me confirmèrent l'occupation du château de Chillon par les Veveysans. J'eus un instant pour parler seul à l'un d'eux (le c. Helfflinger ayant quitté) et j'en profitai pour insister sur la nécessité de ramener Aigle et Bex aux sentiments communs en raison de l'utilité du point de contact avec le Bas-Valais. Je ne sais pourquoi, j'ai été toujours réservé sur ce point avec mon prédécesseur, mais je ne sais quelle idée, quoique je le reconnaisse pour un loyal ami de notre gouvernement, se joint à la crainte que le mariage de sa fille [Marie-Aglaré] à un châtelain du pays [Louis Preux] et le séjour de onze ans qu'il y a fait ne lui suggèrent des sentiments qui, sans former opposition volontaire à nos projets, pourraient en retarder l'exécution.

Les députés me demandèrent une certitude sur les troupes. Je la donnai ; le désir du Directoire ? ... Je les confirmai dans l'idée d'une République lémanique, soutenue par la R. F. et donnant les mains à la République cisalpine. Je leur fis sentir qu'ils pouvaient s'arrondir de tout le pays romand (d'après l'esprit de ma lettre à leurs frères dont ci-devant est copie).

Ils étaient contents que le géant couché leur parlât d'égal à égal... Je leur dis de ne pas s'y fier et après toutes les divagations naturelles à une première entrevue, à la gêne où j'étais, à l'essor nouveau qu'ils venaient de prendre, nous convînmes qu'ils allaient décider les patriotes de Lausanne et de Vevey :

1° à inviter toutes les communes (Aigle et Bex non exceptés) à convoquer les assemblées primaires, à nommer des députés, lesquels se rendront en assemblée générale à Lausanne le 2 frimaire [*erreur pour pluviôse* (21 janvier)] (jour de l'entière arrivée des troupes à Versoix) ;

2° à donner la présidence au plus ancien d'âge, à élire un président, nommer des secrétaires ;

3° à se déclarer constitués en assemblée générale de la Nation lémanique ;

4° à déclarer l'indépendance et la souveraineté de la Nation lémanique constituée en république de ce nom ;

5° à s'emparer de toutes les propriétés et de tous les revenus dont jouissait l'Etat de Berne dans le Pays de Vaud, en les déclarant biens nationaux, ainsi que les établissements publics, fondations, administrations, etc., etc., etc. ;

6° à rappeler les pros crits pour opinions politiques ;

7° à déclarer à toutes les victimes de la tyrannie helvétique que la République lémanique leur offre pour asile son territoire.

J'ai représenté à ces députés qu'ils étaient redevables de leur liberté aux talents civiques, à l'imperturbable courage du colonel La Harpe, et que le pays devait se hâter de l'appeler en le nommant son représentant pour un canton quelconque à l'assemblée générale. J'ai dit combien cette nomination serait honorable pour les Vaudois et agréable à la République ; ils m'ont remercié affectueusement. La Harpe sera nommé.

Lorsque ce pays se sera ainsi constitué (et ce sera très incessamment), ils m'ont fait sentir la nécessité d'un rapprochement. Je ne vous entretiendrai pas des choses flatteuses qu'ils m'ont dites ; mais, ayant ébauché un bel ouvrage, serait-il donné à un autre le soin de le perfectionner ?

Ne serait-il pas utile que le Valais suivît sa destinée alors que je serai à Lausanne ? Au surplus, je ne le déguiserai pas, je serais très flatté de cette marque de confiance ; elle serait à mes yeux la récompense la plus généreuse de mon amour constant pour la République.

[P.-S.] Le grand bailli est toujours absent. Je vais écrire au vice-bailli qui est à Sierre pour lui demander s'il veut bien recevoir mes lettres de créance, et dans ce cas l'engager à descendre à Saint-Maurice, attendu que j'ai la gorge toute ulcérée, état qui me défend de voyager d'après l'avis des médecins (mais que la situation des affaires du Pays de Vaud et mon zèle, c. ministre, ne me permet pas d'améliorer).

(E, fol. 161-163, orig. — N° 6. « Part ce jour par le Mont-Blanc. »)

14. Saint-Maurice, 23 nivôse an VI (12 janvier 1798). 9^e dépêche de Mangourit : *texte inconnu*. Dite n° 7 dans l'accusé de réception de Talleyrand, du 8 pluviôse an VI (27 janvier 1798), ci-après n° 23.

15. Saint-Maurice, 26 nivôse an VI (15 janvier 1798). 10^e dépêche de Mangourit.

A. Mes bulletins 6 et 7 sont partis par le Mont-Blanc pour le général Pouget, à Carouge.

Mon n° 7 [= *ci-dessus*, n° 14] parle du c. Rippert, artiste, et vous porte l'attestation de plusieurs agents politiques, notamment celle du c. Cacaault qui donne toute satisfaction à l'égard de la manière de considérer l'état de ce Français. Avant-hier soir, il reçut l'ordre du gouverneur d'Aigle [Tscharner] de quitter le territoire de Berne (le 15 janvier).

Comme ses passeports lui donnent le provisoire de la qualité de citoyen français, fondé sur la loi qui exclut de la peine de l'émigration les artistes, jusqu'à ce que l'on m'ait fait parvenir une décision à son égard ; comme mon prédécesseur m'assure de son civisme, que j'en ai des preuves non équivoques par devers moi, j'ai écrit au gouverneur d'Aigle en lui disant que, sans doute par erreur, l'individu Rippert avait été ordonné de se retirer du territoire bernois, lui artiste et par conséquent jouissant de la protection de la R. F. J'ai l'honneur de vous envoyer la réponse de M. de Tscharner.

Ci-joint un avertissement qui m'est suspect, soit qu'il sorte de la part des patriotes, soit qu'il émane *des très honorés seigneurs*. Je recommande aux patriotes de ne laisser Chillon qu'à la garde de leur courage.

Avertissement

Le public est averti que les membres de la commission souveraine séant à Lausanne, en demandant l'évacuation de la garde bourgeoise qui occupe

Chillon, ont tous donné leur parole d'honneur aux quatre députés de ce bailliage qu'il ne serait fait aucunes dispositions ni pris aucunes mesures tendant à changer l'état dans lequel se trouve depuis quelque temps ce château sans que le très honoré seigneur bailli de Vevey en fût instruit, avec ordre d'en faire part à son bailliage. On y ajoute l'assurance donnée par écrit par M. B. E. Tschanner, seigneur gouverneur d'Aigle, dans une lettre par lui écrite au très honoré seigneur bailli de Vevey, qui en a donné communication, savoir : qu'il répond de tout de la part des habitants de son gouvernement, qui continueront à se conduire en bons voisins avec ceux de ce bailliage.

Un exprès de Vevey m'instruit de l'oppression sous laquelle gémissent les citoyens de la ville d'Yverdon. Ils sont comprimés par la terreur. Le bulletin que m'apporte l'exprès m'assure que deux sont arrêtés et plusieurs de fugitifs, lesquels sont Vincent Christin, négociant, François Frezin, négociant, le docteur Correvon et autres dont on n'a pas encore les noms. Les portes de la ville ont été fermées une journée pendant laquelle on doit avoir opéré les deux arrestations susmentionnées et forcé dix-sept signataires de réclamations à se rétracter. J'engage les patriotes à constater le fait et à demander au D. E. l'appui promis par l'arrêté du 8 nivôse [28 décembre 1797]. Ils pourront s'adresser sans doute dans l'imminence du péril au général Masséna et, en cas qu'il ne soit pas arrivé à Carouge, au général Pouget, à Carouge (ceci est confirmé).

Nouvel exprès de Vevey qui me confirme ce que dessus ; ils désirent être informés des démarches des trois députés bernois auprès du général Masséna ; ils sont tranquilles sur les intentions de ce dernier : enfant chéri de la victoire, il ne prêtera pas, disent-ils, l'oreille à leurs flagorneries et à leurs mensonges. Nous vous prions de faire avancer des détachements le long du lac. S'ils pouvaient, soit pour la diane, soit pour la retraite ou tel autre exercice que ce fût, tirer quelques coups de canon, cela ferait un grand effet pour rassurer les faibles qui sont pour. S'il faut nous battre, nous avons grand besoin de poudre et de boulets, mais pas de courage. Nous avons sous presse une circulaire que nous allons vous envoyer ; elle sera expédiée à toutes les villes, communes et en abondance surtout dans les quatre mandements d'Aigle.

Je les instruis que je fais part au général Pouget de leurs vœux. Sans doute cette circulaire est pour l'assemblée du 2 pluviôse [21 janvier].

C. Adresse du peuple de Villeneuve dont l'énergie plaira au Directoire [Annexe].

D. J'écris ce soir même en vertu de cette lettre au général Masséna et en son absence au général Pouget. Je recommande aux Veveysans de ne pas rendre le château de Chillon. Je leur insinue de fraterniser avec ceux d'Aigle où ils ont beaucoup de partisans ou, à défaut, d'enlever de nuit *les canons et cartouches*. Je leur fais sentir combien cette expédition leur fera d'honneur et leur joindra de partisans. « L'Europe saura, dis-je, qu'alors que vos tyrans vous parlaient d'union ils rassembleraient contre vous des instruments de mort. » Je leur recommande d'échauffer les Lausannais que la présence de leur d'Erlach énerve et corrompt chaque jour, tandis qu'à Vevey toutes les mains sont jointes, tous les bras sont levés. Je leur recommande l'assemblée générale du 2 pluviôse (l'exprès m'assure que cela va) ; je leur annonce que j'écris aux généraux Masséna et Pouget.

L'évêque du Puy [Galard de Terraube] depuis cinq ans à l'Abbaye de Saint-Maurice, va partir enfin.

On demande permission de ne faire partir qu'en germinal prochain cinq prêtres octogénaires.

Réponse. Je demande approbation de ma conduite pour le Pays de Vaud.

Le grand bailli arrive demain de la diète d'Aarau. Je lui ferai part, d'après l'instruction qui m'est donnée, des dépêches des 14 et 17 de ce mois [3 et 6 janvier] et de l'arrêté du D. E. du 12 y joint que je reçois à l'instant [*ci-dessus*, n° 4 et n° 9]. Je tâcherai d'en tirer le parti désiré.

Le gouverneur d'Aigle me fait annoncer une visite de civilité pour après-demain ; je pourrai bien lui insinuer quelque chose qui plaise aux Vaudois.

L'affaire d'Yverdon donne au D. E. la marche pour faire exécuter son arrêté du 8 nivôse. Que les Français entrent au Pays de Vaud... J'en finirai dans trois jours la révolution.

(E, fol. 164-166, orig. Avertissement imprimé. Bulletin n° 8.)

Annexe. S.l.n.d. [19 janvier 1798 ?]. Adresse du peuple de Villeneuve à son Conseil des XII et à celui des XXX.

Il se fait un grand mouvement politique dans notre chère patrie ; l'ancien ordre des choses va changer de face ; le règne des bons principes commence, le peuple rentre dans ses droits ; nous allons tous régénérer.

Citoyens, nous ne sommes ni assez injustes pour vous laisser éprouver seuls le pénible de cet enfantement politique, ni assez lâches pour ne point partager avec vous les premiers dangers qui accompagnent toute révolution ; non. Nous ne ferons désormais qu'un peuple, qu'un corps, qu'une seule assemblée, tout le public de Villeneuve prendra part à tous vos débats, à toutes vos délibérations.

Nous aussi, citoyens, nous avons de bonnes têtes et des âmes fortes parmi nous, nous aussi nous sommes susceptibles d'enthousiasme et d'énergie. Vous conviendrez certainement que ni les XII ni les XXX possèdent seuls et exclusivement tous les talents et toute la capacité nécessaire pour s'occuper dans ces moments critiques de nos intérêts communs et pour travailler à une réformation générale ; ou nous envisageriez-vous peut-être comme un troupeau qu'il faut conduire ? Dans les circonstances présentes, il s'agit du peuple et vous voudriez que le peuple restât étranger à sa propre cause ? Ou dites-nous, s'il vous plaît, s'agit-il seulement de l'avantage de XII ou de XXX ? Vous imaginez-vous peut-être que le bon peuple de Villeneuve ne puisse, comme un enfant qui vient de naître, point supporter les premiers rayons de la lumière dont la bienfaisance a déjà allumé dans son cœur le feu du plus pur patriotisme ? Dispensez-vous, citoyens, de nous parler des formes précédentes et de l'antique marche ; dispensez-vous de nous donner des conseils ou des assurances quelconques. Nous voulons tout savoir par nous-mêmes, et non seulement être consultés ou donner nos suffrages ou signatures, mais nous voulons

jouir des mêmes droits que vous, agir soit par nous-mêmes, soit par des députés ou des représentants que la GÉNÉRALITÉ des citoyens de Villeneuve aura choisis et nommés ; l'habitant des chaumières comme celui de la ville aura dès à présent le droit comme vous d'examiner et de raisonner.

Nous devons naturellement nous défier de tous ceux d'entre vous qui prétendent dans la suite former un corps séparé de nous ; leur attachement sans bornes aux anciens usages leur attire la suspicion la plus prononcée de notre part ; ignorent-ils que l'institution des XII et des XXX est dans ce moment un vieux bâtiment qui s'écroule ? Nous vous déclarons donc ici solennellement que nous reconnaitrons comme nos ennemis et comme ennemis de notre chère patrie tous ceux qui s'assembleront, délibéreront, nommeront des députés et prendront des arrêtés sans notre participation.

(F, Suisse, vol. 465, fol. 122, orig. [?] non signé, coté C, avec une date ajoutée ultérieurement : 30 nivôse an VI [19 janvier 1798].)

16. Saint-Maurice, 30 nivôse an VI (19 janvier 1798). 11^e dépêche de Man-gourit.

Ci-joint l'hymne vaudoise sur l'air des Marseillais [*Annexe*].

Mon émigré [Grenaud] que je vis hier au soir me dit que la nouvelle de Rome était confirmée par cinq lettres arrivées à Saint-Maurice et que Joseph Bonaparte était à Florence ; qu'il y avait des divisions à Lausanne ; que les campagnards étaient peu disposés ; que Berne et ses délégués sont furieux contre Vevey ; que la Prusse et la Saxe avaient déclaré la guerre à la France.

Pour le Pays de Vaud, je n'ai nul moyen d'observation et sur les menées de Berne et sur le parti vaudois qui tend à se faire incorporer dans la souveraineté du canton. Si j'avais eu des fonds, j'eusse envoyé l'individu ci-dessus à Lausanne et son travail eût eu pour second objet l'observation de l'intrigue contre-révolutionnaire en France ; j'eusse également envoyé un autre particulier intelligent à Vevey avec les mêmes instructions ; mais je n'ai pas de fonds, je ne suis point autorisé à prendre ces mesures, et tout ce que j'ai pris sur moi et sur quoi je demande l'approbation, a été de dépêcher des exprès à Vevey vers les patriotes et à Saint-Gingolph, département du Mont-Blanc, pour mettre mes paquets pour vous, c. ministre, et pour le général Pouget, à l'abri de toute violation.

Il m'arrive des militaires de l'armée d'Italie qui me demandent des conduites ; je vous prie de vous arranger avec le ministre de la Guerre sur cet objet et sur le remboursement de mes avances. J'ai déjà eu l'honneur de vous demander vos ordres à cet égard.

Le Piémont est tranquille.

Je suis obsédé d'individus rayés provisoirement et qui, en vertu de la loi du 19 fructidor [5 septembre 1797] se sont présentés à la légation pour constater leur résidence en Valais. Cette république ayant fixé le 15 février prochain pour délai fatal de sortie, ils sont inquiets et moi, embarrassé.

Mon émigré me dit qu'un mouvement se préparait à Saint-Maurice contre les émigrés et prêtres déportés dont le Bas-Valais est las ; je le rassurai : 1° parce que je n'en crois rien ; 2° parce que je crois le Bas-Valais trop fanatisé pour se soulever contre ces Messieurs. Il me demanda à tout événement ma maison pour asile et je la lui promis. Il serait politique et juste d'en finir avec lui. Ce Savoyard émigra, poursuivi comme fédéraliste par un arrêté supposé de son département ; depuis il a utilement servi le résident Helfflinger et le général Kellermann ; depuis on lui a promis maintes fois sa radiation, ses pièces sont au ministère de la Police, et Cochon, qui rayait avec tant de facilité les officiers du corps de Condé, n'a rien fait à l'égard d'un homme qui nous a continuellement servis par les avis les plus importants. Je vous réitère ma demande pour lui en radiation que je tiendrai, ainsi qu'il en est d'accord avec moi, en portefeuille jusqu'à la paix générale.

Je viens d'apprendre que hier au soir on avait cassé les vitres au grand châtelain Quartéry duquel je vous ai envoyé une esquisse. C'est la récrimination d'une défense qu'il avait faite le soir même de chanter des airs patriotiques dans un cabaret de Saint-Maurice.

Hier, j'ai instruit le c. Mengaud de tout ce qui s'est passé à ma connaissance au Pays de Vaud et notamment à Yverdon ; je lui ai envoyé copie de la réquisition faite au général Pouget sur la marche d'une partie de la division de Masséna vers nos frontières helvétiques et de la réponse vraiment digne de ce général citoyen. Mon objet a été de lui fournir des armes envers un gouvernement qui machiavélise avec nous.

Je ne vous mande pas les nouvelles dont le résident de Genève me fait part ; il est plus à même que moi de vous les faire parvenir en droiture.

Le grand bailli n'est point encore arrivé ; on l'attend à chaque heure. A l'instant arrive exprès du général Pouget.

Il me mande que Berne fait avancer aujourd'hui sur la frontière un corps de 350 hommes ; qu'il va être extrêmement circonspect jusqu'à ce qu'il connaisse l'intention du gouvernement et qu'il ait reçu des ordres ultérieurs ; qu'il évitera même d'y envoyer des troupes *qui pourraient commencer la danse peut-être* trop tôt.

Il me prie de lui faire connaître tous les mouvements des troupes qui s'effectueront ; il pense que notre correspondance ne saurait être trop active (et je le pense ainsi).

L'arrivée des troupes sera retardée d'un jour ; cependant, si le cas l'exigeait, elles pourraient être à Carouge avant deux jours. « Je crains, dit-il, que les troupes de Berne n'interrompent la correspondance et les communications que je pourrais directement avoir avec le Pays de Vaud. »

Il paraît que le général Pouget est sans instructions. Je n'en ai pas sur cet objet ; il est à désirer qu'un courrier extraordinaire de votre part nous en apporte.

P.-S. Une avalanche du mont Grand Saint-Bernard a englouti douze hommes dont cinq étaient des prêtres déportés français.

(E, fol. 167-168, orig. — Bulletin de Mangourit n° 9.)

Annexe

Hymne des habitants du Pays de Vaud

Sur l'air : *Allons, enfants de la patrie.*

L'heure de la liberté sonne :
Renaissions pour la liberté.
Depuis longtemps elle s'étonne
Du calme où nous avons resté (*bis*)
Rougissons de notre indolence.
Quoi ! l'on nous dit républicains,
Lorsque d'orgueilleux souverains
Nous font éprouver leur puissance !
Il faut briser nos fers :
Réveillons-nous, Vaudois !
Soyons (*bis*) républicains,
Et reprenons nos droits.

Que le feu du patriotisme
Brûle, enflamme, embrase nos sens.
Terrassons l'affreux despotisme,
de Tell redevenons enfants. (*bis*)
Un peuple grand et magnanime,
Vainqueur d'ennemis menaçants,
Nous a montré que les tyrans
De leurs complots sont la victime.
Il faut briser nos fers, etc.

Comme un père le Directoire
Nous offre un appui redouté :
Soyons certains de la victoire
Et comptons sur sa loyauté. (*bis*)
Par sa sagesse et sa vaillance,
L'Europe a plié devant lui.
Qu'aurions-nous à craindre aujourd'hui
Quand il nous prend sous sa défense ?
Il faut briser nos fers, etc.

Vous, habitants de la campagne,
Vous nos frères, vous nos amis,
Que l'union nous accompagne,
Et nos droits seront rétablis. (*bis*)
N'ayons tous qu'un cœur et qu'une âme ;
N'aspirons qu'à l'égalité ;

Et que la seule liberté
De son feu sacré nous enflamme.
Il faut briser nos fers, etc.

Vous que des hommes sanguinaires
Tâchent d'engager au combat,
Contre des parents et des frères
Pourriez-vous donc armer vos bras ? (*bis*)
Fuyez plutôt la perfidie
Qui vous inspire ces horreurs,
Et livrons ensemble nos cœurs
Au triomphe de la Patrie.
Il faut briser nos fers, etc.

Repoussons avec énergie
Les discours adroits et trompeurs.
Le despotisme à l'agonie
Se couvre de mille couleurs. (*bis*)
Loin de nos murs qu'il se retire ;
Soyons égaux et non sujets ;
Plus de maîtres, et désormais
Des lois seules suivons l'empire.
Il faut briser nos fers, etc.

Un héros chéri de la gloire,
Colonne de la Liberté,
Qui, dans les champs de la victoire,
A gagné l'immortalité, (*bis*)
Ce vainqueur étonnant du Tibre,
Buonaparte dans nos foyers
Nous annonça, par ses lauriers,
Que l'Eternel fit l'homme libre.
Il faut briser nos fers, etc.

Que la valeur et la prudence
Soient la base de nos succès ;
Ayons justice et non vengeance
Des maux qu'on peut nous avoir faits. (*bis*)
Mais si la fièvre tyrannie
Voulait encor nous asservir,
Jurons tous de vaincre ou mourir
Pour le salut de la Patrie.
Il faut briser nos fers, etc.

(F, Suisse, vol. 465, fol. 126-127, imprimé, date ultérieure à la main : 30 nivôse an VI [19 janvier 1798]. — Autre ex. aux AVD, H 186, pièce 18. — Publ. dans *Le Rédacteur*, n° 771, du 6 pluviôse an VI (25 janvier 1798), p. 2.)

17. Saint-Maurice, 30 nivôse an VI (19 janvier 1798). 12^e dépêche de Mangourit.

Le gouverneur d'Aigle [Tschärner] a dit que Mengaud déplaisait aux souverains de Berne, parce qu'il était plus violent que les instructions.

Un ministre du Pays de Vaud m'assure que Berne a consenti à l'assemblée générale désirée.

On a suspendu la marche des troupes de la montagne qui devaient aller à Berne pour se réunir à d'autres milices et de là se rendre dans le Pays de Vaud.

Les habitants de Moudon sont, des quatre mandements d'Aigle, les plus énergiques pour reconquérir leurs droits.

Au village de Lavey, mandement d'Aigle, une perche surmontée d'un bonnet a été élevée en réponse au vidame de Quartéry qui demandait le cens et qui s'est contenté de cette réponse.

A Chenalettes, même procédé.

Le fait des cartouches fabriquées et des canons en réparation à Aigle est attesté par un bavard oculaire qui n'est pas républicain.

Les royalistes ont toujours beaucoup de confiance dans les départements méridionaux de la France, dans ceux de la Vendée, du Jura, de Rhône-et-Saône et du Calvados. L'on assure que l'Angleterre a plusieurs agents à sa solde dans ces départements ; l'on est aussi très instruit que le prétendant en a dans le Jura. Par ce département, beaucoup de prêtres rentrent sur notre territoire ; les préposés sur les frontières font mal leur devoir et ils acceptent facilement de l'argent et peu.

On peut donner pour certain que l'Angleterre travaille sans relâche à influencer les assemblées de germinal.

Il serait nécessaire d'envoyer un homme sûr (et je propose notre François, émigré savoisien utile à Helfflinger et à Kellermann depuis plus de deux ans, son nom est Grenaud) à Constance où refluent les expulsés de la Suisse et du Valais ; ils parlent beaucoup de leur rentrée prochaine en France, et personne [n'est] plus adroit et moins suspect que M. François pour découvrir le pot aux roses ; mais il insiste, et moi aussi, que je sois dépositaire de sa radiation définitive jusqu'à la paix générale. J'en écris aujourd'hui au ministre de la Police générale, en lui envoyant les pièces de François ; ce dernier, toujours délicat, ne demande que ses déboursés de voyage et de séjour à Constance.

François m'a dit qu'une grande partie des agents du D. E. dans le Mont-Blanc est au 2^e ou 3^e degré de prêtres insermentés ; il me confirme ce que j'ai déjà mandé : si on ne les destitue pas, si on n'y ajoute pas d'autres mesures, si on n'active pas le commissaire du D. E. près l'administration centrale à Chambéry, qui est bon mais peu capable et pas travailleur, non seulement la loi du 19 fructidor [5 septembre 1797] sera inexécutée dans ce département, mais les expulsés de Suisse et du Valais se joindront à ceux que le fanatisme recèle dans les montagnes savoisiennes et vous entendrez de tristes plaintes.

La contrebande des marchandises anglaises interrompue quelque temps recommence de Vevey à Faucigny ; il faut donner des ordres de surveillance dans toute la partie du haut et du bas Chablais.

Relativement à la contrebande, je vais en prévenir le général Pouget, et à la rentrée des émigrés et prêtres le même, et les commissaires du D. E. près les administrations centrales du Jura et du Mont-Blanc.

Ce dernier prévenu il y a plus de dix jours ne m'a point encore répondu. C'est cependant par une active réciprocité de correspondance que nous pourrions assurer le D. E. qu'il n'a rien à craindre dans le Mont-Blanc puisque nous l'avons purgé.

P.-S. Je préviens chacun en droit soit les résidents de Bâle et de Genève, le général Pouget, les commissaires de l'administration centrale dans le Jura et le Mont-Blanc.

(E, fol. 169-170, orig. — Bulletin n° 10.)

18. Paris [30 nivôse an VI (19 janvier 1798)]. Talleyrand à Mangourit.

Je viens, citoyen, d'écrire au c. Helfflinger pour l'inviter à presser son départ pour Dresde. Les fonds qu'il attend lui ont été adressés depuis plusieurs jours. Malgré notre pénurie, je n'ai pas voulu que le défaut d'argent contrariât le vœu du gouvernement et empêchât le c. Helfflinger de se rendre à son nouveau poste, où sa présence devient chaque jour plus nécessaire.

(E, fol. 171, minute.)

19. Saint-Maurice, 2 pluviôse an VI (21 janvier 1798). 13^e dépêche de Mangourit.

Contrebande.

Deux contrebandiers de marchandises anglaises, qui sont domiciliés, l'un (croit-on) à Sallanches ou Sallance, l'autre à Thonon, département du Mont-Blanc, ont beaucoup de gens en sous-ordre, me sont dénoncés. Leur nom est *Poupon Pelafalle et Partas*. Je fais part de cette note au général Pouget, commandant, et au chef de la gendarmerie de Mont-Blanc, sauf à eux à se concerter avec les chefs de l'excise.

Emigrés et prêtres du Valais.

L'évêque du Puy-en-Velay [Galard de Terraube] réfugié depuis cinq ans à l'Abbaye de Saint-Maurice part décidément pour Constance au premier jour. Des voitures d'émigrés et prêtres déportés continuent de passer à Saint-Maurice et d'aller vers le Grand Saint-Bernard (voyez dans ce bulletin § Cité d'Aoste).

Douze trappistes et onze consœurs sont partis hier de Sembrancher (Valais) pour se rendre en Russie où, disent-ils, ils vont fonder un nouvel établissement. Il paraît que le tsar attire les émigrés et les traite bien. Quelques-uns ont été élevés à des grades militaires, notamment le général de Broglie, créé feld-maréchal.

Les prêtres déportés prennent la route d'Allemagne (voyez § Cité d'Aoste), peu vont en Italie ; les affaires de Rome les effraient.

Suite des émigrés et prêtres déportés. Cité d'Aoste.

Au mépris du traité avec le roi de Sardaigne, la cité d'Aoste est remplie d'émigrés et de prêtres déportés. Le nommé Jarry, émigré de la vallée d'Abondance (Mont-Blanc), qui a demeuré longtemps à Monthey (Bas-Valais), est réfugié dans la cité d'Aoste d'où il fait des voyages fréquents dans le Mont-Blanc. Il est chef des conspirateurs *baugés* comme lui dans cette cité, et le mois dernier, il a postillonné trois aller et retour dans ce département, en passant par Monthey où il s'abouche avec les émigrés de ce lieu (qui partent et vont partir).

Le prêtre *d'honneur* (prêtre français) du ci-devant évêque de Grenoble, réfugié avec un autre évêque français, va prêcher dans les campagnes voisines de la cité d'Aoste contre les Français ; il y excite la crédulité des femmes contre leurs maris.

Une foule d'émigrés et de prêtres déportés conspirent chaque jour contre la république et envoient fréquemment des courriers dans le Mont-Blanc. Les uns passent par Monthey en Bas-Valais et Saint-Gingolph, les autres par Tignes, Bas-Piémont, en prenant un chemin de contrebande, à la droite du Petit Saint-Bernard.

Le gouverneur d'Aoste, le tyran de cette ville et qui fut un des tripotiers de la violation du territoire valaisan pendant la guerre avec feu le marquis de Sales émigré, a connaissance de tout et sert contre la république les projets des forcenés.

Je communique quelques parties du bulletin au général Pouget, au chef de la gendarmerie de Mont-Blanc et au très incapable commissaire du D. E. à l'administration centrale à Chambéry. Il est vrai, ayant sur certains bruits envoyé un patriote valaisan observer dans la cité d'Aoste.

Sur ce que disent les émigrés et prêtres déportés en Bas-Valais concernant le Pays de Vaud.

Il y a, disent-ils, témérité de la part des novateurs, de l'effroi plus qu'il n'en faudrait de la part de beaucoup de Bernois et de la maladresse dans leurs agents subalternes, mais en revanche il y a beaucoup de sagesse dans quelques-unes de leurs têtes.

Tout dépend de la plus ou moins grande part que la France prend dans le mouvement donné au Pays. Les Bernois y ont encore positivement la majorité, surtout dans les paysans ; les novateurs le sentent bien, car dans tous leurs écrits ils ménagent la constitution helvétique plus ou moins. *Si on s'y prend bien, l'affaire de Chillon ne sera rien.*

Mille cent Français sont dans le pays de Gex : c'est trop peu pour attaquer la Suisse ; on prétend qu'ils se renforcent dans le Porrentruy.

Ils ont reçu d'Italie le 13 janvier 1798 une lettre dont l'extrait porte :

Douze bataillons ont été détachés de l'armée d'Italie ; on croit avec raison que ce sera tout ce que l'on peut faire passer pour le moment, attendu

que l'on donne pour sûr que plusieurs Français ont été égorgés dans les Etats du pape et que, si la France diminue ses forces en Italie, l'on y verrait renouveler les vèpres siciliennes.

Dans les aristocrates du Pays de Vaud et dans les novateurs on remarque le désir d'amener des hostilités.

On leur écrit le 17 janvier de Lausanne « que l'on croit que les commissaires bernois réussiront à pacifier le Pays de Vaud et que l'esprit de patriotisme y diminue beaucoup, à l'exception de Vevey où les novateurs sont énergiques ».

L'on a envoyé pour commissaire à Nyon un M. Boustée (ou Boustelle) et l'on ajoute qu'il plaît aux deux partis (le général Pouget surveillera l'amphibie).

Ils répandent qu'une députation de la Diète d'Aarau se rendra à Lausanne pour y joindre les commissaires bernois et qu'elle sera suivie d'un député de chaque canton pour y recevoir les doléances de chaque commune du Pays de Vaud (je n'en crois pas un mot).

Ils assurent d'un autre côté que Berne accordera aux Vaudois ce qu'ils désirent pourvu que leurs demandes ne contrarient pas la constitution de l'ours.

Ces brevets et ces lettres me sont communiqués par François.

Rapport d'un Suisse patriote fait ce jour à midi.

Un Suisse du mandement d'Aigle m'annonce que les sénateurs délégués dans le Pays de Vaud par l'Etat de Berne se retirent à Berne, laissant leurs pouvoirs au colonel de Weiss qui a servi la liberté dans les armées françaises et qui s'est fait oligarque depuis son entrée au Conseil de Berne. Sa nomination de général du Pays de Vaud annoncerait que Berne compte prendre les mesures militaires, et ce de Weiss n'a certainement pas des projets paisibles puisqu'il s'est rendu sur le territoire français pour observer sans doute, mais où il n'a pas été admis, ses passeports n'étant pas trouvés réguliers.

Faits appris du général Pouget.

J'ai été réveillé de grand matin par une ordonnance du général Pouget. Il résulte de ses dépêches que vous avez en entier sans doute : 1° que le 17 janvier une députation des patriotes de Nyon lui porta le vœu du comité de cette ville, légalisé par le conseil municipal, pour obtenir du secours en cas d'arrivée prétendue de quatorze bataillons et d'artillerie suffisante contre le Pays de Vaud de la part de Berne ; 2° que les signaux ayant pour objet de rassembler le peuple en masse étaient préparés et gardés ; 3° que contre la promesse positive du contraire, on commandait sourdement des troupes dans les villages environnant la frontière vaudoise.

Ces députés étaient chargés de venir protester entre les mains du général contre toutes ces mesures, etc., et de lui demander que les courriers patriotes ne fussent pas inquiétés (ceci me fait croire qu'on n'a pas pris de mesures sur la dénonciation que j'ai faite par votre organe du commissaire ou agent national et préposés de Versoix).

Cet acte était signé Roguin-La Harpe.

Le général Pouget leur répondit qu'ils pouvaient compter sur le Directoire et sur l'appui des soldats français pour rompre tous obstacles qu'on mettrait à la récupération de leurs droits.

Le lendemain, le comité des conseils de Nyon avisa le général Pouget que, de convention avec les commissaires bernois, les Vaudois mettraient un cordon de police sur la frontière d'environ trois cents hommes (c'est une insinuation dans laquelle les Nyonnais ont donné et qui tend à intercepter la communication entre les idées françaises et les idées bernoises).

Signé : Roguin-La Harpe.

Le 19, le même comité apprend au général Pouget que d'après une conférence avec le général Weiss, il a été convenu que les trois compagnies de police qui seront mises aux frontières seront commandées par des officiers de notre confiance et que les signaux resteront désarmés.

Signé : Roguin-La Harpe.

Le même jour, de Weiss demande au général Pouget ce qu'il doit penser de l'approche de douze à quinze mille hommes français.

Signé : le colonel de Weiss, bailli de Moudon, *nouvellement élu général en chef des troupes du Pays de Vaud, comme l'atteste le créditif légalisé passeport de notre aide de camp, le major de Chapelle.*

La veille, le conseil de Lausanne avait avisé le conseil de Nyon que de Weiss était parti pour Nyon avec beaucoup d'argent. « Surveillez-le de près, disait-il, c'est l'homme le plus dangereux à notre cause par plusieurs raisons. » Cet avis fut passé à Pouget.

Ci-joint le manifeste de Berne du 12 janvier également communiqué au même.

Pouget me marque qu'il fait tout pour encourager les patriotes dont l'énergie lui paraît ainsi qu'à moi trop didactique. Il craint comme moi qu'ils se laissent endormir ou trahir. Il m'apprend que le général qui commande la division des troupes venant d'Italie vient d'arriver avec la première demi-brigade, n'ayant pas plus d'instructions que le général Pouget et moi. Nous espérons que le D. E. ne tardera pas à diriger l'index vers nous ; il est à désirer que l'on pousse des troupes par le revers du Pays de Vaud jusqu'à Saint-Gingolph et quelques barques sur le *lac-France*.

Avis que je reçois à six heures du soir d'un bourg du mandement d'Aigle.

L'aubergiste de l'Ours a reçu l'ordre *secret* de faire le plus de provisions *possibles* pour des troupes qui doivent arriver un de ces jours : il est parti de Bex ce matin vingt hommes pour aller monter la garde à Aigle. Aux Devens, on fait des guérites à force et on parle aussi du départ des troupes du Pays, *on ne dit pour où...*

Le courrier arrivant de Lausanne a dit en passant que la haute commission siégeant à Lausanne en est partie ; les Lausannois ont refusé de laisser emporter les canons et les munitions aux agents de Berne.

Je joins ici le bulletin du 19 janvier envoyé par le comité de Vevey [Annexe].

Mon opinion est que nous sommes au point prochain des événements décisifs. Les Veveysans sont déterminés à ne pas rendre Chillon. Je leur envoie mon fils demain et j'ai profité du départ de deux républicains instruits et énergiques, les c. Boissel et Masson, envoyés par le ministre de la Marine en Valais, pour sonder de quel degré de chaleur sont susceptibles les patriotes de Vevey, Lausanne et Nyon. Ils remettront à Carouge au général Pouget leur rapport ; il me l'enverra après en avoir pris une copie que je le prie de vous envoyer.

Voilà onze bulletins, c. ministre, et dans le cas où je me trouve, j'aimerais à recevoir au moins un accusé de réception.

(E, fol. 172-175, orig. — Bulletin n° 11.)

Annexe. S.l. [Vevey], 19 janvier 1798. Lettre de L. Gex-Oboussier à Mangourit.

Nous attendions le retour du courrier qui a porté vos dépêches à leur destination pour vous donner de nos nouvelles. D'abord, nous adopterons l'axiome : « *Point de nouvelles, bonnes nouvelles* ». C'est là notre cas. Chillon n'est point rendu et ne le sera pas ; nous allons au but. Déjà un comité central de députés des villes et communes a tenu hier sa première séance à Lausanne et va s'occuper des quatre points contenus dans la circulaire signée Bressenel, réimprimée à la dernière page de la feuille incluse, et de tous les autres objets y relatifs. L'assemblée d'hier était d'une douzaine de députés ; il en arrivera successivement d'autres, mais vu les mesures préparatoires à prendre, l'assemblée nommée par le peuple ne pourra pas être convoquée pour le 2 pluviôse [21 janvier] ; on ne négligera cependant rien pour l'accélérer et toutes nos lettres à notre député le solliciteront à cet effet ; notre bailliage est pour arriver au nombre cent, à peu près nonante, mais c'est le plus avancé ; d'autres sont septante, soixante, quarante, vingt ; un même est encore à zéro, mais ils y viendront tous. L'assemblée se formera, nous espérons, sans résistance de la part des Bernois qui reconnaissent leur impuissance et qui, pour éviter la destruction de leur capitale, etc., seront prudents. Néanmoins, nous veillerons jour et nuit et serons toujours sur nos gardes comme si nous eussions l'ennemi en présence.

Les 350 Helvétiens dont vous parlez ont été congédiés et seulement les communes frontières auront des patrouilles en habit bourgeois pour parer aux déserteurs, maraudeurs, etc. Ne doutez pas de nous. Nous allons bien et nous irons bien ; nous ne donnerons dans aucun des pièges de l'oligarchie ; nous avons su par copie de dépêche de Doppet au comité de réunion de Lausanne l'anecdote arrivée aux faux Vaudois ; hier, nous avons eu ici un député de Zurich et Schwyz [Wyss et Reding] qui nous sont venus dire ce peu de chose en beaucoup de mots concernant Chillon, qu'ils n'osaient presque pas nommer, et ils s'en sont retournés de suite avec le peu de poisson qu'ils ont pris. Tout ce qu'on publie contre nous sont des pamphlets anonymes qui n'ont aucune

créance ; ne craignez aucune séduction ; elle est impraticable parce que partout les honnêtes gens se sont mis en avant pour ne pas laisser la barque aux brouillons.

Nous parviendrons au but, mais nous voudrions savoir le définitif bien précis des vues et intentions du Directoire à notre égard, vu qu'un plan général pour toute la Suisse doit être dans ce moment sur ses bureaux. Nous pensons que votre courrier au retour sera chargé de quelques dépêches pour vous, que l'un de nous vous portera et nous ne manquerons pas de vous instruire de tout l'essentiel. Ne prêtez pas créance aux détails mensongers qui circulent. L'incluse que nous vous retournons et qui enveloppait la vôtre est absolument inintelligible, soit pour le c. Perdonnet, soit pour le c. Penel ; nous croyons donc que c'est une méprise.

(F, Suisse, vol. 465, fol. 121, orig. signé d'initiales : L. G. O.)

20. Saint-Maurice, 5 pluviôse an VI (24 janvier 1798). 14^e dépêche de Mangourit.

Les récits se succèdent ici rapidement et contradictoirement ; tantôt, c'est le canon d'Aigle qu'on fait bouger ; tantôt, mille cinq cents Bernois vont fondre sur Vevey, et ils restent gelés avec les neiges de leurs monts.

Il y a eu foire hier à Vevey ; elle continue aujourd'hui ; il n'y manque pas d'observateurs ; j'y ai envoyé mon fils ; demain je serai plus instruit, et s'il y a danger, je ferai prévenir le général Ménard, commandant la division à Carouge, par un exprès.

Le général Pouget vient de m'en envoyer un ce matin à cinq heures, avec des instructions signées *La Harpe et Perdonnet*. Les 4^e et 5^e décrets de l'instruction me font craindre pour la suite. *La République helvétique une et indivisible*, ce faisceau uni par la suite à celui de la Cisalpine, peut devenir dangereux à la France. Les Hollandais furent ingrats et la République batave a depuis trop longtemps les lenteurs et l'intermittence de l'ingratitude. Les Etats-Unis sont envers nous bien coupables de ce crime. J'eus préféré démocratiser les Cantons, en réunir peut-être deux ou trois ensemble et faire la Lémanique du Pays de Vaud, du Bas-Valais et du Haut si l'on veut, avec les portions les plus bienséantes du Bernois et du Fribourgeois. Notre République *une et indivisible* eût un grand avantage sur ces républiques démocratiques agglomérées par confédération seulement. *Prenez garde à des intérêts particuliers.*

Je suis instruit par ces instructions particulières du vœu du Directoire ; mais j'ai cru de mon devoir de soumettre au ministre mes opinions avant la trop forte connexion du plan des c. La Harpe et Perdonnet, dans l'universalité de la Suisse.

Si des troupes marchaient de l'Oberland, je prendrais sur moi, comme sentinelle la plus voisine, d'en demander explication au gouverneur d'Aigle, et j'en instruirais sur-le-champ le général Ménard, avec invitation de faire filer des troupes et de l'artillerie à Saint-Gingolph.

Je suis instruit positivement que Carnot a été vu encore à Genève ; je serai servi par l'émigré François pour la suite de cette découverte ; j'en écris vivement au résident à Genève.

Ce pauvre François qui nous sert si bien depuis deux ans, qui n'est pas porté sur la liste des émigrés de son département, à qui le gouvernement a promis sa radiation pour services essentiels rendus, et pour lequel je ne cesserai de réclamer comme l'acte le plus rigoureux de la justice d'un gouvernement moral et reconnaissant, m'écrit un billet à l'instant que j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint. Ce *Grenaud* serait essentiel en ce moment à Constance.

P.-S. Deux députés devaient descendre à Saint-Maurice pour recevoir nos lettres de créance et de récréance. Le grand bailli ayant écrit à son souverain qu'il quitterait Aarau et serait à Saint-Maurice le 10 de ce mois [29 janvier], nous attendons son arrivée que je désire, n'osant pas m'enfoncer dans le Valais à cause de Vevey.

[P.-S. II] Hier, sur la frontière bernoise, on a émondé un arbre au haut duquel a été placé le bonnet de la liberté. Le lieu où se trouve cet arbre appartient au grand châtelain de Saint-Maurice, M. Quartéry, très justement haï, et est distant de Saint-Maurice d'un demi-quart de lieue. On avait quelques jours avant élevé une perche en cet endroit. Ces symptômes disent quelque chose.

(E, fol. 179-180, orig. — Bulletin n° 12.)

21. Saint-Maurice, 5 pluviôse an VI (24 janvier 1798). 15^e dépêche de Mangourit.

La nouvelle est si belle qu'elle vaut la forme d'une dépêche. Mon fils que j'avais envoyé observer et échauffer à Vevey en arrive, et le père écrit sous sa dictée :

Un exprès était sur le point d'être expédié vers le c. Mangourit le père : je remis la lettre dont j'étais chargé pour les c. Perdonnet, Gex et Lelong, membres du comité. Ils me parurent extrêmement décidés et me prièrent d'attendre à repartir pour Saint-Maurice au lendemain, parce que deux députés de Lausanne leur étaient annoncés pour recevoir la réponse de ceux que l'on avait envoyés vers le général Ménard pour connaître ses intentions. Je remarquai les meilleures dispositions parmi les habitants pour secouer le joug, mais aussi des hommes portant la cocarde française répandant avec adresse que le D. E. (à ce qu'on disait) avait sacrifié le Pays de Vaud à ses oppresseurs pour quarante millions.

A une heure et demie, cette nuit, la générale a battu. Je me suis levé et rendu sur la place publique. Je l'ai vue couverte d'une foule de bons citoyens assemblés pour entendre lecture de la proclamation du général Ménard ci-jointe [Annexe].

Elle a été lue par des membres du comité de surveillance et applaudie avec transports ; la cocarde bernoise, qui est rouge rayée de noir, a été foulée aux pieds et la cocarde verte (recommandée dans les instructions imprimées et

signées *La Harpe et Perdonnet*) [est] arborée généralement, très généralement. Cette allégresse est celle de la dignité d'un peuple éclairé qui reprend ses droits ; le calme est uni à l'énergie.

On sait que la cocarde est prise depuis Coppet jusqu'à Villeneuve ; à Coppet, ils sont plus exagérés qu'ailleurs (sans doute par la présence du baron).

Le bailli de Vevey et son vice-bailli sont consignés au château ; leurs femmes seules ont eu la permission d'en sortir.

Il y a quatre pièces de canon de huit devant l'hôtel de ville avec caissons et mèche allumée. Ils sont tous organisés en gardes nationales, et leurs dragons sont fort beaux ; par-dessus tout, le meilleur esprit les anime.

Je suis parti de Vevey à dix heures et le comité m'a prié de revenir dans quatre à cinq jours.

Près Châtelard, à une lieue de la ville, quatre pièces de canon de huit en fonte, quatre caissons et deux cent cinquante hommes armés et sac sur le dos allaient à Vevey ; ils m'ont prié de descendre de mon chariot et de boire à la santé de la R. F., ce que j'ai fait en criant : Vive la République lémanique ! Ils ont chanté à genoux « *Amour sacré de la patrie* » et dansé la carmagnole autour de leurs pièces.

A Montreux, les femmes sont si décidées qu'elles ont dit à leurs maris que s'ils laissaient prendre le château de Chillon, elles viendraient elles-mêmes le reprendre.

A Villeneuve, les esprits sont excellents ; ils m'ont encore fait boire aux deux républiques ; ils bénissent le D. E. de leur libération.

A Bex, on est très faible en raison de la proximité du bourg d'Aigle et du château de ce nom où [réside] un bailli faisant le populaire et s'entourant comme de Launey à la Bastille de canons et de baïonnettes. J'ai été le saluer en prétextant d'une injure faite à ma cocarde par ses satellites que j'ai inutilement appelés dans un champ à l'écart ; il m'a fait mille excuses de leur ivresse, disait-il, et je comptais ses canons qui sont de fonte et de huit livres de balle ; il y en a quatre dans la cour devant et plusieurs autres dans les cours de derrière que je n'ai pu compter.

Le c. Gex, membre du comité de Vevey, m'a dit que trois mille hommes étaient attendus à Saint-Gingolph, ce qui est département du Mont-Blanc, à cinq lieues de Saint-Maurice.

J'attends vos ordres, c. ministre. Vive les Républiques française et lémanique ! Vive le D. E. !

P.-S. M. Raffinesque, négociant demeurant à Plainpalais attenant à Genève, a caché Carnot chez lui quatre à cinq jours. — Sa correspondance à consulter.

M. Blondel, marchand de toiles à Genève, correspond avec plusieurs déportés du Corps législatif et notamment Du Plantier.

Théodore Lameth est caché à Ouchy près Lausanne : il pourrait bien être chez Olive, fameux contrebandier.

C'est encore François qui m'instruit.

(E, fol. 177-178, orig. — Bulletin n° 13. Reçu 13 pluviôse [1^{er} février].)

Annexe. Quartier général de Ferney-Voltaire, 4 pluviôse an VI (23 janvier 1798). Proclamation du général Ménard. (E, fol. 176, imprimé. Au verso, de la main de Mangourit : « Pièce oubliée dans la dépêche n° 13. Le n° 12 est parti ce matin par le Mont-Blanc. »). — Publ. dans Stürler, *Actenstücke* I, pp. 226-227.

22. Paris, 7 pluviôse an VI (26 janvier 1798). 16^e dépêche de Mangourit.

Le général Doppet me mande : *qui ne peut ne peut* ; il a besoin de fonds. Vous m'avez autorisé à lui en donner l'espérance, terminons avec cet aide écrivain.

Le c. Hedelhofer, député du comité central établi à Lausanne vers moi, me prie de procurer de la poudre du moulin de Martigny en Valais aux Vaudois auxquels le général Ménard a fait sentir qu'il en manquait.

1^o Ce moulin fournit une très faible fabrication, et si faible que mon prédécesseur ne put procurer au général Kellermann que trente quintaux.

2^o Je viens de savoir que ce qui était fabriqué a été enlevé dernièrement à Sion par le Haut-Valais.

3^o MM. de Rivaz, [dont le] frère du général qui est au service de la République, sont propriétaires du moulin et sont absents pour trois jours.

Le c. Hedelhofer a reçu de moi l'avis que toutes les poudres de la Suisse et du Valais avaient été portées par contrebande quelque temps avant le 18 fructidor [4 septembre 1797] à Lyon et dans les environs de Lyon ; qu'il serait donc facile de repomper ces poudres, l'espoir des royalistes ayant été déçu.

Au retour de MM. de Rivaz, je vais m'aboucher avec eux concernant l'objet désiré.

Ce citoyen avait la plus vive douleur du fait horrible de l'assassinat exécrable de deux hussards d'escorte d'un adjudant général français [Autier] ; le général Ménard l'avait envoyé à Lausanne où cet officier fit part au comité de son dessein d'aller inviter le colonel Weiss à ne pas porter les armes contre sa patrie ; le comité lui adjoignit des commissaires conciliateurs ; rendus à un village à cinq lieues de Lausanne, les hussards apercevant une troupe de paysans armés s'arrêtèrent ; aussitôt, une décharge tua un de nos hussards ; le second descendit pour secourir son camarade : il était mort. Furieux, il remonte à cheval et fond sur ces paysans égarés, en tue quelques-uns, mais une seconde décharge l'étend sur la poussière. L'adjudant général et les députés sont revenus à Lausanne ; l'indignation des Vaudois est au comble et peut-être le village de ces insurgés conduits par Weiss-Charette est brûlé.

Le c. Hedelhofer a soupé avec moi, et je lui ai donné le signalement de Carnot, ayant su par le général Pouget, *dont les exprès me viennent de six en six heures*, que de Weiss avait pour but la perfide trahison d'entrer par le Doubs avec ce grand conspirateur et de rallumer en France la guerre civile.

Ce général vous aura fait passer le coup d'œil des c. Masson et Boissel sur la couleur insurrectionnelle du Pays de Vaud.

J'ai fait éclairer un Genevois, nommé Monachon, qui s'est fourré à la tête du comité de Nyon, comme un homme très dangereux, et j'ai mis en garde le comité de Vevey contre un individu qui se dit le fils de Custine et qui paraît vouloir donner à la révolution de cette ville un caractère de fureur et d'exagération.

J'ai recommandé au c. Hedelhofer *Carnot*, qui doit être maintenant du côté de Lausanne ou de Morat, et Théodore Lameth qui est caché à Ouchy près Lausanne.

Les députés de Zurich et de Schwyz n'obtinrent rien des Lausannois et s'en retournèrent avec leur courte honte et leur argent mangé.

Les femmes sont plus exaltées que les hommes, et jusqu'aux enfants chantent : « *Brisez vos fers, Vaudois !* ».

Hier, à sept heures du soir, la ville de Bex m'a député trois membres de son nouveau comité ; ci-joint l'adresse des patriotes ; j'ai cru devoir répondre. Vous trouverez ces pièces ci-jointes [*Annexes I et II*]. On a planté l'arbre de la liberté à Bex ; quelques ennemis du peuple se sont enfuis ; les cocardes vertes sont arborées jusqu'au pont de Saint-Maurice, et ce jour, l'arbre chéri y sera planté. Les aristocrates de Saint-Maurice tremblent : le peuple parle de prendre la cocarde verte ; je désire que le gouvernement de Monthey, qui touche à notre frontière par Saint-Gingolph, ouvre la marche. Le général Pouget m'écrit que le général Ménard envoie, comme je les avais demandées, des troupes jusqu'à Saint-Gingolph : elles montent à trois mille hommes depuis Thonon jusqu'à ce village.

Le général Ménard ne m'a point encore écrit son arrivée et rien de ce qui peut regarder la partie politique ou des mesures militaires ; Mengaud m'écrit d'Aarau, le 4 de ce mois [23 janvier 1798], et en me faisant part de ce qui se passe de son côté, il dit : « Vous avez sans doute reçu l'arrêté du 28 nivôse [17 janvier] portant instructions pour le général commandant la colonne de l'armée d'Italie qui se rend dans les départements de l'Ain et du Mont-Blanc. »

Mengaud en a connaissance, et moi qui suis plus près, je n'en ai pas la moindre ! Abandonné à mon zèle uniquement, voilà le 14^e bulletin que je vous dirige, c. ministre, et pas une réponse sur bien des instructions qui m'étaient et me sont nécessaires ! Néanmoins, j'irai.

(E, fol. 181-183, orig. — Bulletin n° 14.)

Annexe I. Bex, 26 janvier 1798, premier jour de notre liberté. Lettre du comité de Bex à Mangourit.

Par ce droit de souveraineté qui réside dans le peuple, les c. de la commune de Bex ont érigé un comité pour la sûreté générale dont ils ont l'honneur de vous envoyer deux députés pour vous faire part de cet heureux événement. La protection spéciale que la R. F. a accordée à tous les peuples qui veulent récupérer leur liberté et particulièrement celle qu'elle a accordée aux habitants du Pays de Vaud, nous fait tout espérer de sa générosité. C'est

aujourd'hui que nous avons eu le bonheur d'arborer l'arbre de liberté. Nos deux concitoyens Jean-Jacques Ravaz et François Ruchet vous feront part des mesures que nous avons prises. Ils vous les soumettront pour en avoir votre approbation. Nous ne doutons pas un instant que vous ne nous aidiez de vos bons conseils. Ils vous communiqueront aussi que nous devons envoyer deux députés à Vevey et à Lausanne pour fraterniser avec eux et accéder à toutes les mesures qu'ils ont prises pour le maintien du bon ordre et pour la liberté de la patrie.

(F, Suisse, vol. 465, fol. 158, copie. Signé : F. Thomas, président ; Abraham Vaudroz, secrétaire. — Publ. dans *RHV*, 1908, p. 76, dans un autre texte.)

Annexe II. Saint-Maurice, 7 pluviôse an VI (26 janvier 1798) et premier jour de la liberté de la ville de Bex, première année de la République lémanique. Lettre de Mangourit au comité de sûreté générale de Bex.

Me faire part de la détermination que vous avez prise de vous ressaisir de vos droits, c'est m'annoncer la plus agréable nouvelle et m'honorer d'une confiance dont je sens tout le prix. Je ne veux ni ne dois influencer vos opinions. Il suffit de descendre dans son cœur pour y retrouver la dignité de l'homme. Mais si l'on employait contre votre sûreté des moyens violents ; si l'on osait déployer contre vous un appareil militaire, adressez-vous à moi, et au général qui commande les forces françaises destinées à protéger les patriotes vaudois, et vous serez convaincus que le D. E. de la Grande Nation n'offre point en vain son appui aux nations lasses de la tyrannie.

(F, Suisse, vol. 465, fol. 158 v^o et 159, copie. — Publ. dans *RHV*, 1908, p. 77, avec des variantes par rapport à la copie de Mangourit.)

23. [Paris], 8 pluviôse an VI (27 janvier 1798). Talleyrand à Mangourit.

J'ai reçu, citoyen, votre première dépêche écrite de Genève, le 10 nivôse [30 décembre 1797], celle sans numéro que vous m'avez adressée de Saint-Maurice le 15 [4 janvier 1798], une autre du même jour, souscrite aussi du c. Helfflinger, et le bulletin n° 7, du 23 nivôse [12 janvier 1798].

Je vous remercie du soin que vous avez eu de me transmettre vos observations le long de votre route ; elles prouvent votre civisme et votre sagacité. Si je ne vous répons pas sur chaque article en particulier, je ne laisserai point pour cela d'en tirer un parti utile, soit en mettant sous les yeux du Directoire ce qui paraît digne de son attention, soit en communiquant à mes collègues ce qui peut les concerner respectivement.

Lorsque je vous ai prié d'encourager l'*Echo des Alpes* et de soutenir par quelques articles de votre rédaction le bon esprit qui règne dans ce journal, je n'ai point entendu que je me chargerais seul de tous les frais qu'il peut occasionner ; mais je répondrai plus particulièrement au c. Desportes, comme voisin de Carouge, sur la manière d'indemniser l'auteur. Il importe de rendre

ce journal utile à la propagation de nos principes, d'en faire l'écho des plaintes des Vaudois et d'en épouvanter les oligarques de vos contrées.

J'ai rendu compte au D. E. de l'offre patriotique de 1500 livres par an que vous faites, ainsi que le c. Helfflinger, tant que durera la guerre contre les Anglais. Ce trait louable de votre patriotisme et de votre désintéressement est devenu public ; il vous obtient les applaudissements de tous les vrais patriotes. Je vous réponds plus particulièrement sur la manière dont la somme que vous offrez peut être déduite de votre traitement ou acquittée d'une manière directe avec la Trésorerie nationale.

Ce que vous avez dit confidentiellement à un magistrat de Lausanne est conforme aux vues du gouvernement français, et cette façon d'envisager les choses, une fois approuvée, devient la règle de votre conduite et de vos discours.

Vous m'avez transmis une adresse des patriotes de Vevey à leurs gouvernants de Berne ; je ne puis m'empêcher d'observer que lorsque les signataires se disent « *les très humbles serviteurs de Leurs Excellences* » et « *les fidèles sujets de l'Etat* », ils ne laissent guère espérer qu'ils auront le désir et la force de devenir leurs égaux ; ce n'est pas ainsi que se sont exprimés les campagnards de l'Etat de Bâle.

Vous recevrez incessamment le cachet, le timbre et les coussins dont vous avez besoin. La demande que vous fait Charles Rippert d'être considéré et protégé comme citoyen français me paraît juste et selon l'esprit de nos lois ; il a voyagé comme artiste pendant la Révolution et s'est fait reconnaître comme tel à Rome, il y a deux ans. Vous pouvez l'accueillir et donner un *visa* à ses passeports, sans toutefois rien préjuger sur ce qui peut constituer son état civil en France.

Je reçois à l'instant votre dépêche du 16 nivôse [5 janvier 1798], n° 3 ; j'approuve son contenu.

(E, fol. 185-186, minute.)

24. Saint-Maurice, 9 pluviôse an VI (28 janvier 1798). 17^e dépêche de Man-gourit.

Les quatre mandements ont suivi l'exemple du Pays de Vaud. Le gouverneur d'Aigle Tscharnier a renoncé à sa place et renvoyé ses lettres de bourgeoisie de Berne ; il reste citoyen de la République lémanique ; le peuple qu'il gouvernait, loin de s'en plaindre, fait son éloge. A Aigle et à Bex et communes du ressort, la cocarde verte est sur tous les chapeaux ; l'arbre de la liberté est planté jusque vis-à-vis le pont de Saint-Maurice.

Hier, je fus dîner à Bex chez le c. Ravy ; les habitants, leur comité en tête, vinrent m'y saluer avec le drapeau vert et m'inviter à me rendre en la salle municipale régénérée ; force santés à la R. F., au D. E., à la République lémanique, à la paix, à l'union et à la fraternité.

J'acceptai de me rendre au comité comme ami de la liberté des peuples, mais déclarant n'y exercer aucun caractère public. Le président me fit un discours très énergique auquel je répondis, à ce que l'on m'a assuré, d'une

manière satisfaisante pour tous. Un certain nombre de privilégiés avaient des craintes ; quelques propriétaires étaient alarmés. La confiance et la générosité sont les liens dont se sont serrés hier tous les citoyens de Bex, ils ont désiré que je visse leur arbre de liberté et la montre de leur milice. Cent vingt hommes d'Aigle et deux pièces de canon y arrivèrent.

Le soir à mon retour, deux cents Bexoïses plantaient l'arbre sur le territoire de Berne au son des tambours. Nous descendîmes de voiture et les toasts se renouvelèrent.

Une quarantaine de Bexoïses vont ce matin dans le gouvernement de Monthey ; autant viennent fraterniser à Saint-Maurice ; la poire est mûre. Je fus à mon arrivée de Bex chez la gouvernante, femme estimable et enceinte, pour la rassurer à l'égard du bruit causé sous ses fenêtres par l'implantation de l'arbre de la liberté. Je fus encore chez le grand châtelain Quartéry ; je lui racontai ce qui s'était passé à Bex et je lui dis que l'objet de ma visite était de le mettre à couvert de tout événement ; que je ne lui dissimulais pas que l'opinion lui était peu favorable, mais qu'en se montrant pour le peuple, le peuple lui en saurait gré ; que je l'assurais sur ma qualité de citoyen français d'aller me présenter devant tous les dangers pour lui et que le pavillon tricolore qui couvrirait ma maison le couvrirait également s'il était menacé ; que plusieurs personnes m'étaient venues au nom du peuple de Saint-Maurice et de celui de Monthey ; que les esprits étaient dans la plus grande fermentation, mais que j'avais jugé qu'ils avaient une grande confiance dans moi ; qu'il ne m'appartenait pas comme ministre de France de me mêler d'aucun mouvement et d'influencer en aucune manière les opinions ; que si cependant on désirait que j'employasse le crédit dont le peuple me flattait à lui donner une direction propre à respecter les personnes et les propriétés, je le ferais comme un voyageur qu'on appelle au secours du lieu où il repose.

Les capitaines Chapelet et de Bons (bien connus du général Rivaz) sont venus me parler et il y a en ce moment tant de pourparlers, tant d'allées et venues que je saute aux points essentiels :

1° Les citoyens de Bex vont aujourd'hui fraterniser à Monthey et à Saint-Maurice.

2° Une députation du conseil de Saint-Maurice va s'aboucher avec le gouverneur [Zurbriggen] et le conseil de Monthey.

3° L'assemblée générale dans chaque de ces gouvernements paraît préparée à demander au Haut-Valais son indépendance comme le Pays de Vaud l'a fait pour Berne, et à me remettre une pétition à l'effet d'obtenir la protection semblable à celle accordée par le Directoire au Pays de Vaud.

4° Les citoyens de Saint-Maurice en assemblée provisoire viennent de nommer dix-huit membres que j'ai fait désigner et dont les noms seront sur une feuille séparée avec les causes de ma désignation [*Annexe I*].

5° Ces dix-huit membres seront confirmés par une assemblée des citoyens réunis à la magistrature ce soir, sauf addition de membres de la montagne.

6° L'arbre de la liberté est planté à Saint-Maurice et la cocarde verte, arborée.

7° Le comité confirmé aura la police, etc., et provisoirement il envoie vers le gouverneur de Saint-Maurice [de Sépibus] au château s'emparer de quatre pièces de canon et lui donner une garde de sûreté.

8° Une députation du Bas-Valais, lors de la réunion faite, nommera deux députés pour déclarer au Haut-Valais l'indépendance en termes d'amitié, etc., et me présentera une pétition à l'effet d'obtenir la protection du D. E.

Hier, l'aide de camp du général de Bons me vint à neuf heures du soir pour la cause spécifiée aux pièces cotées A et B [*Annexes* II et III].

Les troupes françaises seront bien reçues par les Valaisans ; c'est à qui offrira ses lits.

A trois heures après midi.

Le château est occupé par la garde bourgeoise ; les quatre pièces de canon sont en ses mains ; le gouverneur vient me demander un sauf-conduit : il ne doit y en avoir d'autre pour lui que sa conduite qui a été fort douce ; au reste, la maison de France est à lui ; il me charge de dire au comité qu'il vient de déposer en mon sein sa parole de ne rien enlever que ses effets particuliers. Je vais m'en acquitter.

Le châtelain de Monthey [P.-L. Du Fay], très bon patriote, entre et m'assure que demain ce gouvernement a la cocarde et se joint au Pays de Vaud.

Quatre heures après midi.

Le grand conseil et la magistrature rassemblent le peuple. Le grand châtelain [de Quartéry] prononce un discours, remet ses pouvoirs au peuple souverain ainsi que les pouvoirs de ses collègues ; il dit qu'il sait [y] avoir des préventions contre lui ; qu'il croit ne les avoir pas méritées ; qu'au surplus, il va faire tous ses efforts pour servir le peuple et conquérir son estime.

Il est applaudi généralement, on l'embrasse, il est réconcilié.

Le comité nommé ce matin par l'assemblée provisoire est confirmé par l'assemblée générale ; la campagne est invitée d'envoyer demain un député de chaque paroisse au comité.

On danse autour de l'arbre de la liberté orné du pavillon vert d'union.

Six heures du soir.

Le comité s'occupe à écrire à Bex et à Vevey pour demander réunion.

Il envoie fraterniser à Martigny et s'emparer du moulin à poudre où il n'y a que cinq quintaux (on n'y fabrique que l'été parce qu'il n'y a pas de séchoirs).

Cinq quintaux ne feront rien pour l'armée ; je les ferai garder jusqu'à ce que les intentions du Haut-Valais soient connues.

J'attends demain deux députés de la Diète pour recevoir enfin mes lettres de créance ; il est à croire qu'ils n'arriveront pas, instruits qu'ils seront de ce qui se passe ici.

S'ils viennent, je négocie avec eux comme arbitre (fonction que je n'ai point outrepassée) leur réunion au Pays de Vaud.

Enfin la révolution du Bas-Valais est à son midi. Mon passage à Lausanne et ma conférence avec Bergier-Lemaire a fait lever les germes dans le Pays de Vaud.

J'ai animé Vevey et sans Vevey tout se détraquait.

Aigle et Bex ont sauté par l'effet de mes ressorts.

Le Bas-Valais est en pleine régénération.

Ces opérations ne se sont pas faites sans sagesse. Je puis assurer que la vie et la propriété, malgré les vengeances que semblaient appeler de longues et de justes haines, ont été mises sous le pavillon de la République et non en vain. Toutes les classes les plus opposées sont réunies et bénissent le Directoire. Moi seul je perds au nouvel ordre de choses. Je ne suis plus rien, mais il vaut mieux avoir tout fait pour servir la liberté.

L'aide de camp de Bons me fit part hier que le général Ménard lui donnant un ordre de route pour son armée, il y avait en tête une demande au Pays de Vaud de sept cent mille livres.

Demande impolitique à jeter en avant, à moins qu'il n'en ait l'ordre du gouvernement.

Le comité central de Lausanne a été extrêmement effrayé de cette demande : 1° parce que les baillis ou receveurs de Berne ont depuis plus de six semaines vidé toutes les caisses ; 2° parce que cette demande ressemble à une contribution militaire ; 3° parce qu'elle refroidira beaucoup de gens qu'il est nécessaire pour le moment de conserver à la cause.

Le c. de Bons, en me faisant part des alarmes du comité central, m'a parlé en ami de la France et de son pays : il m'a demandé de la part de ce comité un mode de levée de cette somme.

J'ai fait un préambule à un projet d'arrêté de l'assemblée souveraine provisoire du Pays de Vaud ; il était fort tard, en sorte que je ne me le rappelle pas absolument, mais voici les articles :

1° L'armée française sous les ordres du général Ménard remerciée de son zèle, de sa discipline et de son dévouement.

2° L'entretien et la solde de cette armée, tant que sa présence sera nécessaire pour assurer l'indépendance helvétique, sont aux dépens du canton de Berne.

3° Les villes et communes du canton de Berne qui se réuniront à la République lémanique ne sont plus comptables et solidaires de ce canton.

4° Il sera fait un emprunt provisoire de sept cent mille livres assis sur les propriétés bernoises et l'Etat de Berne dont l'intérêt sera fixé à [— — —] pour cent.

5° Cet emprunt et tous autres, si le cas le requerrait, seront remboursés à la fin de la guerre par la vente des domaines de l'Etat de Berne, des oligarques bernois et autres ayant soutenu ou défendu leur cause.

Il est si extraordinaire que l'on ait demandé ces sept cent mille livres que l'aide de camp de Bons m'a dit que Desportes, résident de Genève, avait assuré le comité vaudois que le Directoire lui faisait passer cinq cent mille livres pour la solde des troupes, ce qui ne marque qu'un besoin de deux cent mille livres pour faire les sept cent mille livres.

(E, fol. 187-191, orig. — N° 15 du bulletin.)

Annexe I. Membres du comité provisoire de surveillance de la ville de Saint-Maurice, 28 [janvier] de 1798.

En l'absence du président [Isaac Rivaz], ex-syndic.

Citoyens :

Jacques de Quartéry, vice-président, ex-grand châtelain;

Joseph de Bons, ex-capitaine au régiment de Courten ;

Joseph Franc, ex-régent de collège ;

Joseph Chapelet, ex-capitaine au régiment de Courten ;

Jacques Dupré, négociant ;

Gaspard Arlettaz, vivant de ses rentes ;

René Puy, marchand droguiste ;

Louis Preux, ex-châtelain ;

Joseph Dubetier, négociant ;

Jean-Pierre Barman, sergent retiré du service de France ;

Benjamin Bertrand, procureur ;

Jean-François Vuilloud, vivant de ses rentes ;

Joseph Peney, négociant ;

Hyacinthe de Nucé, officier licencié de Courten ;

Adrien Dutarte, perruquier ;

le capitaine [Pierre] de Rivaz, ex-capitaine au régiment de Courten ;

[Joseph] Barman, secrétaire, ex-secrétaire fiscal.

(E, fol. 192, orig.)

Annexe II. [Saint-Maurice], 8 pluviôse an VI (27 janvier 1798). Lettre de Mangourit à Zurbriggen, gouverneur de Monthey.

Le c. de Bons, aide de camp du général de Bons, m'est envoyé par le général Ménard, commandant des troupes de l'armée d'Italie ; il arrive chez moi à huit heures du soir pour me prévenir qu'un corps français placé à Saint-Gingolph doit, pour le bien du Pays de Vaud mis sous la protection de la R. F., passer à Villeneuve.

A cet effet, ce corps marchera de Saint-Gingolph au Bouveret, s'embarquera à la Porte du Scex et traversera le Rhône.

Le gouvernement de la république du Valais étant trop éloigné et le passage des troupes françaises, trop pressé pour que j'obtienne à l'époque désirée le passage de militaires attachés à ce pays par la concorde qui règne entre la France et le Valais, je m'adresse à vous, M. le gouverneur, pour l'obtenir et vous prie de vous aboucher conciliativement avec M. le châtelain de la Porte du Scex [Pierre-Aug. de Riedmatten] sur cet objet.

(F, Suisse, vol. 465, fol. 164, copie cotée A.)

Annexe III. Monthey, 29 janvier 1798. Réponse de Zurbriggen, gouverneur de Monthey, à Mangourit.

La demande que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser par la lettre que je viens de recevoir, excède, comme vous l'observez vous-même, c. résident, mes pouvoirs ; j'aurais désiré que les circonstances m'eussent permis d'en instruire mes supérieurs ; cependant, comme je connais l'intention, et le désir qui les anime, de maintenir la concorde, et la bonne intelligence qui règne entre les deux républiques, je crus ne devoir pas m'opposer au passage que vous demandez, et en conséquence je me suis empressé de donner au châtelain du Bouveret, qui réside à la Porte du Saix, les instructions nécessaires pour qu'il n'y mette de même aucun obstacle, persuadé comme je le suis de la loyauté du gouvernement français et de l'exacte discipline que les troupes observeront sur notre territoire.

(F, Suisse, vol. 465, fol. 156-157, orig. — Cotée B. — Apostille de Mangourit en cinq lignes : « Rép. même jour ».)

25. Saint-Maurice, 10 pluviôse an VI (29 janvier 1798). 18^e dépêche de Mangourit.

Le gouvernement du Valais propose au Bas-Valais le partage de sa souveraineté et engage le gouvernement de Monthey à s'unir à lui et d'envoyer des députés demain à Sion.

Pareille offre n'est pas faite à Saint-Maurice.

Il y a du louche.

Monthey a envoyé communiquer ici la proposition. On veut marcher d'accord.

Les campagnes sont maintenant convaincues qu'on ne veut pas toucher à la religion catholique.

J'ai parfaitement rassuré les députations de plusieurs communes venues me consulter à cet égard. L'exemple de l'Italie les a frappés.

Les Valaisans consentent et veulent tout, hors le changement de culte ; c'est très aisé à arranger.

L'Abbaye qui avait déjà enlevé son trésor n'a plus de craintes et les capucins sont guéris de leur terreur.

(E, fol. 193-194, orig. — Bulletin n° 16.)

26. [Saint-Maurice], 11 pluviôse an VI (30 janvier 1798). 19^e dépêche de Mangourit.

Prendre une décision sur-le-champ.

Un moyen décisif pour le Bas comme pour le Haut-Valais et le Bas serait un paiement de l'arriéré des pensions et gratifications dues aux soldats,

sous-officiers et officiers du régiment de Courten, qui sont semés dans le Haut et le Bas-Valais.

Si on ne pouvait donner la totalité, m'envoyer un acompte au plus faible de moitié.

(E, fol. 194, orig. — Bulletin sans numéro. Reçu 21 pluviôse [9 février].)

27. Saint-Maurice, 12 pluviôse an VI (31 janvier 1798). 20^e dépêche de Mangourit.

Etat du malade et principe de convalescence.

Mes bulletins sont hachés, point de classement de faits, nulle suite d'idées ; ils peignent l'état où je me trouve et la coupure continuelle de mon temps. C'est d'Aigle et de Bex, c'est de Monthey et de Saint-Maurice que les individus, les députés des comités établis, les envoyés des communes se succèdent ; s'entremêlent à ces occupations variées ma correspondance avec Bâle, Genève et Lausanne ; la foule partante des émigrés de toutes couleurs qui m'assiège, les visas de passeports, les refus de passe et une série d'autres soins qu'il me faut prendre pour révolutionner sans secousses, pour réunir les classes sans léser le droit de la souveraineté générale, pour faire comprendre que dans tout ce chaos à qui je dois donner la vie et un mouvement régulier, je ne suis qu'un ami et un négociateur, pour laisser entrevoir maintenant au Bas-Valais que le D. E. ne l'abandonnera pas dans la justice de protection qu'il a accordée au Pays de Vaud. Sur cet objet, j'ai été poussé par le peuple du Bas-Valais, et je n'ai point regardé hasardeux d'assurer sa représentation provisoire qu'en cas de ténacité de la part du Haut-Valais à les tenir comme sujets mon gouvernement seconderait le vœu bien prononcé du Bas de se rendre libre.

En ce moment, deux opinions se manifestent ici : l'une à laquelle tiennent les oligarques est d'accepter le partage de la souveraineté valaisanne avec le Haut ; l'autre, générale dans le peuple nourri par le souvenir de l'oppression, est de faire cause commune avec la République lémanique, afin de s'en faire un appui, sauf au Haut-Valais à s'y unir s'il le juge à propos.

Une troisième opinion, mais qui par une *haute publication de la mienne* s'éclipse, est celle de la réunion à la France.

Les partisans de la première veulent prendre la cocarde valaisanne en y joignant la couleur verte.

Les partisans de la seconde s'y opposent en disant que la noblesse du Haut et Bas-Valais s'entendrait toujours à les opprimer comme par le passé ; et ces partisans sont ce peuple ; il veut la déclaration des droits et des devoirs, la renonciation aux distinctions de naissance ; il veut abattre les armoiries du Haut-Valais et tous les signes féodaux. Ils veulent adjoindre au comité de Saint-Maurice deux personnes dans lesquelles il a toute confiance.

Je réponds que le peuple souverain a le droit de faire ces demandes, mais qu'il n'y a plus de souveraineté là où est l'ivresse, le désordre et l'anarchie. On m'a cru jusqu'à présent et j'espère qu'on me croira encore : cela va finir sous huit jours.

Les députés d'Aigle et Bex à l'assemblée provisoire nationale séant à Lausanne sont venus conférer avec moi avant leur départ, et les remerciements que m'ont faits leurs communes par leur organe sont d'un prix bien supérieur à ce que mon cœur m'a dicté.

Entrée en foule de prêtres et d'émigrés dans le Jura.

L'émigré *François* pour lequel *j'attends la bienveillance du gouvernement* m'apprend qu'il se fait par le Jura une rentrée prodigieuse de prêtres et d'émigrés. Il a vu [par] une lettre datée du Pont-Saint-Esprit qu'il se forme dans les Cévennes un nouveau noyau de révolte. Saint-Christol et Béranger sont actuellement dans les Cévennes. Saint-Christol est connu. Quant à Béranger, il était officier dans les dragons du roi ; puis, il se fit prêtre ; *aujourd'hui sous un casque et demain sous un froc*, il joua un rôle au camp de Salès ; il est maintenant avec un parti considérable ; il y a douze à quinze jours que j'ai prévenu les ministres des R. E. et de la Police générale du reflux de nos bêtes féroces dans le Jura ; il serait bon d'aviser le second ministre du retour des hyènes dans le Gévaudan.

Ci-joint une lettre de l'autre émigré *Henri* [*Annexe*]. Vous savez que le genre de correspondance adopté pour sa sûreté à Turin est la conversation épistolaire d'un enragé royaliste à un autre malade de *régiphobie*.

Trois heures du soir.

Les députés envoyés dans l'Entremont ne sont point encore revenus. A Martigny, rien n'est prononcé. Un homme de cette ville qui y a arboré la cocarde verte a été obligé de se sauver ; le châtelain voulait l'emprisonner ; il est à Saint-Maurice.

Le comité provisoire de Vevey m'écrit qu'il assure ses frères valaisans des dispositions des Veveysans ; qu'il vient de consulter l'assemblée provisoire de Lausanne sur les secours à donner à Saint-Maurice et à Monthey au cas d'irruption du Haut-Valais, ce qu'ils ne croient pas à craindre. Les députés des villes de Bulle, Romont et de toute la partie française du Fribourgeois étant venus fraterniser et se réunir avec Vevey, on leur annonce même que l'arbre de la liberté est planté dans Fribourg.

Plusieurs communes de la montagne plantent l'arbre de la liberté. On assure que la ville de Sion qui avait usurpé la souveraineté sur le dizain de ce nom est inquiétée par les patriotes. Le grand bailli et le secrétaire d'Etat revenant de la Diète d'Aarau sont si essoufflés de ce qui se passe dans le vallon du Pays de Vaud qu'ils traversent neiges et glaciers pour éviter la couleur verte. Ils ne s'attendent point à ce qui se passe dans les cantons de Bâle, Berne et Fribourg. La révolution de Zurich et celle du Bas-Valais leur est inconnue ; aussi écrivent-ils à quelqu'un ici de leur adresser leurs lettres à Monseigneur, Monseigneur... (Tout est chez vous dans la rumeur.)

On avait arrêté le sel de la ville de Sion ; pour le Valais, le sel est précieux comme le sucre pour la France ; j'ai conseillé de faire partir le sel afin d'ôter aux oligarques un prétexte d'animer le peuple, et de faire escorter l'envoi par deux citoyens de Saint-Maurice, afin que ceux-ci fassent entendre raison aux habitants de Martigny.

(E, fol. 195-196, orig. — Bulletin n° 17.)

Annexe. Turin, 19 janvier 1798. « Lettre de l'émigré [Henri] qui est notre espion à Turin » [adressée à Mangourit]. (« Il est censé écrire à un émigré de Saint-Maurice, et il joue le rôle dans sa lettre d'un contrerévolutionnaire » [note autogr. de Mangourit].)

J'aurai peut-être raison, mon cher Monsieur Henri, et le Corps helvétique se sera conduit avec tant de fermeté que la R. F. triomphante de tant de rois s'estimerait très heureuse de pouvoir renouveler avec lui ses anciens traités d'alliance. Ne soyez donc pas étonné que les Suisses se montrent, dans ce moment-ci, plus fiers que jamais. Ils doivent être très glorieux que Weiss en ait véritablement imposé au D. E. en lui donnant, de sa nation, la véritable idée qu'on doit nécessairement en concevoir. Des signaux, une armée nombreuse à laquelle devront se joindre leurs régiments qui servent le roi de Sardaigne, cette coalition du Nord pour l'intégrité de l'Empire germanique et les guinées de l'Angleterre sont autant de motifs qui doivent faire faire des grandes réflexions à l'ennemi inconsidéré qui oserait tenter la plus petite entreprise contre eux, et vous savez que, s'ils paraissent grossiers, ils ne laissent pas que d'être très fins et très peu endurants.

Point de mauvaise plaisanterie dans une affaire de cette importance. Passez-moi cette expression, mon cher Monsieur Henri, puisque vous prétendez que les Suisses se vantent beaucoup parce qu'ils ne peuvent rien. Peut-être ce peuple ne demanderait pas mieux que de secouer le joug, mais vous dites trop malignement que leurs souveraines Excellences trouveraient bien peu de défenseurs, si on persuadait à ce même peuple qu'après la guerre ceux qui auraient pris les armes seraient traités comme les Savoyards et les Niçards.

Les Français n'useront pas d'un tel moyen ; alors tout serait perdu et j'avoue que, parmi les membres de l'Etat, il en est une infinité que cela seul découragerait, et à plus forte raison dans la multitude déjà trop instruite à cet égard. Voilà pourquoi je vous prie de ne point communiquer votre façon de penser, crainte que des malveillants puissent en faire leur profit.

Vous ne rendez pas justice à toutes les puissances, si vous ne croyez pas à l'intérêt qu'elles prennent à notre gouvernement. Sa position n'est pas heureuse. Il faut donc que le Souverain paie d'audace et vous ne devez pas vous creuser la cervelle pour imaginer tout ce qui peut lui arriver de plus fâcheux. Si les régiments suisses quittent le service du roi, il ne tombera jamais dans le bon esprit de Sa Majesté de licencier auparavant tous ceux qui ne sont pas de leur nation. Pourquoi voudriez-vous que ce prince désorganisât ainsi des corps qui l'ont bien servi ? Il n'a pas ce pouvoir et quand même les Français le lui suggéreraient, il tâcherait de s'en défendre.

Je voudrais que vous entendiez ici nos généraux : ils connaissent toute notre faiblesse ; ils savent que nous avons peu de moyens ; cependant ils nous font valoir de leur mieux, c'est leur intérêt. Que deviendriez-vous vous-même si on établissait chez vous ce nouvel ordre de choses qui a tout bouleversé ailleurs ?

Adieu, mon cher Monsieur Henri, pour vous dire que les régiments provinciaux reprennent les armes, en supposant que les nôtres partent et vous réitérer les assurances...

(F, Suisse, vol. 465, fol. 120, orig. n. signé. — Reçu le 11 pluviôse [30 janvier].)

28. Saint-Maurice, 13 pluviôse an VI (1^{er} février 1798). 21^e dépêche de Mangourit.

Les grandes montagnes sont les versants des eaux sur le globe ; le Grand Saint-Bernard va annoncer aux nations des vallées les débordements de la liberté. Au pied de ce géant des Alpes, des mains valaisannes ont planté sa glorieuse tige. Demain, sur sa tête, il en portera un nouveau. Dans la vallée de l'Entremont, à Martigny dont les députés de réunion me sont venus hier, sur les Dents de Morcles et du Midi, au milieu des ondes du Rhône, au fond des précipices, là où un tyran s'assit, là où pleura l'humanité s'élève un arbre surmonté du bonnet de Guillaume Tell. A Sion même, sur les ravines desséchées d'un gouvernement oligarque et théocratique, on assure que l'indignation l'a planté. L'évêque [Blatter] et son chapitre épouvantés offrent en vain le rachat des vols féodaux : le peuple a répondu qu'il ne rachetait rien quand il rentrait dans ses droits. Les curés, je les ai conquis à la République ; les peuples lui appartiennent et s'y dévouent, car ils conservent une erreur qui leur est chère ; tout ce qui endoctrine, tout ce qui pillait, tout ce qui vécut d'orgueil et de distinctions, tout ce qui produit l'anarchie et le désordre est dans un cadre que je tiens. Le Haut-Valais se démet de ses prétentions de souveraineté ; il appelle ses ci-devant sujets à traiter avec lui, mais il sera forcé de se soumettre à leur vœu ; il députera à Saint-Maurice, couvrira sa faiblesse et sa terreur du prétexte de conférer avec moi. Il y sera respecté... mais le peuple aura tout.

On sema des bruits hier d'irruption de vingt mille Haut-Valaisans. On parut épouvanté ; certaines personnes voulurent profiter de la crainte du moment. Le comité me députa. « C'est faux, dis-je, mais si cela est vrai, je marcherai avec vous et nous les battons. » J'ai fait diviser le comité général en section de surveillance, section militaire et section de correspondance ; elles se réunissent pour affaires majeures. La force militaire est organisée ; il y a deux mille sept cents h[ommes], la plupart montagnards et chasseurs de chamois. La correspondance est également en train et au-dedans et au-dehors. Ce soir, un député est allé s'allier avec les Veveysans ; la centralité d'action est permanente jour et nuit, et voici une pièce sur laquelle ils délibèrent ; j'en joins une copie [*v. dépêche suivante*].

Le Haut-Valais et les oligarques du Bas auront beau me faire des révérences et me dire jusqu'à satiété combien je suis aimable, le peuple aura une constitution similaire à la nôtre ; il veut la charte des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen. J'ai bonne envie de lier sa prospérité future à la République lémanique, sauf une fusion plus générale. Mais l'exemple de Zurich qui a conservé son territoire est connu du Valais qui voudrait aussi conserver sa république avec confédération avec la Lémanique. Au cas que ce ne soit pas le vœu du Directoire, j'aurais un moyen de rompre cet anneau, ou du moins d'en faire une jointure de la grande chaîne.

Une diète à Saint-Maurice composée de députés sortis d'élections vraiment populaires amènera, ou la République valaisanne régénérée et confédérée avec la française, l'Helvétie conglomérée ou la Suisse mieux répartie,

la Lémanique et la Cisalpine, en sorte qu'un pied de la liberté soit à Brest et l'autre sur Corfou.

(E, fol. 197, orig. — Bulletin n° 18.)

29. Saint-Maurice, 14 pluviôse an VI (2 février 1798). 22^e dépêche de Mangourit.

Ce qui est contenu dans mon numéro 18 relativement à la médiation entre le Haut-Valais est accepté !

Lettre du grand bailli [Sigristen] en date du 1^{er} février [*Extrait*].

Cette lettre contient d'autres objets très satisfaisants, responsifs des insinuations amicales et de la notification officielle de l'arrêté du Directoire exécutif concernant le journal intitulé : *Le Narrateur universel*.

Au premier courrier, je ferai passer copie de la lettre entière et de deux autres, lesquelles toutes annoncent les meilleures apparences de bonne intention.

Le comité central de Saint-Maurice vient de me députer concernant l'arrivée de la députation de l'Etat : elle va arriver peut-être sous un quart d'heure ; ma médiation est profitable au Valais, au Pays de Vaud, à la France. La navigation du Rhône, l'ouverture du Simplon pour communiquer avec la République cisalpine touche tous les esprits, éveille l'industrie et stimule les propriétaires.

P.-S. L'arbre de la liberté n'est pas élevé à Sion comme je l'avais mandé, attendu l'opposition aristocratique ; mais il l'est peut-être à présent. Le comité de Saint-Maurice compte l'exiger de la députation comme le signe oublié de Guillaume Tell, et s'occupe à présent de délibérer les articles de la pièce ci-jointe [*Annexe*], qui est annexée principalement au n° 18 [= *notre n° 28*].

(E, fol. 198-199, orig. — Bulletin n° 19 ; « joint une pièce oubliée n° 18 même courrier ».)

Annexe. Saint-Maurice, 13 pluviôse an VI (1^{er} février 1798). Lettre de Mangourit à la Diète de la république du Valais [et] aux habitants du Bas-Valais.

La protection que le D. E. de la Grande Nation a accordée aux ci-devant sujets de l'Etat de Berne ne sera pas sans doute refusée aux citoyens du Bas-Valais. Ceux-ci n'ignorent point que la France possède les droits des anciens ducs de Savoie dont leur pays faisait partie ; ils savent aussi que la France ne les revendique pas, mais qu'elle protégerait la reprise de leurs droits si l'on s'y opposait. Déjà l'arbre de la liberté est planté à Bâle, à Zurich et à Fribourg ; on assure qu'on vient de l'élever à Berne ; la Suisse entière va suivre cet exemple.

Dans les cantons où le gouvernement n'était pas corrompu, c'est lui-même qui a satisfait au vœu du peuple. Nous avons le même espoir dans celui

du Haut-Valais : s'il écoute les justes réclamations des citoyens du Bas-Valais, ceux-ci éteindront le douloureux souvenir du passé, lorsque la force les remplaça, il y a peu d'années, sous leur joug antérieur et insupportable.

Les Bas-Valaisans chérissent les Haut-Valaisans comme leurs frères et désirent en conséquence être traités comme eux.

Ils demandent :

1° que le Haut-Valais reconnaisse l'indépendance du Bas-Valais et l'associe à la souveraineté ;

2° que le Valais ainsi réuni, le gouvernement convoque une diète extraordinaire composée, d'après la population présumée de cent mille habitants, de deux députés sur cinq mille pour cette fois seulement et, afin de hâter la restauration, le partage de la population sera fait suivant la prescription supposée exister dans chaque dizain ;

3° que la diète s'ouvre sous huit jours en la ville de Saint-Maurice, aussi pour cette fois seulement ;

4° que cette diète aura pour objet de rendre à la constitution de l'Etat son ancien lustre et de la rapprocher des constitutions des grandes républiques, eu égard aux localités du Valais ;

5° que la diète actuelle dès à présent reconnaisse la charte des droits de l'homme et du citoyen et de ses devoirs ;

6° que cette même diète décrète l'abolition des distinctions de naissance, attendu que la démocratie est la base de la République valaisanne ;

7° qu'elle déclare dès à présent que tous les habitants des dizains du Haut-Valais soient appelés sans aucune exception à nommer les députés à la prochaine diète ; qu'en conséquence elle abolisse dès à présent toute trace d'aristocratie et de sujétion dans tous les dizains et particulièrement dans ceux de Sion et de Sierre ;

8° que par elle le rappel de tous les bannis et condamnés pour cause d'opinions politiques soit ordonné ainsi que la rentrée sans frais dans leurs biens ;

9° que par elle il soit dit que dans le dizain de Sion les campagnes ont les mêmes droits que les habitants de cette ville ;

10° que par la diète actuelle le vertueux et respectable évêque de Sion soit invité à continuer ses sollicitudes et ses soins spirituels envers son troupeau, mais en même temps à remettre au peuple valaisan les droits de souveraineté temporelle qu'il exerce, sans que pour cela il y ait aucune altération dans la juridiction religieuse ;

11° que la diète actuelle remercie le résident de la R. F. de tous les soins qu'il s'est donné pour entretenir la paix, l'union et la concorde dans ces temps difficiles et qu'elle demande par son organe l'appui du D. E.

(E, fol. 219-220, copie. — Pièce oubliée et tenant au bulletin n° 18... ; Bagnes, Arch. comm., P 608/2, copie ; Riddes, Arch. comm., F 2 a, copie ; résumé dans Ribordy, pp. 14-16.)

30. [Paris], 16 pluviôse an VI (4 février 1798). Talleyrand à Mangourit.

Je vous accuse, citoyen, la réception des sept dernières dépêches que le c. Helfflinger m'avait adressées les 5, 21, 28 frimaire [25 novembre, 11 et 18 décembre 1797], 2, 5 et 16 nivôse [22 et 25 décembre 1797, et 5 janvier 1798]. Elles complètent sa correspondance politique pendant son séjour en Valais où vous le remplacez.

Dans la première dépêche, le c. Helfflinger sollicite la radiation d'un émigré savoisien [Gilbert]. Il pense qu'à ce prix on peut en obtenir des renseignements très utiles à la chose publique. Mais le général Kellermann avait adressé depuis longtemps au ministre de la Police générale les pièces relatives à la réclamation de cet émigré. C'est à mon collègue à prononcer sur cette demande qui est toute dans ses attributions. En général, je pense que les agents extérieurs de la R. F. ne sauraient apporter trop de circonspection à entendre les émigrés qui ont des confidences à leur faire.

Il paraît que les gouvernants du Valais ont été plus prompts que les oligarques suisses à accueillir les demandes du D. E., tant sur la défense de laisser porter à leurs ressortissants les marques royales de Saint-Louis et du Mérite, sur l'amnistie générale pour tous ceux qui ont été persécutés ou bannis pour leurs opinions politiques, que sur le renvoi des émigrés. Le c. Helfflinger, dans sa dépêche du 21 frimaire [11 décembre], assure qu'il y en avait encore environ *deux cents* dans le Valais. C'est beaucoup trop dans un pays de peu d'étendue et qui touche à nos frontières. Vous connaissez les intentions du D. E. à ce sujet : je me repose sur votre surveillance.

Je vous invite, citoyen, à me transmettre, comme votre prédécesseur, les divers bulletins de ce qui se passe dans vos environs ; je ne manquerai pas d'en faire bon usage.

(E, fol. 200, minute.)

31. Saint-Maurice, 16 pluviôse an VI (4 février 1798). 23^e dépêche de Mangourit.

Vous apprendrez avec bien de la joie la délivrance du Bas-Valais sans qu'il en ait coûté une larme, et la déclaration de son indépendance par le Haut-Valais sans que son gouvernement ait mis aucune gaucherie à cette reconnaissance. Un petit peuple qui recouvre ses droits est cher à votre cœur ; les détails dans lesquels je vais entrer vous seront par conséquent agréables et auront par la sublimité de leur cause un vif intérêt pour le Directoire.

Le temps qui s'écoula entre ma nomination et mon départ ne fut pas perdu. Je me mis au fait dans les cantons [*sic*] du Valais de la théorie de nos griefs, du plus ou moins d'importance des oligarques, des soupirs et des vœux de leurs opprimés.

A Genève, je restai trois jours et je sentis que ce temps était suffisant pour que les patriotes du Pays de Vaud et du Valais, instruits par leurs frères habitant ou réfugiés en France, connussent que le D. E. leur envoyait un ardent ami de leur liberté.

Je ne fus pas trompé tout à fait, mais je ne vis que la crainte empreinte sur le front des hommes ; personne n'osa m'approcher ; ce ne fut qu'à Lausanne qu'un patriote vaudois [Bergier] osa me demander un entretien ; encore était-il si tremblant que, je l'avoue, mes espérances étaient lointaines.

Cependant quinze minutes suffirent à l'assurer de la protection du Directoire dont il doutait malgré l'arrêté du 8 nivôse [28 décembre 1797] comme l'amant qui ne se contente pas du « *je vous aime* » de sa maîtresse ; en un quart d'heure nous réglâmes un moyen de correspondance et Berne aux cent yeux, au triple sénatoriat, ne s'aperçut pas que je venais de le placer sur l'enfer des tyrans.

Je tendis dès ce moment mes fils, ne songeant qu'à la noble entreprise dont j'étais l'instrument. Je dédaignai la séduisante mais honteuse paresse dans laquelle s'enveloppent de lâches envoyés auxquels toutes les formes de gouvernement plaisent pourvu qu'on les paie. Je me jetai donc tout entier sur le plan que je connaissais, déterminé à me sacrifier, et à être instantanément sacrifié, bien sûr de l'approbation publique ou secrète du Directoire.

J'entamai sous la signature du *Lion d'or* (auberge de mon entrevue avec le magistrat Bergier-Lemaire) une correspondance très active entre Lausanne et les autres villes vaudoises. Je les exhortai, je les poussai. Je leur parlai la langue de la liberté, je leur dessinai l'attitude de la sagesse et le geste de l'audace. Voilà un principe de comité central qui prospéra.

Vevey était plus à ma portée. Cette ville était plus éloignée de l'influence de la haute commission bernoise ; plusieurs de ses citoyens m'avaient écrit... mais écrire est bon quand on ne s'est pas vu. Je leur demandai pour Saint-Maurice une entrevue, et ce fut au citoyen Perdonnet père que je m'adressai pour avoir à cette conférence des hommes dans toute la plénitude du mot.

En général, c. ministre, les hommes dont je parle sont rares, et plus rares dans le Pays de Vaud où le génie comprimé par l'oppression se *protéise* en négociantisme. Je fis des reproches, j'agitai l'amour-propre, je courrouçai l'orgueil. Je montrai le pays de la délivrance, je leur fis sentir ses parfums, je leur fis goûter ses fruits, et ces députés qui croyaient avoir tout fait en présentant à leurs tyrans une pétition ternie par les termes les plus humiliants, honteux ensuite d'être si loin du but, électrisés de mon énergie, retournèrent à Vevey, criant à l'insurrection, à la liberté, et faisant passer dans l'âme du peuple la soif d'être le foyer le plus chaud de tout le pays. La bastille de Chillon fut prise ; un pouvoir populaire s'empara de l'usurpation oligarchique ; les presses se réjouirent de leur activité, et Vevey devint le point majeur d'où sortirent les prosélytes qui vinrent jusqu'à la porte du Valais réveiller les peuples assoupis.

Nous étions convenus d'assembler une convention à Lausanne pour le 28 janvier. J'aimais à réunir les représentants d'une nation nouvelle le jour où notre tyran fut puni d'avoir conspiré la perte de la nôtre ; le 2 pluviôse [21 janvier] ne vit qu'une fête : les Vaudois n'étaient pas prêts encore.

Le général Ménard entra dans le Pays de Vaud ; ce fut une joie générale, mais elle fut indicible à Vevey : la générale battit, la place publique retentit de mille acclamations de « Vive la République française ! Vive la Grande Nation ! »

Mais la joie se changea bientôt en tristesse lorsqu'on apprit que 100 000 livres étaient demandées par le général Ménard pour dix décades de solde arriérée. Les patriotes dirent : « Se peut-il qu'on nous impose une contribution comme à un peuple conquis ? » Les marchands crièrent comme ceux de la France à un prompt accommodement ; les aristocrates ne s'oublièrent pas.

C'est à vous, c. ministre, à juger si le général Ménard a agi d'après ses ordres impératifs ou s'il n'eût pas mieux fait de réserver sa demande ou d'en diviser le poids. Je dois vous dire la vérité... Eh bien ! je ne vous cacherais pas que d'anciens officiers, des généraux même, retirés dans le Pays de Vaud ne croient pas que le général Ménard soit l'homme bien propre au pays ; il a trop l'air, dit-on, de se laisser conduire par ses aides de camp, et c'est d'une part l'intérêt que nous avons à le savoir, de l'autre la nécessité de hâter les opérations de l'assemblée provisoire qui me déterminent à me rendre à Lausanne après-demain.

Le général Ménard m'envoya un aide de camp vaudois, le c. de Bons, pour avoir de la poudre du moulin de Martigny, mais l'Etat de Valais avait pompé le peu que ce moulin, sans sécherie et sans fourneau, ne peut fabriquer que l'été, en sorte que je dis au c. de Bons et au c. Hedelhofer, membre de Lausanne député vers moi, qu'il n'y avait aucune espérance à avoir sur cet objet.

La discipline militaire ne fut pas observée avec la prévoyance que l'on doit avoir dans un pays où tout était encore bien douteux, surtout depuis la demande publiée de sept cent mille livres ; mais aussi, à la décharge du général, il faut dire que les torts du vin ne dégénérèrent pas en excès et qu'une brave division arrêtée à chaque pas par des flots de vin offerts par la reconnaissance pouvait bien se dédommager un instant de l'eau saumâtre qui arrosa ses lauriers.

Les quatre mandements, qu'on appelle autrement le pays romand, eurent frayeur de cette taxe, et elle passa jusque dans Saint-Maurice ; c'est ce qui me décida à prier le général Rampon à n'être pas loin du Valais sans cependant s'en approcher. J'employai tout ce que je crus propre à réparer ce mal et j'y réussis, car le pays romand s'insurgea et s'unit aux Vaudois. Le gouverneur Tscharner fit le jésuite, abandonna le château d'Aigle avec douze pièces de canon, deux obus et cent cinquante quintaux de poudre et déclara qu'il se faisait, rénonciativement à Berne, citoyen lémanique. On fut pris au piège ; vous verrez bientôt son hypocrisie et sa lâcheté.

Bex planta son arbre de liberté il y a neuf jours ! comme cette petite ville étend son territoire jusque sur le pont de Saint-Maurice, le peuple bexois vint y planter le soir même un second arbre ; il vint fraterniser avec cette dernière ville et la bannière de Monthey qui s'adosse au Mont-Blanc ; le lendemain de grand matin tout ce pays avait déjà la cocarde verte.

A huit heures du matin, la magistrature de Saint-Maurice me députa le châtelain de Quartéry ; à neuf heures, je fus instruit que le peuple s'assemblait et voulait nommer un comité... Je m'emparai et de la magistrature et du peuple ; un comité fut choisi dans toutes les classes. Je fis invisiblement la nomination ; j'opérai de même le dépôt des pouvoirs entre les mains de ce comité ; je le rendis susceptible de devenir *central* du Bas-Valais ; des orateurs partirent vers chaque commune ; les paroisses envoyèrent des députés ;

des arbres de liberté furent plantés depuis les rives du Rhône jusque sur la cime du Grand Saint-Bernard. Le comité central fut bientôt organisé ; l'opinion fut bien vite décidée à la condition que je mis moi-même de la conservation du culte romain et du respect pour les propriétés, et je devins l'objet de la confiance de tous par la peur, l'espérance et une conduite extrêmement franche.

Mais je n'étais point reconnu ; mais il fallait en outre ne pas me mettre à dos le Haut-Valais ; mais en montant à Sion, distant de douze lieues de glace [sic] de la ville de Saint-Maurice, je laissais le Pays de Vaud à lui-même ; mais en n'y montant pas, je donnais les plus vives inquiétudes aux gouvernants voisins des Grisons et touchant à Berne par des cols que les neiges n'avaient pas encore rendus infranchissables. Un mal de gorge était ma seule excuse...

Je me décidai à envoyer à Sion un citoyen français nommé Mathys, allié aux familles marquantes du pays par un mariage, mais absolument dévoué à la République. Je le chargeai de présenter mes lettres de créance en faisant toutes mes excuses possibles, et en leur faisant part de l'événement du Bas-Valais, j'insinuai que je serais volontiers *médiateur*.

On accepta, c. ministre, comme vous le verrez par les pièces numérotées 1, 2 et 3 [ci-dessus, pp. 15-16, nos 11, 12 et 13].

La députation honorable de la haute session arriva ici il y a trois jours à midi ; elle envoya m'annoncer son arrivée et me demander à quelle heure je serais visible ; je partis en costume et nous causâmes assez généralement mais sans que j'oubliai de leur faire sentir qu'il fallait céder. Le soir, elle vint me rendre ma visite et me demanda une audience au lendemain matin ; nous la fixâmes à dix heures. Elle dura jusqu'à trois que j'acceptai le dîner de l'Abbaye où je leur avais fait donner une garde *d'honneur* pour eux et de sûreté pour Saint-Maurice. Je ne vous parlerai que des résultats de cette conférence.

1. Le D. E. n'est pour rien dans ce qui se passe ; c'est la liberté du Pays de Vaud qu'il protège qui a passé dans le Bas-Valais ; cependant je croyais qu'il verrait de mauvais œil qu'il fût porté obstacle au vœu des peuples réclamant leurs droits.

2. Religion romaine conservée dans toute son intégrité.

3. Les rentes qu'on appelle fiefs (et que *quiconque* en Valais possède) rachetables à un taux modéré.

4. Idem des dîmes.

5. L'évêque conservé dans la plénitude de sa juridiction spirituelle mais cédant à la souveraineté du peuple tous ses droits régaliens.

6. Reconnaissance de l'indépendance du Bas-Valais (ils l'avaient en poche).

7. Oubli du passé.

8. Adoption de la déclaration des droits et des devoirs.

9. Réforme du gouvernement et le système représentatif.

10. Diète extraordinaire à Saint-Maurice.

11. Education de la jeunesse mise à la portée de tous.

12. Alliance avec les Républiques *française, lémanique et cisalpine*.

13. Consentement à ce que la navigation [sur le Rhône] ou du moins son flottage fût tenté aux frais des trois républiques, lesquels frais seraient fractionnés sur estime de la population et de l'aisance de chaque Etat.

14. Même consentement et aux mêmes conditions d'un grand chemin en Italie *par le Simplon* et du Mont-Blanc par Saint-Gingolph dans ce grand chemin.

15. Invitation à faire payer les pensions et gratifications du régiment de Courten licencié, ou du moins à verser un acompte *en mes mains* pour lui éviter des frais.

16. Invitation à fournir le sel comme par le passé et aux mêmes conditions pour les dizains inférieurs jusqu'à Sierre.

17. Les bons offices du D. E. de la R. F. près le Directoire cisalpin pour la fourniture que doit ce gouvernement aux dizains supérieurs de celui de Sierre, *de sel* que le roi de Sardaigne faisait comme souverain de la province de Domodossola maintenant faisant partie de la République cisalpine (il y a disette générale de sel qui nuit à l'aménagement des bestiaux). (Nota [*en marge*]. Le Valais avait un traité avec le c. Corgioli, de la province de Domodossola ; il dit que la suspension de l'arrivée des sels en Valais est causée par le Pô.)

Cette conférence a été très douce, et je vous puis assurer, c. ministre, que j'ai trouvé une confiance absolue et les meilleures dispositions. Je vous prie de faire sentir au Directoire combien il importe à notre honneur et au plein succès que les articles 15 et 16 soient promptement accordés et que le 17^e soit mis en négociation sur-le-champ avec les plénipotentiaires cisalpins actuellement près de vous [Annexe I].

Le comité général du Bas-Valais présenta à la haute députation sa déclaration d'indépendance et sur-le-champ celle-ci lui remit la renonciation formelle des Sept-Dizains à toute souveraineté. Ces pièces sont numérotées 4.

Je donnai hier un grand banquet à la députation de l'Etat et aux communes du Bas-Valais. Voici les toasts qui y furent portés :

1. Aux Républiques française et valaisanne.
2. Au D. E. et à la haute session de Sion.
3. A Guillaume Tell et à sa famille retrouvée.
4. Que l'Europe offre l'image du Valais qui n'a plus ni Haut ni Bas.
5. Aux généraux de Nuccé, Rivaz et aux Valaisans qui cueillent de nos lauriers en place des réquisitionnaires fugitifs.
6. A l'honorable députation de la République valaisanne et au comité énergique du Bas-Valais.
7. A la liberté et à l'égalité, à la sûreté et à la propriété.

Il y eut beaucoup de toasts particuliers, beaucoup de joie, une expression sentimentale qui a dans ce pays sur le visage de l'homme une précieuse originalité. Ce jour a été un des plus délicieux de ma vie ; j'ai reçu plus de mille embrassades que je crois bien franches, et tous sont heureux.

La députation se retira à cinq heures voulant partir pour Sion ; je fus lui faire mes adieux ; elle me renouvela ses remerciements au nom de l'Etat. Le soir fut consacré aux danses.

Le comité central de Saint-Maurice travaille actuellement à ses demandes. C'est pendant ce temps que je vais aller à Lausanne passer quelques jours.

Je quitte le Valais pour passer au Pays de Vaud.

Le 15 de ce mois [3 février] je fus instruit que l'ex-gouverneur d'Aigle Tscharnier à la tête d'Allemands et des montagnards d'Ormonts et du Gessenay descendait vers Aigle et Bex où il avait des intelligences ; que déjà l'on parlait de se rendre, non le peuple mais les suppôts de l'oligarchie. Je me donnai garde d'en parler à Saint-Maurice, mais sur-le-champ j'envoyai un exprès à Vevey pour demander des milices et au général Ménard pour qu'il fit filer des troupes. En même temps, j'écrivis au comité de Bex la pièce numérotée 5 [Annexe II].

En effet, les personnes douteuses, armées, furent mises au centre, précédées et suivies de patriotes bien déterminés à les fusiller si elles criaient de se rendre ou à la trahison. Cela fit un très prompt effet : les femmes, les enfants s'armèrent. Aigle où ma lettre fut envoyée par le comité de Bex n'osa bouger. Tscharnier et Fischer ne se voyant pas soutenus par une prise d'armes en leur faveur qu'on leur avait fait espérer, écrivirent la lettre suivante numérotée 6 [Annexe III].

Deux pièces de canon avaient déjà été prises par les braves habitants de Bex accompagnés de la guerrière Isoz, veuve de cinquante ans ; trois autres dont il ne faut pas oublier les noms Formaz, Scheling et Jacques Dürr avaient été de leur chef dans le camp ennemi sommer le traître Tscharnier de se retirer et de rendre quelques prisonniers qu'il avait faits ; les enfants armés de sabres et de fusils gardaient les défilés, et le courage des trois libérateurs de la Suisse était l'âme de leurs descendants. Ci une 7^e pièce [Annexe IV].

Le 16, j'adressai au comité de Bex la pièce 8 [Annexe V]. J'avais reçu une lettre du général Ménard en réponse à la mienne par laquelle il m'annonçait donner ordre à un chef de brigade de se rendre de suite à Aigle avec mille chasseurs et carabiniers et aux corps de troupes vaudoises poussant des reconnaissances jusqu'à Ollon et Bex, il ajoutait :

« S'il trouve des paysans armés, il en saisira les chefs et en fera un exemple ; si, au contraire, il rencontre des Bernois, il les battra et poursuivra à outrance, car j'ai à leur égard rempli jusqu'à présent les ordres du Directoire. »

Aujourd'hui j'ai appris qu'un détachement de quatre-vingts Français était arrivé à Bex. Je m'y suis porté ; le commandant s'est fait délivrer les deux pièces de canon prises et j'ai assuré ceux qui les ont prises et qui pleuraient de se les voir enlever qu'au rétablissement de la tranquillité, la commune de Bex les recevrait de l'assemblée lémanique comme un monument de son énergie. Le détachement s'est bien conduit ; les officiers ont été ainsi que les soldats traités à bouches pleines et l'on a vu cet échantillon des vainqueurs de l'Europe avec admiration.

A l'instant (il est une heure du matin), je reçois la pièce numérotée 9 du comité de Bex [Annexe VI]. Les Bernois seront battus.

[P.-S.] Cette dépêche va par le Mont-Blanc aux soins du général Pouget.

(E, fol. 201-204, orig. — N° 20. Reçu le 26 pluviôse [14 février]. Répondu le 29 pluviôse [17 février].)

Annexe I

a. Saint-Maurice, 4 février 1798. Demande en ratification de l'indépendance.

b. Sion, 1^{er} février 1798. Déclaration donnée par une commission souveraine du Haut-Valais.

(Publ. dans *Doc. I*, pp. 9-10, annexes I et II.)

Annexe II. [Saint-Maurice, 4 février 1798]. Lettre de Mangourit aux citoyens composant le comité de Bex.

J'apprends dans l'instant qu'une trahison ourdie par l'aristocratie menace votre pays. Je sais également que des hommes attachés à ce parti refusent de marcher, que d'autres sèment parmi de braves gens la crainte et l'effroi.

Dans cet état qui n'est rien pour des hommes qui en déclarant leur indépendance ont juré de mourir pour la défendre, il faut que tout ce qui est en état de porter les armes se réunisse pour la cause commune. Je suis persuadé qu'il n'y a plus de privilégiés quand il est question de cette cause ; vous vous formerez ; au centre, vous placerez ceux qui seraient dans le cas de vous donner des soupçons. Les patriotes seront en avant, en arrière ; les premiers pour montrer l'exemple, les seconds pour le suivre, et ceux de derrière pour surveiller les traîtres qui pourraient se trouver, et les fuyards, s'il en existait, et en faire justice sur le champ de bataille.

N'engagez point d'attaque ; mais soyez bien préparés à la repousser par une glorieuse défense. Soyez modérés et justes, mais grands, mais terribles. Vous ne serez pas longtemps engagés ; des troupes invincibles viendront à votre secours ; je ne puis vous dire l'heure ; votre sûreté y est attachée : je savais le coup, il est manqué. Point d'obstacle à ce que ma lettre soit publique : il est bon que l'aristocratie sache qu'elle est découverte.

Je prie le c. Rippert de me faire donner copie de ma lettre, le temps pressant.

S'il arrive quelque chose, il peut envoyer cette nuit. Sinon à demain matin.

Pour copie.

Le comité, c. résident, s'empresse à la réquisition du c. Rippert de vous envoyer une copie de la lettre que vous nous avez adressée ce matin, à deux heures, 4^e février 1798 v.s. Il vous remercie aussi de l'intérêt toujours vigilant que vous prenez à la sûreté du pays et à nous en particulier. Nous avons fait circuler votre lettre et nous vous prions instamment, c. résident, de continuer à nous aider de vos bons conseils. Recevez les remerciements sincères de tout le comité.

(E, fol. 210. — N° 5. — Lettre de Mangourit, copie ; attestation, orig. — Signé D. Jacob Dürr, membre du comité. Vaudroz, secrétaire.)

Annexe III. Le Sépey, 4 février 1798. Lettre de Tscharner au comité d'Aigle.

Ayant assemblé les deux communes d'Ormonts et après différentes opérations nécessaires, nous sommes convenus de retirer toutes les troupes et postes jusque sur Ormonts, évacuant même le territoire de Leysin et tout ce qui ne fait pas partie du mandement d'Ormonts ; les Allemands partent et toutes les gardes seront réduites en gardes de police. Je vous prie d'être persuadés que ce n'est sûrement que mon devoir qui m'a porté dans ce pays auquel j'avais fait mes adieux avec un cœur bien navré !

Je vous prie de nous regarder comme amis, ainsi que nous vous regardons, et traiterez de même, c'est encore une malheureuse catastrophe épargnée qui m'a coûté bien des peines. Mais je ne les crains point quand il est question de mon devoir. Je désirerais beaucoup avoir près de moi un de vos membres auquel je pourrais mieux ouvrir mon cœur de bouche que par la mauvaise plume que je tiens.

[P.-S.] Pour copie conforme à l'original adressé au comité d'Aigle. Aviolat, membre du comité.

(E, fol. 211, copie de la main d'Aviolat. — N° 6.)

Annexe IV. Bex, 4 février 1798. Lettre des membres du comité de sûreté générale de Bex aux membres composant le comité de sûreté générale de Saint-Maurice.

C'est avec la plus sincère satisfaction que nous apprenons que votre ancien gouvernement a reconnu votre liberté et votre indépendance. Nous désirons pour son propre bonheur qu'il se réunisse à vous. Vous leur avez montré le chemin de la gloire ; flattons-nous, citoyens, qu'ils suivront un aussi bel exemple.

Nous vous avons toujours regardés comme des frères, et il faut espérer que le temps rétrécira les liens d'amitié et de proximité qui nous unissent. Le comité vous remercie des offres que vous lui avez faites. Il n'a jamais douté des sentiments qui vous animent, il a toujours compté sur vous comme sur des frères et des amis déjà unis par tant de rapports.

Il arrive dans ce moment le détachement que nous avons envoyé à Aigle hier au soir ; il a emmené deux pièces de canon avec leurs caissons. Pour le moment il ne paraît point que les satellites des oligarques veuillent avancer. Du reste, nous sommes toujours prêts à les recevoir comme il convient à des républicains qui ont juré de mourir pour défendre leur indépendance ; nous nous prévaudrons, citoyens, de vos offres, si la nécessité l'exige.

Nous devons aussi dire que les troupes du Pays de Vaud sont arrivées à Aigle, qu'elles gardent le château de notre ci-devant gouverneur qui se conduit d'une manière infâme dans cette circonstance.

P.-S. Nous avons des nouvelles certaines qu'il doit arriver demain et après-demain 4000 Français en attendant des forces plus considérables pour chasser nos ennemis de notre pays et le mettre dans un état de défense im-

sante. Ils sont déjà en marche et bientôt nous aurons le bonheur de fraterniser avec eux.

(E, fol. 212, copie de la main d'Aviolat. — N° 7. — Signé : Fayod, président ; David Jacob Dürr, membre du comité.)

Annexe V. [Saint-Maurice, 16 pluviôse an VI (4 février 1798)]. Lettre de Mangourit au comité de Bex.

Tscharner et Weiss, voilà ces prétendus patriotes. Tscharner fut étonné de votre courage, et le remords ne le quittera plus. Puisse le peuple éclairé par cet exemple n'être plus la dupe d'une popularité affectée ! Celui que vous appelez le *paysan* pour l'honorer, celui-là venait hier pour égorger vous, vos femmes et vos enfants.

Je vous remercie, braves habitants de Bex, de la valeur, de la fermeté que tous et chacun de vous ont déployée malgré les bataillons de frères égares que l'oligarchie faisait marcher sur vous ; vous venez de prouver que vous êtes dignes de la sublime entreprise de votre régénération.

Vous n'avez plus à craindre : l'ours remonte sur ses glaciers, les soldats de la liberté viennent pour vous défendre : il me tarde bien de vous embrasser fraternellement.

[P.-S.] Il se fait des mouvements militaires dont le secret doit assurer le succès.

(E, fol. 213, copie. — N° 8.)

Annexe VI. Bex, 5 février 1798. Lettre de Jean-Fr. Fayod, président du comité de Bex, à Mangourit.

Nous venons d'apprendre dans ce moment que les Ormonts soutenus par quelques troupes allemandes ont refusé de se rendre à la sommation qui leur a été faite par le commandant des troupes de la Grande Nation, nos libérateurs, et comme l'on nous demande du secours, nous nous empressons de nous exécuter. Il en partira demain matin, à quatre heures du matin, un piquet de 150 hommes, de quoi nous nous empressons de vous donner avis et de suite marcher contre ces peuples rebelles pour les faire rendre.

P.-S. Notre piquet qui avait suivi l'armée jusqu'à Payerne vient d'arriver, et ces braves gens électrisés par l'amour de la liberté et l'exemple de leurs frères d'armes ont demandé de repartir demain matin pour l'expédition projetée.

(E, fol. 214, orig. — N° 9.)

32. Saint-Maurice, 17 pluviôse an VI (5 février 1798). 24^e dépêche de Mangourit.

Il paraît, c. ministre, que vous n'avez reçu que cinq lettres de moi, et j'ai eu l'honneur de vous en adresser jusqu'à ce jour dix-neuf, non comprises celles sans numéro.

J'attends, c. ministre, le mode concernant le paiement de mon offre de mille cinq cents livres avec impatience ; les dépenses que je fais ici obligatoirement sont hors ma puissance, si vous n'ordonnez que le quartier de germinal prochain ne me soit parvenu au 1^{er} de ce trimestre. Je vous prie de prendre un parti à cet égard, n'ayant nul moyen d'emprunter et ne devant pas le faire.

J'ai rendu le c. Rippert heureux de votre décision ; il m'a été fort utile dans les quatre mandements.

J'ai été aussi choqué que vous des premières expressions des habitants de Vevey ; mais un reste d'esclavage, une certaine politique semblable à peu près à notre position en 1788 et 1789 les excusent. Au surplus, le fourreau de l'épée est dans nos mains.

P.-S. Je suis loin de m'attendre à des réponses exactes ; je désirerais seulement un mot sur les choses capitales. Par exemple, j'ai pris sur moi qu'on ne jetât pas de leurs lits des prêtres sexagénaires ou moribonds, et qu'on ne fît pas partir inhumainement la c. Chabillant à l'instant où elle venait de perdre subitement un enfant qu'elle nourrissait, ce qui lui a causé une fièvre de lait très violente ; son mari est resté à côté d'elle. La Diète d'Aarau a eu ses raisons pour prononcer inhumainement ; la R. F. en a de bien meilleures à se montrer humaine.

(E, fol. 215, orig. — N° 19. Réponse à la dépêche du 8 pluviôse présent mois [27 janvier]. Reçu 26 pluviôse [14 février]. Répondu 29 pluviôse [17 février].)

33. [Lausanne], 20 pluviôse an VI (8 février 1798). 25^e dépêche de Mangourit.

L'indépendance du Bas-Valais prononcée par ses habitants et reconnue par ses oppresseurs, j'ai occupé le comité central de Saint-Maurice d'un projet de constitution, et pendant le temps qu'il emploierait à former ce plan d'après les souvenirs et les monuments de l'oppression, j'ai pensé qu'il était nécessaire d'aller à Lausanne pour placer sous mon microscope son assemblée provisoire et, chemin faisant, de sonder l'esprit public des Vaudois, ainsi que de surveiller la conduite des divers détachements qui sont postés sur cette route.

A Bex, à Villeneuve, à Montheureux qu'on appelle Montreux, à Vevey, l'esprit général est bon. A Aigle qui est entre Bex et Villeneuve, il est froid, ce qui n'est pas étonnant, ce petit pays ayant conservé les caduques organes du gouvernement dans son comité. J'y suis entré et j'ai dit à ses membres qu'ils abusaient de la bonne volonté des secrétaires Aviolat qui avaient passé déjà beaucoup de nuits et de journées à ce service difficile, et qu'il était juste et honnête de nommer d'autres personnes pour partager le fardeau. J'ai été parfaitement entendu.

Le comité de Vevey dépense beaucoup trop d'hommes, de pensées et de temps. Il y a des patriotes énergiques, sûrs et instruits, tels que les c. Delong,

Oboussier, les Collomb frères, Gex et un médecin dont je ne me rappelle pas le nom. Mais les nouveaux circoncis y font le mal que de prétendus patriotes français nous ont fait et les personnes ci-après sont de ce genre :

De Mellet, banneret et châtelain, chef du conseil de la ville et du comité militaire ;

Châtelain, son gendre, ex-officier du régiment suisse d'Ernst, conseiller du conseil et membre du comité militaire ;

Perret, *ex-officier de Châteaufvieux, lieutenant-colonel du régiment d'Aigle*, membre du comité militaire de Vevey. (Ce dernier, au commencement de l'insurrection, disait au brave c. Perdonnet : « Vous et les vôtres répondez de tout sur vos têtes ».)

J'ai reconnu hier ce *Perret* à l'empressement qu'il avait de m'entourer au comité et de me parler en républicain.

Au surplus, un patriote vaudois est égoïste et négociant, comme un patriote valaisan est borné et papiste au premier degré.

J'ai eu bien du plaisir à faire la connaissance du général divisionnaire Brune ; je connaissais d'avance son pur républicanisme ; j'ai connu aujourd'hui ses talents militaires qui sont loin d'exclure les autres. Il a la finesse de tact nécessaire au pays ; il a ravivé la confiance, effacé les inquiétudes et ramené au point d'où il fallait partir avec avantage.

Si la nouvelle constitution helvétique n'est pas hâtée, si tout est préparé pour la faire admettre sinon par la Suisse entière, du moins par la majorité de son agrégation, bien ! Je vais faire tous mes efforts pour y amener le Valais, et si je ne réussis pas pour le Haut, du moins aurons-nous le Bas. Vous connaissez mon zèle, mais je veux être sûr pour m'engager.

L'assemblée provisoire n'a encore rien fait. Elle se noie elle-même dans les détails, et les partisans de l'oligarchie qui y sont nombreux y contribuent beaucoup. Au surplus, le général Brune entrera dans la matière qu'il connaît par un plus long séjour. Je vais rester ici quelques jours et ramasser mes entours pour les remettre sous la main de ce général fait pour justifier la confiance entière du Directoire.

P.-S. J'ai rencontré le courrier chargé de m'apporter le projet de constitution helvétique à Villeneuve lorsque j'allais à Lausanne. Je lui ai donné un reçu, et il a repris sa route vers les Grisons par Neuchâtel et Soleure, le passage de la montagne de la Fourche par le Haut-Valais étant actuellement impraticable.

(E, fol. 224-225, orig. — N° 21. Reçu 29 pluviôse [17 février].)

34. Lausanne, 21 pluviôse an VI (9 février 1798). 26^e dépêche de Mangourit.

Oublié par erreur de vous faire passer la note ci-incluse à M. le grand bailli de Valais [*Annexe*].

Mon objet a été de lui faire entendre qu'un cas de réquisition de Berne pour le passage de ses troupes par le Bas-Valais, le Bas-Valais et le D. E. ne le trouveraient pas bon.

(E, fol. 222, orig. — Bulletin de Valais n° 22.)

Annexe. Saint-Maurice, 18 pluviôse an VI (6 février 1798). Lettre de Mangourit au grand bailli Sigristen.

Mangourit a l'honneur d'assurer le grand bailli qu'il est dévoué à tout ce qui peut lui complaire et qu'en conséquence il a pensé que ce qu'il a mis au bas de sa lettre concernant son voiturier et l'objet de sa commission aura un caractère plus éminent du respect que Mangourit porte à ce magistrat suprême qu'un simple passeport.

Mangourit ne répond pas du territoire de Berne, mais entièrement de celui du Pays de Vaud et communes qui viennent de se confédérer de l'Etat de Berne et du canton de Fribourg.

Oserais-je prier M. le grand bailli d'être, auprès de la haute session et de tous et chacun des membres de l'honorable députation, l'interprète de la vénération, du dévouement et de la confiance du résident ?

Mangourit a l'honneur d'observer à M. le grand bailli que, dans le cas où les Bernois demanderaient à la louable république du Valais un emprunt de territoire pour passer au Pays de Vaud (ce que cependant il ne croit pas probable), le D. E. de la R. F. n'aurait point à se plaindre d'un consentement que la haute session n'accorderait certainement pas, d'après les principes qu'elle vient de manifester en rendant solennellement au Bas-Valais son indépendance.

Mangourit a aussi l'honneur d'observer à M. le grand bailli que le c. français Lacoste lui a témoigné quelques craintes pour lui et sa famille habitant actuellement à Sion, mais qu'il l'a détrompé de ces craintes non fondées sur le respect dû par les peuples respectifs aux citoyens des deux gouvernements et sur l'imprudence qu'il y aurait à affliger les républiques amies par une insulte faite à un membre de l'une ou de l'autre.

N. B. J'ai écrit hier soir au c. ministre des R. E. concernant les sels du Valais en deçà de Sion et je l'engage à traiter promptement pour deux années [?] avec les trois ministres plénipotentiaires de la République cisalpine qui viennent d'arriver à Paris pour un traité d'alliance et de commerce.

(E, fol. 221, minute.)

35. Lausanne, 21 pluviôse an VI (9 février 1798). 27^e dépêche de Mangourit.

J'ai vu plusieurs membres influents de l'assemblée provisoire. Je ne leur ai pas caché qu'ils perdraient un temps précieux dont leurs ennemis profitaient. Je leur ai fait sentir la nécessité de livrer bataille à l'oligarchie... Elle vient d'être gagnée par les pièces jointes.

Voilà la constitution acceptée par l'assemblée provisoire du peuple vaudois. Cette acceptation a été suivie d'un mouvement fraternel qui a électrisé toutes les âmes. Cette assemblée m'a député et je vous envoie copie de son arrêté et de ma réponse [*Annexes I et II*].

Elle va s'occuper de la formation des assemblées primaires ; les députés du Fribourgeois vont à Fribourg demain sommer ce gouvernement de se rendre au vœu de la constitution : elle prendra la garantie du D. E., de la signature du général Brune, attendu que je n'ai pas les pouvoirs qu'ils m'ont demandés. Elle le trouvera en route, étant parti ce matin pour visiter la ligne de Lausanne à Payerne.

J'attendrai son retour fixé à deux jours pour repartir le troisième pour Saint-Maurice où ma présence, momentanée du moins, est nécessaire pour y faire accepter la constitution dans le Bas-Valais et tâcher de l'obtenir du *Haut*. Cette tentative ne me paraît pas assurée, mais j'y emploierai tous mes soins.

Le général Brune n'a pas de relations exactes sur l'état de Berne ; ce n'est pas la faute de l'homme arrivant sur le terrain : il n'était hier pas plus instruit de notre position du côté de Bienne. J'ai engagé l'assemblée provisoire à envoyer des espions dans le Bernois.

Déjà les subsistances du Vaudois sont presque dévorées. On craint que les farines manquent. Je crois que le général Pouget, commandant dans les départements de l'Ain et du Mont-Blanc, arrivera demain ici pour conférer avec le général en chef et moi de plusieurs objets. Le plus pressant sera de savoir si celui de l'Ain et ses voisins peuvent verser des grains et autres subsistances dans ce pays. On désirerait plus d'activité de l'armée sur Berne ; mais peut-on leur dire que son immobilité est causée par l'ignorance de notre position du côté de Bienne ?

Hier, il y eut un beau bal, mais si resserré que j'en sortis à dix heures. L'égalité était posée au haut de la salle.

Le plan de constitution dont on fait honneur aux c. *La Harpe*, *Ochs* et *Perdonnet* fils, rallie tous les esprits ; ce corps de peuple flatte toutes les idées, toutes les espérances ; on a la plus vive reconnaissance pour le Directoire. Il y a quelques objections plus ou moins raisonnables, mais on a parfaitement senti que le gouvernement français en désirant l'*acceptation* délivrait ce pays des dangers inévitables d'une *assemblée constituante* et il n'y a pas eu une voix pour la *discussion*.

Je donne au général Brune un tableau des députés provisoires dont le caractère m'est connu, avec des observations qui le mettront à même de ne pas être trompé [*Annexe III*].

J'ai l'honneur, c. ministre, de vous observer qu'au cas que vous jugeriez à propos de me donner une extension de pouvoirs sur ce pays, il serait indispensable que vous me missiez à même de frayer aux dépenses que causerait le séjour du représentant du Directoire auprès d'un peuple suisse et avec une assemblée qu'il faut traiter ici plus que partout en dînant, pour faire et faire promptement.

(E, fol. 229, orig. — Bulletin n° 21. Bonne nouvelle. Reçu 1^{er} ventôse [19 février]. Répondu le 14 ventôse [4 mars].)

Annexe I. Lausanne, 9 février 1798. Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée provisoire des représentants du Pays de Vaud : députation à Mangourit.

Décrété sur la motion du c. Deloës qu'incontinent il sera envoyé une députation, composée dudit c. Deloës et des c. Perdonnet et Ausset, au c. Mangourit, résident de France en Valais, dont l'attachement au peuple vaudois et les efforts pour le succès de notre liberté sont bien connus pour lui faire part du même événement (adoption française « du projet de constitution travaillé à Paris »).

(AVD, H 1, minute ; E, fol. 228, copie avec des variantes.)

Annexe II. Lausanne, 21 pluviôse an VI (9 février 1798), jour glorieux de l'acceptation de la République helvétique. Lettre de Mangourit à l'Assemblée provisoire des députés de la Nation vaudoise.

La députation que vous avez nommée pour me faire connaître l'adoption formelle du projet de constitution m'a fait part du mouvement d'allégresse qui a transporté vos cœurs ; aussitôt cette solennelle acceptation, des larmes ont coulé et ce sont les larmes de la fraternité ! Quel jour ! Quel souvenir agréable pour votre vie, éternel pour votre postérité !

Vous me remerciez, citoyens, de la grande jouissance que vous m'avez procurée... N'ai-je pas suivi le mouvement de mon cœur ? Ne suis-je pas trop payé par la certitude que j'ai de voir l'Helvétie former une grande nation, et ses braves et vertueux habitants réunir leurs vertus antiques dans un indivisible faisceau ?

Les noms des électeurs de 1789 ne sont point oubliés en France ; les vôtres ne périront jamais. Le grand siècle fut marqué dans ma patrie par de grands hommes ; le Pays de Vaud est appelé à rendre ce siècle impérissable comme les principes que sa puissance irrésistible a consacrés.

(E, fol. 227, copie. — Publ. dans *L'Ami des lois*, n° 928, du 11 ventôse an VI - 1^{er} mars 1798, p. 2, et dans Strickler, p. 387, n° 1241 b, etc.)

Annexe III. Lausanne, 22 pluviôse an VI (10 février 1798). Lettre de Mangourit au c. général divisionnaire Brune, commandant l'armée occupant la ligne de Suisse. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke* I, pp. 313-316.

36. Lausanne, 23 pluviôse an VI (11 février 1798). 28^e dépêche de Mangourit.

Après m'être concerté avec le général Brune, je repars demain et je serai le soir à Saint-Maurice. Nous sommes convenus que j'allais connaître la force bernoise dans l'Oberland, pays au-dessus des quatre mandements, et l'instruire de l'organisation militaire faite par le comité du Bas-Valais.

Le général Brune a été ce jour à l'Assemblée provisoire ; il y a prononcé un discours qui a été couvert d'applaudissements. Je suis persuadé que ce discours a acquis et acquerra à la cause helvétique et à la reconnaissance envers la France un grand nombre de partisans.

Le général Brune est une nouvelle preuve de la sagacité du Directoire dans ses choix.

Je vous remets un projet d'organisation *au plus près* de la constitution helvétique [*Annexe*] ; les c. Perdonnet et Glayre, président de l'Assemblée provisoire, en ont un exemplaire. J'ai fait pour le mieux et dans le système de rendre le passage du provisoire à la stabilité presque insensible.

Je vais reprendre en Valais ma négociation qui, j'espère, ne sera pas longue.

[P.-S.] Par le retour d'un courrier extraordinaire.

P.-S. [II] Si le Haut-Valais refuse, je vais faire la réunion des quatre mandements au Bas-Valais. Ces quatre mandements ont été oubliés dans le plan helvétique et n'ont jamais formé portion du Pays de Vaud.

(E, fol. 231, orig. — Bulletin n° 22. Répondu le 23 germinal [12 avril].)

Annexe. Des moyens de mettre sur-le-champ en activité la constitution helvétique en lui donnant l'exécution, eu égard aux circonstances et à la nécessité d'organiser sans délai un seul corps du peuple.

Titre IV, articles 28, 29, 30, 31. — Les articles 28, 29, 30, 31 du titre IV ne peuvent être littéralement exécutés pour le moment : le recensement de la population ne peut être entrepris sans inconvénient ; pour cette fois on se contentera de convoquer par paroisses : voteront les citoyens ayant vingt ans accomplis, et par cent votants il y aura un *élu* ou *électeur*.

Article 32. — En conséquence de l'article 32, chaque paroisse convoquée par un membre de l'Assemblée provisoire représentant le *préfet*, le même jour acceptera ou rejettera la *constitution*. Elle nommera pour cette fois les membres de l'assemblée électorale de son canton, composée dans la proportion de l'article 29 d'un élu sur cent votants.

Article 34. — Le député de l'assemblée *représentant le préfet*, assisté de deux membres du comité paroissial, *représentant les présidents des autorités constituées*, déclarera que les *élus* forment le corps électoral de cette année et prononcera un discours sur les fonctions de ce corps.

Titre XII, articles 7 et 5. — Le corps électoral se rendra incessamment à Lausanne et cassera le gouvernement antérieur.

Le corps électoral fera deux sections ; l'une représentera le canton de Fribourg ; l'autre, le canton du Léman.

Titre IV, article 35. — Chaque corps électoral élira pour son canton :
1° les députés au Corps législatif, quatre pour le Sénat, huit pour le Grand Conseil ;

2° les membres de la Chambre administrative	}	titre XII, art. 5 et titre VII, art. 86
3° ceux du Tribunal du canton		
4° ceux des justices inférieures		
5° le juge du Tribunal suprême		
6° les suppléants des membres de l'administration et des tribunaux.		

Titre V, articles 38 et 42. — Il résultera pour les cantons du Léman et de Fribourg : huit sénateurs, seize grands conseillers, etc. Le corps électoral observera que pour le Sénat, il faut *être marié* ou *l'avoir été*, avec *trente ans faits* ; pour le Grand Conseil il faut *jouir des droits de citoyen* et *avoir atteint vingt-cinq ans accomplis*.

Par ce moyen, on a un principe de représentation helvétique qui se joindra ou sera jointe par les annexés d'un canton ou par des cantons tout formés.

L'Assemblée provisoire de Lausanne continuera ses fonctions jusqu'à la réunion de sept cantons calculés ainsi : un canton de Fribourg, un canton de l'Argovie, un canton de Soleure, un canton de Berne, un canton de Bâle, un canton du Léman, un canton du Valais ou Alpes pennines.

Titre XII, article 7. — L'Assemblée décidera du lieu des séances du Corps législatif ; elle me semble devoir être à Lausanne jusqu'à ce que Lucerne puisse devenir le lieu de réunion des vingt et un ou vingt-deux cantons.

Jusqu'à ce que le nombre des cantons réunis soit de douze, il sera supersédé à la nomination du D. E.

Mais comme la séparation de l'exécutif et du législatif est essentielle, les membres du Corps législatif de sept cantons nommeront cinq ministres provisoires (Titre VI, articles 71 et 84), qui réuniront les pouvoirs des directeurs et des ministres jusqu'à ce que l'union helvétique soit formée de douze cantons, alors les pouvoirs de ce *Conseil exécutif* cesseront, dès que le D. E. aura été nommé (article 73).

Le mode prescrit pour la nomination du D. E. sera observé pour celle du D. E. [*sic*].

Titre XII, article 9. — Le Conseil exécutif provisoire nommera aux places désignées dépendre du D. E. sans réserve de confirmation de celui-ci quand il sera établi.

Titre VII, article 86. — La réunion du Tribunal suprême n'aura également lieu que lors de la réunion du Corps législatif de sept cantons.

(E, fol. 232-233, copie ; AVD, H 475, copie de la main de Mangourit, comme la première.)

37. Saint-Maurice, 25 pluviôse an VI (13 février 1798). 29^e dépêche de Mangourit.

Etablissement à Lausanne d'un comité secret.

A Lausanne, j'ai fait instituer un comité secret :

1° pour la correspondance avec le général en chef et les agents diplomatiques de la France ;

2° pour qu'un comité composé de personnes sages retienne dans son sein ce qui acquerrait dans une assemblée composée de tous les éléments une dangereuse publicité ;

3° pour que les patriotes bernois et autres puissent aviser un comité de confiance de ce qui se passe dans les cantons comprimés.

Ont été nommés pour ce comité intitulé *diplomatique* : le Dr Muret, président actuel de l'Assemblée ; le c. Glayre, vice-président ; le c. de Saugy ; l'ex-juge Secrétan.

Les trois premiers passent pour patriotes incontestables ; l'opinion n'est pas si univoque à l'égard du dernier que cependant ses collègues estiment.

Physionomie de l'Assemblée provisoire et forme que présentent les opinions dans le Pays de Vaud.

L'assemblée est composée de personnes, les unes nommées par le peuple de leurs communes, les autres qui n'ont son assentiment que par usurpation ou par l'effet du silence. Il faut se contenter de ces éléments hétérogènes que la présence des forces françaises assimile ou neutralise. L'esprit bernois est fort, mais impuissant. On est déjà lassé de la révolution à cause de ses aises et de la bourse. L'armée pèse et l'on voudrait qu'elle se portât au-delà, non par haine pour Berne, mais parce qu'il faut la nourrir. On gémit souvent et avec quelque adresse des subsistances qui s'épuisent, et de ce gémissement au modérantisme, au refroidissement, à l'égoïsme, à l'incivisme, la distance est rapide. Le général Brune le sent à merveille et agit parfaitement en conséquence.

Les comités de la ligne depuis Lausanne à Bex ont leur caractère particulier. Ce sont à Vevey et à Aigle surtout les ex-agents de Berne qui ont les fonctions déterminatives comme celles de président et de secrétaire ; ces hommes y ont même conservé les formes despotiques du vote par le recueillage des voix sans publicité. C'est le président dont la conscience règle le résumé des opinions.

A Vevey, les patriotes les plus chauds ont beaucoup perdu de leur première énergie. Une suspension des paiements d'un banquier nommé Francillon y fait dire : « *Voilà les révolutions !* »

A Vevey, le président est *de Mellet*, ex-banneret et châtelain, en cette qualité chef du conseil de la ville et du militaire. Un autre conseiller de ces deux administrations, c'est le c. *Châtelain*, gendre du précédent et ex-officier du régiment d'Ernst. Au comité militaire, on y voit *Perret*, ex-officier du régiment de Châteaueux et lieutenant-colonel du ci-devant régiment d'Aigle dont Tschärner était colonel.

A Montheureux ou Montreux, le comité et les habitants de cette vaste et riche bannière, le patriotisme le plus pur : il n'y a pas un individu qui ne soit propriétaire, et il y a beaucoup de paysans ayant cent mille écus qui ont refusé des gendres dans la barrette de Berne et qui les ont pris parmi des paysans jeunes, pauvres et vertueux.

A Aigle, qui était le chef-lieu du gouvernement des quatre mandements et d'où Tschärner apostolisait l'hypocrisie bernoise, le comité n'est pas bon. En m'y présentant comme *passant*, la froideur et la réserve qu'y a causé

mon aspect m'ont suffisamment instruit du thermomètre, et bien sûr que les *Aviolat*, ci-devant secrétaires gouvernal et curial, aujourd'hui secrétaires du comité, n'avaient qu'un travestissement dangereux ; j'ai dit au comité qu'il me semblait juste de partager le fardeau que ces citoyens n'avaient cessé de porter depuis le principe ; j'ai été entendu.

A Bex, l'esprit est toujours excellent.

Au surplus, en allant et venant de Lausanne, je me suis informé de la discipline du soldat français ; on en est très satisfait, et je ne l'ai point laissé ignorer au général Brune. Je viens de lui faire passer les détails qu'il désirait sur la force armée que Berne entretient sur la frontière de l'Oberland et des quatre mandements ; le cordon est si bien gardé par Tschanner, les gorges sont si étroitement serrées, la saisie et l'envoi à Berne de quiconque est soupçonné de surveillance et de découvertes a si fort découragé qu'il est presque impossible d'avoir un état exact du corps d'armée et de l'artillerie postés à Sépey et dans les Ormonts. Cependant, quelques patriotes gravissent en ce moment des monts impraticables et j'espère demain donner au général Brune un avis détaillé. Aujourd'hui, je lui ai fait part de la force présumée des Allemands et des Ormosans. Les premiers sont calculés à deux mille et l'on sait que le manque de vin, d'eau-de-vie et de tabac refroidit beaucoup leur zèle. Les seconds forment en totalité mille hommes, et le service militaire, la gêne des communications, l'esprit fermentant de la liberté parmi un grand nombre doivent donner des inquiétudes à leurs chefs. Quant à l'artillerie, elle est présumée plus ou moins de vingt à trente pièces de canon.

Détails sur un agent de Louis le prétendant.

Pendant mon séjour à Lausanne, j'ai reçu avis de l'émigré *François* qu'un agent de Blankenbourg bien connu du général Kellermann et de mon prédécesseur, et qu'on ne fit pas arrêter pour en tirer des aveux utiles à notre tranquillité, logeait à Lausanne, à l'auberge des Couronnes. Son nom est *Valdenay*.

J'en causai avec le général Brune et nous convînmes de faire venir François. Je joins ici la lettre de ce dernier, cotée A [*Annexe I*].

Lettre du c. Helfflinger. — Du c. Desloges : du peu de fonds à faire sur ce dernier.

Quoique j'aie la certitude que mon prédécesseur ait écrit ce qu'il a vu à *Soleure*, je joins sa lettre cotée B [*Annexe II*] en cas que sa lettre soit perdue, avec deux copies de lettres qui concernent le c. *Desloges*, Valaisan. *Je vais dire la vérité* : il est vrai que ce citoyen a servi la République en donnant des avis au général Kellermann et au c. Helfflinger. Mais ce dernier m'a recommandé, s'il venait en Valais, d'être sur la défiance avec cet individu. Il est arrivé il y a huit jours à Saint-Maurice et dans la conversation très réservée que j'ai eue avec lui, il ne m'a point laissé ignorer qu'il portait le *Bas-Valais* à se donner à la France. Je lui ai parlé si ferme à cet égard que j'espère qu'il suspendra son apostolat.

Objet sérieux ([*En marge :*] Copier pour le Directoire à peu de choses près.)

Le comité central des communes du Bas-Valais fit une proclamation le 17 de ce mois [5 février] que vous trouverez sous la cote C [*Annexe III*]. Elle établit un gouvernement provisoire jusqu'à ce qu'une diète en ait fixé un permanent ; elle marque de l'éloignement pour faire corps avec la République helvétique, puisqu'elle insiste sur une réunion honorable et fondée sur des bases démocratiques, et ce qu'elle insinue relativement à cette réunion, je l'ai trouvé profondément écrit à mon retour dans tous les cœurs. On a voulu savoir de moi assez officiellement si le D. E. voulait absolument que le Valais perdît sa souveraineté ; on m'a objecté qu'il ne pouvait le vouloir, puisque dans le projet même de constitution helvétique, la réunion des Grisons était regardée comme hypothétique, puisque ce projet ne se servait que du mot *inviter* ; que cette expression devait appartenir au Valais libre comme les Liges grises, et qu'il suffisait sans doute à la France comme à eux-mêmes que le Valais eût une constitution similaire à celle de la France, de la Suisse et de la Cisalpine dont ils voulaient être les alliés inséparables. J'ai répondu en faisant valoir l'association à une grande république, mais en disant que, ressaisis de leur souveraineté, les Valaisans n'avaient point à craindre que le Directoire voulût la leur ravir, que c'était à eux à peser les avantages et les inconvénients de continuer à faire un peuple séparé, isolé, sujet par sa faiblesse aux convulsions et aux atteintes, mais que s'ils persistaient néanmoins à rester en République valaisanne, il fallait que la constitution de cette république fût appareillée d'après celle du plan du Corps helvétique indivisible et démocratisée représentativement, en serrant au plus près. Le peuple ne verrait pas d'un bon œil former un canton du Valais : 1^o haine de religion, haine de voisinage, haine nationale, voilà ce qui éloignera toujours le Valaisan du Vaudois et du Bernois ; cette aversion est semblable à celle du peuple anglais et du peuple français ; 2^o haine de religion fomentée par les curés, les chapitres, les moines et l'évêque de Sion, qui est si active qu'il y aurait bientôt une guerre *de sauvages* établie, tandis qu'en promettant aux Valaisans l'exercice entier du culte catholique, ils feront tout ce qu'on voudra d'eux ; 3^o la répugnance fondée sur l'impossibilité vraiment physique qu'ils entretiennent à Lucerne huit députés et un membre du Tribunal suprême, un préfet et les sous-préfets nécessaires, un tribunal de canton composé de treize juges, sept à huit tribunaux inférieurs composés de neuf juges, et une Chambre administrative. La plus haute fortune de Saint-Maurice possède cent louis de rente, malgré que tout y soit extrêmement cher. Jugez de là quels moyens pour appointer tant d'officiers vraiment inutiles et pour solder leur *quota* de l'armée helvétique sur pied.

Apercevant la répugnance de la presque totalité à se joindre au Corps helvétique, j'ai pensé qu'il serait peut-être dangereux d'employer trop de moyens pour la vaincre. Je les laisse travailler au plan de constitution valaisanne calquée sur le projet de la constitution helvétique et combinée sur leurs localités. N'ai-je pas bien fait de ne pas employer le « *Contrains-les d'entrer* », surtout avec la certitude d'une rupture sitôt l'éloignement des troupes françaises ? Ne vaut-il pas mieux que le D. E., en cas de mécontentement de l'une ou l'autre des Républiques helvétique et cisalpine, et du roi de Sardaigne,

ait à sa disposition, par le Valais entrant par la Savoie, le chemin de l'une ou de l'autre ? N'est-il pas plus aisé d'influer sur le Valais petite république que lorsqu'il ferait corps avec une grande qui d'ici à longtemps ne nous aimera point et qui ne nous aimera peut-être jamais ? C'est au D. E. et à vous, c. ministre, à combiner ces idées avec l'idée *mère* que l'on met en action. Il vous faudrait obtenir le passage du Simplon ; vous le demanderez au Valais et vous l'aurez ; il s'alliera avec la France et fera tout ce que l'on voudra.

On me dit (le c. Desloges dans lequel je n'ai qu'une demi-confiance) que Berne s'attend à une explosion du côté du Tyrol ; du moins, dit-il, les députés de la diète d'Aarau ont glissé cette espérance dans plusieurs oreilles. Il me parle encore d'un projet de nomination à vie du Corps législatif sous le nom de Sénat. Cette absurdité est complète.

P.-S. Ci-joint une dépêche du grand bailli et ma réponse cotées D [et] E [*Annexes* IV et V].

(E, fol. 234-235, orig. — Bulletin n° 23. Reçu 6 ventôse [24 février]. Répondu le 14 ventôse [4 mars].)

Annexe I. S.l., 25 pluviôse an VI (13 février 1798). Lettre de François [Grenaud] à Mangourit.

Je me suis présenté à mon arrivée chez le général [Brune] qui, d'après ce que vous avez eu la bonté de lui dire d'honnête sur mon compte, m'a parfaitement bien reçu. Il m'envoie demain du côté de Romainmôtier pour y prendre quelques renseignements sur l'état actuel de Berne. A mon arrivée, citoyen, si j'apprends quelque chose d'un peu marquant, j'aurai l'honneur de vous en faire part.

J'ai déjà donné au général quelques renseignements qui ont paru lui être agréables, et je ne négligerai rien, citoyen, pour bien servir ma patrie et me rendre digne de vos bontés.

J'envoie pour Charlotte des pilules d'ipécacuana et de la mousse de carte ; j'ai fait marquer tant sur la boîte que sur les paquets la dose et la manière d'en faire usage. Je vous souhaite qu'il s'en trouve bien et vous prie de l'embrasser bien tendrement pour moi.

L'on travaille les esprits dans les vallées d'Abondance, de Samoëns, Sallanches, pour les nouvelles élections, et ce sont les prêtres qui sont à la tête de ce travail.

Je vous donne cet avis pour certain.

Mes hommages respectueux à la citoyenne Mangourit.

P.-S. Je vous prie d'avoir la bonté de dire à la citoyenne Preux, en lui présentant mes devoirs, que je la prie de garder chez elle mon domestique pendant mon absence et de vouloir bien l'occuper.

(E, fol. 236, orig. — Signé : François. — Cotée A.)

Annexe II. Bâle, 21 pluviôse an VI (9 février 1798). Lettre de Helfflinger à Mangourit.

Je suis enfin arrivé ici, mon cher collègue, non sans embarras comme sur le reste de ma route. Je me suis trouvé à Soleure au milieu d'une fermentation populaire suscitée par le fanatisme politique et religieux dont le résultat a été horrible. Le peuple s'est jeté avec fureur sur les patriotes de Soleure et en a incarcéré vingt-quatre pour lui servir d'otages dans le cas où nos troupes entreraient sur le territoire de ce canton. J'ai été obligé de séjourner à Soleure. Vingt soldats ont couché à mon auberge pour faire respecter le caractère dont je suis revêtu et, le lendemain, je me suis fait escorter par un officier et huit dragons à cheval jusqu'aux frontières de Bâle où tout est régénéré. Les mêmes horreurs ont été commises à Aarau par des troupes bernoises.

Nous avons dîné hier chez notre collègue Mengaud qui nous a reçus avec beaucoup d'amitié ; je lui ai parlé de vous et il vous connaît sous les rapports les plus avantageux. Il est excédé de courriers, de détails et de monde. Nous avons assisté le soir à un concert et à un souper en ville. Je vais dîner à Huningue chez le général Dufour ; c'est un de nos braves et aimables héros.

J'ai trouvé ici une lettre de Bacher qui me donne des détails sur ma route et sur la manière dont il a été accueilli à Ratisbonne. Il m'envoie en même temps les deux lettres ci-jointes relatives au c. Desloges. Veuillez bien, mon cher collègue, mander au ministre de la Police générale que ce citoyen a rendu des services à la chose publique pendant son séjour près de moi, et que je l'ai recommandé sous ce rapport à notre gouvernement.

Mengaud a dû vous écrire et vous donner des nouvelles, ce qui me dispense d'entrer en détail. J'écris aujourd'hui au ministre pour lui rendre compte de mon voyage.

Nous faisons avancer des troupes pour soutenir les opprimés.

Ma pauvre femme est encore occupée à emballer et à fondre les effets de nos deux voitures dans une seule pour ne pas nous ruiner en chevaux ; il nous en a coûté près de deux mille deux cents livres pour nous faire charrier jusqu'ici. Nous vous embrassons tous bien cordialement et bien fraternellement. Veuillez bien nous rappeler au souvenir de nos amis et des vôtres. Adieu, je suis très pressé.

(E, fol. 230, orig. — Cotée B.)

Annexe III. Saint-Maurice, 5 février 1798. Proclamation de l'Assemblée générale des communes du Bas-Valais. — Publ. dans *Doc. I*, pp. 10-12 (annexe III).

Annexe IV. Sion, 6 février 1798. — Lettre du grand bailli Sigristen et du Conseil de la république du Valais à Mangourit.

Sur le rapport détaillé que la députation a fait à notre Conseil de la manière amicale et prévenante avec laquelle vous avez bien voulu l'accueillir,

nous avons l'honneur de vous exprimer par la présente les témoignages de toute notre reconnaissance, en nous félicitant du choix que le D. E. a fait d'un intermédiaire aussi digne de la confiance de son gouvernement qu'il est propre à faire le bonheur du peuple de la manière la plus avantageuse. Nous aimons à publier que l'heureux succès de la formation du nœud désormais indissoluble entre la grande république et la nôtre est son ouvrage.

Les membres de ce Conseil ont cru devoir se rendre dans leurs dizains respectifs pour informer et disposer nos peuples à l'effet de la sanction à donner à la négociation que nos députés ont commencée auprès de vous, c. résident, mais ils se retrouveront réunis dans cette ville le 15 courant, nantis des votes de toutes les communes et munis des pouvoirs suffisants, à ce qu'ils espèrent, à consommer l'œuvre importante du pacte de famille. Pour ne laisser dans l'intervalle aucune interruption dans les relations, les intérêts des VII Dizains ont été en attendant confiés aux magistrats de cette capitale sous la présidence de son bourgmestre [Pierre-Joseph de Riedmatten], avec lequel vous voudrez bien communiquer, si le cours des affaires l'exige avant la réunion de la diète.

S'il est dans votre pouvoir, c. résident, de rendre le peuple valaisan heureux à sa manière, nous vous prions de vouloir opérer cette régénération avec le moins d'innovations possibles ; l'attachement que nous connaissons au peuple pour la religion et son respect pour le prélat digne et chéri [Blatter] nous font prévoir le déplaisir dont les communes seront frappées par l'exclusion du chef de la religion des assemblées politiques dans lesquelles d'ailleurs sa personne est à désirer, ne fût-ce que pour surveiller les intérêts de la religion. Nous présentons de même le vœu général des VII Dizains, que la ville de Sion continue d'être le lieu des assemblées générales des X Dizains, tant à raison de l'habitude contractée depuis des siècles que celle de sa position vraiment centrale du pays.

Nous espérons avec confiance que vous voudrez bien, c. résident, interposer les bons offices de votre médiation pour consommer cet ouvrage à la satisfaction de votre gouvernement d'après le mode le plus apte du bien général du Valais.

(E, fol. 223, copie cotée D. — D 3, pp. 17-19.)

Annexe V. Saint-Maurice, 20 pluviôse an VI (8 février 1798). Réponse de Mangourit au grand bailli Sigristen et au Conseil de la république du Valais.

A mon retour de Lausanne, j'ai trouvé la dépêche que vous m'avez [fait] l'honneur de m'adresser et je mets le plus vif empressement à y répondre.

Le portrait que la députation a fait de moi au Conseil de la république du Valais est extrêmement flatteur. Il est vrai et le sera toujours quand il sera question d'exprimer avec la franchise d'un homme libre et la loyauté d'un envoyé d'un peuple libre, la bienveillance et l'amitié du D. E. envers le gouvernement et les citoyens du Valais. Une nation, quelle que soit sa population et son territoire, sera toujours chère à la république en proportion des principes démocratiques qui se rapprocheront des siens, et si la France doit le nom

de *Grande Nation* à ses victoires et à la modération de son gouvernement, elle le méritera par son estime et attachement pour toutes celles où la souveraineté du peuple est reconnue.

J'ai rendu un solennel témoignage en présence de la députation du Valais et du peuple ressaisi de son indépendance au D. E. Les armées victorieuses en Italie n'ont point terni leurs triomphes en touchant aux opinions religieuses. La R. F. ne veut point y toucher lorsqu'elle se lève contre ses ennemis. Pourrait-elle le faire quand elle s'assied au milieu de ses amis ?

Je sais qu'il est partout des hommes ou perfides ou trompés qui prêtent au D. E. des desseins afin de le calomnier et de calomnier la sage liberté qui s'établit par ses soins. Je sais que l'expulsion des prêtres français qui, au lieu de se renfermer dans les soins de l'autel et le langage de la prière, ont mérité la clémence de la déportation en se livrant aux fureurs du fanatisme homicide contre leurs concitoyens et en se refusant à reconnaître les lois de la république, mais ces mauvais prêtres ont assez séjourné en Valais pour qu'on les ait connus et pour qu'on soit en garde contre leurs impudents mensonges.

Le comité général du Bas-Valais s'occupe à préparer un plan de constitution. Votre diète s'assemblant demain saura employer pour l'avantage général ce que lui indiquera sa sagesse. Vous désirez que je sois le médiateur. Cette marque de confiance est trop honorable pour que je m'y refuse, et plus elle exige de moi et plus je m'empresserai de la justifier.

P.-S. J'ai l'honneur d'envoyer par ce courrier à M. le grand bailli, aux officiers de l'Etat et aux membres de la diète des exemplaires d'un *Projet de constitution helvétique* ; j'en adresse également à MM. les bannerets des VII Dizains.

(E, fol. 226, copie ; D 3, pp. 19-20.)

38. Saint-Maurice, 26 pluviôse an VI (14 février 1798). 30^e dépêche de Mangourit.

Le Haut-Valais ayant reconnu l'indépendance du Bas, je me suis adressé à l'autorité existante ainsi que le verrez par la copie de ma lettre au comité central des communes [*Annexe*].

Elle vous apprendra que l'arbre de la liberté a été abattu sur le mont Grand Saint-Bernard et qu'on en accuse les habitants du village de Saint-Rhémy, instigués par des émigrés et des prêtres déportés.

La cité d'Aoste est remplie d'émigrés et de prêtres français ; ils y sont au nombre de plus de quatre cents. L'intendant de cette ville, son gouverneur le chevalier de Selve, les soutiennent puissamment ; ces deux hommes compriment les Aostiniens ; ils menacent mais n'osent emprisonner. Ces contre-révolutionnaires punis ne sont point tranquilles. Ils entretiennent toutes les semaines des courriers : il y en eut trois la semaine dernière venant du Mont-Blanc, l'un par la vallée d'Abondance, le second par le Faucigny, le troisième par Tignes, Bourg[-Saint-]Maurice et Moutiers. Ils sont adressés particuliè-

rement aux frères Jarry, émigrés savoisiens. L'un des Jarry, avocat, est placé à l'intendance et perçoit les impôts ; le second parle de rentrer au service en France et Dieu sait quel service ; le troisième est un hardi contre-révolutionnaire. Je vais écrire à l'ambassadeur de la République à Turin le nombre des émigrés d'Aoste, afin qu'il fasse son devoir en invoquant les traités.

(E, fol. 238, orig. — N° 24. Extrait concis pour les journaux. Répondu le 14 ventôse [4 mars].)

Annexe. Saint-Maurice, 25 pluviôse an VI (13 février 1798). Lettre de Mangourit au comité général de Saint-Maurice. — Publ. dans *Doc.* I, p. 29 (Annexe II).

39. Saint-Maurice, 26 pluviôse an VI (14 février 1798). 31^e dépêche de Mangourit : *texte inconnu*. Dépêche dite n° 25 dans l'accusé de réception de Talleyrand du 14 ventôse an VI (4 mars 1798), ci-dessous n° 52.

40. Saint-Maurice, 26 pluviôse an VI (14 février 1798). 32^e dépêche de Mangourit.

Des frères et sœurs trappistes étaient restés à Sembrancher ; ce n'était qu'un essaim qui était parti. La lettre ci-jointe vient de les faire déguerpir [*Annexe*].

Il y a encore ici et en Valais des infirmes et des septuagénaires. J'attends vos ordres à cet égard.

P.-S. En réponse à la dépêche du 16 pluviôse [4 février].

Mon prédécesseur avait un avantage *que je n'ai pas* pour vous transmettre ce qui se passait en Savoie et ailleurs ; il avait un commissionnaire d'attaché à la légation, l'émigré François dont on remboursait les dépenses, et une mouche soldée à deux mille livres par an, qui allait en Suisse, en Savoie, dans le Haut-Valais et dans le Pays de Vaud. Aucun de ces secours ne m'est accordé. En outre, l'intérêt général se porte en cet instant sur la Suisse.

(E, fol. 239, orig. — N° 26. Répondu le 14 ventôse [4 mars].)

Annexe. Saint-Maurice, 25 pluviôse an VI (13 février 1798). Lettre de Mangourit au comité général de Saint-Maurice. — Publ. dans *Doc.* I, p. 28 (Annexe I).

41. Saint-Maurice, 28 pluviôse an VI (16 février 1798). 33^e dépêche de Mangourit.

Le mémoire ci-joint du c. français Saint-Alme [*Annexe I*], organiste à Vevey, ne sera point oublié lorsque vous rassemblerez les griefs contre le gouvernement bernois.

Un bailli de Lausanne, le fameux d'Erlach, arrachait des chapeaux des Français la cocarde tricolore, la foulait aux pieds, et menaçait de prison lorsque toutes les cocardes, même l'infâme *blanche*, y étaient respectées. Ce fait est connu de tout Lausanne.

P.-S. Je joins un mémoire d'un M. de Courten [*Annexe II*] dont on m'assure que les opinions ont été toujours en sens inverse des opinions contre-révolutionnaires et tyranniques de sa famille.

(E, fol. 242, orig. — « Sans numéro ». Reçu 8 ventôse [26 février]. Répondu le 14 ventôse [4 mars].)

Annexe I. [Vevey, février 1798]. Supplique de Jean-Michel Martin, dit Saint-Alme, adressée à Mangourit.

Jean-Michel Martin, dit Saint-Alme, de [Saint-]Zacharie ci-devant Provence, vint en Suisse avec sa femme et son beau-fils l'année 1784, au mois de septembre. La place d'organiste étant vacante à Vevey, on la donna à la citoyenne Martin, dit Saint-Alme, laquelle ayant éprouvé dans son pays des revers de fortune considérables, accepta cette place avec plaisir, et ainsi que son mari donnèrent des leçons de musique et se conduisirent de manière à s'y attirer la bienveillance et l'estime publiques.

La Révolution française arriva dans ces entrefaites ; ils jouirent dans leur cœur du plaisir de voir régénérer leur patrie, mais sans jamais rien témoigner au-dehors qui pût blesser l'esprit de gouvernement. Tout allait bien jusque-là, mais le 4^e mars 1793, le c. Saint-Alme, après avoir vaqué au devoir de son état, apprit sur les deux heures et demie qu'il était arrivé des gardes nationaux et qu'ils étaient à l'auberge des Trois Couronnes ; l'empressement de voir des compatriotes le conduisit bien naturellement dans cet endroit ; il y trouva une quantité de gens de Vevey qui étaient venus voir et accueillir les Français ; un de ces derniers s'étant trouvé musicien proposa au c. Saint-Alme de faire quelques duos ; les violons sont apportés et, à l'invitation des gens du pays, on exécute quelques morceaux non chantants ; un seul air à boire fort ancien fut chanté. Le c. Saint-Alme, ayant appris par les gardes nationaux qu'ils avaient obtenu du bailli de Vevey nommé de Watteville, la permission d'y passer la journée et de s'y promener, leur proposa sur les quatre heures d'aller avant de partir faire leurs remerciements au bailli et de les accompagner, ce qui fut accepté. Ils allèrent donc tous ensemble au château ; les gardes nationaux furent introduits et bien reçus ; le c. Saint-Alme, qui les attendait dans la rue, les accompagna jusqu'au bateau qui devait les ramener en Savoie, lieu

de leur séjour. Le c. Saint-Alme rentra d'abord chez lui bien joyeux d'avoir vu ses compatriotes ; l'infortuné ne pensait guère que la ruine entière de sa famille en serait la suite. Peu de jours après, il fut mandé en conseil, on lui témoigna le regret que l'on avait de la démarche qu'il avait faite, on connaissait M. de Watteville et on craignait qu'il ne sévît sur une démarche fort innocente et naturelle ; les appréhensions furent bien justifiées, car, peu de jours après, le c. Saint-Alme fut mandé auprès de M. le bailli où il fut réprimandé pour avoir chanté l'hymne marseillaise, fait absolument faux, ainsi que d'avoir accompagné les gardes nationaux le long des rues en jouant du violon ; au fait, quand cela aurait été, l'hymne marseillaise ne devait pas être plus défendue dans un pays soi-disant neutre que la marche de l'armée noire.

Après cette première comparution au château de Vevey, le c. Saint-Alme crut que tout était fini, mais il se trompait et connaissait peu l'homme à qui il avait affaire ; la cruauté était son élément, et tyranniser des patriotes français était pour lui une jouissance. Saint-Alme fut donc banni de Vevey et du canton de Berne ; plusieurs personnes honnêtes et qui lui voulaient du bien lui persuadèrent de faire le voyage de Berne, muni d'excellent certificat et attestation de sa bonne conduite. Il part, entreprend un voyage coûteux pour des gens qui n'ont de ressources que dans leurs talents ; arrivé à Berne, il reçoit un assez bon accueil ; il commence à espérer de revenir vivre paisiblement avec sa famille, lorsque, après avoir resté plus de quinze jours dans l'attente et dépensé un argent précieux, le fruit de son travail, on lui apprend que la sentence de bannissement est confirmée. Saint-Alme ignorait sans doute que les despotes sont intéressés à ratifier les actes de tyrannie exercés par leurs ministres, ce sont les fondements de leur puissance. Le c. Saint-Alme, au désespoir de quitter sa femme et son beau-fils, part pour Fribourg dans l'intention de travailler sans être à charge à sa famille, espérant toujours qu'un moment favorable le ramènerait dans une ville où il laissait des personnes bien chères ; il ne trouve point à Fribourg la facilité d'y rester ; il va à Neuchâtel : la ville était remplie de maîtres de musique ; dans les environs, c'était la même chose ; le voilà donc sans ressources. A Neuchâtel, il trouve des amis qui lui persuadent que son exil ne peut durer longtemps et qui l'engagent à attendre paisiblement dans cette ville le retour de son bonheur. Se trouvant sans occupation, il désirait retourner en France, mais dans ce moment-là aurait-il trouvé à s'occuper ? De plus grands, de plus chers intérêts occupaient la Grande Nation. La citoyenne Saint-Alme, conservant sa place d'organiste et jouissant de l'affection publique par sa conduite et son exactitude à remplir ses devoirs, vivait avec son fils dont la profession est l'horlogerie ; l'un et l'autre eurent soin de pourvoir aux besoins d'un époux et d'un père pendant vingt-six mois que dura ce malheureux exil ; argent dépensé, perte de temps, dettes contractées, voilà les maux que la tyrannie a attirés sur une famille honnête, et pourquoi ? parce qu'ils étaient amis de leur patrie. Enfin, au mois de juin 1795, M. de Tschanner, nouveau bailli de Vevey, eut pitié des maux que son prédécesseur avait fait souffrir à la famille Saint-Alme et au moyen d'une requête qu'il scella à la femme Saint-Alme, son époux revint à Vevey. Mais tous les malheurs poursuivaient cette famille infortunée ; pendant cet injuste exil, d'autres maîtres étaient venus s'établir à Vevey ; on ne comptait plus sur la rentrée de Saint-Alme, et la ville les avait reçus. Le

voilà donc réduit à vivre encore du travail de son épouse, et obligé dans des temps de cherté à diminuer le prix de ses leçons pour n'être pas tout à fait réduit à ne rien faire.

Depuis cette malheureuse affaire, le bonheur a fui cette famille digne d'un meilleur sort, et si quelque étincelle de plaisir a lui pour elle, c'est au moment où elle a vu le peuple vaudois s'élever contre la tyrannie et reprendre sa liberté ; l'espoir d'un avenir plus heureux s'est fait sentir à leurs cœurs ; aidés de la Grande Nation, leur chère patrie, ils ont espéré être indemnisés des dépenses et des maux que les despotes leur ont causés ; ils demandent justice et le moment de l'obtenir est arrivé.

C'est à vous, représentant de la Grande Nation, que des patriotes infortunés s'adressent pour être dédommagés par votre pouvoir de vingt-six mois d'exil non mérité, et des pertes considérables que cette injustice commise à leur égard a occasionnées. Tout leur espoir est dans la justice de leur cause et dans l'intérêt que vous prendrez à leurs malheurs.

(E, fol. 243-244, orig. — Cotée 1, sans numéro, dépêche du 28 pluviôse an VI.)

Annexe II. Saint-Maurice, 25 pluviôse an VI (13 février 1798). Lettre de Louis et Pierre de Courten à Mangourit.

Votre patriotisme éclairé et votre instruction déterminent ma confiance et me font recourir à la justice que vous professez et à celle qui est attachée à l'affaire que j'ai l'honneur de mettre sous vos yeux.

Les frères Pierre et Louis Courten, francs-patriotes de la république de Valais, bourgeois de Sion et communiens de Sierre où réside leur famille, ont été licenciés au mois de septembre 1792 avec les régiments suisses dans lesquels ils servaient depuis longtemps ; ils se sont rendus en Valais, leur patrie, aussitôt après le licenciement de leur corps, d'après les ordres souverains de l'Etat de Valais.

Les municipalités sur lesquelles sont situées leurs propriétés au département de la Moselle, canton de Maizeroy, les ont fait inscrire sur le tableau des émigrés français sous les noms de Pierre et Louis Courten.

Instruits de cette circonstance, les deux frères ont adressé sur-le-champ au département de la Moselle un certificat de cet Etat muni des formes authentiques, en date du 8^e novembre 1792, lequel constatait de leur qualité de citoyens de cette république, de leur présence en Valais et des ordres souverains qui les y avaient rappelés après le licenciement.

Le département de la Moselle faisant droit à leur pétition appuyée du certificat ci-dessus cité et de l'article 24 du traité du 9 mai 1715, après avoir recueilli l'avis du Directoire du district de Boulay et les déclarations des deux municipalités où sont situées les propriétés desdits deux frères Courten, arrêta le 19 mars 1793 qu'ils ne pouvaient être considérés comme français émigrés ; qu'étant étrangers, ils n'étaient pas dès lors applicables aux lois de l'émigration, et, d'après ce principe, ordonna ledit jour 19 mars 1793 la radiation de leurs noms de la liste des émigrés français et la levée sans frais du séquestre apposé sur leurs propriétés.

Un deuxième arrêté du même département en date du 2 messidor an III [20 juin 1795] confirma le premier avec la faculté d'entrer sur le territoire de la R. F.

Les frères Pierre et Louis Courten, profitant du bénéfice du second arrêté, partirent avec un passeport du grand bailli et Conseil de la république de Valais en date du 8 octobre 1795, époque jusqu'à laquelle ils étaient constamment et sans interruption restés dans cette république ; ils arrivèrent sur leurs propriétés au département de la Moselle le 27 vendémiaire an IV [19 octobre 1795] ; au mois de vendémiaire an V, ils portèrent leur réclamation au D. E. pour obtenir leur radiation définitive ; ils étaient dans l'attente et l'espoir de l'obtenir lorsque parut la loi du 19 fructidor dernier [5 septembre 1797]. Les expressions générales de la loi n'ont pas permis aux frères Pierre et Louis Courten de s'y soustraire et, quoique leur qualité de Suisses ait été authentiquement reconnue à différentes fois, ils ont préféré faire un acte de soumission et par cet acte même se sont vus contraints d'abandonner une mère infirme âgée de quatre-vingts ans et leurs propriétés à la merci de leurs domestiques. Ils ont donc quitté le département de la Moselle le 3^e jour complémentaire de l'an V [19 septembre 1797], sont arrivés à Bâle le 2 vendémiaire an VI [23 septembre 1797] où leurs passeports ont été visés le lendemain par le c. Bacher, chargé d'affaires de la R. F. auprès de celle des Suisses. Ces mêmes passeports font mention du civisme et de la soumission aux lois des deux frères pendant leur séjour dans la R. F. Aussitôt leur arrivée dans celle du Valais, le 1^{er} octobre dernier, ils se sont présentés à la légation pour constater leur obéissance à la loi du 19 fructidor.

Une lettre du grand bailli en date du 9 octobre dernier portant réclamation de la radiation définitive des noms des deux frères a été adressée au c. résident du Valais qui l'a fait passer au ministre des R. E., lequel en a accusé réception sous la date du 29 vendémiaire dernier [20 octobre 1797].

Les deux frères se sont conformés en outre à l'arrêté du Directoire du 8 brumaire an VI [29 octobre 1797] et se sont en conséquence présentés à la légation de laquelle ils ont reçu le certificat voulu par le susdit arrêté.

Les articles 1^{er}, 2^e et 3^e de l'arrêté du Comité de salut public du 28 frimaire an II [18 décembre 1793] rendu en faveur des Suisses, fondent encore la justice de la réclamation des frères Courten ; ils ajouteront que, pleins de confiance dans les maximes équitables du gouvernement français et dans la radiation prononcée en leur faveur par le département de la Moselle le 19 mars 1793, confirmée par un autre arrêté du même département en date du 2 messidor an III, ils ont renoncé aux places de capitaine qui leur étaient dévolues dans le régiment accordé à S.M.C. par cette république.

Les frères Courten, avec toutes les pièces justificatives qui fondent la justice de leur demande, diront qu'ils sont en pleine activité pour obtenir du D. E. leur radiation définitive ; que des certificats de civisme de l'administration de leur canton y sont joints et qu'ils sont instruits par leur chargé d'affaires à Paris qu'un membre du Directoire a accordé un renvoi au ministre de la Police générale, avec ordre de faire un prompt rapport de leur affaire, ce dont le ministre a promis de s'occuper. Voilà la position de l'affaire que nous, les frères Courten, avons l'honneur de mettre sous les yeux du c. résident. Nous espérons qu'il en trouvera la contexture assez juste, assez claire et assez

bien appuyée pour vouloir bien nous accorder quelque intérêt. C'est pourquoi nous venons instamment vous prier, c. résident, de vouloir bien écrire en notre faveur au ministre des R. E. ou aux autorités les plus à portée d'accélérer une prompte décision, et les instruire qu'après avoir pris communication de nos motifs et des renseignements sur notre moralité, nos sentiments et notre conduite, vous n'avez rien vu qui puisse arrêter l'obtention de notre demande qui vous a paru juste.

Nous sommes très convaincus, c. résident, que votre assentiment et votre appui détermineront plus vite la justice que nous réclamons.

(E, fol. 245-246, orig. Signé : « Louis Courten pour mon frère et moi. » Cotée 2, sans numéro, dépêche du 28 pluviôse an VI.)

42. Paris, 29 pluviôse an VI (17 février 1798). Talleyrand à Mangourit.

Je réponds, citoyen, à vos trois lettres du 5, du 16 et du 17 pluviôse [24 janvier, 4 et 5 février 1798] numérotées 13, 19 et 20 ; les autres numéros de votre correspondance, qui sont restés au secrétariat comme appartenant aux affaires secrètes, recevront des réponses particulières.

Je n'ai que des éloges à donner à la part que vous avez prise à la commune régénération des deux parties du Valais. Que l'une ne soit plus dominatrice et l'autre, sujette ; que les Valaisans du haut et du bas pays forment ensemble une représentation nationale ; qu'ils se préparent à recueillir tous les bienfaits que la liberté doit répandre sur la Suisse et sur ceux qu'on appelait ses alliés ; qu'ils adressent au gouvernement français la notification du changement primitif qu'ils auront opéré ; le Directoire ne leur refusera ni ses conseils ni ses secours pour les conduire au but sans trouble et sans secousse.

La première chose qui est à faire pour les habitants du Valais, c'est donc de vouloir être libres et d'en exprimer hautement la ferme résolution, de former une représentation nationale composée des vrais amis de l'égalité et de la liberté, d'hommes patriotes, énergiques et probes, et de se préparer ainsi à se donner l'organisation qui sera jugée la plus favorable à la sécurité et au bonheur de cette contrée.

C'est dans ce sens, citoyen, que vous devez diriger tous vos premiers efforts. Le succès que vous avez déjà obtenu est garant de celui qui vous est réservé. Le Directoire désire que vous continuiez à étendre votre active participation dans le Pays de Vaud et que vous y favorisiez pareillement le triomphe des bons principes.

Vous avez travaillé à la fois pour la gloire de votre patrie, pour la félicité de ceux au milieu desquels vous résidez et pour votre propre satisfaction quand vous avez concouru à donner au Pays de Vaud aussi bien qu'au Valais sa part dans les avantages que procure une constitution libre, démocratique et représentative.

(E, fol. 247, minute.)

43. Saint-Maurice, 30 pluviôse an VI (18 février 1798). 34^e dépêche de Mangourit.

Hier, l'Assemblée provisoire [vaudoise] m'adressa une dépêche [*Annexe I*] qui ne tendait rien moins qu'à envoyer un courrier au roi de Sardaigne pour empêcher la marche prétendue d'un régiment suisse de Stettler devant traverser le Valais pour se joindre aux troupes commandées par l'ex-gouverneur Tscharner dans les Ormonts et Sépey, frontières de l'Oberland, et prendre l'armée française sur son flanc droit et même sur ses derrières, si elle s'était avancée du côté de Berne.

Je pensai, comme j'ai eu l'honneur de le mander au général Brune, que je ne prêtais aucun crédit à cette nouvelle qui, quand elle eût été vraie, ne me donnait par les distances de Saint-Maurice à Turin aucun espoir d'arrêter ce fameux régiment.

Mais comme je pouvais tirer parti de ce bruit et comme en tout état de cause je ne devais pas le négliger, j'ai écrit les dépêches suivantes à qui de droit [*Annexes II, III, IV*]. — La réponse du Bas-Valais est très ferme [*Annexe V*]. J'ai envoyé à Sion un exprès porter mon office au grand bailli ; il verra ce qui se passe dans le Haut-Valais dont le courrier est suspendu. Je sais que les paysans des Sept-Dizains répugnent à la plantation de l'arbre de liberté, en disant qu'ils l'avaient et qu'ils l'ont encore, qu'ils ne veulent pas qu'on touche à la religion et qu'ils sauront bien se défendre. Je sais qu'ils ont tiré des coups de fusil dans les fenêtres du bourgmestre de Sion, M. de Riedmatten, mais ce feu est attisé par le chapitre, et la raison parlera, sinon l'intérêt particulier. Le chapitre au lieu d'être remboursé de ses dîmes à un prix honnête finira peut-être par les perdre.

P.-S. Rien de plus impudent que la proclamation de Berne.

Depuis cette lettre écrite, j'ai reçu la lettre ci-jointe, cotée B, du grand bailli et conseil de Valais [*Annexe VI*]. Vous verrez que le Haut-Valais met pour prix de l'indépendance la réunion et la négociation à Sion, ce qui ne sera pas, car il y a deux choses distinctes : 1^o indépendance ; 2^o réunion à *tel ou tel prix*.

Le Haut-Valais m'ayant choisi pour médiateur et ne pouvant me déplacer de Saint-Maurice, la négociation doit avoir lieu à Saint-Maurice.

Le premier numéro vous instruira de la suite. Je suis pressé par le départ d'une ordonnance.

(E, fol. 251, orig. — Bulletin n^o 18. Reçu 8 ventôse [26 février]. Répondu le 14 ventôse [4 mars].)

Annexe I. Lausanne, 16 février 1798. Lettre de l'Assemblée provisoire des députés de la Nation vaudoise à Mangourit.

Le salut de la patrie nous oblige de vous avertir d'un nouveau danger qui la menace. Il nous est revenu de divers côtés que le régiment bernois de

Stettler au service de Sardaigne est en route pour rentrer et se ranger sous les drapeaux bernois.

Il y a lieu à craindre qu'il ne se jette en Valais et que Tscharner, ci-devant gouverneur d'Aigle, qui continue à amener et à fanatiser les villageois des Ormonts et du Château-d'Ex, ne tienne bon dans son poste afin de favoriser le passage de ce régiment.

Le premier malheur qui résulterait de ce plan serait de mettre le Valais et les quatre mandements d'Aigle entre deux feux, et la suite de cette jonction pourrait occasionner d'autres maux incalculables.

Veillez, c. résident, parer à ces inconvénients par toutes les mesures que vous dicteront votre sagesse et votre zèle pour notre liberté naissante.

Il nous semble qu'une des plus efficaces serait d'écrire au roi de Sardaigne pour qu'il s'opposât à la marche ou, s'il en est encore temps, au départ de cette troupe.

Nous communiquons ces circonstances et nos craintes aux c. Mengaud et Brune.

(E, fol. 249, copie. — Signé Valier, secrétaire. — AVD, H 1, séance du 16 février 1798, minute.)

Annexe II. Saint-Maurice, 29 pluviôse an VI (17 février 1798). Lettre de Mangourit au grand bailli Sigristen.

Sans avoir de certitude de l'information qu'on me donne, que le régiment suisse de Stettler au service de Sardaigne est en route pour se ranger sous les drapeaux bernois, je ne dois pas cependant négliger cet avis et je dois en conséquence vous informer que la R. F. a pris sous sa protection le Pays de Vaud réclamant ses droits, et que le D. E. a appris avec la plus vive indignation que deux braves de l'armée d'Italie aient été impitoyablement massacrés par des soldats bernois ; cet attentat a été suivi de l'entrée de troupes vengeresses et je crois pouvoir vous assurer que, si le gouvernement bernois ne se hâte pas d'offrir une réparation authentique, il n'a plus d'existence.

Si, dans cette circonstance, l'Etat de Valais permettait le passage sur son territoire à aucun corps armé ou désarmé allant joindre les cohortes qu'une terreur masquée d'audace tient sur pied dans le canton de Berne, je vous le demande, Monsieur, serait-ce là une preuve de bon voisinage et d'attachement que la république du Valais donnerait à la R. F., et comment celle-ci devrait-elle en conséquence regarder celle-là ?

J'appelle, Monsieur, toute votre attention sur cette dernière phrase, en vous priant de fermer vos passages au régiment de Stettler ou à des détachements de ce corps, en espérant qu'à la force vous opposerez une résistance digne de l'Etat que vous représentez.

[P.-S.] Je vous prie de m'honorer d'une réponse prompte et catégorique.

(E, fol. 248, copie ; D 3, pp. 39-40.)

Annexe III. Saint-Maurice, 29 pluviôse an VI (17 février 1798). Lettre de Mangourit au comité militaire des communes du Bas-Valais. — Publ. dans *Doc. I*, p. 41 (Annexe III).

Annexe IV. Saint-Maurice, 29 pluviôse an VI (17 février 1798). Lettre de Mangourit au comité diplomatique de l'Assemblée générale provisoire de Lausanne.

J'ai reçu hier à minuit, citoyens, une dépêche de l'Assemblée générale provisoire qui paraît fort inquiète de la marche présumée du régiment bernois de Stettler au service du roi de Sardaigne.

Je viens de prendre des mesures à cet égard. J'ai l'honneur d'en faire part au c. général Brune et de vous observer que ces sortes d'affaires sont dangereuses à traiter dans une grande assemblée lorsqu'elles reposent sur une vérité ou lorsqu'elles sont produites par un mensonge. Comme celle-ci me semble être de votre ressort, je vous prie de m'excuser auprès de l'assemblée si je ne lui réponds qu'indirectement.

(AVD, H 475, orig. ; E, fol. 248, copie.)

Annexe V. Saint-Maurice, 17 février 1798. Lettre du comité général de Saint-Maurice à Mangourit. — Publ. dans *Doc. I*, p. 42 (Annexe V).

Annexe VI. Sion, 18 février 1798, à midi. Lettre du grand bailli Sigristen et du Conseil de la république du Haut-Valais à Mangourit.

Notre grand bailli nous ayant exposé la lettre dont vous l'avez honoré du 17 courant et n'ayant pu prendre sur lui de vous en donner une réponse prompte et catégorique comme vous la demandez, nous nous sommes empressés de la prendre en mûre délibération dans notre Conseil assemblé pour négocier nos rapports avec le Bas-Valais, et en conséquence avons l'honneur de vous observer que nous n'avons pas des raisons de présumer qu'il puisse être question du passage du régiment bernois de Stettler par notre république, attendu que le louable canton de Berne ne nous a prévenus en aucune manière, formalité que, d'après nos traités, il n'aurait pas manqué de remplir préalablement ; qu'au surplus sur une affaire de cette importance, il nous est impossible d'acquiescer à votre demande sans en prévenir nos commettants. Mais nous allons prendre les mesures les plus efficaces pour en avoir les instructions les plus accélérées et positives de nos louables communes, et nous ne manquerons pas de mettre la plus grande célérité à vous en faire parvenir le résultat. Vous connaissez, c. résident, aussi bien que nous, combien nous sommes astreints à ne travailler que d'après l'intention bien reconnue du peuple qui nous délègue, et que nous sommes et restons responsables des suites d'une résolution prise sans le consulter.

Vous ne pouvez douter, c. résident, de notre désir d'entretenir l'amitié et la bonne harmonie et intelligence qui règnent entre votre république et la nôtre, et que nous sommes sérieusement occupés aux moyens de la consolider de plus en plus.

(E, fol. 250, copie ; D 3, p. 41.)

44. Saint-Maurice, 30 pluviôse an VI (18 février 1798). 35^e dépêche de Mangourit.

Je suis informé que le Bas-Valais a commandé pour ma femme à Lausanne, en reconnaissance, dit-il, de la liberté que le Directoire leur a aidé à reconquérir et dont ils estiment l'organe, un cadeau d'argenterie de la valeur de six cents livres.

Je vous prie de me faire savoir si elle doit refuser ce cadeau sur lequel il y a une inscription de reconnaissance. Je suis loin de désirer un cadeau métallique, un cadeau quelconque ; ce n'est donc pas mon intérêt qui me fait vous dire que ces bonnes gens seraient très humiliées d'un refus.

Je l'accepterai donc, sous condition, jusqu'à ce que j'aie reçu vos ordres.

(E, fol. 252, orig. — Reçu 11 ventôse [1^{er} mars]. Répondu le 14 ventôse [4 mars].)

45. Saint-Maurice, 1^{er} ventôse an VI, à six heures et demie du soir (19 février 1798). 36^e dépêche de Mangourit.

Cet après-midi, le comité militaire formait une compagnie de chasseurs ; sitôt sa formation, elle s'est livrée à des actes de mutinerie : elle a fait déclarer par un sergent nommé Mudry, Valaisan, qu'elle voulait qu'on lui remît les canons, les armes et la poudre. Pendant ce temps, un nommé *Golet*, aussi Valaisan, accompagné d'un Vaudois et d'un Français nommés *Pache* et *Robin* et d'ivrognes, se transportaient au comité de Saint-Maurice et ont cherché à en effrayer les membres ; de là ils allaient menacer un messenger de la Diète du Haut-Valais adressé à l'Assemblée centrale des communes indépendantes du Bas.

Cette assemblée me fit instruire qu'elle croyait la chose publique en danger, vu que ces séditeux menaçaient d'égorgement. Aussitôt je me rendis en costume à l'hôtel de ville, j'en fis ouvrir les portes au peuple, et là je déployai une énergie suffisante pour ramener les égarés et leur faire jurer de rentrer dans l'ordre, même de saisir les mutins. Ainsi finit une étincelle qui menaçait d'embraser la ville. Si ce mouvement eût eu lieu, on n'aurait pas manqué d'attribuer ce malheur à la France et de m'en déshonorer comme auteur.

J'oubliais que je demandai au comité général l'expulsion de Pache, Vaudois, qui venait agiter le Bas-Valais, alors que le peuple vaudois déployait

le drapeau de la liberté pour y rassembler ses défenseurs, et qui sans doute était payé par Berne pour venir entacher une révolution qui s'opérait sans secousse ; d'un *Robin*, Français, se disant marchand et n'ayant aucun passeport de France à représenter ; que, quant à Mudry et Golet, Valaisans, le comité saurait en faire justice.

J'appris bientôt que ces hommes étaient l'instrument d'un chef invisible qui, depuis quelque temps revenu du Pays de Vaud en Bas-Valais, parcourait ses diverses communes et portait le désordre dans les têtes sulfureuses, soit en éveillant les vengeances sur la révolution de 1791, soit en excitant à la contre-révolution en conseillant de s'emparer des biens ecclésiastiques. Ce chef invisible est Desloges, *médecin*, qui a été employé comme agent secret par le général Kellermann lors de son commandement dans le Mont-Blanc et par mon prédécesseur, qui a touché beaucoup d'argent, m'a dit ce dernier, pour des bulletins qui lui étaient fournis par un émigré, notre mouche à cette époque. Desloges, dès le premier moment que je l'ai vu, m'a paru un homme très dangereux par les moyens qu'il m'a développés en conversation et par écrit, d'établir en Valais un nouvel ordre de choses. Son plan n'est pas de tourner l'obstacle, mais de le surmonter à pic. Je le fais surveiller de très près et il ne m'échappera pas : il avait conseillé tout le manège et de s'emparer des papiers du comité central des communes du Bas-Valais.

(E, fol. 253, orig. — Bulletin n° 29. Reçu 11 ventôse [1^{er} mars]. Répondu et communiqué au ministre de la Police, le 14 ventôse [4 mars].)

46. Saint-Maurice, 3 ventôse an VI (21 février 1798). 37^e dépêche de Mangourit.

Le général Brune aura rendu compte au ministre des R. E. de l'emploi qu'il a fait de M. *Grenaud, dit François*.

J'ai l'honneur d'envoyer au c. ministre celui que ce dernier vient de me rendre à son retour du Pays de Vaud de l'état de l'opinion publique. Il l'a divisé par villes et bourgs [*Annexes I et II*]. Je l'avais jugé aussi par quelques localités, mais surtout par l'Assemblée provisoire établie à Lausanne.

Il résulte des observations du général Brune, de quelques vrais patriotes, des miennes et de celles de François, que l'opinion d'indépendance n'a dans le Pays de Vaud qu'un degré très faible de chaleur nécessaire, et que tous les soins de notre négociation avec la Suisse qui, à mon sens, ne veut pas un tout indivisible est de démocratiser le plus possible chacun de ses cantons, d'effacer la différence entre le maître et le sujet, et d'empêcher absolument que le canton de Berne recouvre le Pays de Vaud.

P.-S. Le général Brune étant venu visiter la droite jusqu'à Bex vint hier me demander à déjeuner. Il a vu mes dispositions et elles ont paru lui faire plaisir. Il est resté deux heures avec moi, a reçu des députations et le vin d'honneur, et il est sorti du Valais laissant une grande idée de la République, traversant une foule de peuple au bruit du canon et de la mousqueterie.

(E, fol. 256, orig. — Bulletin n° 30. Reçu 11 ventôse [1^{er} mars]. Répondu le 14 ventôse [4 mars].)

Annexe I. S.l., jeudi soir [20 février 1798 ?]. Lettre de François Grenaud à Mangourit.

J'arrive dans ce moment du quartier général et je m'empresse de vous faire part des renseignements que j'ai transmis au général [Brune].

Un nommé Weger, pensionné par l'Etat de Berne, avait reçu une lettre d'un membre de Conseil souverain. J'ai non seulement trouvé le moyen d'avoir un double de cette lettre, mais encore j'ai été assez adroit pour qu'il ait fait lui-même cet extrait que j'ai remis au général ; il est fort intéressant.

Je lui ai aussi dénoncé cinq enrôleurs qui enrôlent dans le Pays de Vaud pour les Bernois.

Je lui ai fait part de l'opinion en général des villes et communes du Pays de Vaud.

Que Valentin Duplantier était caché dans les environs de Nyon et qu'il se servait d'un nommé Le Blond émigré pour porter ses correspondances dans l'intérieur de la France.

Que Valdeney et André dit Lamare étaient avec des agents anglais à Berne et Neuchâtel, où ils intriguaient tant auprès de ces cantons que dans l'intérieur de la France ; que cette correspondance était portée en France par des émigrés, dont deux entre autres avaient des passeports de négociants de l'administration de Lyon.

Que les Bernois intriguaient dans les départements frontières ; qu'ils y faisaient circuler des écrits incendiaires.

Qu'un général prussien était à Berne ; c'est une nouvelle qui selon moi mérite confirmation. Un émigré français m'a fort engagé d'aller dans le département du Mont-Blanc pour tâcher d'influencer les prochaines élections : « Nous avons, m'a-t-il dit, plusieurs départements dans notre manche, entre autres celui de Lyon, du Jura, et la plupart des départements méridionaux de la France ; de l'argent, qui est comme vous le savez le meilleur antidote qu'on puisse employer, et nous espérons au moyen encore d'un manifeste de Louis XVIII que nous ferons circuler que les élections seront aussi bonnes que les dernières, et vous verrez Carnot reparaitre sur la scène. »

Je lui ai dénoncé la maison d'un nommé Jean Calin qui est sur la frontière du Jura, où se réfugient tous les intrigants qui vont de Suisse en France, de même que le nom d'un particulier de Lausanne chez qui les lettres d'André Lamare et Valdeney étaient adressées.

Je me suis fort étendu sur tous ces détails, et je suis persuadé du zèle du général pour en tirer bon parti.

Je lui ai en outre fait part du nom d'une aubergiste sur la frontière du Jura qui fait passer des lettres des émigrés en France.

P.-S. J'oubliais encore de vous dire que les Bernois, m'a-t-on dit, demandaient des secours à l'empereur et à la Prusse.

(E, fol. 257-258, orig. — « 1^{re} ».)

Annexe II. S.l., mardi soir [18 février 1798 ?]. Lettre de François [Grenaud] à Mangourit.

Je m'empresse de vous faire part de l'opinion politique de la partie du Pays de Vaud que je viens de parcourir, que j'ai trouvée en général assez mauvaise, quoique en public des gens plus adroits que d'autres affectent d'être patriotes. J'ai vu d'un autre côté en place des gens dont les sentiments d'aristocratie me sont connus, ce qui selon moi ne peut pas être d'un bon pronostic.

Le bailliage d'Aigle : mauvais en général.

La ville de Villeneuve : mauvaise (elle est bonne, [note] Mangourit).

Vevey, je le crois en général bon.

Montreux : bon par excellence.

Saint-Saphorin et Cully : ni bons ni mauvais ; ils sont, à ce qu'il m'a paru, d'une tiédeur sans égale.

Lutry et les quatre communes qui en dépendent : mauvaises ; il y a dans une de ces communes certain Weger, pensionné par les Bernois, qui nécessairement doit contribuer au malheur de ces communes.

Pully, Paudex : bons.

Lausanne m'a paru changé depuis l'acceptation de la constitution. Je l'ai trouvé meilleur à mon retour, de manière que je crois que l'on peut à peu près compter qu'il ne trahira pas.

Morges : mauvais.

Rolle : bon.

Nyon : bon ; les campagnes ne valent pas grand-chose.

Coppet : détestable.

Orbe, Cossonay, La Sarraz : passables.

Romainmôtier, Vallorbe et tous les environs d'Yverdon : mauvais.

Voilà, c. résident, ce que je puis avoir l'honneur de vous dire relativement aux renseignements que j'ai pu me procurer, soit par moi-même, soit par le moyen de mes amis.

Vous pouvez être persuadé qu'il y a plus de patriotes dans le Bas-Valais qu'il y en a dans tout le Pays de Vaud.

(E, fol. 259, copie de la main de Mangourit. — « 2^e ».)

47. Saint-Maurice, 3 ventôse an VI (21 février 1798). 38^e dépêche de Mangourit.

Le Haut-Valais fond des balles avec quelques aiguères d'étain.

Le clergé se démène avec les Roten, les Courten et autres oligarques pour exaspérer les paysans souverains.

Ce *forum* de sept dizains aujourd'hui met une limitation à la déclaration d'indépendance, celle de la réunion sans changement de constitution. Les trois dizains du Valais occidental sentent que leur réunion au Haut sans une représentation populaire les placeraient toujours dans la minorité de fait.

Berne agit latéralement par la montagne de la Fourche et promet des secours que les neiges et les périls de la saison rendent inapportables.

Le grand bailli court les auberges de Sion pour allécher par de l'argent des hommes capables d'aller à Berne en traversant les précipices.

Ce grand bailli craint aussi de nous ulcérer : il se hâte de m'annoncer que le régiment de Stettler qu'on avait mis en marche sans qu'il ait bougé, est toujours en Piémont, et il accompagne cet avis de protestations envers le D. E. auxquelles vous donnerez toute la créance que vous voudrez [*Annexe I*].

Ce grand bailli invite le comité central d'envoyer à la diète de Sion des députés [*Annexe II*], mais on n'est pas si bête ! Il écrit [*le comité*] qu'il s'est déclaré indépendant et qu'il la maintiendra [*Annexe III*] ; en même temps, il me demande s'il peut compter sur la France en cas qu'elle lui fût contestée [*Annexe IV*] ; je l'en assure par la pièce ci-jointe [*Annexe V*] ; je vais en faire part à M. le grand bailli ce soir par exprès [*Annexe VI*]. L'arrivée du général Brune à Saint-Maurice hier, la publication de ma réponse au comité central, tous ces incidents rapprochés donneront de la force au Bas-Valais.

Vous avez connaissance de la proclamation de Berne répandue dans ses *affiches* et sur feuilletton dans toute la Suisse. Je remis hier au général Brune une critique ou parodie qu'il va faire imprimer à Lausanne et confier à tous les vents amis de la liberté helvétique.

P.-S. Comme on travaille à fanatiser les peuples, j'ai parlé du maintien des opinions religieuses.

(E, fol. 255, orig. — N° 31. Reçu 11 ventôse [1^{er} mars]. Répondu le 14 ventôse [4 mars].)

Annexe I. Sion, 20 février 1798. Note du grand bailli Sigristen à Mangourit.

Ayant été informé depuis notre dernière dépêche que nous avons eu l'honneur de vous faire passer au sujet du passage supposé du régiment bernois de Stettler, que ledit régiment selon information prise est à Ivree en garnison et qu'il n'a reçu jusqu'à ce moment aucun ordre de son départ, je m'empresse, citoyen, à vous transmettre cette nouvelle, de même qu'à vous observer qu'en cas de passage ce sera infailliblement par le Saint-Bernard qu'il passerait, dont la défense dépend en ce moment entièrement du Bas-Valais. Je vous prie d'être persuadé du zèle dont notre république est animée à convaincre la République française en toute occasion de la bonne harmonie et de notre intime et sincère amitié.

(D 3, p. 42.)

Annexe II. Sion, 17 février 1798. Lettre du Haut-Valais au président du comité général de Saint-Maurice. — Publ. dans *Doc. I*, p. 46 (*Annexe I*).

Annexe III. Saint-Maurice, 20 février 1798. Réponse du comité général à l'Etat du Haut-Valais. — Publ. dans *Doc. I*, pp. 52-54 (*Annexe II*).

Annexe IV. Saint-Maurice, 19 février 1798. Lettre du comité général à Mangourit. — Publ. dans *Doc. I*, p. 48 (Annexe V).

Annexe V. Saint-Maurice, 2 ventôse an VI (20 février 1798). Réponse de Mangourit au comité général. — Publ. dans *Doc. I*, pp. 58-59 (Annexe I).

Annexe VI. [Saint-Maurice, 3 ventôse an VI (21 février 1798)]. Lettre de Mangourit au grand bailli Sigristen.

Le soussigné a l'honneur de mettre sous les yeux de M. le grand bailli la demande du comité général des communes du Valais occidental et la réponse qu'il y a faite ; il expose à M. le grand bailli avec franchise et sensibilité que la condition de la réunion attachée à la sanction d'une indépendance libéralement offerte a indisposé les esprits, non pas sur le point matériel de réunion, puisqu'on pénétrait vers elle, mais sur l'apparence de violence que le Haut-Valais y met en en faisant une condition *sine qua non*. La députation honorable du Haut-Valais avait obtenu le meilleur effet : elle avait traité avec loyauté ; sa parfaite composition, cet ensemble de bonté, de sagesse et de talents qu'elle présentait, les épanchements délicieux qu'elle a fait naître et auxquels elle s'est livrée, avait fermé les plaies et confondu les souvenirs et les intérêts particuliers. Je partageais aussi l'allégresse commune et je me disais dans mon émotion que cette réunion des Valaisans serait pour une grande nation qui l'éprouverait l'époque la plus glorieuse de son histoire.

Le démon de la discorde est venu, et ce beau jour s'est obscurci ; il luira, Monsieur, encore, si le peuple du Haut-Valais rendu à lui-même, éclairé sur ses véritables intérêts et surtout sur ce qu'on cherche à lui faire croire, « qu'épurer son gouvernement, c'est le changer ; que respecter ses opinions religieuses n'est pas le vœu de la France », tandis que j'ai donné et n'ai cessé de donner l'assurance la plus positive à cet égard, si le peuple du Haut-Valais, dis-je, reconnaît l'indépendance de ses frères et le droit qu'a toute nation quelconque de s'émanciper.

P.-S. Votre exprès hier fut injurié par quelques ivrognes poussés par des boute-feux secrets ; on lui a fait une réparation complète. J'ai fait chasser un Français qui était du nombre.

(D 3, pp. 42-43.)

48. Paris, 4 ventôse an VI (22 février 1798). Talleyrand à Mangourit.

J'ai reçu, citoyen, vos deux lettres du 20 et 21 pluviôse [8 et 9 février], toutes deux sous le n° 21. Je ne saisis pas l'ordre que vous mettez dans vos numéros et je vous serai obligé d'en établir la suite d'une façon plus distincte.

Afin que, dans la route, votre activité, votre zèle ne s'égare point, je crois devoir vous dire encore un mot des intentions du gouvernement.

Son vœu est que toute l'Helvétie, c'est-à-dire les Treize Cantons, leurs sujets, leurs alliés, ne forment plus qu'une seule république, alliée de la nôtre et de celle des Cisalpins, utile intermédiaire entre toutes deux, ralliée sous une constitution démocratique et représentative, telle que celle qui vous a été envoyée.

C'est donc à l'acceptation de cet acte constitutionnel que vous devez porter tous vos efforts, et dans le cercle de votre mission actuelle, et dans les pays qui vous avoisinent.

A cet égard le Pays de Vaud s'est déjà prononcé. Cet exemple sera bientôt suivi par le canton de Bâle. Que le Valais proclame la même volonté ! Ces germes porteront fruit et quand les diverses parties de la Suisse auront adopté séparément la même constitution, il n'y aura plus qu'un pas à faire pour organiser le gouvernement central et rendre commune à tous la loi consentie par chacun.

Quand cette régénération totale sera accomplie, et la République helvétique, organisée, il n'est rien qu'elle ne puisse attendre de notre bon voisinage : conseils, protection, denrées, nous promettons tout à la Suisse rendue à la liberté et devenue à son tour un allié véritable du peuple français. C'est dans ce sens que vous devez promettre aux Valaisans que leurs besoins et leurs désirs seront satisfaits.

(E, fol. 260, minute.)

49. Saint-Maurice, 6 ventôse an VI (24 février 1798). 39^e dépêche de Mangourit.

Le caractère valaisan se ressent beaucoup de l'état d'ignorance où ses maîtres hypocrites dans le Haut, ses maîtres vexateurs dans le Bas, d'accord avec une espèce de théocratie monstrueusement unie à une démocratie complète, l'ont laissé croupir. Encore cet état d'ignorance du Bas-Valais au Haut est-il comme celui d'un paysan du Finistère à celui d'un insulaire d'Ouessant. Cet état rend les comités du Bas-Valais fort lents et très craintifs. Néanmoins, j'ai fait décréter par le comité central des communes (voyez cote A et B) :

1^o l'extinction des taillabilités personnelles et l'homme rendu à sa dignité ;

2^o le principe du rachat des cens, échutes et autres redevances féodales réelles, et que le taux du rachat sera réglé sur les observations des communes.

Arrêtés du comité des communes du Bas-Valais.

De deux choses l'une : ou le peuple ne voudra point racheter, et alors il sera impossible d'opérer le rachat ; ou le peuple y consentira et j'emploierai mon influence. Alors rien de plus aisé d'effacer en peu de temps ces restes féodaux en accordant à tous la faculté du rachat et en diminuant la rente des fiefs à chaque mutation de la terre.

Je n'ai point voulu qu'on parlât des dîmes : les communes feront à cet égard les représentations qu'elles jugeront à propos de faire [*Annexe I*].

Le comité central a encore décrété (voyez A et B) :

1° le rappel des poursuivis, bannis et condamnés pour cause d'opinions politiques [*Annexe II*] ;

2° leur innocence et qu'ils n'ont jamais perdu les droits de citoyen ;

3° l'invitation à ceux-là de l'oubli du passé ;

4° le maintien des sentences pour crimes et délits *prononcés suivant les formes légales* ;

5° que les peines afflictives et infamantes ne frappent que les individus et non les familles.

Objections du Valais à sa réunion à la République helvétique.

Je vous avais parlé des objections tenant du Valais à faire un canton de la République helvétique et de sa détermination à rester indépendant, sauf son alliance avec la France, la Suisse et la Cisalpine, et la détermination à faire en faveur de la R. F. tout ce que sa reconnaissance et sa position territoriale lui peuvent offrir d'avantageux. Le comité central des communes m'a adressé un mémoire que je joins ici sous la cote C [*Annexe III*].

Constitution du Valais adaptée aux constitutions française et helvétique.

Et j'observe que dans le projet de constitution que se font les communes du Bas-Valais [*Annexe IV*], elles suivront le plus parallèlement possible celui de la constitution helvétique ; quant à celle de la France, elles adoptent tous les articles de la constitution française concernant la perte ou la suspension ou l'acquisition des droits de cité.

Prendre ainsi des paragraphes des constitutions des peuples environnants n'est-ce pas s'assimiler aux lois, aux mœurs et aux usages, et préparer une fusion plus ou moins prochaine dans l'une ou dans l'autre de ces nations ?

Est-il prudent de brusquer le Valais dans les circonstances ? — Apostasie d'une commune des quatre mandements.

Outre qu'il est sage de la part du D. E. tout-puissant, et réservé de la part de son envoyé lorsque la Suisse est dans un état d'ébranlement, lorsque nos généraux négocient et se préparent militairement, lorsque le Bas-Valais peut être inondé par le Haut et par le Bas de troupes valaisannes et d'Allemands de l'Oberland, il est peut-être de ma prudence de laisser faire *sous mes yeux cependant* et de préparer dans ce pays de préférence à tout une vigoureuse résistance à tout événement.

Raison de redouter pour le Valais ce qui s'est passé à Leysin.

Si l'on jugeait de la bonne foi par des actes écrits, le Bas-Valais n'aurait rien à craindre puisque le Haut vient de ratifier l'acte d'indépendance suspendue par quelques oligarques. Mais qui a pu suspendre un acte de la diète peut encore faire rétracter cet acte par un peuple qui, jouissant d'une démocratie illimitée, a été souvent le jouet de quelques usurpateurs de sa confiance.

Oligarchie du Haut-Valais communique par la Gemmi avec Berne.

Mais je suis instruit que par l'Oberland où Berne tient des troupes et de l'artillerie, le Haut-Valais, c'est-à-dire ses oligarques communiquent et correspondent ; c'est par la montagne de la Gemmi que passent leurs émissaires. Mais si les troupes bernoises qui avoisinent sur les hauteurs Aigle, Ormonts et Bex ont déterminé le village de Leysin à apostasier la cause de la liberté et à recevoir garnison, les oligarques du Haut-Valais peuvent bien user du même système.

Surveillance déjoue les bruits inquiétant le Bas-Valais.

Il y a eu quelque chose de semblable dans les communes du Bas-Valais, mais à temps averti des menées pour en détacher quelques-unes, soit en y insinuant qu'on avait touché à la religion italique après le départ de Bonaparte, soit en y répandant le bruit déjà semé dans le Vaudois que la conscription militaire avait pour objet de faire partir les volontaires contre l'Angleterre, j'ai envoyé des commissaires ayant la confiance des peuples, et les projets ont été déjoués.

Ratification de l'indépendance du Bas-Valais accordée en diète du Haut par les sept dizains supérieurs.

Je joins ici trois pièces concernant la ratification de l'acte d'indépendance [Annexe V]. Quant aux demandes de conciliation, la constitution que l'on fait et que je surveillerai sera la réponse.

Visite du général de l'armée vaudoise ; manœuvres la veille des élections vaudoises ; moyens employés pour les déjouer.

Au sujet de cette affaire de Leysin, j'ai vu hier le général en chef de l'armée vaudoise : il est clair qu'elle correspond avec le plan de *Roveréa* dont vous êtes instruit ; il est à craindre que les élections soient mauvaises, attendu que tous les instruments de l'ancien régime répandent des listes de candidats peu propres à constituer une première assemblée. Le général de Bons et moi sommes d'avis que les quatre mille citoyens dont on fait des bataillons pour cette fois seulement et sans tirer à conséquence des électeurs *un sur cent* aux termes de la constitution, ces électeurs surveilleront les mauvais choix et en feront de bons.

Je persiste dans mon peu de confiance dans le patriotisme vaudois.

Je n'entrerais pas dans le détail des personnes plus ou moins affectionnées à la révolution vaudoise, ou plus ou moins ses antagonistes. Mais en général, l'opinion est molle, mercantile et vaporeuse : on a dit qu'il fallait sept juifs pour faire un Vaudois, mais je ne sais pas combien il faut de Vaudois pour faire un patriote énergique et désintéressé.

Recherche de Carnot dans le Mont-Blanc.

Le général Pouget me mande de Carouge que le 6 de ce mois un officier intelligent avec un détachement était parti pour aller arrêter *Carnot* d'après

les renseignements que je lui ai donnés. Il ajoute qu'ils feront une visite domiciliaire chez *Coutran* et autres habitants suspects que je lui ai dénoncés, d'où ils pousseront jusqu'à Vallorcine.

Affluence de prêtres dans ce département pour corrompre les électeurs.

Il est instruit que les prêtres réfractaires affluent de toutes parts dans le Mont-Blanc.

Ils parcourent les campagnes et préparent les esprits à porter aux élections des contre-révolutionnaires ; il en fait arrêter chaque jour ; il se propose d'organiser des colonnes mobiles sans cesse agissantes jusqu'après les élections pour arrêter les brigands cherchant à comprimer le vœu des patriotes.

Impatience du peuple piémontais dans le territoire d'Aoste et de Domodossola.

Dans la cité d'Aoste et du côté de Domodossola, le peuple piémontais est foulé d'une telle manière qu'ils disent que sitôt l'affaire du Valais finie ils s'insurgeront. Le comte Maistre et Chessel, ci-devant officier au régiment de la Reine-Infanterie qui portait sa correspondance de France à Turin, travaillent par des persécutions les Piémontais et agitent nos départements.

Le Jura est dangereux.

Tous les avis que je reçois me recommandent la surveillance du Jura ; de Suisse on y communique par Romainmôtier et l'on pourrait y arrêter des émissaires.

Mouvements de troupes à Aigle.

J'apprends à l'instant (deux heures après midi) qu'une partie des troupes françaises en détachement à *Aigle* au nombre de quatre à cinq cents hommes viennent de se porter vers les défilés de la montagne pour les renforcer. On y a fait des abattis ; ce soir arrivent à Aigle un bataillon français et un bataillon vaudois. On croit à une attaque prochaine, ce qui semble contradictoire avec une entrevue entre Brune et Mengaud d'une part, et des négociateurs bernois de l'autre.

Lettre des Grisons n'annonçant rien de fâcheux.

J'ai reçu une lettre du c. Florent Guiot, résident près les Grisons, pour établir notre correspondance ; ne me parlant pas de mouvements dans ces Ligues, il paraît qu'il n'y a rien à craindre [*Annexe VI*].

Chemin à pratiquer d'Evian à Monthey. Très utile pour nos relations avec l'Italie et la Cisalpine surtout, soit que ce chemin s'embouche dans le Saint-Bernard, soit qu'il conduise au Simplon et au Saint-Bernard. Il serait profitable par le transit au Bas-Valais. C'est le moment d'en négocier l'élargissement.

Je vais maintenant parler d'un chemin à élargir, qui communique du Mont-Blanc en Bas-Valais et qui donnerait un transit très favorable aux

importations et exportations en Italie, soit par la voie du Saint-Bernard, soit par celles du Simplon et du Saint-Gothard. La contrebande serait bien mieux surveillée. La route de Thonon et d'Evian est faite bonne et fort bonne jusqu'à Châtel et même plus loin dans la vallée d'Abondance. Elle peut se continuer de Châtel en prenant à gauche ; on monte environ un quart d'heure de chemin en pente douce par des prés bordés des deux côtés de sapins.

Puis, on trouve un marais bordé de prairies à droite et à gauche. Le sentier qu'on peut aisément rendre praticable pour charrettes, passe sur la droite ; il redescend en tournant à gauche, suit une vallée toute en prairies pendant une lieue environ. Sa pente est douce ; l'eau qui y coule devient là un torrent qui se précipite dans la Vièze au village de Troistorrens ou Trés-torrens. Le chemin actuel prend alors sur la gauche et en une heure descend à Monthey ; il est rapide et mauvais ; on ne doute pas qu'on ne puisse l'adoucir en le faisant contournant la montagne. C'est ce lieu qu'il faut faire visiter par un ingénieur des Ponts et Chaussées habile. Cette montagne n'offre que des pentes rapides en prairies et point d'encaissement de rocher. Le fond en est cependant en roc vif en beaucoup d'endroits.

Utilité soit comme renfort de l'aile droite de l'armée française, soit comme moyen de paix dans les élections de germinal, d'employer trois mille trois cents hommes sortis des troupes piémontaises.

Je suis instruit que la plupart des soldats qui ont servi le roi sarde étaient, ou des soldats d'ancienne levée ou des jeunes gens de première réquisition entraînés dans ce service les uns par fanatisme religieux excité par leurs curés. Au moment des licenciements des régiments sardes de Maurienne et Genevois, ils étaient au nombre de deux mille sept cents hommes.

Six cents Savoyards ont aussi quitté du régiment de Savoie, ci trois mille trois cents hommes de belles et bonnes troupes aguerries et disciplinées. En faire la levée sur-le-champ contre les Bernois, on y gagnerait un renfort dans l'aile de l'armée française dont le Pays de Vaud aurait grand besoin. On mettrait au moyen les quatre mandements jusqu'à Vevey à l'abri d'une irruption par l'Oberland ; on ôterait aux assemblées primaires des hommes que les prêtres fanatisent en ce moment.

Instructions sur les émigrés ayant payé leur naturalisation en Valais.

M. Montmorency-Luxembourg, fils d'un Montmorency mort avant la Révolution, est reçu patriote ou citoyen valaisan. Votre correspondance avec mon prédécesseur vous a appris que pour de l'argent on recevait des émigrés en qualité de Valaisans. Cette espèce de naturalisation est contraire à l'intérêt de la France et à sa tranquillité. Mais comme je n'ai point d'instructions à cet égard, comme si je donnais la chasse à M. Montmorency il pourrait monter dans le Haut-Valais où son esprit et ses talents militaires seraient peut-être préjudiciables au Bas, je ferme les yeux sur sa retraite à Monthey où je le fais surveiller. Je sais qu'il n'y bouge pas et que même il nous sert. J'attribue ce système à l'espoir du succès d'un mémoire qu'il a adressé au D. E. pour offrir ses services dans l'Inde contre les Anglais avec soixante émigrés comme

lui. Néanmoins, je vous prie de me faire passer des ordres à l'égard des émigrés reçus patriotes valaisans.

Observations météorologiques.

Le temps de la dernière décade a été ou brumeux ou neigeux.

P.-S. Ci-joint la réclamation du c. Chaignon de la qualité de citoyen français.

(E, fol. 264-265, orig. — Bulletin n° 32 : A et B, deux pièces ; C, une pièce ; D, trois pièces ; E, une pièce. Reçu 17 ventôse [7 mars]. Répondu 29 ventôse [19 mars]. — Le texte de Chaignon n'a pas été retrouvé.)

Annexe I. Saint-Maurice, 24 février 1798. Proclamation du comité général au sujet de fiefs. — Publ. dans *Doc. I*, pp. 79-80 (Annexe II).

Annexe II. Saint-Maurice, 24 février 1798. Proclamation du comité général au sujet des bannis pour opinions politiques. — Publ. dans *Doc. I*, p. 80 (Annexe III).

Annexe III. Saint-Maurice, 24 février 1798. Mémoire remis au résident de France avec le projet de constitution. — Publ. dans *Doc. I*, pp. 69-71 (Annexe IV).

Annexe IV. Saint-Maurice, 24 février 1798. Projet de constitution pour la République du Valais. — Publ. dans *Doc. I*, pp. 72-77 (Annexe V).

Annexe V. a. Sion, 22 février 1798. Acte de ratification de l'indépendance du Bas-Valais. — Publ. dans *Doc. I*, pp. 66-67 (Annexe I). — b. Sion, 22 février 1798. Lettre de l'Etat du Haut-Valais au comité général du Bas-Valais. — Publ. dans *Doc. I*, pp. 67-68 (Annexe II). — c. Sion, 22 février 1798. Lettre du grand bailli Sigristen au comité général du Bas-Valais. — Publ. dans *Doc. I*, p. 68 (Annexe III).

Annexe VI. Saint-Maurice, 5 ventôse an VI (23 février 1798). Lettre de Mangourit à Florent Guiot, résident près la république des Ligues.

Je n'ai point attendu votre lettre du 24 pluviôse dernier [12 février], citoyen, pour vous demander au nom de la patrie une correspondance active entre nous. Si vous n'avez pas reçu cette invitation, c'est que ma missive aura eu le sort de quelques autres que l'infidélité a supprimées. Je vous fais mon

compliment d'être sorti du cérémonial de la reconnaissance de votre caractère et d'être par là à même d'en développer tous les moyens. Vous vous êtes trompé, comme vous le verrez par l'*intitulé de ma lettre*, dans le titre que vous me donnez. La République lémanique n'existe point d'ailleurs depuis le plan de constitution helvétique dont un courrier vous a apporté comme à moi deux cents exemplaires.

Ce plan a été admis à Bâle et dans tout le Pays de Vaud. J'ignore l'effet qu'il fera parmi les Grisons. Dans le Valais, il a déplu : il a été trouvé impraticable.

Il a déplu parce que le Valais république croyait mériter une *invitation* semblable à celle faite aux Grisons ; il a déplu parce qu'il tient à sa république ; il a été regardé comme impraticable à cause de sa pauvreté qui, dit-il, ne lui permet pas des rouages si chers, lorsque sa machine très simple n'a besoin que du souffle d'un habile ouvrier pour la dégager de sa poussière. Il a calculé que l'entretien de quatre sénateurs, de huit grands conseillers, d'un juge du Tribunal suprême à Lucerne, était au-delà de ses moyens pécuniaires, sans compter la solde de tribunaux de treize et de neuf juges, de préfets, de sous-préfets, et celle du *quota* de l'armée sur pied. Il s'est attaché d'un autre côté à sa situation topographique et il a soutenu que, borné de toutes parts excepté au nord-ouest par des montagnes, la nature avait indiqué à ses habitants de vivre en famille, sauf les alliances ou les confédérations. Il m'a demandé si j'étais chargé du « *Contrains-les d'entrer* » *politique* ; cette demande a été officielle ; ma réponse *négative* l'a également été. J'ai *invité* à la réunion...

Elle pourrait s'opérer quinze jours, mais je ne crois pas qu'elle eût une plus longue vie. Maintenant, je dois vous faire part de mes opérations dans ce pays, et je vous demanderai en retour un exposé des vôtres. Je vous expliquerai les causes de ma curiosité.

J'ai nourri à Lausanne et à Vevey les principes insurrecteurs contre la tyrannie bernoise ; parvenu à leur faire secouer le joug, j'attachai le fil conducteur de l'électricité aux quatre mandements, pays de la domination de Berne, mais beaucoup plus ménagés par l'oligarchie que le Pays de Vaud. Lorsque je parvins à faire planter sur la rive bernoise du lac Léman et du Rhône les arbres de l'indépendance, je songeai au Bas-Valais que le Haut tenait comme sujet et auquel par des supplices et des confiscations en 1791 il avait donné la soif de la liberté. Bientôt, les magistratures et les gouvernances du Haut-Valais dans le Bas abdiquèrent entre les mains du peuple ou s'enfuirent. L'arbre chéri fut élevé, jusque sur le grand mont Saint-Bernard. Je donnai les plus positives assurances que l'on ne toucherait pas aux opinions religieuses, et les curés, l'Abbaye, les moines se turent ; des comités se formèrent dans toutes les paroisses ; il en naquit un comité central à Saint-Maurice. Le peuple du Bas-Valais se déclara *indépendant* et le Haut déclara le Bas *indépendant* et maître de lui-même.

Je suis heureusement arrivé jusqu'à ce jour sans coûter une larme à l'humanité, et j'espère bien que tout finira de même ; il y avait ici comme ailleurs des amateurs de sang et de pillage ; il y avait des oligarques, des distinctions, des nobles, de premiers, de seconds et de troisièmes bourgeois. J'ai tout fondu : il n'y a plus que des citoyens.

Mais des agitateurs et des hypocrites ont exaspéré le peuple du Haut-Valais, en sorte qu'il met pour condition d'une indépendance accordée par sa diète la *réunion au Haut* ; ils font des processions à l'orient et à l'occident ; on forme des bataillons ; on crée une constitution adaptée aux localités, mais basée sur les principes généraux de la constitution française et du projet de constitution helvétique (que le Pays de Vaud vient d'adopter). Le général de l'armée française qui occupe la ligne de Suisse en impose aux oligarques de toutes les parties de la fédération. Tel est l'état des choses pour ce qui me concerne.

Maintenant j'explique la nécessité d'une correspondance active entre vous et moi par l'analogie de la langue, par la forme démocratique établie et dans les Grisons et dans le Haut-Valais : dans ces deux contrées, on y parle allemand, on y professe le culte romain, l'assemblée par curies et décuries paraît s'y être maintenue. Les préjugés de maîtres et de sujets sont les mêmes et par conséquent les intérêts. J'ai au surplus parlé et je ne cesserai de parler le langage de la raison et de la vérité ; vous avez déjà senti sans doute qu'il était parfaitement entendu, avec de la patience, d'hommes aussi rapprochés de la nature.

P.-S. J'ai reçu avant-hier une lettre de l'ami Paganel qui m'a procuré le plaisir de danser l'hiver passé chez vous et avec votre aimable et gaie citoyenne que j'assure de mon respect.

(E, fol. 262, orig. — Répondu le 4 germinal [24 mars].)

50. Saint-Maurice, 7 ventôse an VI (25 février 1798). 40^e dépêche de Mangourit.

Votre dépêche a centuplé mes forces. En permettant aux Valaisans de former une représentation nationale et d'adresser au gouvernement français la notification des changements qu'ils auront opérés ; en leur promettant les conseils et les secours pour les conduire au but sans trouble et sans secousse ; en les laissant libres de se préparer à se donner l'organisation jugée la plus favorable à la sécurité et au bonheur de cette contrée, vous avez retrempe tous les cœurs de la force et de la ténacité nécessaires pour faire aimer une révolution et la consolider.

J'ai fait part de cette nouvelle au président du comité central des communes du Bas-Valais et au président du comité de Saint-Maurice : une nouvelle ardeur s'est répandue dans tous les cœurs.

Les dizains du Haut-Valais moins tourmentés par l'oligarchie ayant enfin ratifié l'indépendance sans condition de réunion, une députation du Bas est montée à Sion uniquement par mesure de civilité quant à l'Etat, mais bien pour sonder les dizains de Sion et de Sierre, pour les dépersuader qu'on ne mange pas des enfants, qu'on ne dise plus la messe et qu'on aille combattre les Anglais, et enfin pour les engager à la réunion avec le Bas.

J'ai l'honneur de vous envoyer copie de ma lettre écrite à l'Etat du Valais oriental [*Annexe*] dans laquelle vous retrouverez quelques phrases de votre dépêche du 24 [pluviôse].

Les hostilités dans le canton de Berne ne commencent pas. Sans doute que l'on négocie. Mais je pense que c'est un temps perdu à l'égard d'un gouvernement caduc et entêté.

(E, fol. 266-267, orig. — Bulletin n° 33. Répondu à la dépêche du 29 pluviôse an VI [17 février]. Reçu 22 ventôse [12 mars]. Répondu le 29 ventôse [19 mars].)

Annexe. Saint-Maurice, 8 ventôse an VI (26 février 1798). Lettre de Mangourit au grand bailli Sigristen et au Conseil du Valais.

Je vous remercie de l'acte corroboratif de l'indépendance du Valais occidental dont vous avez eu la bonté de me faire passer copie. Une députation du comité central des communes du Valais occidental vous porte les témoignages de gratitude de la part des peuples qu'il représente.

J'eusse désiré que les fonctions de ma place, multipliées en ce moment, m'eussent permis de céder au désir de vous offrir moi-même les sentiments que vous m'avez inspirés.

Je fais des vœux bien sincères pour une réunion solide et durable ; les communes séparées y travaillent sincèrement et avec activité ; elles sentent, et vous sentez comme elles, que cette réunion n'aura de vraie consistance qu'en formant une représentation nationale des deux peuples basée sur une charte constitutionnelle, qui sans rien changer à ses droits leur donne au contraire plus de force, des rapports plus immédiats, une direction plus perfectionnée.

Elles sentent encore que la représentation nationale dont il s'agit doit être composée des vrais amis de la liberté et de l'égalité, d'hommes patriotes, énergiques et probes qui fassent abnégation de leurs intérêts particuliers en faveur de l'intérêt du peuple.

Lorsque la charte constitutionnelle que l'on prépare vous sera présentée, si elle est acceptée, la réunion est opérée par ce seul fait. Si quelques articles peut-être mal rédigés ne sont pas entendus dans leur véritable sens, alors les dizains pourront nommer des négociateurs et les adjoindre aux chefs de l'Etat, s'ils le jugent nécessaire, pour discuter ou éclaircir les points obscurs ou mal saisis.

Comme il est question d'un contrat auguste et perpétuel, et comme la défiance est la vertu naturelle d'un peuple libre, il est à désirer que les louables dizains adjoignent à leurs plénipotentiaires des hommes dont la vertu et le patriotisme éminents font l'honneur de leurs contrées, en tel nombre qu'il leur plaira, afin qu'à leur retour ils persuadent et convainquent que le peuple français ne désire que le bonheur du peuple valaisan, et que le D. E. ne refusera à ce peuple si respectable par ses mœurs, ni ses conseils ni ses secours, pour qu'il arrive à la perfection républicaine sans trouble et sans secousse.

Soyez certains, Messieurs, que de mon côté je suivrai invariablement la route que j'ai choisie, parce qu'elle a mérité vos éloges et votre confiance, et parce que loin d'elle on ne trouve que diffuges, faussetés et chagrins. Sans cesse occupé de la paix et du bon ordre dont l'union fait le bonheur des républicains, j'appellerai votre loyauté par ma franchise et je parviendrai à vous convaincre que l'envoyé d'un gouvernement républicain de la France régénérée, d'une nation rendue à la loyauté gauloise n'est point un observateur rusé ou farouche, mais qu'il est l'organe et le gage de l'amitié sincère du D. E. envers le peuple valaisan.

(E, fol. 268, copie ; D 3, pp. 60-62 ; Brigue, Arch. Stockalper, n° 10171, trad. allem. de la main du châtelain Perrig.)

51. Saint-Maurice, 13 ventôse an VI (3 mars 1798). 41^e dépêche de Mangourit.

Les élections de Bex sont entachées du défaut de n'avoir pas été au scrutin sur chaque électeur à nommer ; il y a trois beau-frères de nommés et deux cousins germains ; les premiers ne sont pas bons, les seconds sont parfaits quant au patriotisme. Les communes de la montagne de ce district se sont séparées et, ayant observé les formes, ayant déclaré qu'elles n'avaient pas eu l'intention en secouant le joug de l'oligarchie bernoise de se mettre sous celui de l'oligarchie vaudoise, elles ont nommé un excellent électeur. J'ai fait le procès-verbal d'élection des montagnards.

A Aigle, les choix sont moitié mauvais moitié bons, mais toujours des *Messieurs*, ce qui pour une première assemblée n'imprime pas assez sur le peuple le caractère de sa régénération.

A Ollon, cinq électeurs sont excellents ; le sixième, *Roud*, n'a pas odeur de patriote.

A Villeneuve, deux électeurs, deux suppléants mauvais, de famille oligarchique ou ci-devant attachés à l'oligarchie par des magistratures.

A Montreux, sept excellents patriotes.

A Vevey, beaucoup de négociantisme d'abord et de patriotisme ensuite. Les notes particulières sur chacun des électeurs de Vevey et lieux antérieurs me sont fournies par des correspondants qui ne se connaissent pas et qui habitent dans des bourgs séparés, par exemple Villeneuve et Bex me renseignent sur Aigle avec Aigle lui-même ; Lausanne mesure Vevey et Vevey mesure Lausanne. Je ne vous envoie pas les détails ; ils vous sont inutiles et me sont favorables.

P.-S. Lausanne devait offrir un tiers de très bons et deux tiers de très mauvais *comme capitale*, ce qui est arrivé.

(E, fol. 269, orig. — Bulletin n° 34 : élections du pays oriental de Vaud. Reçu 26 ventôse [16 mars]. Répondu le 29 ventôse [19 mars].)

52. Paris, 14 ventôse an VI (4 mars 1798). Talleyrand à Mangourit.

J'ai reçu, citoyen, vos douze dépêches ou bulletins, en date des 21, 25, 26, 28 et 30 pluviôse [9, 13, 14, 16 et 18 février], 1^{er} et 3 du courant [19 et 21 mars], n^{os} 21, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31, avec les pièces qui y sont annoncées.

Je vous ai transmis par ma dépêche du 4 [ventôse = 22 février], les intentions positives du D. E. sur le Pays de Vaud, les Treize Cantons et leurs alliés. J'en ai informé en même temps les c. Mengaud et Desportes. La réunion de toute la Suisse et de ses co-Etats en une seule république représentative, et l'acceptation du projet de constitution est le but où doivent tendre toutes vos démarches.

Je suis très satisfait des détails que vous me donnez. Vos bulletins sont le tableau mobile des espérances et des craintes dans le pays que vous avez sous les yeux. J'ai soin de soumettre au D. E. tout ce qui peut fixer son attention.

Vous avez trop bien mérité des bons Valaisans qui vous entourent, en les conduisant doucement au régime de la liberté pour que je ne conçoive pas l'empressement qu'ils mettent à vous témoigner leur gratitude, et le petit cadeau qu'ils se disposent à présenter à votre épouse en est un gage qu'il serait affligeant pour eux de voir refusé. Je vous autorise à le recevoir.

Le nommé Desloges dont vous me parlez dans votre dépêche n^o 29 [*ci-dessus*, n^o 45] a écrit au ministre de la Police générale pour être autorisé à venir rester à Paris ; le c. Helfflinger rend bon témoignage à ce particulier et vous en faites un portrait bien différent. J'en prévien le ministre de la Police générale et j'appelle sa surveillance sur un être aussi dangereux [*Annexe*].

Continuez, citoyen, à seconder comme vous faites les mesures du gouvernement en faveur des principes de l'égalité. J'espère que vous parviendrez à réunir tous les esprits dans le Haut-Valais qui vous a choisi pour son médiateur.

(E, fol. 271, minute.)

Annexe. [Paris], 14 ventôse an VI (4 mars 1798). Lettre de Talleyrand au ministre de la Police générale.

Votre prédécesseur avait écrit, mon cher collègue, le 15 nivôse dernier [4 janvier], au c. Bacher, agent de la R. F. à Bâle, pour avoir des renseignements sur le nommé *Desloges* qui lui avait écrit à l'effet d'être autorisé à séjourner à Paris. Le c. Helfflinger, qui a résidé en Valais et qui a employé cet individu, lui rend bon témoignage et se loue des services qu'il en a reçus.

Mais le c. Mangourit, aujourd'hui résident en Valais, en fait un portrait bien différent, et le regarde comme un homme très dangereux qui intrigue

pour tous les partis. Je me fais un devoir de vous en prévenir, afin que vous ne consentiez pas à sa demande de venir s'établir à Paris sous vos auspices.

(E, fol. 272, minute.)

53. Saint-Maurice, 15 ventôse an VI (5 mars 1798). 42^e dépêche de Mangourit.

La lettre ci-jointe de l'administration centrale de Chambéry [*Annexe*] justifie de mes diligences à l'égard des émigrés et prêtres déportés réfugiés dans la cité d'Aoste. C'est à cette administration à justifier sa surveillance à l'égard des courriers de ces contre-révolutionnaires.

(E, fol. 273, orig. — Bulletin n° 35 : Emigrés et prêtres déportés.)

Annexe. Chambéry, 1^{er} ventôse an VI (19 février 1798). Lettre de Dufresne, premier président de l'administration centrale du département du Mont-Blanc, à Mangourit.

Nous avons reçu la lettre que vous nous avez adressée le 26 du mois dernier [14 février] au sujet des émigrés et réfractaires rassemblés à la cité d'Aoste et des courriers qu'ils envoient dans ce département.

Nous vous remercions, citoyen, des avis qu'elle contient ; les mesures viennent d'être prises pour que ces ennemis de notre liberté s'éloignent de notre frontière, conformément à l'article 5 du traité de paix conclu entre la République et le roi de Sardaigne le 26 floréal an IV [15 mai 1796] et pour que leurs courriers et agents n'échappent pas à la vengeance des lois.

Veuillez, citoyen, continuer à nous faire part de tout ce que vous découvrirez relativement à la sûreté publique et particulière de ce département.

(E, fol. 274, orig.)

54. Saint-Maurice, 15 ventôse an VI (5 mars 1798). 43^e dépêche de Mangourit.

Le c. Rousseau, agent de la Police générale dans plusieurs départements limitrophes de la Suisse, a été conseillé par le c. Desportes, résident à Genève, de venir prendre langue avec moi sur les divers objets de sa mission. Il a passé trois jours ici ; tous les renseignements de bouche et par écrit utiles à sa mission lui ont été donnés ; il a été témoin de l'enthousiasme de cette contrée. Hier, il est parti pour Saint-Gingolph, Evian, Thonon, Genève d'où

il se rendra dans l'Ain pour continuer des observations qui seront utiles par le talent, l'adresse et les principes libéraux que m'a manifestés ce citoyen.

(E, fol. 275, orig. — Bulletin n° 36. Répondu le 29 ventôse [19 mars].)

55. Saint-Maurice, 15 ventôse an VI (5 mars 1798). 44^e dépêche de Mangourit.

L'indépendance ayant été confirmée par les Sept-Dizains et son diplôme envoyé au Valais occidental, le comité central de ses communes députèrent à la Diète très nombreuse de Sion huit députés pour en témoigner avec dignité leur reconnaissance.

La Diète fut très surprise de voir que cette députation se bornait à des remerciements et ne proposait pas sur-le-champ un acte de réunion. Les députés s'expliquèrent en disant que cet acte tenait à l'acceptation d'une constitution régénératrice ; ils invitèrent le Valais oriental à nommer des négociateurs qui, à Saint-Maurice, *sous mes yeux*, entremissent et finissent les conférences.

Ils se retirèrent accablés de caresses, de prévenances et d'honneurs, mais avec la certitude que des intéressés à conserver l'ancien régime influençaient les dizains, c'est-à-dire des paysans auxquels quelques idées plus complexes que celles qui classent les autres espèces dans le cercle de l'instinct assignent un rang parmi le genre humain.

A peine la députation du Valais occidental était-elle rentrée à Saint-Maurice qu'une du Valais oriental y descendit ; elle se rendit chez moi ; je retournai la visite.

Son président, de Riedmatten, bourgmestre de Sion, déjà président d'une [députation] antérieure, bon esprit, entendement cultivé, me lut un discours en quatre pages sur l'excellence prétendue d'une constitution qui admet des offices à vie, un prêtre en partage avec le peuple de sa souveraineté, des assemblées ad référendum chez une nation sauvage où le premier intrigant fait sanctionner ses passions par la multitude, etc. ; puis encore sur la ténacité des Haut-Valaisans, sur les changements faits dans la religion catholique par la France le voulant ou par la France y excitant ; enfin, sur la victoire d'un grand peuple sur l'Europe qui appelait en faveur des petits modération et générosité.

Je demandai copie du discours ; il me fut refusé.

Je demandai s'ils avaient des pleins pouvoirs pour traiter ; il me fut répondu que non.

« Vous êtes donc, leur dis-je, descendus à Saint-Maurice pour être témoins de l'enthousiasme des défenseurs de la liberté. J'ai demandé quatre cents hommes, ils voulaient venir quatre mille, ils vont combattre contre l'oligarchie de Berne. Fribourg est emporté ; Soleure, forcé, et Berne sans doute en cet instant n'existe plus.

» Retournez à votre diète ; pénétrez bien tous les esprits de ces nouvelles ; dites-leur que lorsque le D.E. respecte votre indépendance alliée à un gouvernement représentatif, il mérite leur reconnaissance ; nous sommes trente millions d'hommes ; vous êtes septante mille âmes. Un roi vous eût

conquis ou détruits. La grande république vous parle en amie et vous conserve une liberté bien entendue. Dites aussi aux intrigants que je les connais et que je les surveille ; ils me répondront des égarements d'un peuple que j'estime ; après-demain, on vous portera un plan de constitution ; de son acceptation, de son refus dépend votre bonheur. »

Ils sont remontés à Sion, passant à travers les Valaisans armés et accourant pour forcer les Bernois de l'Oberland.

Ce spectacle, les danses, les tambours, les fanfares, les cris de « Vive Mangourit ! » ont fait palpiter leurs cœurs et nous rendront la diète traitable sans doute.

[P.-S.] Je vous envoie copie de ma note au grand bailli [*Annexe*].

(E, fol. 276-277, orig. — Bulletin n° 37. Répondu le 29 ventôse [19 mars].)

Annexe. Saint-Maurice, 15 ventôse an VI (5 mars 1798). Note de Mangourit au grand bailli Sigristen.

Le soussigné a l'honneur d'envoyer le bulletin de l'armée de la liberté à M. le grand bailli. Fribourg pris, Soleure enlevé, quinze cents hommes enlevés par une compagnie de grenadiers français, Büren incendié, Morat évacué, la jonction des deux armées opérées à l'instant pour étouffer l'oligarchie bernoise, voilà la campagne de quelques jours. Les patriotes du Valais oriental vont se réjouir. Ces grands événements préparent leur réunion au Valais occidental. Une constitution basée sur leurs vrais intérêts, consolidée par la victoire, sera acceptée par la raison, la justice et la fraternité.

(E, fol. 278, copie ; AV, fonds Briguet, P 213, copie.)

56. Saint-Maurice, 15 ventôse an VI (5 mars 1798). 45^e dépêche de Mangourit.

Le 11 [ventôse = 1^{er} mars], le général Pouget, nommé commandant de l'armée depuis Lausanne jusqu'à l'extrême droite, me fit prévenir dans la nuit qu'il désirait s'aboucher vers les midi du 12 à Aigle. Je partis et nous fûmes visiter les avant-postes. Mon fils dans la nuit avait été avec un capitaine de mineurs et six chasseurs de montagne observer du haut d'un rocher d'où l'on découvre l'Oberland occupé par Tscharner et ses Allemands. Ils l'avaient reconnu lui-même et avaient jugé sans compter les milices du pays qu'il n'avait que six à sept cents hommes.

Je donnai connaissance au général Pouget du mauvais esprit qui régnait à Aigle et je le servis en détails.

Il me demanda quatre cents volontaires valaisans ; à mon retour à Saint-Maurice, je les demandai du comité central et j'obtins avec quelque énergie ma demande.

La même nuit, je reçus du commandant français d'Aigle [Chastel] la réquisition qu'ils se tinssent prêts, mais les communes qui devaient fournir leurs contingents étaient plus ou moins distantes. Je crus dans ces objections apercevoir quelque mollesse ; j'entrai au comité, je fis entrer le peuple et j'eus de Saint-Maurice dans dix minutes cinquante braves prêts à marcher. Ils marchèrent.

Hier, il en est parti environ cent cinquante armés, équipés et fournis de trente cartouches. Si je voulais quatre mille hommes, je les aurais : dans la bannière de Monthey, ils ont demandé : « Est-ce Mangourit qui a parlé ? — Oui ! » Ils sont partis sur-le-champ cent cinquante. Martigny et l'Entremont passent aujourd'hui. Je crois que c'est ce matin que le bal se donne ou au plus tard demain matin.

Aucun détachement ne veut partir que je ne le harangue. L'énergie est celle des premiers jours de notre Révolution.

Nos signaux de rassemblement en Bas-Valais sont prêts ; les montagnes de la Gemmi, gardées ; les cols, farcis de tirailleurs.

Demain, à quatre heures du matin, je pars pour l'armée et soutenir le courage des Valaisans, ce dont en vérité ils n'ont pas besoin.

Tous les officiers, sous-officiers et soldats du régiment de Courten licenciés sont de la partie comme volontaires.

Il a fallu une injonction aux comités pour ne pas suivre l'armée.

Les c. Quartéry, les Bons, les Chapelet, les Preux, les Nucé au nombre de quinze sont partis.

Jacques Quartéry, le premier qui ait abdiqué la magistrature entre les mains du peuple, est parti le premier jour avec quinze volontaires, malgré l'injonction de rester au comité.

[P.-S.] Cette nuit, je reçois le bulletin ci-joint. Faites mettre ces noms dans le *Rédacteur*, s'il était possible d'obtenir un secours à titre d'avance pour les pensionnés ou gratifiés de ce brave régiment de Courten !

16 ventôse [6 mars], deux heures du matin.

Reçu l'arrêté du D. E. du 9 ventôse [27 février]. Je ne puis dire autre chose sinon que l'oligarchie vaudoise en est mécontente ; qu'importe ? Une affaire hier à une lieue de Saint-Maurice : à six heures, on m'envoya inviter à faire battre la générale ici de la part de la ville de Bex. Avec le général retiré de Nucé, [le] major de Rivaz et mon fils, je fus m'informer du danger sur le lieu même de l'attaque ; les Bernois avaient dû repousser nos troupes valaisannes, vaudoises et françaises, et descendre en plaine ; cela n'était pas vrai ; une terreur panique s'était emparée des femmes et des lâches. Je remis les esprits dans le sens contraire. L'attaque d'un poste escarpé nommé de la Croix s'est faite avec perte de quinze hommes de notre côté, mais très considérable de l'autre. Nous avons nettoyé la crête de l'Oberland.

Les volontaires valaisans du Saint-Bernard, au nombre de cent cinquante-six, sont arrivés hier à sept heures du soir et, après avoir fait sept, huit et neuf lieues, ils sont repartis pour aller donner. Je vais dans une heure à Bex pour les blessés et de là je me rendrai à Aigle.

L'assemblée centrale du Bas-Valais a accepté avant-hier soir à l'unanimité et provisoirement le projet de constitution valaisanne dont on fait copie et que je vous enverrai sitôt qu'elle me sera délivrée.

Je n'écris pas plus longuement ; je dois agir.
Le général Pouget se conduit à merveille.

(E, fol. 279-280, orig. — Bulletin n° 38. Répondu le 29 ventôse [19 mars].)

57. Saint-Maurice, 16 ventôse an VI (6 mars 1798). 46^e dépêche de Mangourit.

Votre dépêche du 29 pluviôse [17 février] avait fait un grand bien ; celle du 4 ventôse [22 février] (ci deux jointes) n'a produit aucun mal qu'à moi, n'en ayant fait part à personne. L'arrêté du D. E. du 9 de ce mois [27 février] a tout remis dans sa place. Je vous prie, c. ministre, de ne pas tirer à rigueur avec moi pour des numéros doubles, vu que je suis à la fois ici penseur, ordonnateur, copiste et que, pouvant difficilement fermer l'œil depuis huit jours, je suis parvenu au point de ne plus dormir. Ma porte n'est fermée à qui que ce soit : je suis le confident de tout le monde ; les comités peu accoutumés ne peuvent rien faire sans moi ; je suis ici l'homme nécessaire parce que je représente la France, non parce que je suis l'individu Mangourit.

Le 14 ventôse au soir [4 mars], on m'envoya des quatre mandements prière de faire battre la générale à Saint-Maurice, les Oberland[ais] débouchant dans les quatre mandements sur plusieurs points. Je m'en donnai bien de garde ; je fus sur les lieux moi-même reconnaître le danger : il existait, mais il eût été bien plus grand si j'avais accédé à la réquisition. Je fis partir pour Bex cent cinquante-six hommes qui venaient du grand mont Saint-Bernard ; ils avaient fait neuf lieues de marche ; ils partirent aux cris de « *Vive la France et la liberté !* » Les troupes françaises, vaudoises et valaisannes attaquèrent le poste de la Croix situé sur des précipices, sur des neiges et couvert de deux à trois mille hommes. La victoire nous coûta des hommes : il y en eut que les neiges gelèrent, d'autres qui tombèrent dans les précipices et s'y écrasèrent, d'autres que la carabine allemande mit au nombre des martyrs de la liberté ; nous eûmes douze blessés à ce poste de la Croix, surtout un Français artiste, nommé Rippert, qui est le meilleur instrument que j'aie eu pour faire insurger les quatre mandements endormis par la fausse popularité du commandant Tscharner. Au nombre des morts est le c. Forneret, commandant d'un bataillon vaudois. Demain, nous faisons honneur à ses restes : les six cents Valaisans seront sous les armes, douze vieillards, douze mères de famille, douze enfants, douze vierges avec les drapeaux français, vaudois et valaisan entoureront son cercueil placé au pied de la gorge où il a été tué. Je le suivrai. Je prononcerai un discours où je flatterai la ville de Bex et les Valaisans ; il sera inhumé sur la place publique au pied de l'arbre de la liberté et sur la bière nous planterons un mélèze avec ses racines.

Je passe sur les actions d'héroïsme que ces journées ont produites. Le commandant français Chastel a été le premier à donner et le dernier à se retirer : il a déployé beaucoup de courage et d'intelligence et il a parfaitement exécuté les bonnes mesures qu'avait ordonnées le général Pouget.

Je me suis rendu hier de grand matin à Bex et Aigle. J'ai eu soin des blessés, j'ai été les visiter, je leur ai procuré des transports doux, en mettant à honneur de les transporter à Lausanne sur des civières à bras. Leur marche

était le triomphe de l'humanité. Un soldat français me disait : « Ah ! mon résident, je pleure, ce n'est pas de ma blessure, mais voilà quatre fois que nos ennemis me blessent avant que j'aie pu leur f... un coup de fusil. » Ma femme n'est pas moi. Je puis donc dire qu'elle a porté du charpie aux blessés ; toutes les femmes de Bex et d'Aigle se sont empressées de suivre cet exemple, tant il est vrai que c'est contre nature que les femmes sont royalistes et cruelles.

A mon retour d'Aigle, les Valaisans étaient à Bex sous les armes ; ils m'attendaient ; j'ai harangué le bataillon et partiellement les compagnies pour les éclairer sur la loyauté de nos motifs. Quand ils retourneront, ils feront des prosélytes fameux. J'ai profité de la prise de Berne.

Je demande au général qu'on les laisse à Bex rassemblées parce que je donne quatre jours à la Diète du Haut-Valais pour accepter le projet de constitution ci-joint [*Annexe*], accepté provisoirement par les députés des communes du Bas, en même temps que j'envoie à cette diète les bulletins de notre armée. Le résident Desportes me fit inviter hier d'aller le trouver à Lausanne, mais je ne puis, comme vous voyez, m'éloigner un instant.

P.-S. J'ai su que des manœuvres près des Valdiliens dans le Monthey dégoûtaient ceux-là d'aller au secours des Vaudois et que Montmorency-Luxembourg (fils du prince Tingry) avait déconcerté les coquins en proposant à ces hommes de marcher dans leurs rangs, ce qu'il a fait. J'ai fermé les yeux, mais je vous en avise.

Demande-t-on pourquoi ce Montmorency est dans le Bas-Valais, les émigrés devant être expulsés du 1^{er} février dernier, répondez que cet émigré a des talents militaires, de l'audace et des talents, et qu'il valait mieux le paralyser dans le Bas-Valais en le surveillant, que de nous exposer à ce que réfugié *comme naturalisé Valaisan* dans le Haut, il fît faire une diversion en faveur des Bernois sur nous. Que faire à cet égard, c. ministre ?

(E, fol. 281, orig. — Bulletin n° 39. Répondu le 29 ventôse [19 mars].)

Annexe. Saint-Maurice, 3 mars 1798. Projet de constitution pour la république du Valais. — Publ. dans *Doc.* I, pp. 103-115.

58. Saint-Maurice, 18 ventôse an VI (8 mars 1798). 47^e dépêche de Mangourit.

J'ai eu l'honneur de vous faire passer par le dernier courrier les détails de la victoire remportée par les Français, les Vaudois et les Bas-Valaisans sous les ordres du chef de bataillon Chastel sur les forces bernoises portées dans l'Oberland. Aujourd'hui, j'ai voulu tirer parti de notre triomphe à l'égard du Haut-Valais.

Une députation du Valais occidental est partie ce matin pour Sierre où la Diète s'est transférée, dit-elle, par vue d'économie. Là, elle lui porte le projet de constitution à accepter sous quatre jours, avec charge de lui faire

comprendre qu'environ six mille hommes ne seront licenciés que lorsque l'acceptation aura été faite.

Cette députation a bien voulu se charger d'une dépêche pour M. le grand bailli et le Conseil de la Diète. Elle contient d'abord les opérations de nos généraux jusqu'à l'occupation de Berne. Ensuite, je les engage à regarder quatre jours comme un temps suffisant pour accepter ou rejeter le plan que le comité central des communes du Valais occidental a adopté provisoirement. « J'attends, dis-je, une réponse positive ; c'est d'elle que dépendra le salut de votre pays et la tranquillité des personnes qui feront le sacrifice de leurs préjugés politiques au bonheur de tout le Valais. L'acceptation consommée, vous enverrez sans doute des députés au comité central de Saint-Maurice qui, dès lors, deviendra l'Assemblée provisoire représentative de la république du Valais. Ils s'occuperont du soin de faire accepter la constitution par les communes [réunies] en assemblées primaires, de faire nommer des électeurs qui donneront au pays une représentation nationale du choix du peuple.

» Jusqu'après les élections, la justice et la police auront leur cours comme par le passé, et M. le grand bailli avec le Conseil veilleront aux affaires ordinaires. »

Les trois députés nommés pour aller à Sierre sont adroits et jouissent d'une grande popularité dans le Haut. Ils ne se borneront pas à leur mission publique ; ils engageront la ville de Sion et les communes voisines à se réunir à la République représentative. L'un d'eux [Pittier] était de l'expédition dans l'Oberland et ses récits nous seront utiles.

(E, fol. 293, orig. — N° 40. Reçu le 25 ventôse [15 mars]. Répondu le 29 ventôse [19 mars].)

59. Paris, 19 ventôse an VI (9 mars 1798). Talleyrand à Mangourit : *texte inconnu*. Dépêche mentionnée ci-dessous dans celle de Mangourit, du 5 germinal an VI (25 mars 1798), n° 75.

60. Saint-Maurice, 22 ventôse an VI (12 mars 1798). 48^e dépêche de Mangourit.

Sur Berne.

Je n'ai encore aucun détail sur Berne depuis son occupation par nos forces. J'espère que le général Brune m'en fera passer, afin de soutenir ma force morale dans le Haut-Valais. Les six cents volontaires valaisans restent toujours sous le drapeau à Bex et Aigle comme épouvantail des dizains du Haut.

Pays de Vaud.

Avant-hier, le c. Perdonnet fils me fut député par le comité de gouvernement relativement à la lettre du D. E. au général Brune du 9 de ce mois [27 février], rendue commune pour le résident de Genève et moi.

Le c. Perdonnet m'a témoigné de l'inquiétude sur cette circulaire. « Le c. Monachon se présenta, dit-il, à notre comité pour le prévenir qu'elle avait

été écrite à la demande de l'*universalité* des Vaudois. Le c. Desportes l'y suivit quelque temps après et, contestant avoir chargé le c. Monachon d'un tel message, il déclara que le désir de faire une république séparée du Corps helvétique n'était celui que de quelques Vaudois. »

Ma réponse fut que cette circulaire portait le caractère de la liberté laissée sous toutes les faces au peuple vaudois de choisir entre son union à la R. H. une et indivisible, son union avec le Valais et les bailliages italiens, ou sa formation en République vaudoise confédérée avec le Valais, etc. ; qu'ainsi le D. E., loin de contraindre le vœu général du Pays de Vaud, l'appelait au contraire pour le ratifier. Le c. Perdonnet fut tranquilisé.

Au surplus, mon opinion individuelle est (quant aux intérêts du Pays de Vaud et de la France) qu'une République vaudoise ou lémanique est préférable à la R. H., en la constituant d'une circonférence se décrivant par Nyon, la rive orientale du lac [de] Neuchâtel et du lac de Biennne, Berne, et la rive occidentale de l'Aar (y compris les lacs) jusqu'à sa source adossée aux montagnes du Valais septentrional, et ayant pour centre la ville de Lausanne ou celle de Vevey. Je crois que l'opinion effectivement générale du peuple serait pour cette formation, si elle était consultée par *oui* et par *non*. Je crois aussi que ce qui passe pour opinion publique, quoiqu'il ne soit que le désir des ambitieux et des intrigants, serait la réunion du Pays de Vaud à la R. H., parce que les emplois publics de celle-ci auxquels on vise offrent plus de chances au pouvoir, à la considération, à l'orgueil et à l'avarice.

Valais oriental.

J'ai reçu hier matin une lettre de M. le grand bailli [du 10 mars] dont les expressions annoncent un penchant décidé pour l'acceptation de la constitution valaisanne : « Je vous demande, dit-il, vu l'absence des députés des cinq dizains, que les quatre jours fixés pour l'acceptation ou le refus de la charte constitutionnelle ne commencent à couler que de celui où elle aura été communiquée au Conseil complet de la Diète qui sera probablement réunie ce soir. Je suis au désespoir qu'il ne dépende pas de moi de hâter la consommation de cette *œuvre salubre* qui nous intéresse également et *que je ne doute pas de voir sous peu réalisée à la satisfaction réciproque des deux Etats du Valais.* »

La députation du Valais occidental chargée de proposer l'acte constitutionnel au Valais oriental m'écrit par le même exprès :

« Nous avons l'inappréciable satisfaction de vous annoncer que l'acceptation de la constitution ne paraît pas avoir d'opposition et que les affaires vont très bien dans les dizains de Sion et de Sierre. Nous aurons aussi celle d'élever ici l'arbre de la liberté, et nous procurerons ainsi à Sion la gloire de donner l'exemple au Valais oriental. La magistrature ne nous a demandé que le temps nécessaire pour que cette auguste cérémonie réjouisse toutes les communes au même jour qui sera probablement lundi [12 mars]. »

Si les communes du Valais oriental donnent pouvoir à leurs délégués d'accepter pour elles la constitution, ceux-ci l'acceptant, nous n'aurons pas besoin de l'exposer à une seconde acceptation. Les assemblées populaires démocratiques ayant remis à leurs représentants leur souveraineté *ad refe-*

rendum, il serait aussi inutile que dangereux de rendre un pouvoir auquel on a renoncé.

Si cette forme réussit dans le Valais oriental, je l'emploierai pour le Valais occidental, comme plus prompte et plus sûre.

Réunion de trois dizains du Valais oriental au Valais occidental.

A l'instant, j'apprends que trois dizains, ceux de Sion, Sierre et Loèche (ce dernier était le plus mauvais) se sont déjà réunis.

Quatre officiers de Berne s'étant réfugiés dans le Haut-Valais viennent d'implorer la protection française. Je la leur accorde et je donne avis de leur arrivée à Saint-Maurice au comité de surveillance à Lausanne et au général Pouget qui y commande.

(E, fol. 294, orig. — Bulletin n° 41. Reçu 2 germinal [22 mars]. Répondu le 7 germinal [27 mars].)

61. Saint-Maurice, 23 ventôse an VI (13 mars 1798). 49^e dépêche de Mangourit.

Emigrés et prêtres déportés.

Un nommé Chanel, émigré savoisien, ci-devant officier au régiment de la Reine-Infanterie, né à Annecy et qui demeurant en Valais y était chargé de faire passer en France les lettres de la femme du prétendant, est actuellement dans la cité d'Aoste où il dit qu'il viendra ensuite à Saint-Maurice. Cet intrigant sous la présidence de Carnot avait eu le moyen d'obtenir un passeport du Directoire, quoique la mission dont il était chargé eût été dénoncée plus de dix-huit mois avant. Je vais le consigner au poste du Saint-Bernard et requérir qu'on saisisse ses papiers.

L'on me dit (et je ne puis le vérifier) qu'une partie des émigrés et prêtres savoisiens se jettent dans la partie vénitienne cédée à l'empereur.

Plusieurs émigrés ont quitté Constance pour rentrer en France.

Un certain prince de Carency fait de fréquents voyages d'Allemagne en France, porteur, dit-on, de dépêches pour le prétendant. Cet homme est-il le fils de La Vauguyon, ex-ambassadeur de Louis XVI à Madrid ? Celui-ci qui avait servi dans la légion des émigrés dite de Saint-Fanion, se prétendait rayé de la liste fatale par notre ambassadeur Truguet. On pourrait savoir si c'est le même ?

Le curé de Saint-Gingolph [Dunand] et son vicaire [Derivaz] m'ayant été dénoncés comme émigrés par l'agent de la partie française de ce bourg, j'en ai demandé l'expulsion au comité central des communes du Valais occidental ; c'est aujourd'hui qu'elle doit avoir lieu.

Un comte de Damas, chevalier de Malte et capitaine au service de l'Ordre, se prétendait en conséquence étranger à la France, sa patrie, quoique inscrit sur son nécrologe ; il habitait une petite maison dans le [gouvernement de] Monthey... J'ai requis sa sortie du Valais dans deux fois vingt-quatre heures ; elle a eu lieu.

Madame Moreton-Chabillant, rétablie d'un dépôt de lait, est partie ce matin avec son mari et son beau-frère. Elle renvoie ses enfants âgés de huit et neuf ans dans sa famille à Paris sous la conduite d'une gouvernante ; je leur ai donné un passeport avec charge de le représenter à la première municipalité de la frontière et à la municipalité du canton de Paris.

Je viens d'écrire au général Brune qu'à Berne il doit trouver une correspondance intéressante dans les papiers du banneret Fischer.

(E, fol. 295, orig. — N° 42. Reçu 2 germinal [22 mars]. Répondu le 7 germinal [27 mars].)

62. Saint-Maurice, 25 ventôse an VI (15 mars 1798). 50^e dépêche de Mangourit.

J'accuse la réception de votre dépêche du 14 de ce mois [4 mars].

Je ne conçois rien à ce passage de votre lettre : « Je vous ai transmis par ma dépêche du 4 [22 février] les intentions positives du D. E. sur le Pays de Vaud, les XIII Cantons et leurs alliés, etc. », lorsque le D. E. lui-même, le 9 du même mois [27 février], me fait part de ses intentions, en laissant au Pays de Vaud et au Valais la liberté la plus illimitée. J'ai eu d'autant moins de peine à faire éclater la reconnaissance valaisanne à ce sujet, que sa conservation en république indépendante était le seul objet de ses vœux. Autorisé à publier de la manière la plus authentique cette généreuse condescendance du Directoire, combien serait-il fâcheux, difficile peut-être et certainement amer pour moi et mon caractère, d'être forcé à une contre-marche. Je présume que la lettre du D. E. au général Brune qui m'a été rendue commune avec les c. Desportes et Mengaud n'était pas connue de votre département alors que votre dépêche du 14 de ce mois a été rédigée.

D'après votre permission, j'ai accepté deux flambeaux, un huilier et une cafetière des communes du Valais occidental. Le seul prix de ce cadeau de cœur est l'inscription gravée sur ces pièces :

*A Mangourit, résident de la République française,
le Valais libre et reconnaissant.*

Le Valaisan Desloges ne voulait pas moins que de s'emparer de tous les biens ecclésiastiques dans une contrée misérablement théocratisée. J'ai ses lettres à cet égard. Le c. Helfflinger n'a sans doute rendu bon témoignage à cet individu que par crainte de nuire ; mais il m'a recommandé, s'il venait en Valais, de me méfier de cet homme, et si on en fait part au chargé d'affaires en Saxe, il ne me contredira pas. En république, je ne connais point les considérations fondées sur une certaine honnêteté qui par ses suites ne serait qu'une faiblesse d'où il pourrait résulter des maux.

J'attends aujourd'hui les députés du Haut-Valais avec le retour des députés du Bas. Un seul dizain est rénitent, parce que *Rarogne* est obsédé par l'oligarque Roten, secrétaire d'Etat, et par la tyrannique famille Courten.

Je m'occupe en ce moment de la proclamation à faire pour la convocation des assemblées primaires en vertu du projet de constitution que j'ai eu l'honneur de vous adresser.

Je joins ici l'adresse *d'un chanoine du chapitre de Sion à ses compatriotes*. Je l'ai fait tirer à cinquante exemplaires et j'en fais passer dans les communes. Elle vient à propos au moment des élections.

Je viens de faire passer au général Brune une copie semblable à celle-ci jointe. Cette lettre était écrite *au général de Nocé* [Annexe].

A ma sollicitation, le général Brune vient de placer deux Français dans l'armée vaudoise. Le premier, le c. Charles Rippert, artiste auquel vous avez accordé la protection nationale, est fait capitaine de mineurs ; il a été blessé au bras dans l'attaque de l'Oberland. Le second, le c. Chastel, frère de celui qui a commandé cette vigoureuse attaque, était venu de Lausanne pour y prendre part ; il est sous-lieutenant de cavalerie.

Le général Brune m'écrit de Berne, le 23 de ce mois [13 mars] : « J'ai grande envie et grand besoin de vous voir. Nous nous concerterons pour assurer le bonheur de la Suisse et déterminer les bases de notre travail. Je ne vous enverrai rien de ce qui se médite et de ce qui est convenable. Je me réserve de vous le dire. Je vous attends. »

Je viens de lui répondre que la révolution du Valais s'étant jusqu'à présent passée sans trouble, je ne puis la quitter d'un instant ; que sitôt que les communes du Haut et du Bas vont être réunies ici, je m'occuperai du mode de convocation des assemblées primaires et de l'impression de la constitution, pendant lequel temps j'irai lui sacrifier septante-deux heures. « Il est intéressant plus que vous ne pensez, lui dis-je, pour le D. E., d'avoir un exemple à citer d'une révolution chez un peuple très peu éclairé, opérée sans la moindre douleur. » D'ailleurs, c. ministre, je n'aime pas à me mêler de tout, et si je vais à Berne, ce ne sera que pour condescendre au vœu du brave général Brune qui est de force à tout faire par lui-même.

(E, fol. 297, orig. — Bulletin n° 44. Reçu 3 germinal [23 mars]. Répondu le 7 germinal [27 mars].)

Annexe. S.l.n.d. Lettre de Repond, membre du comité militaire vaudois de Lausanne, au général de Nocé. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke* II, pp. 257-258. (E, fol. 298, copie qui porte en outre *in fine* : « Monthey, Donnet, sergent de la 2^e demi-brigade ; Berroud, sergent. »)

63. Saint-Maurice, 25 ventôse an VI (15 mars 1798). 51^e dépêche de Mangourit.

Avant de vous envoyer un bulletin descriptif de la mission des députés du Valais occidental dans le Valais oriental, je m'empresse de vous annoncer que le plan de constitution valaisanne est signé par les dizains supérieurs et que sous une heure trente députés de ces districts, le grand bailli à la tête, arrivent pour former l'Assemblée générale provisoire et représentative du Valais.

Demain, ouverture de cette assemblée, ensuite convocation des assemblées primaires et organisation finale de la constitution sous quinze jours.

N. B. Je suis informé que le roi d'Espagne rappelle ses officiers. Un Valaisan nommé Preux, du dizain de Sierre, qui s'était démissionné il y a deux ans, vient d'être rappelé et va rejoindre.

L'on m'assure que dans peu il y aura des mouvements dans le duché d'Aoste et dans le val de Domodossola.

(E, fol. 296, orig. — Bulletin n° 45. Reçu 3 germinal [23 mars]. Répondu le 7 germinal [27 mars].)

64. Saint-Maurice, 26 ventôse an VI (16 mars 1798). 52^e dépêche de Mangourit.

Je ne retarderai pas au premier courrier la satisfaction que vous aurez à apprendre que ce matin à midi, le Haut et le Bas-Valais, par députés, étaient constitués en Assemblée représentative provisoire ; que le grand bailli, le vice-secrétaire d'Etat et un membre nommé par l'assemblée sont également directeurs provisoires, et que le citoyen de Riedmatten, un des meilleurs esprits auxquels je dois l'accession du Haut-Valais, est président de l'Assemblée ; que j'ai été prévenu que cette assemblée s'était constituée avec invitation d'y entrer ; que j'y ai prononcé un discours qui m'a été spirituellement riposté ; que l'évêque de Sion m'a écrit et se met lui et son clergé sous le bouclier de la loyauté française ; que demain l'on s'occupe des assemblées primaires ; que ce soir il y a un bal où toute la législature assiste avec des bataillons français, vaudois et valaisan ; que j'ouvre la danse et que tous sont dans la joie de leur âme. Au premier courrier les détails.

[P.-S.] On ne cesse dans les rues et partout de crier : « Vive le Directoire et la République française ! »

(E, fol. 299, orig. — N° 46. Reçu le 6 germinal [26 mars]. Répondu le 13 germinal [2 avril]. — Extr. publ. dans *L'Ami des lois*, t. IV, n° 956.

65. Saint-Maurice, 28 ventôse an VI (18 mars 1798). 53^e dépêche de Mangourit.

Malgré les efforts de M. de Roten, secrétaire d'Etat, l'oligarque le plus opiniâtrement attaché à Berne, Londres et Blankenbourg, les Sept-Dizains du Valais oriental autorisèrent leurs députés à la diète de Sion à signer le plan de constitution valaisanne qui leur était présentée par les députés du Valais occidental. Roten travaille encore, mais il est averti très sérieusement d'être sage.

Ainsi c'est le peuple jouissant de la démocratie la plus pure qui par acte de cette démocratie vient d'adopter la démocratie représentative ! Ainsi ce sont les maîtres naguère du Bas-Valais qui viennent s'asseoir à la même table et qui renoncent à une fausse paternité !

La représentation du Haut-Valais descendue à Saint-Maurice est de quarante-deux personnes, y compris le grand bailli et le secrétaire d'Etat en second, les c. Sigristen et Chastonay. J'ai reçu cette visite ; le grand bailli portait la parole : un discours plein de sensibilité et de reconnaissance de ce que le D. E. laissait au Valais son indépendance et des baisers fraternels. Une explication pure et franche des désirs de mon gouvernement pour la félicité du genre humain et particulièrement de cette contrée ont désabusé les esprits mal assurés et fait couler des larmes qui, c. ministre, ne coulent ici que quand le cœur se rend ou jouit.

En sortant de chez moi, avant-hier à dix heures du matin, les députés des dizains orientaux se sont rendus à la maison commune où se tient le comité central des communes du Valais occidental. Là, effusion encore plus vive des sentiments qui élèvent l'homme au-dessus de sa création. Le plus ancien d'âge (et c'était un paysan vénérable du Haut-Valais) avec trois scrutateurs et un secrétaire ont reçu les votes par scrutin pour la présidence et les secrétaires de l'*Assemblée représentative provisoire de la république du Valais*.

L'ex-bourgmestre de Sion avec lequel j'ai été en correspondance réglée depuis mon arrivée en Valais, le c. Riedmatten, a été nommé président. Les deux secrétaires de l'assemblée pour la langue française se nomment les c. Pittier et Du Fay ; les deux, pour la langue allemande, sont les c. Zurbruggen et Augustini.

Le premier décret constitue l'assemblée.

Le deuxième arrête qu'attendu que le peuple de chaque dizain a envoyé un nombre plus ou moins inégal de députés, les opinions seront recueillies par dizain et qu'en cas de partage la voix du président fera le décret.

Le troisième ordonne qu'une députation de douze ira annoncer au représentant de la R. F. la réunion du Haut et du Bas-Valais et la constitution de leurs députés en Assemblée représentative provisoire de la république du Valais, avec charge de l'inviter d'entrer.

Le quatrième établit un comité de préparation pour l'ordre du jour.

Le cinquième établit un Directoire provisoire composé de trois membres et le scrutin donne à ma grande satisfaction pour directeurs provisoires les c. Sigristen, ex-grand bailli, Chastonay, ex-vice-secrétaire d'Etat, le capitaine de Rivaz, parent du général français Rivaz qui avait été *proscrit* pour ses opinions politiques ; il a été lui-même menacé en 1791.

La députation s'étant transportée chez moi, je me suis transporté en grand costume à l'assemblée où j'ai été accueilli au milieu des acclamations ; un fauteuil m'était préparé à côté du président ; j'ai prononcé le discours ci-joint [*Annexe I*] ; vous lirez sans doute la réponse improvisée du président : elle vous donnera une juste idée de ses talents. Il était lieutenant aux Gardes françaises au licenciement.

Je réserve à votre philosophie, c. ministre, la copie de la lettre patriarcale de l'évêque du Valais [*Annexe II*].

*Mon père, ah ! si jamais ta nation cruelle
Avait de tes vertus montré quelque étincelle,
Crois-moi, cet univers aujourd'hui désolé
Au-devant de leur joug sans peine aurait volé !*

Pardonnez-moi cette tirade peu diplomatique, et quand vous lirez ma réponse au prélat de Sion [*Annexe III*], vous me pardonneriez encore la citation du fougueux Athanase et de l'infâme Théodose.

On organise la convocation des assemblées primaires.

(E, fol. 303, orig. — N° 46. Reçu 7 germinal [27 mars]. Répondu 13 germinal [2 avril].)

Annexe I. Saint-Maurice, 26 ventôse an VI (16 mars 1798). Discours de Mangourit à l'ouverture de l'Assemblée représentative provisoire de la république du Valais.

Le spectacle que vous offrez d'une réunion sincère et touchante ne sera point oublié.

Votre révolution s'est opérée par la force de la raison ; elle n'a pas coûté une larme à l'humanité.

L'histoire se plaira de décrire comment la liberté se perfectionna sans douleurs dans vos contrées, comment elle s'assit au milieu d'une des plus vertueuses races du genre humain que jusqu'alors l'on avait calomniée, au point de la faire regarder au-dessous de toutes les autres nations.

Qu'ils nous disent, ces hommes qui jugeaient le peuple valaisan avec tant d'injustice, quelles sont les plus arriérées des grandes familles de l'espèce humaine, ou celles qui, enorgueillies du titre de république qu'elles portaient et dont elles ne jouissaient pas, se sont exposées aux fléaux des guerres civiles, ou bien le Valais qui, du moment où l'heure de la régénération a sonné, s'est empressé d'offrir à l'Europe républicaine et royale le tableau enchanteur et désespérant de tous ses enfants libres, égaux, réconciliés et réunis.

A Berne, par exemple, un sénat composé d'une poignée d'hommes avait usurpé la puissance du peuple. Ces oligarques ne comptaient pas seulement leurs sujets dans le Pays de Vaud — toutes les familles bernoises autres que les leurs leur convenaient à ce titre —, ils regardaient encore les douze autres cantons et leurs alliés comme des instruments de leur ambition ; ils les asservissaient à leur astucieuse politique dans les diètes générales : c'était sur le territoire bernois qu'ils avaient concentré les dernières diètes ; ils se promettaient de subjuguier un jour leurs Confédérés, à l'imitation du patriciat romain qui jadis engloutit toutes les nations du Latium. C'était à l'aide des monarques dont ils avaient servi la cause qu'ils espéraient cimenter leur oligarchie. Pour parvenir à l'exécution de leur dessein, ils s'étaient fait un trésor et un arsenal, des créatures et des espions, des signaux et des phalanges. Conspirateurs contre la moralité du peuple, ils avaient appelé l'agiotage, le luxe et le mépris de l'Europe, neutralisé les vertus antiques, avili le sentiment glorieux de fidélité, trafiqué des guinées et des poisons britanniques, entretenu des traîtres français pour être tour à tour prêtres protestants à Berne, prêtres catholiques à Fribourg, et partout prédicateurs d'esclavage.

Je dérobe, c. représentants, à votre indignation la série révoltante des manœuvres employées par quelques usurpateurs de la souveraineté helvétique.

que qu'un paysan célèbre avait fondée en l'arrachant à *Gessler*, beaucoup plus féroce, mais beaucoup moins hypocrite qu'eux.

En Valais, à peine le mot d'indépendance est prononcé à l'Occident que les magistratures hétérogènes à la souveraineté nationale s'inclinent devant elle ; le peuple, qui n'est jamais plus généreux que dans l'élan de sa force, tend une main fraternelle à ceux qui n'avaient point abusé du pouvoir ; l'indépendance est à peine décrétée par le Valais occidental que le Valais oriental accourt la sanctionner. C'est dès lors que, témoin des embrassements mutuels de ces deux frères, je m'écriai : « *La famille de Guillaume Tell si longtemps perdue est donc enfin retrouvée !...* »

Bientôt les Vaudois auxquels les oligarques de Berne présentent l'appareil de l'extermination et des supplices appellent les Valaisans. Entre eux, les cultes religieux diffèrent... mais, grands dieux ! la liberté chez ces deux peuples n'a qu'un autel !

Aussitôt, six cents volontaires se réunissent, escaladent les rochers, font dix-huit heures de marche entre les glaciers et les précipices, donnent la mort et ne la reçoivent pas ! Ils vont apprendre à leurs femmes, à leurs enfants, à leurs vieillards combien sont beaux les lauriers victorieux de l'indépendance.

Le général Brune et ses phalanges héroïques forcent l'ours dévorant jusque dans son dernier repaire : quelque redoutable qu'il soit dans sa chute, il est saisi et transporté loin de son empire ensanglanté.

Alors que de cruels combats se livraient et sur la cime des rochers et sur les plateaux des collines et sur les rives de l'Aar épouvanté, une constitution combinée pour la tranquillité des Valaisans comme Helvétiens, et pour leur bonheur comme peuple indépendant longtemps avant la fondation de la liberté helvétique, était acceptée par les députés des communes du Valais occidental ; elle le fut également par les districts du Valais oriental dès que le renversement de l'oligarchie bernoise eut retenti dans la chaîne glacée des Alpes pennines. L'arbre de la liberté, signe à jamais mémorable pour la postérité que l'on voudrait enchaîner de nouveau, était planté dans le dizain de Sion au bruit de cent vingt coups de canon. Les districts de Sierre, de Leuck, de Viège, de Rarogne et de Conches s'apprétaient à suivre cet exemple. Les curés, le chapitre, l'évêque lui-même conviaient à la fraternité : « *Aimez-vous, ont-ils dit, chérissez-vous comme des frères* », et les peuples ont répondu à cette hymne sacrée par des chants d'allégresse.

Aujourd'hui, une auguste et sainte réunion vient de s'opérer. Vous allez, c. représentants, inviter vos mandataires à l'union et à la concorde sans lesquelles il n'existe plus de liberté. Une prompte convocation des assemblées primaires va s'ensuivre ; vous emploierez vos efforts pour que ces assemblées nomment pour électeurs des patriotes qui n'ont jamais séparé leur cause de celle du peuple ; plutôt des hommes simples et vertueux que des ambitieux habiles et rusés ; plutôt des agriculteurs vivant du produit de leur travail que des égoïstes ne vivant que des fatigues et des larmes d'autrui.

Vous êtes convaincus qu'avec le langage de la raison, l'instinct de la vérité et cette patience de l'homme de bien que rien ne décourage, on persuade toujours ses semblables de saisir leurs véritables intérêts ; qu'on les dégoûte du breuvage de la crédulité, qu'on les rend à la dignité de leur être. Vous ne direz point que le peuple est méchant... ses oppresseurs en le flattant

sur la place publique ne cessent de le calomnier ainsi en secret. Ah ! quand il est aussi près de la nature comme les Valaisans, il est bon, généreux, hospitalier comme elle ! Quand il s'égare, c'est qu'il n'a plus de magistrats, mais des maîtres ; quand on l'excite à la colère, c'est qu'il ne lui reste pas un ami ; quand il sommeille, quand il se baisse, quand il est silencieux, c'est qu'il est enchaîné ou bien près de l'être ; c'est qu'il n'est plus environné que de conjurés, c'est que la tyrannie a changé la nation en troupeau.

Vous avez garanti le peuple valaisan de toutes les fables absurdes répandues à dessein de conserver l'empire ridicule de quelques frénétiques ambitieux ou de quelques hypocrites dominateurs. Ah ! que je vous en remercie comme ami de l'humanité ! Recevez aussi par mon faible organe l'expression des sentiments d'estime et d'attachement du D. E. de la Grande Nation envers le peuple valaisan et des vœux qu'il forme pour sa tranquillité et son bonheur.

Vive la République valaisanne !

Le président (le c. Riedmatten) répondit par un discours improvisé marqué au coin du civisme le plus éclairé. Il dit que le D. E. de la Grande Nation sentait très bien que les conquêtes avaient perdu la République romaine ; qu'il était juste que l'astre de l'Europe s'environnât de planètes similaires et roulant autour de lui, afin d'en pomper la chaleur bienfaisante ; que la R. F. briserait les fers de toutes les nations, et que celle du Valais alliée des Français de tous les temps allait resserrer avec eux ses nœuds plus étroitement que jamais, puisqu'elle allait partager des droits semblables.

Ce discours fut très applaudi.

(E, fol. 301-302, de la main et signé de Mangourit. — Brigue, Arch. de la Soc. d'histoire du Haut-Valais, A 196, copie ; etc. — Partiellement publ. dans Ribordy, pp. 33-36.)

Annexe II. Sion, 13 mars 1798. Lettre de Mgr Joseph-Antoine Blatter, évêque de Sion, au résident Mangourit.

J'ai appris avec la plus douce satisfaction que le projet de constitution pour la république du Valais garantit sous vos auspices à mon diocèse la conservation de la religion catholique, apostolique et romaine dans toute son intégrité. Les expressions me manquent pour vous témoigner la plus vive reconnaissance. Je ne doute aucunement qu'elle ne servira de frein à tout mon peuple et le portera à une haine implacable de la licence et de l'anarchie.

Veuillez bien recevoir, c. résident, sous votre puissante protection l'Eglise de Sion et le clergé, dont la plus grande partie, et en particulier notre chapitre, en secondant mes intentions et exécutant mes ordres, s'est signalée par des démarches propres à inspirer au peuple la confiance envers ses dignes représentants, et à ranimer l'amour de la patrie.

(Sion, Arch. de l'évêché, tir. 351 (anc. cote 217), n° 48, minute ; publ. dans la *Gazette nationale ou Le Moniteur universel*, t. 16, n° 195, p. 782, du 15 germinal - 4 avril, et dans *Strickler*, pp. 560-561, n° 2 a.)

Annexe III. Saint-Maurice, 27 ventôse an VI (17 mars 1798). Réponse de Mangourit à Mgr Joseph-Antoine Blatter, évêque de Sion.

Athanase ferma la porte de son église aux crimes de Théodose ; vous venez d'ouvrir la vôtre aux vertus civiques, en contribuant de toute votre influence à l'acceptation du projet de constitution valaisanne.

A votre voix, les chanoines de Sion se sont transportés dans les Sept-Dizains pour empêcher que les peuples fussent égarés par la malveillance.

Gloire soit rendue à votre humanité ! Puissiez-vous maintenir le zèle éclairé qui a conduit jusqu'à présent le clergé du Valais sous les auspices d'un prélat qui n'a encore eu que peu d'imitateurs ! Schiner, l'un de vos prédécesseurs, fit verser beaucoup de sang ; vous, évêque citoyen, vous aimez à l'épargner. Un article de la constitution garantit à votre troupeau le maintien de ses opinions religieuses ; votre conduite politique vous assure à jamais l'hommage des amis de la liberté, de la paix et de la sagesse.

N. B. *Note secrète.* Le vicaire du Val-d'Illiez [J.-M. Clément], l'un des vicaires d'Orsières [Baillifard], celui de Saint-Gingolph [Derivaz], le prieur de Martigny Murith ne se conduisent pas avec la sagesse nécessaire ; je n'en porte plainte qu'à vous seul, citoyen évêque, et je vous prie de garder dans votre cœur ce que j'ai l'honneur de vous confier ; c'est-à-dire il intéresse que ces ecclésiastiques ignorent qui vous a instruit. La conduite du c. Murith m'étonne, attendu qu'il est un des pasteurs les plus éclairés de votre diocèse et qu'il n'ignore pas le respect profond que je porte à la maison du Saint-Bernard. Vous devez être certain que j'emploierai toutes les occasions pour vous prouver, c. évêque, le désir ardent que j'ai de vous plaire.

(Sion, Arch. de l'évêché, tir. 351 (anc. cote 217), n° 49, orig. — Publ., sauf la note secrète, par la *Gazette nationale ou Le Moniteur universel*, t. 16, n° 195, p. 782, par Boccard, p. 277, par Ribordy, pp. 26-27, par Strickler, p. 561, n° 2 b.)

66. Saint-Maurice, 28 ventôse an VI (18 mars 1798). 54^e dépêche de Mangourit.

Ci-joint copie d'une lettre intéressante de notre émigré à Turin. J'en fais part au général Brune.

Mandez-moi, mon cher M. Henry, quelque chose de nos affaires. Je crains toujours que les Français ne viennent à bout de leurs desseins contre nous. Voyez comme ils se conduisent à notre égard. Ils semblent vouloir nous consumer en frais sans nous livrer des combats, parce qu'ils savent que le Corps helvétique ne peut pas longtemps tenir des armées sur pied ; mais, je vous en prie, jamais la moindre imprudence. Montrons-nous plus puissants que ce que nous sommes et surtout ne communiquez à personne l'observation que nous avons faite ensemble relativement à l'empereur. Il n'est pas douteux que, si ce dernier le voulait, il en serait bientôt fait de nous ; il n'aurait, comme vous me l'observez, qu'à se montrer d'accord avec le Directoire. C'est ce que je ne crois pas encore, puisque quelqu'un, généralement bien instruit,

se flatte qu'on pourra peut-être le décider à une nouvelle guerre qui occuperait nos ennemis. Alors, disent les politiques, nous pourrions pénétrer en France par la Franche-Comté, faire réunir à nous une infinité de mécontents et détacher ainsi de la République tous ses départements méridionaux. Qu'en pensez-vous ? Vous vous abonneriez pourtant à la perte du Pays de Vaud, et même j'ose dire à celle de quelques alliés qui doivent peu vous intéresser pourvu que souveraineté et profits de bailliages nous restent pour nos pauvres enfants. Je suppose que tous nos Etats fussent révolutionnés à la manière française ; il ne faut point qu'on émigre, excepté dans un très grand danger. Il y aurait d'abord une foule de rebelles dont les espérances seraient frustrées ; il y aurait un bouleversement qui causerait beaucoup de désordres et de ces désordres renaîtrait infailliblement notre autorité. Oui, dans sa mauvaise humeur et dans son dépit, ce même peuple à la faveur de la localité du pays rentrerait aussitôt sous notre obéissance.

Ce n'est presque rien que le sang répandu à Rome ; on avait dit ici que le peuple s'y était soulevé ; on le croyait par la seule raison que cet événement eût fait le plus grand plaisir à toute l'Italie qui abhorre les Français depuis des siècles.

Environ vingt-deux personnes de Provence, parmi lesquelles étaient un Castellane, un abbé de Mons, un abbé de La Baume, ci-devant conseiller clerc au parlement d'Aix, les dames de Vintimille, Vérac et Béthisy, Pin, Margnane, Saffret, l'abbé de Pons, un chevalier de Joue, Colonia, etc., s'étaient réunies ici pour faire quelques parties de carnaval. Ah ! les deux jolis poèmes contre la Révolution qu'on a lus dans ces soupers et dîners ; ils sont admirables d'après l'aveu des connaisseurs. Si nous pouvions nous les procurer pour les faire connaître à nos peuples, car vous savez que nos Suisses de porte ne se piquent pas mal d'instruction. J'en désespère ! Cependant je crois qu'on se propose de les répandre en Italie ; ils sont réellement faits pour soulever tant de malheureuses contrées qu'on municipalise malgré elles.

N'en dites rien, car je ne conçois rien moins que le roi de Sardaigne, avec toute sa religion, ce prince est si attaché au parti français que malgré la protection particulière que leur accorde le gouverneur de la ville, Charles-Emmanuel chasserait aussitôt tous ces honnêtes gens occupés de plaisirs et d'objets aussi utiles à notre cause. — Les Milanais doivent devenir furieux en lisant cette décade, et si l'on s'insurgeait bien une fois, je pense que de toute cette armée, il n'en échapperait guère. Au reste, tous ces messieurs sont merveilleusement placés dans ce pays-ci d'où ils peuvent beaucoup sans qu'on puisse presque la moindre chose contre eux, puisqu'ils ont presque tous l'air d'être attachés à la maison de Madame d'Artois. Aussi tiennent-ils à tout et de tous les côtés, en France et à Blankenbourg, cela est ainsi, et je vous assure que le maître de police de Lyon n'était pas un homme dangereux pour le Directoire eu égard à ceux-ci.

Adieu, mon cher M. Henry, le nord doit donner de grandes inquiétudes : on m'assure que si le roi de Prusse ne se dédit pas, il est à la veille de rompre avec la République, de concert avec l'empereur.

Tout à vous et pour vous. Adieu.

Turin, 10 mars 1798.

Gilbert.

— Lettre de l'émigré Grenaud.

Un nommé Lespinasse, émigré français, le factotum de Trevor, ministre d'Angleterre à Turin, a paru à Paris en uniforme d'officier du roi sarde ; il a été, m'a-t-on assuré, chez l'ambassadeur de Sardaigne.

— Ci-joint une autre lettre du même.

On m'écrit de Lausanne (15 mars) :

La manière dont le comité provisoire de Berne est formé alarme tous les patriotes ; on dit qu'il est composé pour la bonne moitié d'oligarques décidés et que des personnes dont on doit le plus se méfier sont au gouvernail des affaires.

On croit plus que jamais que le duché d'Aoste sera insurgé avant le mois de mai : le mécontentement est général en Piémont.

(E, fol. 304-305, copie de la main de Mangourit. — N° 47. Répondu le 13 germinal [2 avril].)

67. Saint-Maurice, 28 ventôse an VI (18 mars 1798). 55^e dépêche de Mangourit.

Le quartier de germinal échoit après-demain. Il y a à Saint-Maurice une assemblée représentative provisoire qui exige que l'agent du Directoire donne à manger. Le dernier quartier est entièrement dépensé. Je vous prie de me favoriser par un prompt paiement, n'étant point dans mes principes de me lier en pays étranger par des emprunts.

P.-S. Je vous demanderais, c. ministre, que vu la multiplicité des affaires en Valais, au Pays de Vaud, les correspondances dont je suis accablé, vous priassiez le D. E. de me passer des frais d'un second secrétaire ; mon fils me sert de premier.

(E, fol. 306, orig. — N° 48. Répondu le 13 germinal [2 avril].)

68. Paris, 29 ventôse an VI (19 mars 1798). Talleyrand à Mangourit.

J'ai reçu, citoyen, vos huit dépêches en date des 6, 7, 13, 15, 16 et 18 de ce mois [24 et 25 février, 3, 5, 6 et 8 mars], n^{os} 32, 33, 34, 36, 37, 38, 39 et 40, avec toutes les pièces qui y sont annoncées.

Je dois les plus grands éloges à la manière active et sage avec laquelle vous vous êtes conduit au milieu des grands événements du choc des armes et des passions, qui ont eu lieu autour de vous. C'est par la confiance que vous avez acquise sur les esprits, par le talent de la persuasion, que vous avez su rallier les braves Valaisans à la cause que nous défendons. Je rends justice aux vues excellentes que vous proposiez pour aider à nos succès militaires, mais la distance où vous êtes ne laisse pas toujours le temps d'en faire usage, et la valeur de nos invincibles légions a devancé tout calcul.

Vous m'avez envoyé un mémoire très bien fait pour prouver qu'il convient aux localités et aux véritables intérêts du Valais de se maintenir, en gou-

vernement, isolé de la Suisse ; et quelques jours après, vous m'avez transmis le projet de sa nouvelle constitution basé sur la constitution helvétique. J'aurais bien désiré connaître si les Valaisans ont une opposition tout à fait invincible à s'incorporer à la Suisse, non comme alliés, mais comme partie intégrante. Le Directoire est sans doute satisfait de voir le Haut et le Bas-Valais démocratisés et réunis, mais il tient beaucoup à l'invitation qu'il leur fait, ainsi qu'aux Trois Liges, de s'amalgamer au Corps helvétique par une même constitution et l'unité de gouvernement. J'espère toujours que ces deux faibles souverainetés, au milieu de quatre grandes puissances, ne tarderont pas à demander cette réunion. Je vous invite à me mettre à portée de répondre sur cet objet au D. E.

Le Directoire a vu avec plaisir que le régiment de Courten licencié avait marché avec nos troupes. Il fera, quant aux pensions et gratifications arriérées, tout ce qui sera possible dans des circonstances moins urgentes que celle où l'expédition contre l'Angleterre entraîne tant de dépenses.

Lorsque je vous ai invité, citoyen, à numéroter exactement vos dépêches, je n'ai pas entendu vous faire un reproche d'un oubli si léger ; mais comme c'est le seul moyen de m'assurer si je reçois une correspondance entière, je suis en usage de recommander ce soin à tous les agents extérieurs, consulaires et politiques.

(E, fol. 309, minute.)

69. Saint-Maurice, 30 ventôse an VI (20 mars 1798). 56^e dépêche de Mangourit.

Le Directoire exécutif provisoire m'a notifié son installation [*Annexe I*].

L'Assemblée représentative s'occupe des assemblées primaires :

1^o sur l'acceptation de la constitution valaisanne par paroisses ; 2^o pour la nomination, d'après les règles de cette charte, de quatorze sénateurs et de vingt-huit grands conseillers avec leurs suppléants.

Le Corps législatif sera installé avant quinze jours et procédera :

1^o à la nomination d'un Directoire permanent ; 2^o à la division du territoire ; 3^o à la reconvoction des corps électoraux pour l'élection des membres des tribunaux, chambres administratives, etc., que l'on ne peut faire avant la démarcation des districts.

Hier, les volontaires valaisans vinrent en promenade militaire défiler et manœuvrer devant la représentation et le Directoire provisoires.

Cet hommage de la force obéissante fut suivi de rafraîchissements sur une table qui circuitait la place publique.

On forme des vœux le verre en main pour l'indissoluble union des Républiques et des Directoires français et valaisan.

Ci-joint encore une adresse du Directoire provisoire au D. E. de la Grande Nation recommandée à mes soins [*Annexes II et III*].

A minuit m'est arrivé un exprès du général Pouget me portant une proclamation du général Brune du 26 de ce mois [16 mars], imprimée à Lausanne le 28.

J'ai été fort étonné de voir dans l'émergence nouvelle d'une république le Valais compris dans sa formation, sans avoir été consulté *sur le possible ou l'impossible* de cette réunion, et en dérogeance complète à la lettre du D. E. du 9 ventôse [27 février] au général Brune, rendue commune aux c. Mengaud, Desportes et moi.

Dans cette lettre, qui est un véritable arrêté, il est permis au Valais de rester indépendant sauf sa confédération et ses alliances avec les bailliages italiens république, le Pays de Vaud république, et les Républiques française et cisalpine.

Dans l'hypothèse dernière que le D. E. semble trouver préférable, on désirait une constitution à peu près calquée sur la constitution helvétique.

Le projet pour celle du Valais était conforme à ce vœu avant qu'il fût connu. On voulait la division du Corps législatif en deux conseils peu nombreux.

J'avais prévu le vœu du D. E.

On permettait un Directoire de trois membres.

Je l'ai fixé à ce nombre.

Enfin, j'étais invité à faire connaître les dispositions ci-dessus et à ce qu'il fût pris une prompte détermination.

Je les ai aussitôt répandues ; l'allégresse a été complète ! J'ai donné quatre jours au Valais oriental pour accepter la constitution provisoirement et elle a été acceptée.

Irais-je aujourd'hui compromettre, je puis hasarder le mot, la haute opinion que l'on a en Valais de la bonne foi du gouvernement français et la confiance que ma loyauté et ma franchise m'ont acquises ?... Peut-être l'opération du général Brune est-elle nécessaire pour les intérêts de la France et les circonstances où se trouve la Suisse sans que le Valais soit attaché effectivement à la République rhodanique. Ce point est assez important pour que je cède aux instances qu'il m'a faites, d'aller conférer avec lui sur des points aussi essentiels. En conséquence, je pars demain pour Berne.

Je ne vous dissimulerai pas que la proclamation de Brune excite ici un sentiment général de douleur et d'amertume, et qu'à moins d'une lettre du Directoire qui anéantisse les dispositions de celle du 9 ventôse, je me crois toujours impérieusement obligé par celle-ci.

C. ministre, souvenez-vous que les Valaisans sont un bon peuple qui s'est réconcilié sans combat et qui a accepté les désirs du D. E. comme la loi d'un père.

(E, fol. 316, orig. — N° 39. Reçu 7 germinal [27 mars]. Répondu le 13 germinal [2 avril].)

Annexe I. Saint-Maurice, 19 mars 1798. Lettre du Directoire du Valais à Mangourit.

Nous avons l'honneur de vous notifier officiellement que l'Assemblée représentative provisoire de la république du Valais a établi un Directoire exécutif provisoire pour exercer les pouvoirs à lui délégués par le projet de

constitution jusqu'à ce que, d'après la ratification des communes, la constitution ait été mise en activité. L'assemblée a fait choix des soussignés pour ces fonctions importantes ; ce qui peut nous en rendre l'exercice plus flatteur, c'est qu'elles nous mettent à même d'entretenir avec vous, c. résident, des relations fréquentes. L'intérêt que la R. F. prend à la tranquillité et à la prospérité du Valais, et votre caractère personnel si avantageusement connu parmi nous, nous les rendront extrêmement précieux.

Nous vous prions donc, c. résident, de vouloir bien déployer auprès de notre nouveau gouvernement votre caractère ministériel et reprendre avec le Directoire exécutif provisoire les communications officielles que vous entreteniez avec l'ancien gouvernement de la république du Valais.

[*Signé :*] Sigristen, président ; Chastonay, directeur ; Rivaz, directeur ; Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(E, fol. 314, copie.)

Annexe II. Saint-Maurice, 20 mars 1798. Lettre de Sigristen, président du D. E. provisoire de la république du Valais, à Mangourit.

Nous avons l'honneur de vous remettre ci-incluse une lettre pour le D. E. de la R. F. [*Annexe III*] à l'effet de lui notifier les changements survenus dans notre république, à l'installation du Corps législatif et du D. E.

Veillez, c. résident, prendre la peine de la lui transmettre avec l'assurance de nos sentiments.

(E, fol. 315, expédition de la main de Tousard d'Olbec, signée : Sigristen.)

Annexe III. Saint-Maurice, 20 mars 1798 (30 ventôse an VI). Lettre du D. E. de la République valaisanne au Directoire de France.

Nous avons l'honneur de vous faire part des changements qui se sont opérés dans le gouvernement de notre République.

L'Etat du Haut-Valais qui possédait des droits de souveraineté sur le Bas-Valais a laissé à peine à celui-ci le temps de désirer son affranchissement. Il a renoncé de son propre mouvement à tous ses droits et a reconnu par acte authentique les habitants du Bas-Valais pour un peuple libre et indépendant. Ces deux portions du Valais changeant de dénomination et agissant indépendamment l'une de l'autre sous les noms de Valais oriental et occidental ont voté mutuellement et unanimement leur réunion en une seule république libre, et nous avons eu la satisfaction de voir que notre détermination à cet égard ne contrariait point les vues politiques de la République française avec qui nos anciennes relations d'alliance et d'union étroite nous feront toujours une loi de nous concerter.

Nous avons été singulièrement aidés dans cette révolution, c. directeurs, par le c. Mangourit, votre chargé d'affaires, qui a su employer à propos l'influence de votre puissante nation et celle de ses talents personnels pour

nous préserver des troubles que trop de gens cherchent à exciter dans le moment de l'absence du gouvernement. Il a été le témoin et l'appui d'une révolution dont l'exemple est encore unique, d'une révolution qui s'est opérée sans secousse et sans résistance.

Les conseils des deux parties du Valais ont accepté provisoirement et sauf la ratification des communes un projet de constitution que le comité général du Valais occidental avait proposé et adopté le premier. Les députés respectifs se sont ensuite réunis à Saint-Maurice où ils se sont constitués en assemblée représentative provisoire de la république du Valais. Cette Assemblée s'est dessaisie à l'instant de tout le pouvoir exécutif entre les mains d'un Directoire provisoire auquel nous avons été appelés et dont une des principales attributions est celle de suivre les relations avec les puissances étrangères.

Ces pouvoirs doivent subsister jusqu'à la ratification de la constitution et sa mise en activité. Nous avons eu l'honneur de notifier notre nomination au c. Mangourit et nous nous flattons qu'il déploiera son caractère ministériel auprès de nous et que la régénération de notre gouvernement fondé sur les principes de la liberté et de l'égalité et sur une représentation nationale sagement combinée sera un nouveau titre pour consolider la bonne intelligence et resserrer les liens de l'amitié la plus étroite qui nous ont unis jusqu'à ce jour avec la R. F.

Le projet de constitution que nous allons transmettre à la ratification de nos communes offrira peut-être quelques objets d'intérêts à traiter avec la R. F. Ce sera la matière de notre correspondance habituelle avec le c. Mangourit. Nous nous flattons que votre bienveillance, c. directeurs, facilitera nos négociations et la conduite de votre chargé d'affaires nous en est déjà un sûr garant, et nous aurons toujours singulièrement à cœur de continuer à la mériter.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce 67, orig.)

70. Lausanne, 1^{er} germinal an VI (21 mars 1798). 57^e dépêche de Mangourit.

A mon arrivée à Lausanne, le général Pouget m'a remis une lettre du général en chef Brune avec invitation itérative de me rendre auprès de lui.

Le c. Ochs venait d'arriver avec des députés de Bâle pour fraterniser ; il était chez le général Pouget quand j'y entrai. Il m'embrassa cordialement, et sa seconde phrase fut employée à me dire que je serais envoyé à *Lucerne*. C. ministre, je n'aime pas que l'étranger à la France, quoique ses principes soient analogues aux nôtres, commence une conversation politique par flatter l'ambition d'un envoyé du Directoire ; ne serait-ce pas une corruption d'une nouvelle espèce bien dangereuse ? En ayant l'air de désirer un homme dans un poste important, n'est-ce pas une adroite injure faite à sa délicatesse ? Je répondis au c. Ochs que Mengaud avait la confiance du Directoire et que je

ne voyais pas pourquoi on la lui ôterait. — « Ce n'est pas cela, répondit Ochs ; Mengaud est sourd et songe à une place de l'intérieur. »

Ce matin, avant de partir pour Berne, je me suis rendu chez le c. Ochs. Je vais dialoguer notre conversation afin que vous n'en perdiez aucune parole.

— Le c. Ochs : Le général Brune vous attend avec impatience ; il a établi une République *rhodanique* qui nous morcelle ; mais le D. E. a senti que le système de l'unité était le seul convenable. Voici *copie de deux lettres du Directoire*. L'une blâme Brune de ce que trois Excellences du nombre desquelles est Frisching soient membres du gouvernement provisoire ; l'autre casse le col au morcellement de la Suisse et chasse le gouvernement bernois. Pour moi *qui ai été grand tribun*, envoyé chez les Grisons, etc., j'aimerais mieux aller en Russie que de participer à la division helvétique.

— Mangourit : Il paraît, citoyen, que vous êtes bien servi sur ce qui se passe au Directoire...

— Ochs : Quelques intrigants suisses établis à Paris agissent auprès de quelques commis du Directoire et des R. E. ... mais ils n'ont obtenu que des irrésolutions éphémères ; j'ai des rapports directs avec le gouvernement, et le D. E. est revenu au système de l'unité, le seul raisonnable.

Vous tirerez, c. ministre, de cette conversation les inductions que vous offrira votre sagesse. J'ai écrit à l'Assemblée représentative provisoire pour qu'elle organise le Valais en canton. *J'ai écrit*, parce que j'avais quitté ce pays lorsque le courrier apportant la lettre du D. E. du [28] ventôse me l'a remise.

(E, fol. 326, orig. — Affaires de la Suisse n° 2. Reçu le 13 germinal [2 avril]. Répondu le 23 germinal [12 avril].)

71. Berne, 3 germinal an VI (23 mars 1798). 58^e dépêche de Mangourit.

Le général en chef Brune, à mon arrivée, me charge de voir les Archives, la Bibliothèque et l'Arsenal.

Dans les Archives, il faut y chercher les pièces qui pourraient être utiles au Directoire relativement à la garantie du Pays de Vaud par la France, et les correspondances que le Sénat des Deux-Cents aurait pu y déposer concernant nos ennemis.

Dans la Bibliothèque, j'y rechercherai les manuscrits et autres ouvrages dignes d'enrichir la nôtre.

Dans l'Arsenal, les armes qui par leur antiquité ou leur beauté méritent une place dans le Museum national.

Le général en chef vous instruira de l'effet des assemblées primaires et de la nomination du corps électoral qui s'assemble demain pour fournir son contingent dans le Sénat et le Grand Conseil de la République helvétique.

Il doit partir le 8 de ce mois [28 mars] pour sa destination. Je retournerai en Valais, à moins que son successeur, le général Schauenburg, ne juge ma présence plus utile à Berne.

Des rixes entre nos frères des deux armées causées par les dénominations différentes de citoyen et de monsieur !

Je ne connais point l'esprit de l'armée et de l'état-major aux ordres du général Schauenburg, ne l'ayant point parcourue dans sa ligne et celui qui la commande étant absent. Je le présumerais bon si j'en jugeais par l'adjudant-général Fressinet qui a fait des prodiges de valeur et dont le républicanisme m'est connu depuis l'Amérique. Mais ce que je puis vous assurer, c'est que la brave division d'Italie, en cueillant sans cesse des lauriers, est depuis le général en chef jusqu'au soldat digne de toutes les palmes civiques.

[P.-S.] Déjà le comité de gouvernement de Lausanne demande le licenciement de ses propres troupes !...

Déjà il croit à la fraternisation des Bernois et il demande la levée des séquestres au général Brune !...

(E, fol. 327, orig. — N° 3. Reçu le 12 germinal [1^{er} avril]. Répondu le 23 germinal [12 avril].)

72. Paris, 3 germinal an VI (23 mars 1798). Talleyrand à Mengaud et à Mangourit.

Je vous transmets, citoyens, un arrêté du D. E. en date du 28 ventôse [*Annexe*] par lequel il nomme le c. Lecarlier, administrateur du département de l'Aisne, commissaire du gouvernement près l'armée française en Suisse.

Cet arrêté vous prescrit de vous conformer aux instructions qui vous seront données par le c. Lecarlier. Je ne doute pas de l'empressement avec lequel vous remplirez sur ce point les intentions du Directoire et je vous prie de m'accuser réception de son arrêté.

(F, Suisse, vol. 466, fol. 149, minute.)

Annexe. Paris, 28 ventôse an VI (18 mars 1798). Extrait du registre des arrêtés du D. E.

Art. premier. — Le c. Lecarlier, administrateur du département de l'Aisne, est nommé commissaire du gouvernement près de l'armée française en Suisse.

Art. 2. — Le c. Mengaud, chargé d'affaires de la République à Bâle, et le c. Mangourit, résident de la République en Valais, se conformeront aux instructions que leur donnera le c. Lecarlier en conséquence de celles qu'il recevra du D. E.

Art. 3. — Le présent arrêté ne sera pas imprimé. Les ministres de la Guerre et des R. E. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

(F, Suisse, vol. 466, fol. 122, orig.)

73. Berne, 4 germinal (24 mars 1798). 59^e dépêche de Mangourit.

Je profite du départ du c. Guillemet, aide de camp du général en chef Brune, pour vous assurer la réception de l'arrêté du D. E. du 28 ventôse dernier, concernant le c. Lecarlier et les rapports que je vais avoir avec lui. Assurez, je vous prie, le Directoire de mon zèle et de ma ponctualité à exécuter ses ordres.

(E, fol. 328, orig. — Bulletin n° 4. Reçu le 12 germinal [1^{er} avril]. Répondu le 23 germinal [12 avril].)

74. Berne, 5/6 germinal an VI (25/26 mars 1798). 60^e dépêche de Mangourit.

Lucerne a envoyé hier des députés ; la constitution va y être acceptée, etc., très brièvement.

Le c. Ochs et collègues ont repassé ce jour pour Bâle.

Le général Brune m'a remis une clef des Archives. Je n'ai rien fait relativement aux Archives, à la Bibliothèque, à l'Arsenal, puisque les c. *Lecarlier* et *Mengaud* arrivent. J'eusse eu l'air pressé.

Il y a un herbier complet et précieux du célèbre Haller ; un plan en relief de toute la Suisse très estimé ; des manuscrits d'anciens ménestrels et troubadours ; quatre volumes in folio de Froissart en manuscrits, un manuscrit de Virgile, du IX^e siècle, etc.

Une députation de la représentation nationale du Valais est venue trouver le général Brune et moi. Ils s'en retournent à l'effet de prendre l'opinion de leurs peuples pour la réunion et l'unité. Ils vont y mettre la plus grande célérité ; ils courraient les risques de la vie s'ils n'usaient de cette mesure auprès d'un peuple soupçonneux parce qu'il est libre et peu éclairé ! Le c. *Lecarlier* apporte des instructions dont je ferai le plus prompt usage.

L'Oberland voudrait former un canton séparé de Berne : rien de touchant, de respectable comme le peuple de cette contrée !

Il est à remarquer dans le Pays de Vaud qu'aucun de ceux qui ont été les libérateurs de la patrie n'a été nommé. Les intrigants cachés pendant le danger se sont appropriés la révolution : là comme partout il est à craindre que l'oligarchie *des méfis* remplace l'oligarchie *des blancs* et que le peuple ne soit le noir attaché à la glèbe.

Nos affaires d'Italie vont se ressentir de la présence d'un général habile et citoyen. Mais la Suisse perd *tout* en le perdant. J'attends l'arrivée du c. Lecarlier pour lui expliquer ce que j'entends par le *Texas*... Ma véracité à peindre les hommes tels qu'ils sont m'a nui quelquefois, mais qu'importe ? Il est trop beau de ne rien céder à sa patrie.

P.-S. Ci-joint une note que le général m'a fait passer [*Annexe*].

Les ours de Berne partent aujourd'hui pour Paris sous escorte commandée par le patriote persécuté Junod. Ces féroces oligarques ont été nommés d'Erlach, Steiger et Weiss.

6 germinal, six heures du soir.

Le c. Mengaud vient d'arriver. Nous nous sommes déjà vus. Le général Schauenburg est entré à quatre heures à Berne. Des malveillants avaient

répandu en cette ville que ce général avait engagé par une proclamation les habitants de la route que tient son armée à fermer les portes de leurs maisons et à en distraire les effets les plus précieux, que même on avait battu la caisse pour mettre les habitants sur leurs gardes. Plusieurs Bernois effrayés étaient venus au quartier général communiquer ces craintes ; j'en ai fait part ainsi que le général Brune au général Schauenburg à son arrivée. Il a écrit aux autorités constituées pour dissuader de cette calomnie britannique.

Il me paraît que ce général tient au cérémonial, car il ne voulait pas nous accompagner, Brune et moi, dans la visite républicaine que nous fûmes rendre à Mengaud... Qu'importe ? ce que je désire, c'est qu'il soit aussi cher à son armée que Brune, qu'il soit aussi regretté quand il partira de Suisse que Brune.

(E, fol. 330-331, orig. — N° 5. Répondu le 23 germinal [12 avril].)

Annexe. S.l.n.d. Lettre anonyme écrite au général Brune et transmise par celui-ci à Mangourit.

Une lettre de Berne dit que pour remplir les contributions imposées, on se propose de remettre aux Français, en payement, des billets dits solidaires ou des délégations notariées sur lesdits billets déposés.

Ces billets, signés solidairement par plusieurs Genevois à divers termes et pour diverses échéances, sont le plus mauvais effet possible ; la majeure partie ne vaut pas dix pour cent de sa valeur, et depuis 1794 on n'a pas reçu à Berne une obole sur ces effets ni en capital ni en intérêts.

Les dix-neuf vingtièmes des signataires sont en faillite ou suspension juridique ; tous sont ruinés à fond, et n'ont pas même trouvé de quoi payer leurs créanciers hypothécaires. La raison est claire, car tous ces billets reposent sur des dépôts de rentes viagères sur la nation française, dont le sort est connu : toute la fortune individuelle des signataires était aussi du viager et par conséquent n'a pu fournir de ressources.

Gardez-vous donc d'agréer de tels effets, et si vous ne m'en croyez pas, adressez-vous aux maisons de banque de Bâle, de Lausanne, à votre résident à Genève, et demandez-leur un avis ; tous doivent s'accorder à les rejeter absolument. D'ailleurs, quel rôle pour le gouvernement français de poursuivre à outrance, au moment où Genève va se réunir, des sujets ou des citoyens industriels devenus Français, et qu'il mettrait en fuite ou au désespoir ?

On fait passer, vu l'importance de la chose, un avis à cet égard au ministre des Finances et au D. E. On connaît à fond ces billets à Paris, et le gouvernement sera bien instruit.

2° Est-ce qu'en réunissant le Pays de Vaud à l'Helvétie, c. général, vous oubliez la convenance pour la France de réserver environ deux lieues dès Versoix jusqu'à la petite rivière dite la *Promentouse*, afin de vous assurer la libre communication de Genève à Besançon par la chaussée existante de Nyon

à Morex, seule praticable depuis le Fort de l'Ecluse (car la route de Saint-Claude est affreuse) et d'ailleurs la plus courte.

Alors, et si vous faites une route par le Chablais à Saint-Maurice, vous pouvez dès Nyon, qui serait aussi réuni par cette nouvelle limite, embarquer facilement chevaux, artillerie, hommes, et transporter par eau jusqu'à Saint-Gingolph.

Prenez une carte et voyez.

De plus, il convient de reculer un peu le district de Genève à cause des bois du bailliage de Nyon qui lui importent, et pour l'arrondissement des douanes qui seraient placées plus à propos, l'entrée en France depuis Genève par cette route n'étant plus coupée par un territoire étranger.

N. B. [*de Mangourit* :] Il paraît que c'est un Genevois qui plaide pour Genève.

(E, fol. 332, copie.)

75. Berne, 5 germinal an VI (25 mars 1798). 61^e dépêche de Mangourit.

Je n'ai d'autres Français immatriculés sur mes registres que les c. Ripert, aujourd'hui hors de mon territoire étant capitaine dans l'armée française et blessé à l'attaque de l'Oberland, et Mathys hors d'état de fournir aucun don. Les Français ne s'établissent pas dans un pays cultivé par instants avec des bras savoisiens, suisses et italiens.

Je n'ai point attendu la demande du gouvernement pour manifester mon zèle : j'ai voté 1500 livres par an pendant la durée de la guerre sacro-britannique et j'ai invité la Trésorerie à retenir sur le quartier de germinal 375 livres.

(E, fol. 329, orig. — N^o 6. Répondu à la dépêche du 19 ventôse [9 mars]. Répondu le 23 germinal [12 avril].)

76. Paris, 7 germinal an VI (27 mars 1798). Talleyrand à Mangourit.

J'ai reçu, citoyen, vos quatre dépêches en date des 22, 23 et 25 ventôse [12, 13 et 15 mars], n^{os} 41, 42, 44 et 45.

Vous paraissez encore douter des intentions du D. E. relativement au Pays de Vaud et au système politique qui lui convient. Votre opinion individuelle est, dites-vous, qu'une République vaudoise est préférable à la République helvétique. Je vous réitère que le vœu du Directoire est exprimé dans le projet de constitution qui vous a été adressé en trois langues. En détruisant l'oligarchie qui l'avait attaqué, il a l'intention et l'espoir de favoriser en Suisse l'établissement d'un gouvernement unique dont les Treize Cantons, le Pays de Vaud et le Valais feront partie, même les Grisons si cela devient possible. C'est le but vers lequel vous devez diriger tous les esprits. Au reste, le c. Lecarlier, que je vous ai annoncé comme commissaire du D. E. en Suisse,

vous transmettra les ordres dont il est chargé. Vous pouvez le consulter dans tout ce qui vous paraîtra douteux à ce sujet.

Je suis très satisfait de votre zèle à surveiller les émigrés qui restaient dans le Valais, à les signaler et à requérir leur entière expulsion. Ce sont des ennemis d'autant plus dangereux qu'ils ont perdu tout espoir. On ne saurait les éloigner trop loin de nos frontières, surtout en ce moment où les autorités constituées de la R. F. vont se renouveler.

(E, fol. 333, minute.)

77. Berne, 9 germinal an VI (29 mars 1798). 62^e dépêche de Mangourit.

Les commissaires près l'armée d'Helvétie sont arrivés avant-hier ; je me suis aussitôt rendu auprès d'eux. Revêtus de la confiance du D. E., je ne leur ai rien déguisé sur les hommes de la France en Suisse et sur les hommes influents de l'Helvétie. Le c. Ochs dans mon esprit a bien perdu de sa divinité ; le général Brune parti d'hier pour l'Italie emporte les regrets de tous les amis de l'ordre et de l'humanité ; son successeur [Schauenburg] a reçu de ses nobles aïeux un caractère que l'aménité républicaine n'a point encore bien effacé. Au surplus, les commissaires du gouvernement ne laisseront rien à désirer sur les personnes et sur les choses, mais il est à craindre que la Suisse débarrassée de nos victorieux et embarrassée par un Corps législatif composé d'éléments hétérogènes prenne une direction à laquelle on ne s'attend pas.

Je m'occupe d'un mémoire pour les commissaires du gouvernement.

Je serais retourné parmi mes bons sauvages si le c. Desportes avait quitté ses *indépendants* ; Mengaud est ici et harangua avant-hier les autorités nouvelles de Berne.

Je n'ai point fait de recherches à la Bibliothèque, à l'Arsenal, aux Archives, ainsi que je l'avais mandé, les commissaires étant arrivés, je leur ai donné la note des objets précieux que les arts français revendiquent et je leur ai remis la clef des Archives.

Je me regarde ici désormais comme très inutile et j'en sortirai dès que les c. commissaires me le permettront.

(E, fol. 335, orig. — N^o 9. Reçu le 15 germinal [4 avril]. Répondu le 23 germinal [12 avril].)

78. Berne, 10 germinal an VI (30 mars 1798). 63^e dépêche de Mangourit.

Après avoir conféré avec les c. Lecarlier et Rapinat, commissaires du D. E., après leur avoir donné mes idées écrites sur la position politique de la Suisse et du Pays de Vaud, j'ai demandé à retourner à mon poste. Mais ils me retiennent encore afin de rassembler ce que les sciences et les arts helvétiques ont reçu de l'Antiquité, de nous et de leur propre génie. Demain nous allons aux Archives, à la Bibliothèque, à l'Arsenal ; nous ferons le triage des objets qui appartiennent aux lumières françaises et de ceux qui doivent rester à la Suisse comme guides de son ignorance. Cette suite glorieuse de la victoire

ira se classer au Museum à côté des merveilles italiques ; celles-ci seront désignées par les noms de Bonaparte et de Berthier, celles-là immortaliseront Brune et Schauenburg. Notre collection partira avec des lingots qu'ici l'on prétend *alliés* ; métaux, manuscrits, herbiers iront sous la même escorte prouver de plus en plus que nous ne sommes pas des vandales.

A propos d'arts, j'ai découvert un bloc de cristal de douze quintaux de la plus belle eau dans le Haut-Valais. Il est extrait et je me ferais fort de le procurer en don à la France si on voulait en payer le transport. J'imagine qu'une Liberté colossale en marbre ou en airain, ou plutôt encore une République française qui, exposée au midi, porterait un globe semblable, serait d'une grande beauté.

Le général Brune, le général Schauenburg, les commissaires du gouvernement, le c. Mengaud, les députés de Bâle, les patriotes helvétiques et moi pensons que le c. Ochs est un intrigant qui a visé au Directoire mais qui n'y atteindra pas. Nous préférons, disent les Bâlois, appartenir à une nation dont la gloire n'a point de bornes que d'être le jouet d'un ambitieux. Le système de la limite française aux Alpes, au Rhin et au Rhône s'étend chaque jour, et ses progrès trop hâtifs en ce moment acquerront une vigoureuse maturité lorsque l'esprit de liberté, qui a fait son explosion en Suisse, se communiquera chez les Germains (ce qui n'est pas éloigné).

Le général Brune m'avait chargé des réclamations de la famille du général Laharpe d'éternelle mémoire ; il avait déclaré qu'il devait y être fait droit. Partant pour l'Italie, les commissaires du gouvernement arrivant à Berne, je n'avais plus de pouvoirs à cet égard. J'ai remis les papiers le concernant au c. Lecarlier avec une note ; il se prépare à presser vivement ou la restitution des biens ou des indemnités.

Je reçois la dépêche du 29 ventôse dernier [19 mars] m'accusant réception des nos 32, 34, 35, 38, 39, 40. Vos éloges qui m'y sont prodigués m'aideront à me perfectionner dans l'art légitime d'émouvoir les belles passions et d'effrayer celles qui nuisent au développement de la bonne nature. Je n'ai réussi qu'en agissant sur un plan directement opposé à l'ancien. J'ai rappelé la dignité dans le cœur de l'homme opprimé et la sensibilité dans le cœur de l'homme oppresseur. J'ai retrouvé la beauté de l'espèce et c'est la faute des agents quand une aussi sublime tâche que la nôtre ne réussit pas. Ce Romain disait en montrant son manteau : « *La paix ou la guerre* ». Qu'il est petit auprès d'un négociateur français, qui montre la liberté ou le despotisme aux peuples incertains de choisir !

Je me hâte de répondre sur ce qui concerne le Valais.

Les Valaisans ont-ils une opposition tout à fait invincible à s'incorporer au Valais [*sic pour* : Helvétie] ? Voilà votre question et voici ma réponse.

Oui, à l'exception de quelques oligarques ou ambitieux. Les uns espèrent par la réunion au Corps helvétique obtenir en échange d'une tyrannie perdue une influence nouvelle ; les autres espèrent jouer un rôle à Lucerne ; mais croire qu'il existe en Valais cent personnes dans cet esprit, c'est tendre à l'exagération.

Le peuple du Bas-Valais préférerait sa réunion à la France plutôt qu'à l'Helvétie. Il existe entre les Valaisans et les Vaudois une réaction d'aversion et de mépris, moins l'effet de la différence des cultes qui y entrent pour

quelque chose que le produit de l'état mercantile des Vaudois et de l'état agricole des Valaisans. Les premiers appellent les seconds crétins, ignorants, bêtises, et l'injure de réciprocité beaucoup plus grave et plus vraie se compose du reproche de banqueroute et d'indélicatesse dans les engagements.

Le peuple du Haut-Valais regrette sa démocratie et son veto sur les actes de la Diète. Mais il les a franchement cédés dans l'espoir de conserver son indépendance, sauf les confédérations et les alliances. La conservation de son culte a été pour beaucoup dans l'abandon de ses droits ; cet objet n'est rien pour nous : 1° le clergé n'y est pas citoyen ; 2° cette intolérante religion, sapée dans son tronc et ses grosses racines, s'oblitérera d'elle-même en Valais ; peut-être dès la seconde assemblée représentative le peuple attaquera les biens ecclésiastiques et recevra la théophilanthropie sans s'apercevoir de la substitution.

Si vous me demandez si les Valaisans résisteront aux menaces de la Grande Nation, je répondrai que *non* et que sur-le-champ ils prononceront l'acte de réunion ; mais si l'on me consulte sur le point de savoir si en pareille matière le fort doit user de sa force à l'égard d'une peuplade faible mais gouvernée d'après des principes généreux, je répondrai encore *non*. Hercule ne fit la guerre qu'aux géants. Que dirait le Directoire si un père voulait forcer l'inclination de sa fille majeure par la loi ? Que diraient l'avenir et l'histoire s'ils avaient reçu de nous l'exemple d'une nation qui, après avoir adopté la démocratie représentative pour elle-même, fût forcée de se fondre dans une plus populeuse par celle qui avait déclaré son respect pour toutes les nations libres ? On a fait craindre au Directoire qu'on lui prêtât des vues secrètes, une arrière-pensée..., mais il est si grand, si puissant ! Serait-il plus justement insensible au reproche d'avoir mésusé de cette grandeur, de cette puissance, pour toucher à la volonté d'une tribu pauvre mais libre, peu éclairée mais sur le point de s'éclairer, et placée dans une vallée presque inaccessible aux vices et aux passions de ses voisins ? Il y aurait, je crois, quelque chose de sublime à dire au Valais : « Vous croyez donc être plus heureux en formant une république, eh bien, soit ! » Il serait très curieux de faire cette expérience de la démocratie représentative chez un petit peuple et d'observer comment il s'y prendra pour l'économie et la prospérité de son gouvernement.

D'un autre côté, ne craignez-vous pas de trop agrandir la Suisse, de lui donner une force dangereuse en la centralisant, de garnir ses rochers et ses précipices de soldats animés d'un esprit national ? Avez-vous oublié que la Hollande et les Etats-Unis devinrent ingrats envers nous dès qu'ils eurent senti leur consistance ? Comptez-vous beaucoup sur la République batave ? Le Sénat cisalpin ne vient-il pas de rejeter notre traité d'alliance ? Sans notre armée en Helvétie, croyez-vous que les Suisses s'uniraient de sentiment avec nous ? Eh bien, en conservant au Valais son indépendance, vous conservez à la République française ce pays *comme département effectif*.

Par le Mont-Blanc, il est ouvert à vos armées et à votre commerce. Les passages dans l'Helvétie par l'embouchure du Rhône, la Porte du Scex, le pont de Saint-Maurice, le Kandersteg et la Gemmi ; le passage dans les Grisons et en Italie par le Saint-Gothard ; le passage dans la Cisalpine par les Gries et le Simplon ; le passage en Piémont et dans la Ligurie par le mont Saint-Bernard. Si vous avez la guerre avec les Républiques cisalpine et helvé-

tique, le Valais sera leur point de contact et de réunion sans que vous puissiez l'empêcher ; peut-être alliées de l'empereur, elles pénétreront dans vos départements méridionaux ; vous aurez la guerre au sein de la France. Vous n'aurez plus la supériorité du génie libre qui couronne les efforts de vos soldats : ceux de la Cisalpine, ceux surtout de l'Helvétie et du Valais auront aussi le fanatisme de la liberté et d'une patrie commune.

J'entre dans tous ces détails avec franchise ; j'aime à dire la vérité. Ne croyez pas que ce soit pour conserver ma place que j'insiste si fortement en faveur de l'indépendance du Valais. Eh, bon Dieu ! ne sais-je pas que le D. E. est juste !

Copie de pièces résultant de l'arrêté du D. E. du 28 ventôse dernier [18 mars] que je reçus d'un courrier en allant à Berne [*Annexes I et II*].

[P.-S.] Le Directoire provisoire m'a répondu avoir écrit au D. E. de la République et *attendre sa réponse* [*Annexe III*]. J'en ai conféré avec le commissaire du gouvernement, le c. Lecarlier, et nous sommes d'avis de ne pas pousser outre jusqu'à la réponse faite par notre gouvernement au gouvernement provisoire du Valais.

Dernière observation.

La ville de Saint-Maurice, qui a manifesté la première son vœu pour l'indépendance et la régénération totale, sera ruinée si le *canton* helvétique s'établit en Valais ; le Bas-Valais sera opprimé par le Haut comme ci-devant, attendu que le Haut est plus peuplé des deux tiers. Par une nouvelle division territoriale, par l'alternat entre Sion et Saint-Maurice pour siège du Corps législatif et du Directoire, par la rédaction de tous les actes en français, par l'exclusion de plusieurs membres d'une même famille dans chaque administration, j'avais égalisé ce qui sera inégal, si le Valais est forcé de se joindre à l'Helvétie. Néanmoins, je vais l'y inviter derechef.

11 germinal [31 mars].

Berne vaut mieux que Bâle et Lausanne. Lucerne et Zurich viennent d'accepter la constitution. Voilà en cantons ayant accepté : Léman, Oberland, Berne, Fribourg, Soleure, Lucerne, Zurich ; Aarau chef-lieu provisoire. Schauenbourg ordonne aux émigrés et déportés de se retirer et menace de confiscation les Suisses receleurs. Proclamation du c. Lecarlier ; désespoir des *ex-Deux-Cents*. Ils prétendent l'un dans l'autre n'avoir chacun plus de cent mille francs en capital.

[P.-S.] Ci-joint proclamation de Lecarlier [*Annexe IV*] et dépêche du Directoire provisoire du Valais au D. E. [*Annexe III*].

(E, fol. 336-337, orig. — Bulletin n° 10. Reçu 17 germinal [6 avril]. Répondu le 23 germinal [12 avril].)

Annexe I. Vevey, 1^{er} germinal an VI (21 mars 1798). Lettre de Mangourit à la Représentation nationale provisoire du Valais.

En route pour me rendre à Berne, je viens de recevoir une dépêche de mon gouvernement. Le D. E. me charge d'annoncer aux habitants du Valais que son vœu et leur intérêt exigent qu'ils se confondent dans la R. H. et que toute la Suisse ne soit désormais qu'une même famille.

Je vous invite, c. représentants, à user de tous les moyens de persuasion pour la prompte acceptation de la R. H. Je poursuis mon chemin sur Berne à l'effet d'y prendre des instructions qui me mettent à même de suivre la direction la plus immédiate pour opérer le bonheur du Valais et consommer celui de l'Helvétie.

(AV, fonds René de Preux, en cours de classement, orig. — E, fol. 337, copie de la main de Mangourit.)

Annexe II. Berne, 3 germinal an VI (23 mars 1798). Lettre de Mangourit au D. E. provisoire du Valais.

J'ai eu l'honneur de vous écrire de Vevey [*Annexe I*] la détermination du D. E. de la Grande Nation concernant l'établissement du Valais en canton de la R. H. une et indivisible.

J'attends à Berne votre réponse. Des affaires m'y retiennent encore quelques jours.

Vous demandiez à partager avec les parties de la Suisse les plus favorisées les avantages auxquels elles sont appelées. En vous réunissant à l'Helvétie, tous vos désirs à cet égard seront satisfaits.

(E, fol. 337 v^o, copie de la main de Mangourit.)

Annexe III. [Saint-Maurice, 26 mars 1798]. Lettre du D. E. provisoire du Valais à Mangourit.

Nous n'avons pas eu l'honneur de répondre à votre lettre en date de Vevey parce que l'Assemblée représentative et le Directoire avaient arrêté d'envoyer une députation à Berne dont la mission était particulièrement de conférer avec vous, c. résident, et avec le général Brune sur la position et les intérêts de la République valaisanne et de vous remercier des marques d'amitié personnelle que vous ne cessez de nous donner.

Le Directoire a reçu une adresse du général Brune aux citoyens de tous les cantons pour les inviter à se réunir au plan de la république unique et indivisible que votre lettre de Vevey et celle de Berne du 3 germinal nous annoncent être la détermination du D. E. de la R. F., mais nous avons cru devoir nous abstenir d'aucune démarche relative à l'adoption de ce plan en Valais. Le mémoire que nous avons adressé à votre Directoire sur l'importance que les peuples de ce pays mettent à leur existence en Etat indépendant et sur les difficultés que l'on éprouvera à leur persuader de se réduire à n'être que

partie intégrante d'une grande république, lorsque la France avait consenti elle-même à leur formation en république particulière, a été communiqué dans les communautés. Nous avons peine à nous persuader que le Directoire de la Grande Nation n'ait pas égard à nos représentations. Mais en supposant que nous soyons obligés de céder à sa détermination, le Directoire valaisan ne peut l'annoncer aux peuples qu'en leur justifiant d'une réponse officielle de celui de la R. F., afin de le mettre au-dessus des soupçons populaires qui lui feraient perdre ainsi qu'à tous ceux qu'il peut employer l'influence nécessaire pour amener sans convulsion les communes à accéder à ce nouveau plan.

Quel que soit notre sort, nous n'oublierons jamais les bons offices que vous avez rendus à notre pays et l'intérêt que vous lui avez témoigné.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 14, copie conforme de la main de Tousard d'Olbec.)

Annexe IV. Berne, 8 germinal an VI (28 mars 1798). Proclamation de Lecarlier, commissaire du gouvernement près l'armée de la R. F. en Suisse, aux citoyens de l'Helvétie. — Publ. dans Stürler, *Actenstücke* II, pp. 313-315.

79. Paris, 13 germinal an VI (2 avril 1798). Talleyrand à Mangourit.

J'ai reçu, citoyen, vos cinq dépêches en date des 26, 28 et 30 ventôse [16, 18 et 20 mars], n°s 46, 46 bis, 47, 48 et 39 [*sic*]. J'ai reçu aussi du D. E. la dépêche et les pièces que vous avez adressées à son président, pour le prier de faire finir toute fluctuation à l'égard du Valais. Mes dernières dépêches vous ont répondu d'avance sur cet objet, et les instructions du c. Lecarlier, que je vous ai annoncé comme commissaire du D. E. en Suisse, suffiront pour vous diriger en tout ce qui concerne le système de gouvernement de ce petit pays. Je vous invite à correspondre avec ce commissaire suivant la teneur de l'arrêté que je vous ai transmis.

Je vous prie de faire une dépêche particulière que vous émargerez *Bureau des fonds*, pour toutes les demandes que vous aurez à m'adresser relativement à vos dépenses, soit courantes, soit secrètes ; ce bureau seul est chargé de répondre sur cet objet, et c'est l'ordre de correspondance établi pour tous les agents extérieurs.

Le consul de la R. F. à Majorque m'informe que les officiers du régiment valaisan de Courten continuent à porter la *croix de Saint-Louis*, au grand scandale des habitants de l'île et de tous les amis de la République. Vous savez, citoyen, que le Valais, ainsi que le Corps helvétique, a défendu le port des marques royales, odieuses aux Français. Les officiers valaisans qui se trouvent à Majorque, nonobstant qu'ils soient attachés au service du roi d'Espagne, n'en sont pas moins soumis aux lois de leur pays. Vous voudrez donc bien leur faire intimer l'ordre le plus prompt de déposer à jamais ces décorations généralement prosrites, et m'informer des mesures que prendra le gouvernement du Valais pour y parvenir.

(E, fol. 338, minute.)

80. Berne, 22 germinal an VI (11 avril 1798). 64^e dépêche de Mangourit.

Le Haut et le Bas-Valais viennent d'accepter le projet de constitution helvétique traduit en trois langues, à l'exception du dizain de Conches et de la moitié de celui de Rarogne.

Encore ces deux districts ne sont en retard qu'en raison de leur éloignement.

Partout il y a eu réserve *pour le maintien du catholicisme* ; vous sentez que j'avais eu raison de ménager cette opinion. Mais cette exception s'évapora au creuset de l'Assemblée helvétique.

Je n'ai pas de notification officielle de ce que j'ai l'honneur de vous mander. Mais une lettre du secrétaire général du Directoire valaisan [Tousard] y équivaut ; c'est un homme très sage et très circonspect. J'écris au Directoire pour presser les nominations au Corps législatif helvétique.

Si cette acceptation est due un peu à la crainte des armes du Directoire de la Grande Nation, je l'attribue aussi à la confiance que j'ai été assez heureux de mériter et surtout à l'examen impartial et approfondi qu'ont fait les Valaisans du plus avantageux, ou d'être une république isolée, ou portion d'une grande république.

J'ajouterai que cette acceptation a la conséquence de disposer celle des Grisons qui, d'après une lettre que j'ai reçue du c. Florent Guiot, résident dans ces Liges, sont bien éloignés pour l'instant sans doute de se plier à la réunion.

Le Directoire a désiré que le Pays de Vaud se soulevât ; j'ai rempli ses vœux.

Il a voulu l'indépendance du Bas-Valais : le Bas-Valais a repris sa souveraineté sans effusion de sang.

Il a désiré la réunion du Haut et du Bas-Valais : elle s'est opérée dans les embrassements de la fraternité.

Il a quelque temps permis que le Valais conservât sa souveraineté : une représentation nationale, un D. E. provisoire se sont élevés dans un instant.

Il a insisté depuis pour la fusion du Valais comme canton dans la République helvétique : aucun obstacle à ce que ce vœu soit rempli.

Le corps électoral du Valais se dispose en cet instant à envoyer quatre sénateurs, huit grands conseillers, un juge de Tribunal suprême à Aarau, chef-lieu provisoire de la Diète.

Je ne vous mande point ce qui se passe ici et à Aarau : il serait inutile de saturer les mêmes événements, les mêmes conjectures, que ceux dont les correspondances des c. Lecarlier et Mengaud abondent sans doute.

En somme, la diversité d'opinions, de caractères, de passions, d'ambitions et de langage est très remarquable dans les députations déjà rendues à Aarau. Le pays allemand veut faire des directeurs germains ; le pays romand les voudrait tous du Léman ou de Fribourg.

Un général vaudois me demandait hier si, aussitôt l'assemblée d'Aarau constituée, l'armée française *évacuerait la Suisse...* Cette question ressemble à une relique enveloppée dans mille riens de nonnette.

Le c. Lecarlier exige que j'aille avec lui à Aarau. Je pars, non sans lui avoir objecté que n'étant point accrédité en Suisse et que le c. Mengaud

l'étant, je suis absolument nul. Je n'ai pas d'ambition ; j'abhorre l'intrigue : il me serait très fâcheux que le ministre plénipotentiaire Mengaud pût penser un instant que j'envie sa place. La mienne finit à la réunion du Valais, et l'ayant exercée à ma satisfaction entière, je n'ai nulle inquiétude sur mon avenir ; le D. E. fera de moi tout ce qu'il voudra.

P.-S. Un patriote de la cité d'Aoste m'écrit le 3 avril présent mois :
Vous désiriez le nom des courriers que les émigrés dépêchent de cette ville pour le Mont-Blanc : Antoine-Maurice Bunet qui va jusqu'à Moutiers ; Querelle qui dans les chasseurs du pays servait lors de la guerre de postillon. L'intendant d'Aoste a toujours des émigrés dans ses bureaux.

L'évêque de Grenoble et son prêtre d'honneur sont toujours à Aoste. Le commandant livre toujours des passeports aux émigrés pour aller de part et d'autre : il les fait passer pour Valdôtains (habitants du val d'Aoste).

Dans la correspondance de Chabrillant saisie à Lausanne et qui part demain pour le Directoire, il est dit que les émigrés sont reçus en Sardaigne et placés en deçà des limites de l'Etat de Venise.

Que l'intendant du val d'Aoste, le sieur Saint-Réal, n'écrive donc plus à L'Ami des lois qu'il n'y a pas un émigré dans la cité d'Aoste [Annexes I et II].

(E, fol. 339-340, orig. — N° 12. Reçu le 27 germinal [16 avril]. Répondu le 14 floréal [3 mai].)

Annexe I. Aoste, 27 mars 1798. Lettre du chevalier de Saint-Réal, intendant d'Aoste, à L'Ami des lois.

On écrit du Valais, disent quelques gazettes françaises, que l'arbre de la liberté planté sur le mont Grand Saint-Bernard a été arraché par des Piémontais instigués par des prêtres déportés et des émigrés français résidant à la cité d'Aoste. Il y en a plus de quatre cents, ajoute-t-on, puissamment soutenus par l'intendant et le gouverneur de cette ville.

Veillez, citoyen, insérer dans votre journal cette lettre par laquelle moi, intendant de la cité et du duché d'Aoste, pour démentir ces fausses nouvelles, [je] soutiens qu'il n'existe aucun prêtre déporté ni émigré français dans toute l'étendue de cette province ; que la tourmente seule suffisait pour abattre l'arbre qu'on avait planté sur le Grand Saint-Bernard ; que l'intendant, enfin, ni par sa situation, ni par son emploi, ne peut soutenir d'aucune manière, contre les ordres précis et réitérés de son gouvernement, les prêtres déportés ni les émigrés français. Il ne serait plus intendant s'il avait osé le faire. Cette réflexion démontre assez la fausseté de la nouvelle, car ce qui est absurde ne peut être vrai.

(Publ. dans *L'Ami des lois*, n° 975, du 10 germinal an VI - 30 mars 1798, p. 4.)

Annexe II. S.l.n.d. [début avril 1798]. Réponse du c. Bernard [Mangourit ?], « patriote connu », à la lettre du comte de Saint-Réal, intendant d'Aoste.

Mgr l'intendant de la cité d'Auguste ou d'Aoste vous a écrit, le 27 mars, et vous avez inséré dans votre 957^e numéro, *que l'arbre de la liberté élevé sur le Grand Saint-Bernard n'a pu être abattu par des Piémontais instigués par les prêtres et les émigrés français, attendu qu'il n'en existe aucun dans son duché, attendu que l'intendant ne les y peut soutenir d'aucune manière contre les ordres précis et réitérés de son gouvernement, attendu que l'intendant ne serait plus intendant s'il avait osé le faire, attendu que la tourmente seule suffit pour abattre un arbre de liberté, attendu que ce qui est absurde ne peut être vrai.*

Ami des lois, répondez à Mgr l'intendant de Saint-Réal qu'il a perdu sa place puisqu'il tolère, comme chef des contributions de ses bureaux, l'émigré Jarry qui a, dans la ville d'Aoste, ses deux frères également émigrés ; s'il protège ce Jarry, il est certain qu'il y en a bien d'autres de protégés. Il y avait, il y a un mois, près de quatre cents émigrés et prêtres déportés dans la cité d'Aoste ; quoique ce nombre soit de beaucoup diminué, il y en a encore qui envoient, toutes les semaines, des courriers par le Faucigny et la vallée d'Abondance, dans le Mont-Blanc, pour contre-révolutionner ; il y en a qui vont à Sembrancher, à Martigny et à Saint-Maurice. La tourmente peut abattre un arbre de liberté, mais c'est la tourmente contre-révolutionnaire excitée par des émigrés parmi les bons Piémontais du village de Saint-Rhémy, qui a abattu celui du mont Grand Saint-Bernard. Il faut être le partisan de la fausseté et de l'absurdité pour oser nier ces faits qui, en Valais, sont à la connaissance de tout le monde.

(Publ. dans *L'Ami des lois*, n° 975, du 28 germinal an VI - 17 avril 1798, pp. 2-3.)

81. Paris, 23 germinal an VI (12 avril 1798). Talleyrand à Mangourit.

J'ai reçu, citoyen, vos huit dépêches des 23 pluviôse [11 février], 1, 3, 4, 5, 9 et 10 germinal [21, 23, 24, 25, 29 et 30 mars], n^{os} 22, 2, 3, 4, 5, 6, 9 et 10.

Satisfait de vos observations sur l'esprit public dans la Suisse, je vous invite à les continuer autant qu'il vous sera possible. Les personnes que vous me signalez nominativement seront examinées de près par les commissaires du D. E. ; je dois me reposer sur leur zèle et leur sagacité. L'objet le plus pressant de tous est l'accession de Helvétie entière en un seul gouvernement indivisible et représentatif. Je dois croire que les difficultés que vous aperceviez d'abord de la part du Valais à cette réunion se sont évanouies, puisqu'une députation de Valaisans s'est rendue à cet effet auprès du général français. Il en sera de même en peu de temps des autres cantons.

Vous avez vu, par les proclamations du c. Lecarlier, que le D. E. ne veut pas que chaque canton helvétique modifie à sa manière le projet de constitution, mais qu'il soit accepté en définitif tel qu'il est en projet. C'est le moyen d'atteindre plus vite au but de l'unité et de concilier tous les esprits.

Le D. E. apprendra avec plaisir le résultat de vos efforts pour y amener les Valaisans.

Parmi les raretés que vous avez entrevues à la Bibliothèque et à l' Arsenal de Berne, j'ai remarqué l'*herbier de Haller*, et le *plan en relief* de la Suisse. Ces deux objets uniques et précieux enrichiraient nos *museums* d'histoire naturelle et des arts. Il en est de même du bloc de cristal du poids de douze quintaux que vous avez découvert dans le Haut-Valais. Ce morceau serait habilement travaillé à Paris et figurerait avec éclat dans la ville centrale de la Grande Nation. Je vous engage à en parler au c. Lecarlier qui sera juge de ce qu'il convient de faire à cet égard.

(E, fol. 341, minute.)

82. Aarau, 27 germinal an VI (16 avril 1798). 65^e dépêche de Mangourit.

J'ai reçu la dépêche du 13 de ce mois [2 avril].

Comme à tout événement, le Valais a toujours été préparé à être uni à l'Helvétie, je l'ai lancé comme un vaisseau dont on coupe la cheville. Par la copie cotée A [*Annexe I*] en réponse à une dépêche du D. E. provisoire valaisan, vous verrez que les dix dizains ont prononcé cette réunion qui, j'espère, influera sur celle des Grisons et peut-être sur l'obstination que le papisme et quelques oligarques entretiennent dans les cantons démocratiques *purs*, pour mieux dire gouvernés par des charlatans usurpateurs de la volonté générale.

Vous verrez encore par cette même copie que le papisme valaisan use de toute son adresse pour faire conserver à ses jongleries le privilège exclusif. Mais le Corps législatif saura atténuer sans doute la virulence des prêtres romains et des prêtres dissidents aussi rusés, aussi intolérants que les premiers.

Les c. Lecarlier et Rapinat partant pour Aarau m'ont requis de les accompagner. Nous y arrivâmes avant-hier soir avec le général en chef [Schauenburg], qui avait mis sous les armes les forces qu'il avait à sa disposition, de sorte que l'entrée du commissaire du D. E. se fit avec l'appareil digne du représentant de la Grande Nation. Le Corps législatif avait député en dehors des murs, et la joie peinte sur les visages annonçait que nous étions parmi des citoyens amis de la liberté.

Le lendemain, nous fûmes rendre visite aux présidents des deux conseils. L'intention du c. Lecarlier était de demander l'entrée dans chaque chambre, mais on avait respecté le dimanche ; un jour de jeûne avait été ordonné, une réunion de députés avait été dîner à une lieue d'Aarau... Des réflexions très sages du c. Lecarlier, des remarques très énergiques du général Schauenburg décidèrent les présidents de chaque conseil à convoquer extraordinairement à trois heures après midi ; des députations du Sénat et du Grand Conseil vinrent avertir le commissaire qu'il était attendu ; nous entrâmes successivement dans l'une et dans l'autre : les c. Lecarlier, Schauenburg et Rapinat furent extrêmement applaudis ; je me bornai à annoncer l'accession du Valais.

Aujourd'hui se fait la nomination des cinq directeurs. Je repars après-demain avec les commissaires pour Soleure. Jeudi, je coucherai à Berne d'où, j'espère, je pourrai retourner à Saint-Maurice.

J'ai l'honneur de vous envoyer copie de la lettre que j'ai adressée au gouvernement valaisan à l'égard des officiers du régiment de Courten portant encore *la croix* de Saint-Louis (cotée B) [*Annexe II*].

Je viens d'envoyer au même gouvernement :

1° La proclamation du c. Lecarlier du 19 de ce mois [8 avril] concernant la constitution.

2° Celle du général Schauenburg du 24 même mois [13 avril] concernant la fermentation fanatique de quelques cantons et districts.

Je ne m'ingérerai point, c. ministre, de juger l'esprit du Corps législatif helvétique ; le c. Mengaud est secondé dans cette recherche par tous les moyens ; il en aura profité, et vous aurez le résultat de ses découvertes et de sa pensée. Les c. Lecarlier et Rapinat font le plus grand bien et le général se conduit de manière à en imposer aux hommes contraires à la liberté et à jouir de l'estime des républicains. Avec des forces insuffisantes peut-être, il a l'art de paraître les grossir et les multiplier ; la discipline la plus exacte lie son armée ; c'est une justice que je me fais un devoir de rendre au général.

(E, fol. 344-345, orig. — N° 13. Reçu le 6 floréal [25 avril]. Répondu le 14 floréal [3 mai].)

Annexe I. Berne, 24 germinal an VI (13 avril 1798). Lettre de Mangourit au D. E. provisoire du Valais.

Je me suis réjoui avec vous du vœu prononcé par l'unanimité des dizains pour la réunion à la R. H. une et indivisible. Vous allez fournir promptement votre contingent d'amis du peuple au Sénat, au Grand Conseil et au Tribunal suprême. Il est instant pour ses intérêts que vous ne perdiez pas un instant. Le commissaire du D. E. de la R. F., le c. Lecarlier, se rend demain à Aarau ; j'ai l'honneur de l'y accompagner ; j'espère n'y être pas longtemps sans y voir arriver vos députés.

Le peuple du Valais a prononcé sa réunion comme canton à l'Helvétie ; par ce seul fait, il a reconnu la constitution qui va régir cette république. Plusieurs cantons en l'acceptant y avaient apporté des modifications ; mais les additions, explications, atténuations et réserves ont été cassées avec d'autant plus de justice que la charte constitutionnelle doit être uniforme, de même que la R. H. doit être indivisible.

Quant à la religion (et c'est une matière sur laquelle la politique ne saurait être trop sobre), personne n'ignore que les opinions religieuses ne sont jamais l'objet du gouvernement que quand elles servent à des esprits hypocrites ou fanatisés pour en troubler l'action et renverser des principes libéraux. Soyez sûrs qu'on ne touchera pas davantage aux opinions de Luther et de Calvin qu'à celles du catholicisme.

J'ai en toutes circonstances rendu justice à la droiture du clergé de Valais ; je le crois trop éclairé et trop ami de l'humanité pour penser un seul instant qu'il voudût prendre une marche opposée et que même il y réussît.

(E, fol. 343, copie de la main de Mangourit. — Cotée A ; Rz, cart. 75, fasc. 2, n° 6, copie conforme attestée par Ch.-Emm. de Rivaz, avec des variantes sans importance.)

Annexe II. Berne, 24 germinal an VI (13 avril 1798). 2^e lettre de Mangourit au D. E. provisoire du Valais.

Le D. E. de la R. F. est informé qu'à Majorque, garnison du régiment valaisan dit de Courten, des officiers de ce corps continuent d'y porter la croix de Saint-Louis, au grand scandale des habitants de l'île et de tous les amis de la République.

Vous avez ainsi que le Corps helvétique défendu de porter ces marques qui, aux yeux des amis de la liberté, ne sont plus que des notes d'infamie. Vos officiers, quoique au service du roi d'Espagne, n'en sont pas moins soumis aux lois de votre pays ; vous voudrez donc bien leur faire intimer l'ordre le plus prompt de déposer à jamais ces signes proscrits sous les peines les plus sévères ; le gouvernement français est indigné de l'opiniâtreté que mettent vos compatriotes à les conserver malgré les ordres de leur souverain, et me charge de provoquer à leur égard les mesures les plus promptes pour qu'enfin ces messieurs sachent obéir. Je vous prie de me faire part des dispositions que vous allez prendre à ce sujet, afin que j'en informe le gouvernement français.

(E, fol. 342, copie de la main de Mangourit. — Cotée B.)

83. Paris, 28 germinal an VI (17 avril 1798). Talleyrand à Mangourit.

Vous verrez, citoyen, par l'arrêté joint [*Annexe*] à cette lettre que les légations de Genève et du Valais sont réunies et que le Directoire, en vous confiant l'une et l'autre, vous ordonne de vous rendre sur-le-champ à Genève. Vous y recevrez du c. Desportes tous les papiers et renseignements relatifs aux affaires de cette résidence.

[P.-S.] Avant de quitter le Valais, prenez toutes les précautions nécessaires pour faire parvenir à Paris le beau bloc de cristal qui vous a été offert par les habitants du Valais. Vous les remercirez de la part du Directoire.

(E, fol. 346, orig. — Au-dessus, en travers de la page, cette note a. de Talleyrand : « Lettre écrite, mais dont l'effet a été détruit par l'arrêté du 29 germinal [18 avril]. »)

Annexe. Paris, 28 germinal an VI (17 avril 1798). Extrait du registre des arrêtés du D. E. : réunion des légations du Valais et de Genève.

Le D. E. arrête ce qui suit :

Art. premier. — Les légations du Valais et de Genève demeurent provisoirement réunies. Elles seront exercées cumulativement par le c. Mangourit, actuellement résident en Valais. Il fixera sa résidence à Genève. Tous les pouvoirs précédemment donnés au c. Desportes lui sont attribués et il les exercera en la même qualité que celui-ci.

Art. 2. — Le c. Desportes est rappelé. Il se rendra immédiatement à Paris pour donner des renseignements sur la contrebande que les Genevois continuent de pratiquer et les moyens de la faire cesser ; sur l'assassinat réitéré des préposés aux douanes et sur les poursuites qui ont dû être faites contre les Genevois, auteurs ou provocateurs de ces délits ; enfin, sur l'insulte faite dans la nuit du 7 au 8 de ce mois [27/28 mars 1798] aux couleurs nationales de la R. F. et les mesures prises par le gouvernement de Genève pour en faire punir les auteurs.

Art. 3. — Le ministre des R. E. est chargé de l'exécution du présent arrêté qui ne sera pas imprimé.

(F, Genève, supplément, vol. 7, fol. 125, expédition à Genève, signée Merlin, président du D. E., de Lagarde, secrétaire général, de Talleyrand, ministre des R. E., de Paganel, secrétaire général des R. E.)

84. Berne, 2 floréal an VI (21 avril 1798). 66^e dépêche de Mangourit.

A mon retour de Soleure avec les commissaires du gouvernement Lecarlier et Rapinat, j'ai trouvé votre dépêche du 23 germinal dernier [12 avril].

Je fais passer aujourd'hui au D. E. de la R. F. une dépêche du Directoire provisoire l'instruisant de l'accession du Valais à la R. H. *avec réserve de la religion catholique* [Annexe]. Le c. Lecarlier a rejeté toute espèce de réserves par une proclamation ; tous les cultes sont conservés par la constitution helvétique écrite en trois langues ; ainsi cette réserve en faveur du papisme ne peut subsister : je le mande aujourd'hui au Directoire valaisan.

Le corps électoral va s'assembler incessamment ; demain les assemblées primaires se forment pour le nommer. Je viens de répondre au président de l'Assemblée provisoire représentative sur la qualité des choix à faire.

L'herbier de Haller a été rendu à l'empereur. Le plan en relief de la Suisse existe. Nous aurons le bloc de cristal d'après ce que me mande le président Léopold de Nécé. Je vais m'aboucher à cet égard avec le c. Lecarlier.

Les choix pour le Directoire helvétique sont généralement bons ; ce sont les c. Le Grand, de Bâle ; Bay, de Berne ; Oberlin, de Soleure ; Glayre, de Lausanne, et Pfyffer, de Lucerne. Le c. Ochs n'a pas obtenu la considération nécessaire pour être élu. Je vais m'occuper d'un mémoire d'observations sur mon voyage politique à Aarau, Soleure et Berne.

(E, fol. 347, orig. — Affaires de la Suisse n° 14. Reçu 9 floréal [28 avril]. Répondu 14 floréal [3 mai].)

Annexe. Saint-Maurice, 16 avril 1798. Lettre du D. E. provisoire du Valais au D. E. de la R. F.

Nous avons reçu avec reconnaissance la dépêche que vous nous avez fait l'honneur de nous adresser le 18 germinal courant [7 avril] et les témoignages d'intérêt que nous donne le D. E. pour la prospérité de notre pays. Nous

avons l'honneur de vous informer, c. directeurs, que nos communes se sont prononcées pour la réunion du Valais à la R. H., sous la réserve de l'intégrité de leur religion. Le désir de condescendre aux vues du Directoire et leur attachement constant pour la Suisse, dont le Valais n'a point voulu se séparer, ont ramené les esprits au-delà de notre attente.

Le 22 avril prochain, nos assemblées primaires nomment les électeurs ; ceux-ci se rassemblent le 26, et nous espérons que nos députés à la Législature helvétique ne tarderont pas à être réunis aux députés des autres cantons.

Nous regrettons l'alliance directe et immédiate que notre pays a si longtemps entretenue avec la France, mais nous nous flattons que nous la retrouverons avec toute l'Helvétie et que nous n'éprouverons pas moins la bienveillance de la Grande Nation et la vôtre, c. directeurs, comme membre de la R. H.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 45, orig.)

85. Saint-Maurice, 6 floréal an VI (25 avril 1798). 67^e dépêche de Mangourit.

J'ai l'honneur de vous envoyer copie de la lettre que je viens d'écrire au D. E. [*Annexe I*].

(E, fol. 349, orig. — N° 14. Reçu 16 floréal [5 mai]. Répondu le 25 [14 mai].)

Annexe I. Saint-Maurice, 6 floréal an VI (25 avril 1798). Lettre de Mangourit à Merlin, président du D. E. de la R. F.

A Berne, je fus instruit que de violentes agitations causées par un mandement de l'évêque de Sion [Blatter] menaçaient les assemblées primaires du Valais de troubles et de massacres [*Annexe II*]. Aussitôt je partis et je me rendis dans un jour de Berne à Saint-Maurice. Dès mon arrivée tout changea de face. Honneur au clergé du Bas-Valais et à l'abbé de Saint-Maurice ! Honneur au Directoire provisoire valaisan ! Les uns avaient rejeté le mandement infernal ; le Directoire avait par une sage proclamation rendu les provocateurs à la révolte seuls responsables des effets de l'égarement. Je fis aussitôt partir des courriers pour le Haut-Valais... et l'imposture a été déjouée. Huit dizains et demi ont accepté la constitution helvétique *purement et simplement*, au grand regret des hypocrites sanguinaires ; ils ont parlé de Dieu, du diable, de l'évêque : tous les peuples ont répondu aux moteurs de révolte : « Goury le veut (c'est ainsi qu'ils m'appellent), il ne nous a jamais trompés... Nous acceptons. » On leur avait beau dire que leur Directoire et leur Assemblée représentative provisoire le désiraient ainsi... Goury n'avait pas parlé.

Leurs électeurs sont nommés et s'assemblent aujourd'hui à Sion, chef-lieu de canton, savoir ceux de Monthey, 1^{er} ; Saint-Maurice, 2^e ; Entremont, 3^e ; Sion, 4^e ; Sierre, 5^e ; Viège, 6^e ; Brigue, 7^e ; Leuch ou Loèche, 8^e ; moitié de Conches, 9^e.

Vous voyez, c. président, que sur dix dizains, malgré les foudres ecclésiastiques, les correspondances avec Uri et Unterwald, les députations vers le nonce du pape à Lucerne, *l'offre que l'empereur fait*, dit-on, *aux cantons démocratiques de leur donner des secours s'ils veulent se réunir à lui*, il n'y a que la partie supérieure du dizain de Conches et le dizain très exigü de Rarogne qui résistent encore ; mais je monte demain à Sion ; j'y verrai M. l'évêque ; j'y recevrai les députations des deux districts récalcitrants, je leur parlerai raison à ces malheureux égarés ! Je les attendrirai, ils pleureront et moi aussi, et vive la République !

Non, c. président, votre révolution helvétique ne sera point ensanglantée en Valais ! Que tous les amis de l'humanité se réjouissent !

P.-S. Je vais employer toute mon influence à opérer de bons choix. Je remercie de toute mon affection, de toute ma gratitude, le D. E. qui m'avait jugé capable de conduire les légations de Genève et de Valais : il me rend bien justice en comptant sur mon zèle et ma vie. Les élections de Valais vont être terminées sous huit jours et la paix de ce pays sera par elles consolidée.

(AN, AF III 83, dossier 343, pièce n° 43^{ter}, orig.)

Annexe II. Sion, 18 avril 1798. Circulaire de Jos.-A. Blatter, évêque de Sion, adressée « au vénérable clergé et à tous les fidèles de notre diocèse ».

A notre très grande satisfaction, nous avons eu souvent occasion de connaître votre zèle et attachement pour notre sainte religion. C'est précisément pour en assurer la conservation que nous avons les raisons les plus pressantes de faire parvenir à chaque paroisse l'avis qui suit.

Nous recommandons, exhortons et avertissons que, dans les assemblées primaires, on réserve expressément et on prescrive tant aux électeurs qu'on nommera qu'aux autorités qu'on constituera pour la nouvelle forme du gouvernement, de faire la déclaration formelle qu'on n'accepte une nouvelle constitution qu'autant qu'elle n'est ou ne pourra être contraire à la conservation de la religion catholique, apostolique, romaine, dans toute son intégrité.

(Rz, cart. 20, fasc. 2, n° 11, expédition orig.)

86. Saint-Maurice, 6 floréal an VI (25 avril 1798). 68^e dépêche de Mangourit.

Votre dépêche du 13 germinal [2 avril] m'est parvenue à Berne. Sitôt mon arrivée à Saint-Maurice, le Directoire provisoire m'a fait part de la lettre qu'il écrit au régiment valaisan dit *Courten* en garnison à Majorque, et je

ne doute pas que le style impératif de cette dépêche ne fasse disparaître dans ce régiment les taches honteuses de la royauté. Le consul français à Majorque informé par vous de l'objet de cette dépêche aura l'œil à ce que le sieur de Courten qui commande ce régiment exécute l'ordre de son souverain. S'il s'y refusait ainsi que ses camarades, *ils seront cassés*.

(E, fol. 348, orig. — N° 15. Reçu 17 floréal [6 mai]. Répondu le 25 [14 mai].)

87. Sion, 9 floréal an VI (28 avril 1798). 69^e dépêche de Mangourit.

Avant-hier, je suis arrivé à Sion au bruit du canon. C'est vous annoncer que le chef-lieu du canton de Valais réunit ses électeurs.

Il résulte des visites du peuple, des ex-gouvernants, du clergé, de l'évêque, que tout se consolide et que tout se répare.

L'évêque auquel j'ai dit des choses fortes en rendant hommage à sa vertu s'est décidé à réparer le mal de son mandement en envoyant un ecclésiastique vers les rénitents pour les engager à rentrer dans l'ordre.

Je joins ici mon adresse aux égarés [*Annexe I*] ; elle est accompagnée des proclamations du corps électoral [*Annexe II*] et du Directoire provisoire remplissant jusqu'après les élections les fonctions de préfet et de Chambre administrative. J'espère que ces moyens réunis éviteront l'effusion du sang, la guerre civile et l'extermination religieuse.

A sept heures du soir.

Quelques centaines de révoltés ont mis bas les armes et nous envoient leurs électeurs ; ils ont été fraterniser avec les échauffés de Rarogne que l'on excite *au nom de la religion* et auxquels on a fait accroire que le procès-verbal du nombre des votants avait pour but la conscription militaire contre l'Angleterre. C'est un misérable sujet sans talent et sans moyens, jadis soldat et recruteur de l'armée de Condé nommé [Ferdinand] Venetz qui les commande ; on soupçonne fortement M. de Roten, ex-secrétaire de l'Etat, de les travailler, quoiqu'il se prétende nouveau converti et dépopularisé.

Ma lettre imprimée à trois cents exemplaires est partie aujourd'hui par courriers pour tous les dizains du Valais. Si lundi soir [30 avril] l'égarément n'a pas cessé, le lendemain le corps électoral procédera aux élections. Leur doyen d'âge ce matin et le bureau ce soir annoncent de bons choix.

A l'assemblée primaire de Bagnes, le doyen d'âge nommé Jean-Maurice Bruchez, âgé de nonante-cinq ans, a délégué ses pouvoirs à Jean-Pierre Michellod, âgé de nonante et un ans.

P.-S. Je fais part de ces nouvelles et de quelques autres au c. Lecarlier avec lequel ma correspondance est très active.

10 floréal [29 avril].

Je rouvre ma lettre pour vous apprendre que les égarés de Rarogne se rendent.

(E, fol. 353-354, orig. — N° 15. Reçu le 21 floréal [10 mai]. Répondu le 25 [14 mai].)

Annexe I. Sion, 8 floréal an VI (27 avril 1798). Adresse de Mangourit aux citoyens du dizain de Rarogne.

Quelle erreur vous égare et quel en sera le fruit ?

Berne appela contre les armes françaises des soldats de toute la Suisse... Ils sont morts !

Vous vous dites libres... mais est-ce l'être que d'être le jouet de vils hypocrites et de méprisables tyrans ?

On vous trompe lorsqu'on vous donne des inquiétudes sur vos autels... Le culte n'a point été touché par mes frères lorsqu'ils conquièrent l'Italie : le culte n'a point cessé depuis que l'armée française occupe les cantons de Fribourg et de Soleure.

Ceux qui vous parlent des intérêts de la religion, citoyens, ne veulent-ils pas plutôt vous faire garantir leur ambition et leurs revenus ? Que leur importe votre sang, les pleurs de vos familles, la désolation de votre patrie ? Ils ont sans cesse à la bouche le mot de religion : où est la leur ?... Ils faisaient parler la Vierge de Saint-Gall contre la liberté... une menace a suffi pour qu'ils la fissent parler en sa faveur. Le canton d'Appenzell vient d'accepter la constitution, malgré les intrigues de l'hypocrisie et les hurlements du fanatisme.

Arrivé hier à Sion, je comptais y trouver vos électeurs et ceux des dizains limitrophes. Non seulement vos envoyés ne sont pas partis, mais vous avez eu l'audace de refuser le passage à ceux de Conches, de Viège et de Brigue.

Si je ne plaçais votre égarement, je vous abandonnerais à votre déception insensée. Quelques troupes victorieuses suffiraient pour vous exterminer... Mais, citoyens, je déplore votre aveuglement ; je veux devoir vos remords à votre propre conscience. Moi, ensanglanter le Valais ! quand mon plus vif désir est d'y fixer la liberté, la paix et le bonheur... Je vous demande grâce, citoyens, pour ceux-là mêmes qui vous trompent si indignement. Arrivant parmi vous, j'ai refusé les forces que m'offrait le général Schauenburg. Les seules forces que je veuille employer à l'égard des Valaisans sont fondées sur leur confiance en moi, sur mon attachement pour eux.

Citoyens de Rarogne,

Hâtez-vous d'écarter ces conseillers perfides qui couvrent leurs intérêts du voile de l'intérêt général ; ouvrez les bras aux électeurs des dizains qui vous avoisinent ; joignez-y les vôtres. Il tarde à mon impatience de leur donner et de recevoir d'eux le baiser fraternel.

J'aurai cette douce espérance jusqu'à lundi soir, mais si elle était trompée, je proteste à la face de tous les amis de l'humanité du regret que j'aurai d'employer des mesures terribles contre les révoltés. Les provocateurs d'une anarchie injustifiable seront punis militairement sur le lieu même sans égard pour la profession qu'ils veulent déshonorer : vous supporterez des contributions semblables à celles qui pèsent sur les auteurs de la mort des Suisses qui, comme vous égarés par des prêtres et des oligarques, ont osé résister à l'empire de la démocratie représentative.

(Rz, cart. 73, fasc. 9, n° 4 : cahier (18 × 21 cm) de 2 fol. imprimés, textes français et allemand sur deux colonnes ; AV, coll. de placards imprimés, plusieurs ex.)

Annexe II. Sion, 13 floréal an VI (2 mai 1798). Proclamation de Mangourit
« au Corps électoral du canton de Valais ».

Citoyens,

Elus par le peuple pour assurer sa paix et consolider son bonheur, vous allez remplir ses vœux les plus chers en portant aux places désignées par la constitution helvétique :

1° ceux qui dans aucun temps n'ont séparé leur cause de celle du peuple ;

2° ceux qui ont toujours été les amis, les protecteurs et les consolateurs du pauvre, du faible et de l'infortuné ;

3° ceux qui, oubliés jusqu'à présent, malgré leurs vertus et leurs talents, et qui, présents au souvenir des bons qui ne se perd jamais, vont sortir de l'obscurité où d'autres vont et doivent rentrer ;

4° ceux qui appartiennent au premier des arts, à l'agriculture, et qui honorent la profession de nourrisier de l'espèce humaine ;

5° ceux qui sont bons pères, bons fils, bons époux, bons voisins, bons amis, bons hospitaliers, car ils sont vraiment citoyens ;

6° ceux qui ont persisté dans l'amour de la liberté et de l'égalité pendant les dangers, ainsi que ceux qui en ont adopté la cause de bonne foi, et non par adresse ou nécessité.

Ceux-là, citoyens, sont dignes de vos choix et feront respecter votre canton comme un de ceux où les mœurs sont en juste équilibre avec les lumières, équilibre d'où dépend la vraie félicité de votre pays et de l'Helvétie entière.

Salut et fraternité.

(E, fol. 355, imprimé (23,5 x 39,5 cm) ; AV, coll. de placards imprimés.)

88. Paris, 14 floréal an VI (3 mai 1798). Talleyrand à Mangourit.

J'ai reçu, citoyen, vos trois dépêches des 22, 27 germinal, et 2 floréal [11, 16 et 21 avril], n^{os} 12, 13 et 14.

Vous m'annoncez que le Valais entier a accepté la constitution helvétique et va s'incorporer à la nouvelle république, et j'apprends, par les dépêches du c. Florent Guiot, que les Trois Liges ne sont pas éloignées d'accéder à la même union. Cette démarche, fruit d'une mûre réflexion et dictée par le véritable intérêt des Valaisans et des Grisons, ne manquera d'amener incessamment la réunion des cantons dissidents.

J'ai transmis au ministre de la R. F. à Turin [Ginguené] les renseignements que vous me donnez sur l'intendant et le commandant d'Aoste, qui réfugient et protègent des émigrés, afin que ce ministre en porte des plaintes au gouvernement sarde et requière à leur sujet la plus stricte et la plus prompte exécution du traité de paix.

(E, fol. 358, minute.)

89. Sion, 16 floréal an VI (5 mai 1798). 70^e dépêche de Mangourit.

Le corps électoral de Sion s'occupait de choix républicains, lorsque le D. E. provisoire à neuf heures du soir me prévint du danger où nous étions (14 floréal [3 mai]). Des émissaires des petits cantons, des pèlerins valaisans de retour de Notre-Dame des Ermites avaient allumé le feu de la révolte dans le dizain de Conches. On y réclamait la *Landsgemeinde*, assemblée générale du peuple, abolie par serment en 1732. Quatre dizains étaient d'accord : ils n'en voulaient point en général à Goury (c'est ainsi qu'ils m'appellent) ; ils avaient mis en otages plusieurs oligarques. Comme cela est contradictoire ! Tels sont les liens de l'ignorance.

On annonçait que leur avant-garde s'était approchée à deux lieues et demie de Sion ; ils occupaient les défilés et les têtes de pont. Des lettres interceptées, des avis sûrs, des retours d'émissaires confirmaient l'état douloureux de notre position.

L'Assemblée nationale provisoire qui ainsi que le Directoire existe heureusement jusque après l'installation du tribunal de canton et de la Chambre administrative, se rassembla à onze heures du soir. Nouveaux rapports, nouvelles alarmes ! La ville de Sion elle-même fluctuait entre la crainte d'être livrée au pillage et l'espérance de recouvrer son oligarchie. La prise de Lucerne par les paysans nous ôtait nos partisans, et les électeurs des passages propres à la retraite, consultés, furent bien éloignés de donner des assurances rafraîchissantes.

Il fut arrêté : 1^o la levée d'un corps de deux mille hommes ; 2^o l'arrestation des chefs de révolte et des commissaires des petits cantons ; 3^o la translation à Saint-Maurice du corps électoral, des autorités constituées et de la résidence de la République, afin d'éviter un grand crime.

Je ne me couchai pas ; j'avais assisté par invitation à tous les conseils. A sept heures du matin du 15 [4 mai], je partis pour Saint-Maurice.

Une députation du corps électoral et de l'assemblée avait couru en poste après moi, quelques heures après mon départ. Elle me rejoignit à six lieues ; elle m'invita au nom de la patrie à rentrer à Sion. Les nouvelles de la prise de Zoug avaient amélioré les choses : la *Landsgemeinde* n'avait point eu lieu, les tribus armées étaient remontées sur leurs glaciers.

Je reprochai sévèrement l'oubli de pourvoir à la sûreté du corps électoral. « Toute la ville de Sion est en armes, répliqua-t-elle, pour périr s'il le faut par la résistance, mais c'est à condition que vous rentriez. — Je remonte, leur dis-je, puisqu'on veut enfin mériter sa liberté, et je vais déposer entre ses mains ce que j'ai de plus cher, mon épouse et mon jeune enfant. »

A mon arrivée, la scène fut bien touchante : le peuple, le corps électoral, le Directoire provisoire, l'assemblée, la municipalité étaient au-devant de moi. Je rentrai aux cris bien joyeux de « Vive le Directoire de la Grande Nation et son agent Mangourit » !

Ma sortie avait rempli Sion d'une stupeur mortelle ; c'était un déluge général comme dans un incendie.

Une force militaire s'organise, des mesures vigoureuses se prennent avec activité, et ma sortie a doublé mon influence : les choix sont excellents.

Au premier courrier, je vous enverrai les noms et les notes des personnes nommées à la législature et au tribunal suprême.

(E, fol. 359, orig. — N° 16. Reçu le 23 floréal [12 mai]. Répondu le 25 [14 mai].)

90. Saint-Maurice, 18 floréal an VI (7 mai 1798). 71^e dépêche de Mangourit.

Les espions que nous avons dans le Haut-Valais nous ont trompés ; ils étaient du parti ennemi. La ville de Sierre, ou plutôt son gouvernement, nous a également déçus. Un ramas de fanatiques, au nombre de trois mille, ayant au chapeau et sur le cœur des images de la Vierge, se sont élancés du Haut-Valais et ont déjà abattu l'arbre de la liberté à Sierre.

L'oligarchie de Sion a eu part à cette conspiration ; le corps électoral a été dispersé ; heureusement ce qu'il avait à députer à Aarau était élu. J'ai été forcé, pour éviter un grand crime et peut-être irrémissible, de me sauver de cette ville infecte avec ma femme et mon enfant âgé de trente mois, sur une charrette, et de nuit, par une pluie forte. Je suis arrivé hier à Saint-Maurice ; j'ai déjà fait sonner partout le tocsin de réunion contre le Haut-Valais ; j'ai écrit à Bex, à Aigle, Vevey, Lausanne. Des secours vaudois marchent. J'ai requis sous ma responsabilité un bataillon et des hussards français arrivés hier à Lausanne, de venir en Valais à grandes journées ; j'ai mis les chevaux du pays, la paille, le foin, l'avoine en réquisition, ainsi que les farines. Je fais faire du pain ; j'écris dans toutes les paroisses pour hâter les conscriptions militaires ; je demande des officiers et des canonniers, on me les envoie. Je rends compte de tout au commissaire du gouvernement Rapinat, et je supplie Schauenburg d'attaquer le Haut-Valais descendu à Sion *par le Grimsel et la Gemmi* sur Conches et Leuck, tandis qu'avec ce que nous avons de monde nous les attaquons par Sion. Ces paysans ne manquent pas d'adresse : ils fraternisent avec toutes les paroisses ; ils font la boule de neige, démentent les faits de Glaris et d'Unterwald et nous prétendent exterminés ; ils ne veulent pas de constitution helvétique ; ils veulent en faire une. Ils disent que les Français sont une race d'impies voulant détruire leur sainte religion ; ils ont pris ou fait semblant de prendre des otages ; ils ont des officiers, des *Courten* surtout qui me font dire qu'ils y sont forcés par eux au péril de la vie, ce que je ne crois pas. La guerre est profondément religieuse. La Vierge qu'ils mettent en cocarde et sur le sein en est la preuve. Jusqu'à présent, j'ai évité sur toutes choses l'effusion du sang humain, et je pleure en vous disant qu'il en faut verser ou tout est ici perdu. Des instructions, je vous prie, sur les prêtres et les oligarques reconnus ; si on n'en fusille pas quelques-uns, si on ne donne pas ici un terrible spectacle, ce sera toujours à recommencer. L'évêque de Sion et le curé de cette ville ont été adoucir ces fanatiques, disent-ils..., mais je m'en défie beaucoup. Je vous mettrai à jour de la suite des événements.

A quatre heures du soir.

On dit la ville de Sion investie. Vingt-deux cavaliers vaudois ont passé ce matin. A toutes les heures, le renfort nous vient, mais des Français, des hussards, un général, voici ce qui nous manque. Le canon va nous arriver. Je

viens d'envoyer des émissaires dans l'Oberland que les Haut-Valaisans prétendent avoir pour eux. Mes prêtres du Bas-Valais continuent à se bien conduire : ils excitent eux-mêmes aux enrôlements. Les fanatiques ont coupé l'arbre de la liberté à Sierre. Pour gagner du temps et les forces qu'il amène, je leur viens d'envoyer proposer de me députer quelques-uns d'eux.

19 floréal [8 mai], quatre heures du matin.

Sion a capitulé. On descend du Haut-Valais. Je vais sauver les papiers de la légation et rallier les fuyards. Sans troupes françaises, je ne ferai rien.

(E, fol. 361-362, orig. — N° 18. Reçu 25 floréal [14 mai]. Répondu 28 floréal [17 mai].)

91. Bex, 20 floréal an VI (9 mai 1798). 72^e dépêche de Mangourit.

J'ai l'honneur de vous envoyer mon opinion sur les élections du canton du Valais [*Annexe*].

(E, fol. 363, orig. — N° 19. Reçu 1^{er} prairial [20 mai].)

Annexe. Sion, 13 floréal an VI (2 mai 1798). Opinion du c. Mangourit [sur les] élections du canton du Valais.

Sénat.

Premier sénateur, Haut-Valais : Conches.

Sigristen, ex-grand bailli. Cher au Bas comme au Haut-Valais. Le chancelier d'Etat de Roten le tient toujours en tutelle à la faveur d'un fort parti. Sigristen est un honnête homme et ce qu'on peut appeler un homme vertueux ; quoique la première personne du Valais, il a donné l'exemple et n'a pas peu contribué à faire accepter la constitution helvétique ; il a été élu à l'unanimité ; d'un grand âge qui ne lui permet d'autre place que le Sénat. Combattre sa faiblesse et parler franchement avec lui.

Second sénateur, Haut-Valais : Loèche.

Augustini. On lui fait des reproches de vexations lorsqu'il fut il y a quelques années gouverneur à Monthey. Tous s'accordent à lui donner de grands moyens ; il parle l'allemand avec élégance et le français avec netteté. C'est un homme nouveau pour le Valais. Son père, porte-balle italien, s'y fixa et il a vaincu les obstacles de naissance et de famille. Il jouit dans le dizain de Loèche d'une grande popularité ; il est insinuant et propre à tout faire : les républicains lui ont donné leurs voix pour l'éloigner du pays où il pourrait devenir dangereux ; si on en faisait un préfet du Valais, l'on serait en combustion. Il a été, j'oubliais, très vexé par l'oligarchie ; marchera très bien et appartiendra à la France si son agent a l'adresse de s'y bien prendre.

Troisième sénateur, Bas-Valais : Conthey-sur-Morge.

Duc, Cultivateur estimé du Haut et du Bas-Valais, ami du peuple et des principes, ennemi de l'oligarchie, excellent judiciaire, cœur bien placé et probité à toute épreuve ; ce portrait vaut celui d'un faiseur ou d'un parleur. Aime la France comme libératrice du Bas-Valais. Aider à sa timidité en lui parlant souvent avec franchise et bonté, amitié : c'est un homme sûr.

Quatrième sénateur, Haut-Valais : Loèche.

Julier, ex-trésorier du Valais, tenant de l'ancien régime, par conséquent peu de moyens ; peu communicatif. On a cabalé pour faire ce député. Je mandai un électeur de chaque dizain et sans parler du choix fait, je leur fis entendre que, si le général Brune avait militairement exclu l'oligarchie de Berne pendant un an des emplois publics, je saurai m'y prendre de manière que les choix tomberaient sur des hommes essentiellement voués à la cause du peuple. Les élections des Grands Conseils prouveront combien cette leçon a été utile.

Grand Conseil.

Premier, Bas-Valais : Saint-Maurice.

De Nucé, ex-général de brigade de la R. F., *retiré avec pension*. Excellent républicain, attaché à la France ; ennemi juré de l'oligarchie et surtout de la maison opprimante de Courten. Le c. directeur Merlin connaît ce brave citoyen ; il a été persécuté à raison de ses principes. Vif comme le salpêtre ; bon pour *énergiser*.

Second, Haut-Valais : Sierre.

Tabin, cultivateur et châtelain d'Anniviers, vallée populeuse ; il y a de la considération parmi les laboureurs, ses amis et ses camarades ; son sens étonnera beaucoup de gens d'esprit à Aarau. Il est républicain de naissance.

Troisième, Haut-Valais : dizain de Sion.

Jacquier, cultivateur de Savièse. Ce paysan est excellent.

Quatrième, Haut-Valais : Sion.

Jean-Marie Lacoste, négociant ; a été vexé par l'ancien régime pour son attachement à la cause de la liberté qu'il a puissamment servie. Très attaché à la France.

Cinquième, Bas-Valais : Saint-Maurice.

Louis Preux, ex-châtelain et d'une des anciennes familles du Valais ; très attaché à la France ; il a épousé la fille d'Helfflinger, résident en Saxe. Il est sûr. Sa famille le voyait de mauvais œil à cause de ses principes.

Sixième, Bas-Valais : Saint-Maurice.

De Bons, ex-capitaine au régiment de Courten. Licencié, donna l'exemple du renvoi de son brevet et de sa croix ; devint l'objet de toutes les persécutions. A la révolution du Valais, il développa tous ses sentiments ; nommé commandant d'un bataillon de quatre cents Valaisans, il éprouva à son âge

les fatigues du combat de la Croix dans les Ormonts et y acquit de la gloire. Un peu verbeux, mais plein de dévouement pour la cause et très attaché à la France.

Septième, Haut-Valais : Brigue.

François Perrig, ex-juge, patriote, de talent, bonne réputation.

Huitième, Haut-Valais : Viège.

Indermatten, jeune homme de beaucoup d'espérance. On assure qu'il est bon républicain.

Chambre administrative.

Premier, Bas-Valais : Saint-Maurice.

Major [Isaac] de Rivaz. Patriote *faible*, mais du talent en administration ; il a plusieurs fabriques qu'il mène avec industrie ; aime son pays.

Deuxième, Haut-Valais : Brigue.

Stockalper. Le citoyen le plus riche du Valais, il a environ vingt mille livres de rentes ; a contribué de toutes ses forces à l'acceptation de la constitution helvétique et à la paix de son dizain. Homme simple, ami du pauvre, bon père, bon mari.

Troisième, Bas-Valais : Entremont.

[De]lasoie, ex-châtelain. On le prétend homme de talent ; a un peu vexé les plaideurs ; homme fin et va droit son chemin depuis la révolution.

Quatrième, Bas-Valais : Entremont.

Pittier. L'homme le plus capable du Valais. Républicain prononcé, sage et adroit ; énergique et sachant en imposer à ses passions ; très fin et très franc ; parlant élégamment et éloquemment le français et l'allemand. Aimé du peuple et craint des ex-grands. Il m'a beaucoup aidé à établir la constitution helvétique ; l'aristocratie de l'assemblée primaire de son canton excita quelques paysans contre lui ; il fut grossièrement menacé ; son sang-froid le sauva, et son courage les refroidit. C'est le seul que je voie capable d'être préfet.

Cinquième, Haut-Valais : Rarogne.

Nicolas Roten. Peut-être le seul de ce nom qui vaille quelque chose ; ayant été gouverneur en Bas-Valais, le peuple demanda qu'il fût continué, tant son gouvernement avait été populaire. Très brave homme et patriote.

(E, fol. 356-357, copie.)

92. Paris, 25 floréal an VI (14 mai 1798). Talleyrand à Mangourit.

J'ai reçu, citoyen, vos quatre dépêches en date des 6, 9 et 16 de ce mois [25 et 28 avril, et 5 mai], n^{os} 14, 15, 15 [*sic*] et 16.

J'ai informé le consul de la R. F. à Majorque de l'ordre que le gouvernement provisoire du Valais vient de réitérer aux officiers du régiment de *Courten*, touchant les croix de Saint-Louis et du Mérite. Ce consul m'informerait si ces militaires exécutent cet ordre, ou s'ils sont rebelles à leurs gouvernants.

Je vous prie de continuer à m'instruire, comme vous faites, des événements qui se passent sous vos yeux ou qui viennent à votre connaissance. Au milieu de l'orage révolutionnaire où vous êtes placé, l'ascendant que vous avez su gagner sur les esprits et la confiance que vous avez inspirée aux Valaisans sont la sauvegarde de ce pays ; l'ignorance et le fanatisme sont deux monstres que vous désarmez avec douceur et avec adresse ; je vous invite à continuer le même zèle et la même activité ; vous aurez préservé le Valais des malheurs de la guerre et bien mérité de votre gouvernement.

(E, fol. 364, minute.)

93. [Bex, 25 floréal an VI (14 mai 1798)]. 73^e dépêche de Mangourit.

L'organisation remise dans la milice du Léman et du Valais par l'arrivée du général de brigade Lorge, la marche de quelques bataillons et escadrons français, la neutralisation de l'adjudant-général Bergier qui, avec de la bonne volonté, ne savait disposer que des revers, l'ordre dans les subsistances vont opérer sous quelques jours la soumission du Haut-Valais. Déjà la mésintelligence a fait proscrire par les révoltés leur général Joseph Courten ; c'est un homme sans talent nommé [Moriz] Perrig qui les commande. Déjà ils se sont retirés au-dessus du pont de Riddes et leur quartier général paraît placé à Sion. Le général de Lorge fait aujourd'hui la visite de son armée et la reconnaissance des avant-postes. Nous sommes convenus qu'ils seront sommés de mettre bas les armes ; des hussards leur portent cet ordre ; s'ils n'y satisfont pas, on les attaquera demain sur tous les points.

Comme nous avons à nourrir trois escadrons et tous les chevaux d'artillerie et de trait nécessaires au service des subsistances, la Chambre administrative me demanda hier la permission d'acheter au Mont-Blanc deux cents quintaux d'avoine, attendu que le pays en manquait absolument. Sur l'avis du général Lorge et du commissaire des guerres, j'accédai à cette extraction *pour cette fois seulement* en raison de l'urgence et à la charge de l'acquit à caution, les officiers de nos douanes dûment avertis.

Le général Pouget, qui commande dans les départements de l'Ain et du Mont-Blanc, se porte par l'effet de son zèle ordinaire avec cinq cents hommes dans les gorges limitrophes du Valais pour couvrir notre territoire et se porter en avant s'il est nécessaire. Je saisis cette nouvelle occasion de rendre au militaire qui s'est fait chérir dans son commandement du canton de Léman la justice due à son activité, à sa surveillance et à son republicanisme éclairé.

(E, fol. 365, orig. — N° 20. Reçu le 3 prairial [22 mai].)

94. Sion, 28 floréal an VI (17 mai 1798). 74^e dépêche de Mangourit.

Par ma dernière je vous faisais part de la réception éprouvée par le parlementaire français porteur des dernières paroles du général Lorge aux rebelles du Haut-Valais. Vous avez partagé notre indignation et désiré à chaque instant d'apprendre la vengeance éclatante qu'en aurait tiré l'armée.

Ce matin, à la pointe du jour, l'armée française s'est mise en mouvement et a marché quatre heures pour rencontrer l'ennemi ; il s'était retranché au pont de [la] Morge. Là, le feu a commencé ; deux fois les bataillons ont passé le Rhône dans l'eau jusqu'à la ceinture ; l'ennemi s'est battu avec une intrépidité étonnante pour quiconque ignore les effets du fanatisme, mais nos troupes qui ne savent que vaincre ne les ont pas laissés maîtres d'un poste pendant cinq minutes. Il n'est pas un fossé, pas un pont, pas une haie, pas un monticule qui n'aient été défendus avec opiniâtreté ; il a fallu l'acharnement de nos soldats révoltés par la perte de leurs camarades pour venir à bout de ces enragés. Repoussés jusque dans Sion, ils ont aussitôt arboré le drapeau blanc. L'armée pensant avoir affaire à des hommes d'honneur s'avance dans la confiance et croyant à la reddition ; mais à peine le premier escadron est devant la porte qu'une décharge d'artillerie à mitraille nous enlève un officier de hussard généralement regretté, deux hussards et une douzaine de fantassins.

Nulle considération, aucun danger ne peut retenir nos soldats furieux ; on entre dans la ville de vive force et la place est couverte de morts. Sept prêtres et un huitième en habit pontifical encourageaient les révoltés, leur distribuaient des reliques et récitaient au milieu d'eux le chapelet et mille autres bêtises de cette nature. Ils sont actuellement sans vie.

La perte de notre côté est d'environ septante à quatre-vingts hommes, à peu près un pareil nombre de blessés. Les rebelles ont laissé sur le champ de bataille trois cent cinquante à quatre cents victimes de leur fanatisme ; le pain qu'on leur distribuait portait l'empreinte d'un Saint-Sacrement.

En ce moment, ils sont à Sierre où ils prétendent encore tenir, mais ils acquerront la preuve que le soldat français sait vaincre tous les jours. Le général Lorge fait ses dispositions en conséquence et l'échantillon d'aujourd'hui me donne une parfaite confiance en la suite. Nous n'avions que deux mille deux cents hommes et trois cents Vaudois contre six mille. Les avenues sont gardées. Demain les mesures de sûreté, une contribution de dix huit cent mille francs pour la ville de Sion, sauf à en diminuer et l'acquit et la remise des titres pour sept cent mille francs dont elle est notre créancière. Je vous instruirai de ce qui réussira.

(E, fol. 366-367, orig. — N° 21. Reçu 7 prairial [26 mai].)

95. Paris, 29 floréal an VI (18 mai 1798). Talleyrand à Mangourit.

J'avais partagé, citoyen, votre confiance dans les dispositions du Haut-Valais et je n'ai point appris sans autant de surprise que de douleur l'insurrection générale de cette contrée, et la nécessité où vous vous êtes trouvé de

quitter précipitamment Sion. J'aime à penser que les mesures provisoires que vous aurez pu prendre auront empêché l'extension de cette révolte et auront donné le temps au commissaire du Directoire, ainsi qu'au général Schauenburg, prévenus par vous, de couper le mal par la racine. D'ailleurs, comme il est sensible que la résistance des petits cantons a occasionné l'insurrection du Haut-Valais, il est probable qu'elle se trouvera arrêtée, dès son principe, par les défaites successives que les fanatiques d'Uri, d'Unterwald, de Glaris viennent d'éprouver, et par la complète accession qui nous est annoncée de ces portions de la Suisse à la constitution helvétique.

(E, fol. 368, minute.)

96. Sion, 30 floréal an VI (19 mai 1798). 75^e dépêche de Mangourit.

Depuis notre victoire du 28 [17 mai], les rebelles sont dispersés. J'ai envoyé des espions dans les dizains d'en haut pour être informé de leurs intentions, mais je les crois guéris de l'envie de se mesurer de nouveau avec nos troupes.

J'ai reçu ce matin l'ordre par le D. E. pour faire juger militairement les chefs de cette révolte. Je l'ai aussitôt communiquée au général Lorge, pour qu'il ait à procéder à la formation d'une commission militaire.

La Grande Nation sera vengée d'une manière digne d'elle ; nous joindrons le flambeau de la vérité à la clémence et à la sévérité.

J'ai aussi provoqué les répressions des excès auxquels l'exemple des auxiliaires vaudois a entraîné nos troupes. Il ne suffit pas de faire redouter le nom français, il le faut encore rendre respectable.

J'ai ordonné hier à la municipalité de Sion d'avoir à fournir de suite une somme provisoire de cinquante mille écus pour les dépenses les plus urgentes.

Dans ma lettre au Directoire, de ce jour, je peins la nécessité du séjour ici d'un couple de bataillons, qui répondent des passages en Italie, si elle doit encore devenir le théâtre de la guerre.

J'ai pensé remplir exactement les intentions du D. E. en affectant, d'après la demande du général Lorge, une somme de six cents louis pour gratification aux officiers de l'armée, sur la contribution provisoire. Je vous certifie que ce n'est qu'une reconnaissance plus que méritée de leur part.

Quelques accusations avaient été dirigées contre le c. Riedmatten, bourgmestre à Sion, mais l'examen que je viens de faire de sa conduite m'a même prouvé qu'il a souffert par la présence des rebelles qui l'ont maltraité et pillé ; je crois devoir y avoir égard ; ils lui disaient en le maltraitant qu'il *était le provocateur du résident*.

Les dizains supérieurs viennent à résipiscence. La leçon d'avant-hier a été terrible et heureuse dans ses effets ; ils ont envoyé faire leurs soumissions et proposent leurs armes. On a pris les sept drapeaux des sept dizains révoltés.

(E, fol. 369-370, orig. — N° 22. Reçu 7 prairial [26 mai].)

97. Sion, 2 prairial an VI (21 mai 1798). 76^e dépêche de Mangourit.

La troupe pénètre dans l'intérieur. Chaque dizain aura vu les vainqueurs de l'Europe, ceux contre qui ils avaient prétendu résister en faveur de la tyrannie sacerdotale et oligarchique.

Aujourd'hui, nous avons reçu une députation du Bas-Conches, l'un des plus mauvais dizains. Le Haut seul est encore récalcitrant, mais le voisinage de la troupe, l'établissement de la commission militaire sont des mesures qui ne laisseront rien à désirer pour la tranquillité du pays.

Vous trouverez ci-joint, c. ministre, un exemplaire d'une proclamation que j'ai fait publier aujourd'hui [*Annexe I*]. Le général Lorge doit en faire autant demain ; je vous la ferai aussi passer [*Annexe II*].

J'ai fait passer au ministre de la Police générale un recueil de pièces intéressantes trouvées au domicile du nommé Vigouroux, prêtre réfractaire et émigré qui était ici pendant que Sion était au pouvoir des rebelles, mais qui s'en est échappé à l'entrée des Français. Le ministre y trouvera la preuve de la concordance des royalistes dans tous les lieux et dans tous les temps. Il y a surtout un cahier fort intéressant contenant instructions et décisions à l'usage des prêtres rentrés en France.

Le général m'a dit qu'il établirait la commission militaire sitôt qu'un des principaux chefs serait amené devant lui ; nous les avons mandés à cet effet.

A ma lettre au D. E., j'ai joint un bordereau signé Barthélemy à Bâle, le 22 fructidor an IV [8 septembre 1796], et cinq contrats de rente de la ville de Sion sur la R. F. C'était une portion nécessaire de la contribution et l'objet nécessaire dont je me suis d'abord inquiété.

(E, fol. 373, orig. — N° 24. Reçu le 11 prairial [30 mai].)

Annexe I. Sion, 1^{er} prairial an VI (20 mai 1798). Proclamation de Mangourit aux Valaisans. — Publ. dans Strickler, pp. 1052-1053, n° 51.

Annexe II. Sion, 30 floréal an VI (19 mai 1798). Proclamation du général Lorge aux Haut-Valaisans. — Publ. dans Strickler, pp. 1051-1052, n° 48.

98. Sion, 4 prairial an VI (23 mai 1798). 77^e dépêche de Mangourit.

J'ai l'avantage de vous faire passer une adresse que je viens de faire à l'armée française en Valais [*Annexe*], pour lui marquer ma reconnaissance de la bravoure ordinaire avec laquelle elle a vaincu.

Je crois que demain la commission militaire sera installée conformément aux ordres du D. E. du 24 expiré [13 mai].

Les contributions marchent lentement, mais le désarmement s'opère.

(E, fol. 375, orig. — N° 25. Reçu 13 prairial [1^{er} juin].)

Annexe. Sion, 3 prairial an VI (22 mai 1798). Proclamation de Mangourit à l'armée française en Valais. — Publ. dans Strickler, pp. 1055-1056, n° 55.

99. Sion, 6 prairial an VI (25 mai 1798). 78^e dépêche de Mangourit.

J'ai l'avantage de vous prévenir que j'ai fait aujourd'hui, au D. E., un troisième envoi des titres de créance de la république du Valais sur la R. F.

Mon paquet de ce jour contient : un titre d'un capital de cent mille livres portant quatre mille livres de rente perpétuelle ; la procuration donnée il y a trois ans à deux députés du Valais pour traiter soit du remboursement, soit de la recette de cette rente ; un titre de trente mille sur la terre de Condal pour hypothèque de cette somme, avec intérêt à 3 %, emprunté par de Chaignon, résident pour le roi en 1783.

Je pense que le D. E. jugera à propos de les considérer comme propriété restituée à l'Etat.

(E, fol. 377, orig. — N° 27. Reçu 17 prairial [5 juin].)

100. Sion, 6 prairial an VI (25 mai 1798). 79^e dépêche de Mangourit.

Les ordres avaient été donnés pour la réunion des officiers supérieurs habiles à former la commission militaire prescrite par la lettre du D. E. du 24 floréal dernier [13 mai]. Les prévenus étaient rassemblés pour être jugés par elle, mais une impossibilité réelle a tout suspendu : personne n'a pu procurer une loi organique de ces tribunaux, de manière qu'il nous est impossible de préciser les cas et d'appliquer le texte de la loi à la rédaction des jugements.

Par ordre du général Schauenburg, la troupe qui est dans le Valais doit en partir le 12 de ce mois [31 mai] pour l'Italie. Nouvel empêchement.

Dans cet état de cause, que dois-je faire ? Demander au général en chef une commission militaire tout organisée, ou lui envoyer les prévenus à son quartier général ?

Voilà, c. ministre, les questions que je fais au D. E. par ma lettre de ce jour et sur lesquelles je vous prie de me procurer une prompte réponse. Vous en sentirez la nécessité. Vous considérerez aussi quelle différence il en résul-

tera pour l'effet d'une exécution faite dans le pays ou du transfert des coupables à cinquante lieues d'ici.

(E, fol. 376, orig. — N° 28. Reçu 17 prairial [5 juin].)

101. Paris, 8 prairial an VI (27 mai 1798). Talleyrand à Mangourit.

Je vous transmets, citoyen, copie d'un arrêté du D. E. en date du 6 de ce mois [25 mai], qui prononce votre rappel [*Annexe*]; je vous prie de m'en accuser la réception.

Comptez sur mon empressement à remplir les intentions du gouvernement conformément à l'article 2 de ce même arrêté.

(E, fol. 379, minute.)

Annexe. Paris, 6 prairial an VI (25 mai 1798). Extrait du registre des arrêtés du D. E. : Rappel de Mangourit.

Le D. E. arrête ce qui suit :

Article premier. — Le c. Mangourit, résident de la R. F. en Valais, est rappelé.

Art. 2. — Le ministre des R. E. fera incessamment un rapport au D. E. sur la nouvelle destination à donner au c. Mangourit.

Le présent arrêté ne sera pas imprimé.

(E, fol. 378. — Extr. signé Merlin, président, et Lagarde, secrétaire général.)

102. Sion, 11 prairial an VI (30 mai 1798). — 80^e dépêche de Mangourit.

La demande que j'ai l'honneur de vous faire attend une décision prompte.

Les auteurs et chefs de la rébellion du Haut-Valais vont être jugés militairement en vertu d'un arrêté du D. E. de France en date du 24 [floréal] dernier [13 mai].

Les ci-après dénommés doivent-ils y être traduits ?

MM. Pierre-Marie et Louis de Courten ont été incarcérés par mes ordres au château de Chillon, comme otages. Le premier, pendant le plus fort de la révolte, fut arrêté par la surveillance de la ville de Vevey et interrogé ; il dit à l'administrateur et à moi, auquel ce dernier le renvoya, que lui et son frère Louis, voyant le mauvais pas que faisait son pays, ils jugèrent nécessaire de l'abandonner et de se représenter devant moi pour constater qu'ils n'y avaient pris aucune part et pour ne pas nuire à la radiation *définitive*

de la liste des émigrés qu'ils avaient obtenue provisoirement. Il ajouta que son frère Louis, accablé de fatigue du passage des montagnes, était resté dans l'Oberland.

J'appris en même temps par un commissaire vaudois nommé Sterky que deux hommes avaient parcouru l'Oberland et avaient tenté de le soulever ; mes espions me rendirent la même chose.

Je fus enclin à soupçonner les deux Courten, vu qu'au lieu de me chercher à Saint-Maurice, lieu ordinaire de ma résidence, ils avaient fait une déviation considérable en allant à Vevey, distant de sept lieues de ma demeure. Sachant que Louis était arrivé à Monthey, je lui fis dire, en le faisant observer, de se rendre à Chillon, à quoi il obéit.

Traitera-t-on MM. de Courten comme otages ? Mais les contributions se lèvent ; le Valais soumis pleure son égarement ; il semblerait que ces individus n'y ont pas pris part.

Les traduirai-je à la commission militaire comme émigrés ? Mais ils sont nés Valaisans, mais ils sont provisoirement rayés.

(E, fol. 380-381, orig. — N° 29. Reçu 21 prairial [9 juin]. Communiquer la lettre au ministre de la Police générale comme ancien commissaire et lui demander son avis. Fait le 23 [11 juin].)

103. Sion, 16 prairial an VI (4 juin 1798). 81^e dépêche de Mangourit.

J'ai l'honneur de vous envoyer une note allemande sur le Simplon [*Annexe*], passage déjà destiné par le traité avec la Cisalpine pour le service des courriers de France en Italie et que les opérations commerciales et militaires réclament.

Vous sentirez, c. ministre, combien par ce passage il serait facile à l'Helvétie et à la Cisalpine en guerre avec la République de réunir leurs armes et de faire filer des subsistances.

(E, fol. 385, orig. — N° 30. Reçu 25 prairial [13 juin].)

Annexe. S.l.n.d. « Note allemande sur le Simplon » : Anmerkungen der Reise über den Simpiller Berg auf Meyland.

von Simpillen auf Dovedro kleine Stunde	6
von Dovedro auf Domodossola	3
von Domodossola auf Vogogna (kleine)	3
von Vogogna auf Margozzo (kleine)	3
von Margozzo an den Langen See	1
	<hr/> 16

Über diesen See kann man bei gutem Wetter in einem halben Tag auf Sesto Meyländisch ankommen, von Sesto bis in die Stadt Meyland Stunden 7.

Sollte man aber auf das Mayländische Gebiet Laveno den kürzern Weg nehmen wollen, so kann man von Margozzo auf Intra, 3 Stunden, und von dann 3 Stunden die breite allorten vom See traversieren, also von Margozzo bis auf Laveno Meyländisches Gebiet kann man in 6 Stunden sein.

Die Lebensmittel sowohl für Domodossola als Simpillen und Brig sind vom Meyländischen gar leicht zu haben, in dem vom ganzen Meyländischen Gebiet die Schiffe bis eine Stunde von der Stadt Domodossola ankommen, und von Domodossola auf Simpillen in einem Tag durch die Maultier kann verführt werden, deren sich ziemlich in grosser Anzahl zu Domodossola befinden, eben auch zu Simpillen 30 oder 40.

Die Logierung zu Simpillen ist das härteste, allein 200 könnten wohl in Häusern logieren und Sommerszeit könnte man auf den Wiesen liegen, nach Simpillen findet man Logierung genug.

(E, fol. 386, orig.)

104. Sion, 16 prairial an VI (4 juin 1798). 82^e dépêche de Mangourit.

Le D. E. a ordonné le passage d'environ 12 000 hommes, infanterie, cavalerie et hussards, en Italie ; il semble que ce passage a été réglé par le gouvernement devoir être fait par la ligne la plus directe. Il eût été facile d'en diriger par le Simplon et, par là, de diviser la saturation des subsistances entre les deux contrées du Valais.

Le général Schauenburg, commandant en chef l'armée française en Helvétie, n'a saisi que la gorge du Saint-Bernard et a même logé quatre bataillons et un régiment de cavalerie dans un bourg où à peine un bataillon pouvait subsister.

En Bas-Valais, on existerait à peine sans les grains que la contrebande y introduit ; encore la livre de pain en temps ordinaire coûte-t-elle six sous de France ; dans ce pays montagneux, l'avoine est fort rare...

Il fallait donc pour le passage rapide de la cavalerie procurer de ce dernier grain que le premier régiment à cheval avait déjà consommé.

Dans ces occurrences, la loi de prohibition n'a plus de vigueur. Sur la demande de la Chambre administrative du canton du Valais, celle du commissaire des guerres Chevalier et l'avis du général Lorge, je permis l'extraction, à deux fois, de cinq cents quintaux d'avoine des communes du Mont-Blanc les plus voisines de Martigny, point de rassemblement, avec charge d'en prévenir les officiers des douanes et des lieux et à la charge de l'acquit-à-caution. J'ai été méconnu et je vous envoie copie de l'arrêté du canton d'Abondance, du 14 de ce mois [2 juin] [*Annexe*].

Je ne doute pas que vous ne fassiez punir ces hommes qui invoquant la loi pour affamer nos braves défenseurs et paralyser leur marche glorieuse sont, ou égoïstes, ou d'un sentiment trop commun aux autorités constituées du Mont-Blanc.

(E, fol. 383-384, orig. — N° 31. Reçu 25 prairial [13 juin].)

Annexe. Abondance, 14 prairial an VI (2 juin 1798). Lettre du canton d'Abondance par laquelle il refuse l'avoine demandée pour le Valais.

Nous soussigné (F. Folliet), président de l'administration municipale du canton d'Abondance, département du Mont-Blanc, certifions et déclarons que l'avis de cette municipalité ne serait pas de laisser sortir de l'avoine du canton pour passer en Valais, soit parce que cette exportation serait contraire aux lois dont il n'est pas permis aux administrateurs municipaux de dispenser, soit parce que la denrée en question n'est pas abondante ici où elle est au contraire de nécessité pour la nourriture de l'habitant. Tel a été aussi le sentiment du commissaire du D. E. près ce canton.

(E, fol. 382, orig.)

105. S.l.n.d. [Sion, 17 prairial an VI (5 juin 1798)]. 83^e dépêche de Mangourit.

J'ai l'honneur de vous envoyer un état des revenus de la ville de Sion sur la R. F. ; la conquête qui a été faite de cette ville, qui après avoir arboré le pavillon blanc mitrailla notre armée, commande la confiscation de ces sommes et la communication au ministère des Finances pour que l'inscription au grand livre de ces sommes soit biffée.

Les officiers, sous-officiers et soldats du régiment de Courten licencié qui ont pris le parti des rebelles du Haut-Valais doivent également perdre les pensions et gratifications qu'ils avaient méritées par des services. Il n'est aucun militaire de ce corps habitant le Bas-Valais qui ait forfait à la fidélité et à la reconnaissance envers la Grande Nation. Mais je pourrais presque assurer que tous ceux du Haut-Valais y ont forfait et qu'il me semble juste d'en faire un exemple.

(E, fol. 387, orig. — N^o 31. Reçu le 1^{er} messidor [19 juin]. Communiqué au ministre des Finances le 4 messidor [22 juin]. [*Annexe*].)

Annexe. [Paris], 4 messidor an VI (22 juin 1798). Lettre de Talleyrand à Ramel, ministre des Finances.

Je vous transmets, mon cher collègue, copie d'une lettre qui m'est adressée par le résident de la R. F. en Valais, avec une pièce qui y était jointe, relative aux rentes dont la ville de Sion jouissait sur la R. F. et dont on propose la confiscation. Je vous invite à prendre à ce sujet, s'il est nécessaire, les ordres du D. E. et à me faire connaître la détermination qui sera prise.

(E, fol. 395, minute.)

106. Sion, 18 prairial an VI (6 juin 1798). 84^e dépêche de Mangourit.

Je reçois votre dépêche et l'arrêté du D. E. des 8 et 6 de ce mois [27 et 25 mai].

Son article second et les expressions de votre lettre sont extrêmement honorables et flatteurs pour moi.

Un rappel de cette nature crée en moi de nouveaux moyens que je dévouerai entièrement au service de la République.

Demain, l'arbre de la liberté sera replanté ici avec pompe ; des députés du Valais y assisteront ; j'y prononcerai un discours, le général Lorge aura son tour, et nous quitterons Sion le lendemain.

Je me rendrai à Saint-Maurice. J'y achèverai quelques dispositions propres à consolider le calme. De là, je prendrai la route de Paris par Dole, Dijon, Auxerre ; je resterai deux à trois jours à Bierre chez mes parents, près Maisonneuve et Semur, *Côte d'Or*, à moins que des ordres de vous disposent autrement de moi.

J'ai consulté le commissaire du gouvernement près l'armée en Helvétie sur la destination des papiers de ma légation ; je crois que je dois les envoyer au c. Mengaud, vu que le Valais est canton de la R. H.

J'ai l'honneur de vous prévenir que le fameux bloc de cristal estimé douze quintaux et un surnuméraire de six quintaux sont partis pour se rendre à Paris chez vous-même.

Le char et les deux chevaux et les attelages appartiennent à la République. Le conducteur a reçu (sauf gratification) quatre-vingt-deux livres pour vingt-cinq jours d'aller et douze jours de retour.

Ces médailles de la conquête du Valais sont frappées par la nature et ne seront, sous aucun rapport, indignes de la nation des arts, des victoires et des vertus.

(E, fol. 388-389, orig. — Sans numéro. Reçu 27 prairial [15 juin].)

107. Saint-Maurice, 23 prairial an VI (11 juin 1798). 85^e dépêche de Mangourit.

Quelque empressement que j'aie de me rendre à Paris en conséquence de mon rappel sur-le-champ, deux obstacles s'y opposent.

Le premier est l'incertitude où je suis de la disposition à faire des papiers de ma légation ; j'en ai écrit au c. Rapinat, commissaire du gouvernement.

Le second tient à une espèce de fièvre bilieuse qui s'est emparée de mon épouse, suite nécessaire des angoisses que son cœur a éprouvées, notamment à notre fuite de la ville de Sion.

Attaché à mes devoirs, je devais vous rendre compte de mes retards. Mais soyez persuadé, c. ministre, du désir que j'ai de satisfaire promptement à l'arrêté du D. E. et de vous voir.

(E, fol. 392, orig. — N^o 33. Reçu le 1^{er} messidor [19 juin].)

108. Saint-Maurice, 26 prairial an VI (14 juin 1798). 86^e dépêche de Mangourit.

Je suis instruit que de six mille émigrés réfugiés à Constance et dans les villes forestières, il en est passé quatre mille en France. C'est un nommé Lambert, né en Dauphiné, ex-officier de dragons, rayé provisoirement et réintégré dans ses biens quoique ayant fait trois campagnes dans l'armée de Condé, puis chassé par la loi du 19 fructidor an V [5 septembre 1797], qui écrit ce fait à une jeune personne de Saint-Maurice qu'il compte épouser.

La surveillance des frontières est indispensable : il serait bon de placer des observateurs intelligents à Genève, Versoix et Romainmôtier. Le Jura et Paris ne sont pas à négliger.

(E, fol. 393, orig. — N^o 34. Reçu le 1^{er} messidor [19 juin]. Communiqué au ministre de la Police le 4 messidor [22 juin].)

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	3
Sigles et abréviations	7
Sources	7
Première section. Documents relatifs à la nomination et à l'entrée en fonction de Mangourit, résident de la R. F. en Valais (16 novem- bre 1797 - 12 février 1798)	9
Deuxième section. Dépêches de Mangourit, résident en Valais, adres- sées à Talleyrand, ministre des Relations Extérieures (26 décem- bre 1797 - 14 juin 1798)	19